



Saved documents

Wednesday, April 26, 2023 at 1:09 p.m.

54 documents

By opladminU_1

Summary

Saved documents • 54 documents

<p>La Presse+</p> <p>November 19, 2020</p> <p>Discussions franches sur le racisme</p> <p>... a peut-être réussi son meilleur coup avec sa table ronde qui portait sur le racisme et la justice sociale, mercredi. Diffusé sur son site internet, l'évènement a conjointement été organisé ...</p>	8
<p>La Presse+</p> <p>June 17, 2020</p> <p>Noirs espoirs</p> <p>... un « après-George Floyd » pour les artistes visuels noirs québécois ? La mort de cet homme noir américain tué par un policier au Minnesota et les protestations qui ont suivi vont-elles provoquer ...</p>	11
<p>La Presse+</p> <p>November 11, 2020</p> <p>Petite vie, petite misère</p> <p>... l'on a soi-même provoquée », le plus récent finaliste est (roulement de tambour)... Radio-Canada. Le Journal de Montréal révélait mardi que le diffuseur public avait retiré de sa plateforme web ...</p>	14
<p>La Presse+</p> <p>June 3, 2020</p> <p>Des lectures pour confiner le racisme</p> <p>... 'étais enfant, le quartier où j'habitais était blanc et mon premier contact avec le racisme s'est passé à la télé. Tout le monde regardait la minisérie Roots (Racines, en français ...</p>	16
<p>La Presse+</p> <p>June 12, 2020</p> <p>La prise de conscience canadienne</p> <p>Qu'est-ce que le racisme systémique ? Selon la Commission ontarienne des droits de la personne, « la discrimination systémique peut être décrite comme des modèles de comportement, des politiques ou des pratiques ...</p>	19
<p>La Presse+</p> <p>August 30, 2020</p> <p>Une statue tombe, le débat est relancé</p> <p>La statue représentant le premier premier ministre du Canada a été déboulonnée samedi après-midi à Montréal, dans la foulée d'une manifestation pour exiger la réduction du budget de la police ...</p>	21
<p>La Presse+</p> <p>June 27, 2020</p> <p>Les premiers ministres divisés sur l'existence du racisme systémique</p> <p>Le premier ministre Justin Trudeau aurait voulu une déclaration commune plus puissante sur le racisme, mais il s'est buté à la résistance de premiers ministres provinciaux qui ne voulaient pas du ...</p>	23
<p>La Presse+</p> <p>June 18, 2020</p> <p>Le racisme « systémique » québécois, une fabrication</p> <p>... par des policiers de Minneapolis, auquel vient de s'ajouter l'assassinat d'un autre noir à Atlanta, la thèse voulant que le « racisme systémique » ait fait son nid au Québec rebondit ...</p>	25
<p>La Presse+</p> <p>October 21, 2020</p> <p>Un combat à finir contre le racisme</p> <p>... 'hui. Et, à travers eux, sont abordés, entre autres, la violence, la détresse et le racisme. Entretien. « C'est juste plus sournois, ça ne s'est pas amélioré. Si ça s'était ...</p>	27

La Presse+

May 27, 2020

Une Canadienne au cœur d'une tempête raciale à New York

... parenté), qui promenait son épagneul cocker sans laisse, en violation du règlement. Christian Cooper, un Noir âgé de 57 ans, a demandé à Amy Cooper, une Blanche de 41 ans, de mettre ...

30**La Presse+**

December 27, 2020

Les citations de l'année...

... médical pourtant censé soigner leur patiente ont secoué le Québec et mis en lumière le racisme que vivent encore les autochtones dans la province. On a appris bien vite que ce qui ...

32**La Presse+**

June 2, 2020

Le lumineux « panier noir »

... faire une liste longue comme ça des comportements racistes auxquels ils sont régulièrement confrontés. « Le racisme n'a pas de frontière », dit Dexter en entrevue vidéo. Le racisme est partout dans le ...

34**La Presse+**

July 19, 2020

Une charmante vieille dame...

... l'Écosse ou l'Irlande du Nord, qui font pourtant partie du Royaume-Uni. Le Canada, peut-être ? « Pff... jamais. » On est à peine surpris quand elle nous parle de son admiration ...

36**La Presse+**

October 20, 2020

Je suis prof

... 'un mot dans le cadre d'une explication savante me vaut d'être taxée de racisme », m'a-t-elle confié, lundi. Elle était secouée. On le serait à moins. Le recteur ...

39**La Presse+**

December 29, 2020

Dix événements qui ont marqué 2020

... causé plus de 1,62 million de morts, dont plus de 15 000 morts au Canada, et infecté plus de 73 millions de personnes dans 218 pays. L'un des éléments les ...

42**La Presse+**

November 14, 2020

Les nouveaux censeurs

... reçu un « commentaire » critiquant un épisode de La petite vie mettant en scène un personnage noir caricatural, Radio-Canada n'a fait ni une ni deux : il l'a carrément expurgé de ...

46**La Presse+**

June 18, 2020

RESPIRATEURS ARTIFICIELS, GRANDS LACS ET AUNT JEMIMA

... dans l'aéronautique pour ses simulateurs de vol, a obtenu mercredi l'homologation de Santé Canada pour son « CAE Air1 », ce qui lui permettra d'appuyer sur l'accélérateur afin de terminer ...

48**La Presse+**

November 30, 2020

Les médias « peuvent faire mieux »

... même la diversité d'accents ! Ça me fascine à quel point, par exemple à Radio-Canada, il y a des accents qui sont effacés. On va apprécier un accent français ou marocain ...

50**La Presse+**

June 29, 2020

À qui ressemble votre patron ?

... sont sous-payées et sous-représentées dans les postes à responsabilités, les chiffres de Statistique Canada en témoignent. Bas les masques, le racisme systémique dans le milieu professionnel est un fait et ...

53**La Presse+**

June 22, 2020

Attention, risques devant

... une firme qui fait maintenant l'objet d'une poursuite à Denver après qu'un Noir eut été passé à tabac par quatre agents de sécurité. « Ça fait partie des risques », rétorque ...

55

<p>La Presse+</p> <p>June 21, 2020</p> <p>Penser le monde d'après de façon plurielle et intersectionnelle</p> <p>... agricoles migrants, les anges gardiens et les étudiants étrangers a exposé leur situation précaire au Canada et au Québec, tout en limitant leur accès aux mesures de secours qui sont disponibles pour ...</p>	<p>58</p>
<p>La Presse+</p> <p>September 3, 2020</p> <p>Parlons de racisme même quand ça fait mal</p> <p>... Black Lives Matter, les deux femmes ont plus que jamais envie de participer à la discussion publique sur le racisme. Et elles n'ont pas peur d'aborder les vraies questions. ...</p>	<p>60</p>
<p>La Presse+</p> <p>June 18, 2020</p> <p>Quand la distanciation sociale rencontre le racisme systémique...</p> <p>... déjà au Québec et dans nombre de sociétés avant la pandémie. Sans prétendre que le racisme d'autan voulant affirmer une supériorité intellectuelle, morale et physique par l'oppression soit encore présent ...</p>	<p>62</p>
<p>La Presse+</p> <p>June 3, 2020</p> <p>Des inégalités croissantes pour les Noirs au Canada</p> <p>Être noir au Canada est encore synonyme d'appauvrissement et de discrimination, et le gouffre s'est élargi en deux décennies. Un homme noir, en 2015, gagnait ainsi environ 15 000 \$ en ...</p>	<p>65</p>
<p>La Presse+</p> <p>June 3, 2020</p> <p>« J'étais incapable d'arrêter de pleurer »</p> <p>... comme la très grande majorité des Noirs, il a tout de même été victime de racisme, notamment de la part de policiers. C'était à Sacramento, à la fin des années 90 ...</p>	<p>67</p>
<p>La Presse+</p> <p>May 25, 2020</p> <p>Ce Montréalais qui marque l'histoire et emballe Michelle Obama</p> <p>... Fitzgerald, John F. Kennedy et Alan Turing : Nicholas Johnson est le premier major de promotion noir de cet établissement fondé il y a 274 ans et dont le passé est entaché par ...</p>	<p>69</p>
<p>La Presse+</p> <p>November 28, 2020</p> <p>George Floyd et les combats « importés »</p> <p>... une histoire importés des États-Unis. Qu'en est-il vraiment ? Nos débats sur le racisme au Québec seraient-ils dominés par une pensée militante qui tord les faits historiques pour mieux ...</p>	<p>71</p>
<p>La Presse+</p> <p>June 3, 2020</p> <p>Une « société malade » en quête d'un remède</p> <p>... Le racisme et les tensions raciales divisent depuis longtemps les États-Unis. Robert Keating, délégué général du Québec à New York en 2008 et 2009, l'a personnellement remarqué lors de rencontres ...</p>	<p>74</p>
<p>La Presse+</p> <p>February 19, 2020</p> <p>Nos suggestions</p> <p>... MacLeod, illustrations de Mike Deas, traduction de Louise Binette Éditions Scholastic Dès 5 ans PREMIER NOIR DANS LA LNH Willlie O'Ree est le premier Noir à avoir joué dans la Ligue ...</p>	<p>76</p>
<p>La Presse+</p> <p>July 14, 2020</p> <p>Conversation avec Marcus Samuelsson : « Le changement n'est jamais facile »</p> <p>... 'on est en train d'avoir. Il n'y a pas de doute que le racisme structurel existe, il n'y a pas de doute qu'il faut qu'il y ait ...</p>	<p>78</p>

La Presse+

December 19, 2020

La pandémie, la nouvelle de l'année au Canada

Le virus mortel qui a balayé le Canada cette année a fait la manchette, causé des milliers de morts, infecté des dizaines de milliers de personnes et entraîné de profonds bouleversements sociaux ...

80**La Presse+**

June 11, 2020

Nomination historique pour une Montréalaise d'origine

... à un moment charnière aux États-Unis, alors qu'ont lieu des manifestations contre le racisme dans une foule de grandes villes partout au pays. « Je suis fière de prendre les commandes ...

81**La Presse (site web)**

August 15, 2020

Sous la couverture

... 20 août, fait sa une avec 11 femmes noires influentes, sous le titre Non au racisme ! : Dominique Fils-Aimé, Mélissa Bédard, notre collègue journaliste Marissa Groguhé, Fabienne Colas, Sarahmée, Régine Laurent, Alicia ...

83**La Presse+**

August 15, 2020

Sous la couverture

... 20 août, fait sa une avec 11 femmes noires influentes, sous le titre Non au racisme ! : Dominique Fils-Aimé, Mélissa Bédard, notre collègue journaliste Marissa Groguhé, Fabienne Colas, Sarahmée, Régine Laurent, Alicia ...

86**La Presse+**

July 15, 2020

La vie des noir. e. s compte : une fresque en soutien aux communautés noires

... La vie des noir. e. s compte : une fresque en soutien aux communautés noires ...

88**La Presse (site web)**

October 20, 2020

Je suis prof

... 'un mot dans le cadre d'une explication savante me vaut d'être taxée de racisme », m'a-t-elle confié, lundi. Elle était secouée. On le serait à moins. Le recteur ...

89**La Presse+**

December 10, 2020

Le Black Theatre Workshop codirigera le Théâtre anglais du CNA

... bien d'autres institutions et personnes, le Théâtre anglais du CNA a adopté le carré noir, symbole du soutien au mouvement Black Lives Matter au printemps. « On savait que ce n'était ...

92**La Presse+**

June 16, 2020

Une police blanche

... que Québec vient de mettre en place un comité d'élus qui agira contre le racisme, des groupes de défense des minorités visibles appellent à la reconnaissance du problème et le SPVM ...

94**La Presse+**

June 2, 2020

Justice pour tous

... Pour M. Dorfeuille, la raison de cette « évaluation » était simple : il est noir. À son procès en cour municipale, il a plaidé le profilage racial pour faire exclure la preuve. Le juge ...

97**La Presse+**

July 8, 2020

Un nœud coulant à son poste de travail

... travail. Un acte haineux qu'il souhaite dénoncer, « car il ne faut pas souffrir du racisme en silence », a-t-il confié à La Presse. En descendant de son camion le 12 ...

99**La Presse (site web)**

June 22, 2020

La Caisse et les dangers de la sécurité privée

... une firme qui fait maintenant l'objet d'une poursuite à Denver après qu'un Noir eut été passé à tabac par quatre agents de sécurité. « Ça fait partie des risques », rétorque ...

101

La Presse+	June 12, 2020	<p>Un drapeau sanglant</p> <p>... gens qui ne connaissent pas l'histoire. Ça n'a rien à voir avec le racisme, j'ai des amis noirs qui le portent aussi. Tu devrais venir chez moi. C'est ...</p>	106
La Presse+	August 8, 2020	<p>Visionne-t-on les vieilles téléséries avant de les rediffuser ?</p> <p>... pratique raciste, qui consiste à se foncer la peau par le maquillage pour personnifier un Noir – ont été retirés des plateformes de visionnement en ligne. Au Québec, la chaîne V a présenté ...</p>	109
La Presse+	November 8, 2020	<p>Joe Biden, guérisseur</p> <p>... cette planète. Le monde est malade de Donald Trump, et nulle part plus qu'au Canada. « Le monde entier nous regarde », a dit Joe Biden. Oui, chers voisins, le monde vous regarde ...</p>	112
La Presse+	June 3, 2020	<p>Des villes en colère</p> <p>... qu'auront lieu les funérailles, le 9 juin. La vague de colère historique contre le racisme, les brutalités policières et les inégalités sociales qui secoue les États-Unis depuis que cet homme ...</p>	114
La Presse+	June 14, 2020	<p>Faire tomber les bonzes de bronze</p> <p>... se faisait moins souverain qu'à l'habitude, recouvert de sacs d'ordures en plastique noir. Quelque temps auparavant, le 9 mars 2015, le militant politique Chumani Maxwele avait jeté à la ...</p>	117
La Presse (site web)	June 5, 2020	<p>Affaire George Floyd: «Une guerre raciale», dit Katherine Surin</p> <p>... et la formation des policiers. Parce que présentement, le fonctionnement du système est inacceptable. » En noir et blanc Née à Laval en 1996, Katherine Surin a vécu quelques incidents racistes dans sa ...</p>	119
La Presse+	June 8, 2020	<p>Copone, Alvin et Lemont</p> <p>... monde a pu voir, et peut-être ressentir ce que c'est que d'être Noir face à la police. » Ses photos ont été publiées partout dans les plus grands médias du ...</p>	122
La Presse (site web)	June 5, 2020	<p>Justin Trudeau s'agenouille à une manifestation contre le racisme</p> <p>... autour de lui scandaient « Stand up to Trump ! ». Le premier ministre, qui arborait un masque noir, était entouré de ses gardes du corps de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il a ...</p>	125
La Presse (site web)	July 3, 2020	<p>Incertitude sur la ligne de départ du Grand Prix d'Autriche</p> <p>... compter sur les bons réglages. Je suis donc très excité pour le week-end. » Au Canada en octobre ? Le père de Stroll, Lawrence, a investi des sommes importantes pour faire de Racing ...</p>	126
La Presse+	June 16, 2020	<p>Définancer plutôt que réformer</p> <p>... populations dont la croissance s'avère la plus rapide dans le système carcéral fédéral du Canada. Elles représentent ainsi maintenant plus de 40 % des prisonnières fédérales. Dans les centres de détention pour ...</p>	130
La Presse+	July 4, 2020	<p>Cuisine de diversité</p> <p>... manque systématique de diversité dans les palmarès de « meilleurs restos », ont cédé leur place à des restaurants représentant la richesse culturelle de la métropole sur la liste « Canada's 100 Best ». ...</p>	132

La Presse+

July 4, 2020

Vers une explosion de la violence aux États-Unis

... Noirs constituent 14,3 % de la population, des calculs permettent de montrer qu'un citoyen **noir** a 10 fois plus de risques d'être assassiné qu'un citoyen blanc. En 2019, les ...

135

La Presse (site web)

June 2, 2020

Agissements de Trump: un silence lourd de sens de Trudeau

... argué Justin Trudeau. « Ça doit cesser. Et les gens qui n'ont jamais subi le **racisme** ou la discrimination ont un rôle très important à jouer dans tout ça », a-t-il ...

137

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20201119-LAA-01c0fca18a7dc1410ba3605baa8ee216

Source name	Jeudi 19 novembre 2020
Source type	La Presse+ • p. SPORTS_1,SPORTS_7 • 1356 words
Periodicity	FOOTBALL LCF
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p. p.
sports_sports_7



Discussions franches sur le racisme

Miguel Bujold

La Presse

« On essaye de faire changer les choses pour nos petits-enfants »

Dans le cadre de sa semaine « Célébrons la Coupe Grey », la Ligue canadienne de football (LCF) a peut-être réussi son meilleur coup avec sa table ronde qui portait sur le **racisme** et la justice sociale, mercredi. Diffusé sur son site internet, l'événement a conjointement été organisé par la ligue et l'Association des joueurs.

L entraîneur-chef des Alouettes, Khari Jones, était l'un des panélistes de la rencontre virtuelle, à laquelle ont également participé Jason Shivers, Nate Behar, Jackson Jeffcoat, Terrence Campbell, Natey Adjei, Bryan Burnham, Marquay McDaniel et Vontae Diggs, qui ont tous joué dans la LCF et qui sont tous des hommes noirs.

Plusieurs des participants ont raconté en détail des exemples de **racisme** dont ils avaient été victimes. Des histoires parfois très poignantes. Il a également été question du mouvement Black Lives Matter, de même que de l'impact que le meurtre de George Floyd, tué par un policier au Minnesota le printemps dernier, avait eu.

« Les gens de ma génération qui sont dans la trentaine ou dans la quarantaine ont vu ce qui était arrivé à Rodney King, et c'est essentiellement la même histoire qui s'est répétée [dans le cas de Floyd]. Ça a éveillé de douloureux souvenirs », a dit Shivers, qui est actuellement le coordonnateur défensif des Roughriders de la Saskatchewan.

King n'avait pas été tué, mais avait été brutallement battu par des policiers à Los Angeles, en 1991, ce qui avait provoqué des émeutes.

« Je suis content de voir que certaines entreprises et certains individus ont eu à faire des examens de conscience et sont devenus plus inclusifs. Il y a eu des actions, pas seulement des paroles [depuis la mort de Floyd] », a pour sa part estimé Adjei, un receveur des Argonauts de Toronto.

Ancien joueur de ligne offensive, Campbell est aujourd'hui policier en Californie. Il a donc un point de vue particulier sur la relation entre la police et les



Khari Jones, entraîneur-chef des Alouettes de Montréal

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

hommes noirs.

« C'était très important que la discussion s'amorce au sujet de la police et ce que ça représente d'être un policier. Sommes-nous là pour aider les gens ou sommes-nous contre les gens ? J'étais heureux de pouvoir discuter de ces questions avec mes supérieurs », a raconté Campbell.

« La chose la plus importante, à mon avis, c'est la communication. C'est difficile de détester une personne lorsqu'on la connaît et qu'on sait ce qu'elle a vécu », a quant à lui philosophé Jones.

Chez les Alouettes aussi

Saved documents

Dans les semaines qui ont suivi le meurtre de George Floyd et les manifestations qui ont éclaté aux quatre coins du monde, les Alouettes ont organisé une rencontre virtuelle à l'interne afin de discuter de racisme et de discrimination. Cette rencontre est maintenant offerte sur le site internet de l'équipe.

Jones, Vernon Adams fils et Henoc Muamba ont tous raconté leur histoire aux autres membres de l'organisation et ont ensuite répondu aux questions des employés du club.

« Ce que j'aime voir, c'est que beaucoup de gens se sentent interpellés et veulent faire avancer les choses, pas seulement des personnes noires. »

— Khari Jones, entraîneur-chef des Alouettes

« LBJ [Luc Brodeur-Jourdain] nous a parlé de l'exemple des Québécois, et il y a effectivement plusieurs formes de racisme, a dit Jones. Je pense que c'est important d'en apprendre le plus possible au sujet des autres cultures. Je suis actuellement des cours de français et j'espère pouvoir le parler un jour. C'est l'une des belles choses de vivre à Montréal. »

Dans une autre vie, Jones a été un quart-arrière étoile dans la Ligue canadienne. Il a raconté qu'il s'était senti beaucoup plus à l'aise d'occuper cette position au Canada que lorsqu'il jouait aux États-Unis.

« Être un quart-arrière noir il y a 25 ou 30 ans, ce n'était pas la même chose que de l'être de nos jours. Je sentais que je devais constamment faire mes preuves [aux États-Unis]. Plusieurs entraîneurs voulaient me muter au poste de receveur ou de demi défensif. Mais c'est l'une des

choses qui ont changé, on peut le constater avec Patrick Mahomes, Lamar Jackson et Russell Wilson. »

Un grand-père raciste

Vernon Adams fils est un autre quart-arrière noir qui connaît du succès. Dans la rencontre virtuelle des Alouettes, le joueur étoile a candidement décrit comment il avait été confronté au racisme, autant au football que dans sa vie personnelle.

Ayant grandi à Pasadena, en Californie, où il était entouré de gangs de rue, Adams a subi un certain choc lorsque ses parents l'ont inscrit dans une école secondaire privée. « Je n'avais jamais vu autant de Blancs de ma vie. »

Et certains de ces Blancs ne se gênaient pas pour le traiter de tous les noms, dont celui que vous devinez. Ça s'est poursuivi à l'Université Eastern Washington, où plusieurs joueurs étaient originaires d'États où les populations sont très majoritairement blanches, par exemple l'Idaho ou le Montana. « Les seuls Noirs sur le campus étaient des étudiants-athlètes », a indiqué Adams fils.

« Certains joueurs [blancs] disaient des choses et semblaient croire qu'ils pouvaient le faire parce que nous faisions partie de la même équipe. »

Adams fils a été victime de racisme depuis qu'il joue au football, mais c'est dans sa vie privée qu'il a vécu l'épisode qui semble l'avoir le plus secoué.

La mère du premier enfant d'Adams fils est blanche. Lorsqu'il a rencontré sa famille pour la première fois, le grand-père de sa copine a quitté les lieux rapidement sans qu'Adams fils ne sache pourquoi.

« Ma copine m'a ensuite expliqué qu'il lui avait dit qu'il n'assisterait pas à son mariage si elle se mariait avec un homme noir. Ça m'a fait mal. Mais c'est un homme d'une autre époque et on ne peut pas le changer. »

Adams fils estime d'ailleurs que les changements sociaux qui s'opèrent lentement profiteront éventuellement aux générations futures.

« Il est trop tard pour nous. On essaye de faire changer les choses pour nos petits-enfants. On ne veut pas qu'ils aient à grandir dans un monde aussi cruel. »

Un miroir de la société

Comme Adams fils, Henoc Muamba a été témoin de racisme dans les différentes équipes dans lesquelles il a joué, ne serait-ce que dans le non-dit.

« Les vestiaires de football sont le miroir de la société en général. Il y a des gens de tous les horizons. Ça se sent lorsqu'une personne est raciste. »

— Henoc Muamba

Muamba et sa famille ont quitté le Congo lorsqu'il était enfant afin de fuir la guerre. Il a ensuite vécu à Montréal, puis dans la région de Toronto. Le secondeur a de la famille sur le continent africain, aux États-Unis et au Canada, et il juge que le problème du racisme est universel.

« On dit souvent que c'est moins grave au Canada qu'aux États-Unis, mais c'est plus profond que ça. C'est systémique. On ressent à la fois de la tristesse et de la colère. Je pense que c'est normal de ressentir de la colère, mais on doit la canaliser de la bonne façon afin de faire progresser les choses », croit Muamba.

Saved documents

Un vestiaire pour tous



Comme la plupart des autres membres de l'organisation, Mario Cecchini et Danny Maciocia ont participé à la rencontre des Alouettes sur le racisme. Maciocia a même raconté un épisode vécu lorsqu'il avait embauché Richie Hall comme entraîneur-chef chez les Eskimos d'Edmonton, en 2009.

« La première question de la conférence de presse, c'était pour me demander si je réalisais que c'était la première fois de leur histoire que les Eskimos avaient un entraîneur-chef noir. Je n'en revenais pas que la première question portait sur la couleur de la peau d'un homme. »

Le directeur général des Alouettes avait toutefois un message très clair pour les membres de l'organisation.

« Il n'y a pas grand-chose que je peux vous garantir dans notre milieu, mais je peux vous assurer d'une chose : il n'y aura jamais de discrimination ou de racisme au sein de notre vestiaire », a dit Maciocia.

La LCF, l'Association des joueurs et les Alouettes méritent tous un coup de chapeau pour ces discussions franches. Ce genre d'initiative pour contrer le racisme et la discrimination devrait être organisé régulièrement dans les différentes ligues professionnelles.

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/0275bf6e-6eae-4bc1-b78c-86dc82f320af_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20200617-LAA-37c02ba52d96703e9caca25be455f76f

Source name	Mercredi 17 juin 2020	p. arts et
Source type	La Presse+ • p. ARTS ET ÊTRE_1,ARTS et être_7 • 1653 words	p. arts et
Periodicity	ARTS VISUELS	être_1 être_7
Daily		
Geographical coverage		
Provincial		
Origin		
Montreal, Quebec, Canada		

Noirs espoirs

Éric Clément
La Presse

Y aura-t-il un « après-George Floyd » pour les artistes visuels noirs québécois ? La mort de cet homme noir américain tué par un policier au Minnesota et les protestations qui ont suivi vont-elles provoquer des changements et permettre aux artistes noirs d'avoir un juste accès aux institutions, au marché de l'art et aux postes décisionnels ? La Presse a posé la question à des artistes, des commissaires et des cadres de musées.

Artiste d'origine haïtienne, Stanley Février crée actuellement une sculpture qui reproduit le geste du policier Derek Chauvin sur George Floyd, un genou sur sa nuque. L'œuvre sera rendue publique à Montréal le 21 juin lors d'une action-performance visant à protester contre le racisme systémique.

Stanley Février invitera les citoyens, vêtus de noir et silencieux, à manifester avec une pancarte sur laquelle sera inscrit le nom d'une victime de brutalité policière morte au Canada depuis 1979.

Les artistes visuels noirs sont encore sous le choc de la mort de George Floyd. « Le racisme, je le vis dans ma vie privée et ma vie professionnelle, dit le peintre et commissaire

Moridja Kitenge Banza, d'origine congolaise, déjà interpellé sans raison par un policier, au Québec. Le racisme est vraiment épuisant. Même une intelligence artificielle ne pourra jamais expérimenter ce que mon cerveau doit mettre en place comme moyen pour exister en tant qu'être humain noir dans ce monde et dans cette ville. »

Arrivé au Canada en 2011, il pense que le premier ministre François Legault aurait dû reconnaître le racisme systémique. « Ça n'aide pas pour changer la situation, estime-t-il. Le Québec, c'est la terre des Bisounours. Tu as l'impression que tout va bien, mais quand tu fais face au racisme, c'est plus violent qu'ailleurs, car le contraste est plus fort. »

Visibilité

« La brutalité policière, j'ai bien du mal à dormir avec ça, dit John Zeppetelli, directeur général du Musée d'art contemporain de Montréal (MAC). C'est comme si la démocratie était en jeu. Cet événement a soulevé indignation et dégoût et génère une réflexion. »

Les musées québécois n'ont pas attendu la mort de George Floyd pour mieux considérer les artistes noirs. Mais ça ne s'est pas fait sans pressions, notamment



Suzanne Sauvage, PDG du musée McCord

PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

celle de Stanley Février, qui a mené une action d'éclat au MAC en septembre dernier. « Le milieu est devenu plus conscient », dit-il toutefois aujourd'hui.

Le MAC augmente ses acquisitions d'œuvres de la diversité. Et en octobre, il présentera La machine qui enseignait des airs aux oiseaux, une expo qui lui fera la part belle, avec notamment des œuvres de Moridja Kitenge Banza et de Manuel Mathieu.

Le musée McCord est aussi sur la ligne de front. Il a publié une déclaration de soutien au mouvement Black Lives Matter. « On a affirmé notre engagement envers une société plus ouverte et plus juste pour diminuer ce racisme systémique qui existe chez nous comme ailleurs », dit Suzanne Sauvage, PDG du McCord. Le McCord prépare



Saved documents

une expo sur les communautés noires de Montréal pour 2023. « Il faut raconter leur histoire », dit Mme Sauvage.

À Québec, le Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ) travaille aussi à mieux considérer les artistes noirs. « Un repositionnement de fond qu'on mène depuis trois ans », dit Bernard Lamarche, responsable du développement des collections et conservateur de l'art actuel au MNBAQ. Une stratégie qui s'est traduite par l'achat d'une œuvre de Stanley Février, cette chair (sa première acquisition d'un musée), et des créations d'autres artistes afrodescendants tels qu'Eddy Firmin, Marie-José Gustave et Serge Emmanuel Jongué.

Le musée a aussi intégré des représentants de la communauté noire dans ses comités : la commissaire Eunice Bélidor et Moridja Kitenge Banza.

Les galeries d'art aussi font des gestes. La galerie Hugues Charbonneau, qui représente Karen Tam, Rajni Perera, Moridja Kitenge Banza et Manuel Mathieu, est à l'écoute de la diversité. « Il faut savoir faire un pas de côté et laisser les artistes de la diversité nous montrer la voie », dit Hugues Charbonneau. Mais le galeriste Robert Poulin a des réserves. « Je privilégie uniquement l'excellence, dit-il. Je ne crois pas à la discrimination positive que je considère discriminatoire et contre-productive puisqu'elle empêche les plus qualifiés et les plus compétents d'accéder aux postes qu'ils méritent. »

Une attitude que ne peut avoir un musée, dit Nathalie Bondil, directrice générale du Musée des beaux-arts de Montréal. « Le musée doit représenter la société, dit-elle. C'est normal qu'aujourd'hui, une

génération d'artistes racisés veuille prendre sa place. »

Selon Cheryl Sim, directrice générale et commissaire à Phi, la remarque qui tend à dire qu'il n'y aurait pas assez d'artistes visuels noirs de qualité est fausse. « Il y en a plein, c'est à nous d'aller les chercher », dit-elle. C'est ce que fait l'organisme Nigra Iuventa, qui expose des artistes noirs n'ayant souvent pas droit à des aides publiques, car ils ne répondent pas aux critères exigés, regrette Diane Gistal, fondatrice de Nigra Iuventa.

Partage du pouvoir

La visibilité des artistes noirs passe aussi par un partage du pouvoir, croit l'artiste Eddy Firmin. « Dans les musées, mais aussi dans le secteur éducatif, l'université, les cégeps et les écoles. »

Au musée McCord, 15 % du personnel provient de la diversité, dont 10 % sont Noirs, selon Suzanne Sauvage, qui considère que ce n'est pas assez et qui regrette qu'il y ait peu d'étudiants noirs en muséologie.

« Il faut une reconnaissance et une valorisation, dit la commissaire indépendante Dominique Fontaine. Je connais des artistes noirs venus ici pour leurs études et découragés. J'en connais un qui a une maîtrise aux États-Unis, a enseigné à Concordia et n'a jamais eu accès [au marché] à cause de la clique de l'art contemporain d'ici. »

Mme Fontaine dit qu'il faut adopter des politiques, voire des quotas, et que, comme à New York, les aides financières publiques fournies aux institutions culturelles soient conditionnelles à une juste représentation des communautés culturelles. « On le voit dans

la fonction publique québécoise, dit-elle. La représentation des communautés culturelles a reculé en six ans ! C'est aberrant. Montréal n'est pas une ville blanche. Nos institutions doivent être représentatives de la société. »

Le centre d'artistes autogéré Articule a d'ailleurs invité, vendredi dernier, les autres centres d'artistes autogérés et les organismes artistiques de Montréal à « aller au-delà des simples déclarations de solidarité contre le racisme anti-Noir-e-s et anti-Autochtones, contre la brutalité policière et les discriminations systémiques présents au sein de notre gouvernement et de notre société au niveau local et national ».

« Nous invitons les centres d'artistes à se joindre à nous pour faire en sorte que ce moment d'attention populaire accrue provoque des changements organisationnels activement autocritiques et durables, exprime la lettre ouverte d'Articule. En tant qu'organismes financés par des fonds publics et en tant qu'espaces de dialogue, de création, de diffusion d'idées et de culture vitaux, nous avons la responsabilité, en tant qu'organismes artistiques montréalais, de nous lancer dans la lutte. »

« Si on n'est pas capables de bouger, personne ne nous prendra au sérieux sur la scène internationale », dit Dominique Fontaine, qui affirme que, hors Québec, les musées embauchent des conservateurs de la diversité, le milieu des arts visuels montréalais étant, sur ces questions, plus conservateur qu'à Toronto.

Au Canada anglais, bien des initiatives ont en effet été prises pour engager des professionnels noirs. Directrice du centre d'art The Power Plant à Toronto,

Saved documents

Gaëtane Verna cite Crystal Mowry, conservatrice à la Kitchener-Waterloo Art Gallery depuis 2009, Julie Crooks, conservatrice au Musée des beaux-arts de l'Ontario depuis 2017, Denise Ryner, devenue directrice de l'Or Gallery de Vancouver la même année, Pamela Edmonds, nommée conservatrice senior du McMaster Museum of Art d'Hamilton l'an dernier, tout comme Sally Frater, à l'Art Gallery de Guelph.

Au Québec, Eunice Bélidor est devenue directrice de la galerie FOFA de Concordia l'an dernier. Sinon, on ne note aucun conservateur ou conservatrice noir dans les musées québécois... mis à part François Thierry Toé, d'origine ivoirienne et directeur-conservateur du musée Beaulne, à Coaticook, selon la Société des musées du Québec.

« On a une politique interne sur la diversité avec des personnes racisées à la Fondation du musée et au département d'éducation, dit Nathalie Bondil, du MBAM. C'est vrai qu'on pourrait mieux faire. »

Nathalie Bondil pense que les choses vont tout de même changer. « Nos cercles philanthropiques sont composés pour moitié de personnes n'étant pas d'origine caucasienne, dit-elle. On vit un basculement. Dans 10 ans, ce sera très différent. »

L'affaire George Floyd aura-t-elle donc rapidement des effets ? « On en a vu déjà de telles manifestations et elles n'ont pas fondamentalement changé le tissu social, et le racisme n'a pas disparu, dit Eddy Firmin. Au contraire, il a pris des formes plus discrètes et larvées. » La diversité finit même par générer des frustrations. « J'entends autour de moi des artistes blancs qui trou-

vent qu'on parle trop de diversité », dit Stanley Février. « Contre le racisme, le seul choix qui me reste, c'est d'éduquer par mon art, ajoute Moridja Kitenge Banza. Et je le ferai jusqu'à la fin de ma vie. »

This article appeared in *La Presse+*

http://plus.lapresse.ca/screens/30a59603-5058-4a0b-b6e9-3e169aaef31f2_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Illustration(s) :

Gaëtane Verna, directrice de The Power Plant Contemporary Art Gallery, à Toronto

PHOTO HENRY CHAN JR., FOURNIE PAR THE POWER PLANT

L'artiste québécois d'origine guadeloupéenne Eddy Firmin

PHOTO FOURNIE PAR EDDY FIRMIN

Lay It Down (On the Edge of Beauty), 2019, Thomas J. Price, fonte d'aluminium et marbre taillé

. PHOTO FOURNIE PAR LE MBAM

Cette chair, sculpture en plâtre, cire et peinture à l'huile réalisée par Stanley Février en 2017 et 2018, exposée en 2019 à l'UQAM lors de l'exposition Over My Black Body, puis achetée par le MNBAQ.

PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, ARCHIVES LA PRESSE

Autoportrait, 2017, Manuel Mathieu, acrylique, bâton à l'huile, fusain, peinture en aérosol et craie, 75 po sur 80 po. Acquis par le Musée des beaux-arts de Montréal et accroché lors de l'exposition Nous sommes d'ici : l'art contemporain des Noirs canadiens, en 2018.

PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

Stanley Février, lors de son action-performance au Musée d'art contemporain de Montréal, en septembre dernier

PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, ARCHIVES LA PRESSE

Christ Pantocrator No 1, 2017, Moridja Kitenge Banza, acrylique et feuille d'or sur bois, 40 cm sur 30 cm

PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

L'artiste québécois d'origine haïtienne Stanley Février au sol et recouvert de plâtre lors de la préparation d'une sculpture représentant l'interpellation fatale de George Floyd par le policier Derek Chauvin, à Minneapolis, le 25 mai dernier.

PHOTO FOURNIE PAR STANLEY FÉVRIER

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20201111-LAA:30974cf03981c94e3797b0c5771626c

Source name	Mercredi 11 novembre 2020
Source type	La Presse+ • p. ACTUALITÉS_1,ARTS et être_2 • 1142 words
Periodicity	Chronique
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p. p.
actualités1
et
être_2

Petite vie, petite misère

Marc Cassivi

La Presse

Ne dites pas qu'on ne peut plus rien dire. C'est faux, c'est lasant. Changez de disque. Celui-ci est rayé. Sauf qu'à trop vouloir ménager les susceptibilités, à trop vouloir protéger ses arrières, à trop vouloir aller au-devant des problèmes, on finit par les créer de toutes pièces. Et par nourrir le ressentiment, de part et d'autre. Chez ceux qui prétendent qu'on ne peut plus rien dire, et chez ceux qui n'ont rien demandé.

Dans la catégorie « tempête dans un verre d'eau que l'on a soi-même provoquée », le plus récent finaliste est (roulement de tambour)... Radio-Canada. Le Journal de Montréal révélait mardi que le diffuseur public avait retiré de sa plateforme web Tou.tv un épisode de La petite vie, intitulé Le vidéo. Une plainte a été formulée par un téléspectateur. Radio-Canada a préféré retirer l'épisode il y a une semaine, de crainte qu'il soit mal compris et insultant pour d'autres auditeurs.

En fin d'après-midi mardi, la direction de Radio-Canada s'est ravisée. Le cinquième épisode de la deuxième saison de La petite vie sera de nouveau offert ce jeudi sur Tou.tv Extra, avec

ce message d'avertissement : « Ce programme est proposé tel qu'il a été originellement créé et peut contenir des représentations sociales et culturelles différentes d'aujourd'hui. »

C'est une sage décision. Mais le mal est fait. Voilà déjà reparti le bal du « On ne peut plus rien dire ». Un autre tour de carrousel d'indignation pour ceux qui n'en avaient pas encore eu l'occasion ces dernières semaines.

L'épisode en question, enregistré devant public il y a 25 ans, présente Normand Brathwaite en professeur de sociologie ougandais, Napoléon Kiwi Premier, ami de Caro (Guylaine Tremblay), venu tourner un documentaire sur les us et coutumes de la « famille typique québécoise ».

La caricature est soulignée à gros traits, comme dans tout épisode de La petite vie. L'humour est absurde et les jeux de mots, volontairement boboches. Napoléon porte un boubou et a un accent invraisemblable. La famille Paré fait tout pour ne pas avoir l'air raciste, alors que son ignorance et ses préjugés transpirent sans cesse.

« Ils sont gentils, les Noirs, et il y en



Serge Thériault et Claude Meunier dans leurs rôles de Môman et Pôpa de La petite vie

PHOTO ROBERT MAILLOUX, ARCHIVES LA PRESSE

a qui sont même très intelligents », déclare Môman (Serge Thériault) devant une Caro honteuse, avant de repasser sa dinde au fer. « Le mâle québécois est resté très primitif », dit à son tour Napoléon en parlant de Ti-Mé (Claude Meunier). Napoléon se fait aussi traiter de « face de boudin » dans la rue, ce que Caro tente de faire passer pour un surnom affectueux.

Ce Napoléon m'a fait penser à un autre Napoléon, dans un sketch diffusé à Ra-

Saved documents

dio-Canada mettant aussi en scène Claude Meunier dans un rôle semblable à celui de Pôpa (mais sans barbe). C'était pour le Bye Bye de 1981. Meunier et Véronique Le Flaguais interprètent un couple plutôt âgé. Arrive leur fille (Pauline Martin) pour le réveillon, accompagnée d'un Noir (le regretté Robert J. A. Paquette).

« As-tu besoin d'argent pour payer ton taxi ? lui demande sa mère.

– Ben non ! C'est pas mon taxi ! C'est mon pharmacien. C'est Napoléon. C'est mon nouvel ami. C'est un Noir !

– Ah oui ? Ah, bon ! C'est pas grave, hein ? Ça paraît pas ! » dit son père, qui prononce le « mot en N » à plusieurs reprises en multipliant les commentaires racistes.

Une émission de télé peut-elle être interprétée comme insultante alors qu'elle dénonce le racisme ? Sans doute. Il n'appartient pas à l'homme blanc que je suis de déterminer ce qui est blessant ou pas pour autrui.

Les personnages racistes, les caricatures de racistes dans la fiction, restent pour l'observateur de la culture que je suis aussi non seulement utiles, mais incontournables. Parce qu'ils dépeignent une réalité qu'il faut voir en face. Comment dénoncer le racisme sans en montrer l'extrême banalité ?

Ce que nous révèlent cet épisode de La petite vie de 1995 – pas le meilleur, tant s'en faut – et ce sketch du Bye Bye de 1981, c'est l'ignorance sans malice ni mauvaise intention qui sous-tend le racisme ordinaire dans notre société. Ces œuvres comiques disent quelque chose de leur époque et de notre histoire. Elles nous permettent de mesurer le

chemin parcouru (ou pas) en ces matières.

Quel type de commentaire était socialement acceptable il y a 40 ans, il y a 25 ans ? Au Bye Bye de 2020, le « mot en N » ne sera pas prononcé comme en 1981. Dans un nouvel épisode de La petite vie, Claude Meunier ne se permettrait pas d'imiter un singe pour se moquer d'un Africain. Dans le sketch de 1981 et l'épisode de 1995, ce qui semble évident en revanche, c'est que Meunier dénonce le racisme. Il se moque de l'ignorance de personnages, et par extension, d'une partie de la société, qui ne se sait peut-être même pas raciste.

C'est un cliché, mais il faut savoir d'où l'on vient pour comprendre où l'on va. Et les œuvres de fiction jouent un rôle important dans ce processus.

La télévision est un vecteur de changement social majeur au Québec.

La petite vie fut l'émission la plus regardée de l'histoire de notre télévision il y a 25 ans, avec plus de 4 millions de téléspectateurs. Elle ne fut surpassée qu'il y a deux ans, par le Bye Bye...

Aux États-Unis, Archie Bunker, père de famille misanthrope, sexiste et raciste d'All in the Family, célèbre sitcom des années 70, a été élu personnage le plus marquant de la télévision par la chaîne Bravo, en 2005. Pour mieux comprendre le conservatisme social ancré dans la société américaine, qui explique en partie l'élection de Donald Trump, Archie Bunker (Caroll O'Connor) offre bien des indices.

Ce vétéran de l'armée sans diplôme universitaire est un joueur de poker compulsif qui se dit chrétien, mais ne va jamais à la messe. Il est un pur produit de son époque : un col bleu qui n'aime

pas les mouvements d'émancipation de la femme, se méfie des immigrants, des Noirs, des communistes et des gais. Il se dispute constamment à ce sujet avec son gendre, le très progressiste Mike (Rob Reiner). Archie, un père de famille dévoué, a bon cœur et finit par mettre de côté certains de ses préjugés (antisémites, surtout).

Même s'il est beaucoup plus fantasque, Ti-Mé Paré incarne lui aussi, en quelque sorte, son époque. Le Québec qu'il projette, dans la caricature extrême, existe. Dans les rapports familiaux et dans les rapports avec les autres, notamment. Lorsque Pôpa se mesure à Napoléon, c'est avec tous ses angles morts. Et lorsque Claude Meunier aborde ce choc des cultures, il se livre à un commentaire social.

Il ne faut pas se laisser berner par l'emballage burlesque de son humour unique. Il est plus « songé » qu'il n'y paraît. On peut le contextualiser, certes. On peut mettre en garde contre ce qui pourrait apparaître plus daté. Mais on aurait tort de s'en priver.

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/1c517ba-b168-4cd7-bbd0-012c34f83a8b_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public- Library2 for personal and temporary display.

news:20200603-LAA-34ce8dc9e1f7230e4a1da93e0430b4f6

Source name	Mercredi 3 juin 2020
Source type	La Presse+ • p. ARTS et être_1,ARTS et être_3 • 1644 words
Periodicity	LES ÉTATS-UNIS DANS LA TOURMENTE
Geographical coverage	Chronique
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

Des lectures pour confiner le racisme

Chantal Guy
La Presse

Quand j'étais enfant, le quartier où j'habitais était blanc et mon premier contact avec le racisme s'est passé à la télé. Tout le monde regardait la minisérie Roots (Racines, en français), où l'on suit le destin de Kunta Kinté, un homme capturé en Afrique pour être vendu comme esclave en Amérique. Je n'arrivais pas à comprendre pourquoi on lui faisait ça. Et quand je posais des questions aux adultes, ils déploraient tous l'esclavage et le racisme, bien sûr, mais très peu étaient capables de m'expliquer d'où ça venait. Pourquoi il existait toujours.

Quand on n'a jamais vécu le racisme en raison de sa couleur de peau, il est difficile de comprendre. Et la moindre des choses serait d'écouter les gens qui le subissent, plutôt que de s'obstiner sur les mots « racisme systémique » (on n'a qu'à lire l'essai NoirEs sous surveillance de Robyn Maynard, super documenté, tout y est). C'est assez ahurissant le nombre de Blancs qui disent aux Noirs comment ils devraient agir ou se sentir sans même avoir pris le temps d'y réfléchir sérieusement. Les Blancs ne s'interrogent jamais sur leur couleur de peau alors que, lorsque l'on naît noir, c'est une interrogation qui nous hante toute notre vie.

On a toujours vu le blanc comme un point zéro et neutre d'où tout ce qui n'est pas blanc devient « différent ». C'est par cette brèche que s'engouffrent les idées de supériorité et d'infériorité, idées qui mènent à la déshumanisation de celui ou celle qu'on appelle « autre ». Nous avons tous grandi avec des clichés meurtriers, personne n'y échappe, et c'est pourquoi nous voyons des manifestations un peu partout, pas seulement aux États-Unis, jusqu'ici à Montréal, depuis le meurtre atroce de George Floyd, qui a mis le feu aux poudres.

Ce meurtre nous oblige encore une fois à ne pas détourner le regard du spectacle ahurissant de ce qui se passe aux États-Unis d'heure en heure.

Et nous ramène encore à l'incontournable pensée de l'écrivain James Baldwin, l'un des esprits les plus lucides de son temps, qui nous éclaire encore aujourd'hui. Il a toujours dit que les États-Unis ne pourront sortir de leur cauchemar (puisque le rêve américain est un mensonge qui repose sur des crimes qu'on ne reconnaît pas) tant qu'ils n'auront pas affronté véritablement leur passé.

Comme le titre de son essai le plus

Photo Lindsey Wasson, Associated Press

célèbre, La prochaine fois, le feu, à chaque génération, le feu éclate parce que rien ne change. Et il éclatera tant qu'on n'affrontera pas le problème.

Dans une entrevue, Baldwin demandait à la majorité blanche de se regarder dans un miroir et il posait la question : « Ce que les personnes blanches doivent faire est d'essayer de trouver au fond de leur cœur pourquoi il a été nécessaire d'avoir le nègre en premier lieu. Je ne suis pas un nègre, je suis un homme. [...] Vous l'avez inventé et vous devez trouver pourquoi. Le futur de ce pays repose là-dessus. »

Voyez James Baldwin expliquer ses idées (en anglais)

[Https://www.youtube.com/watch?v=E0LNjf4vSMQ](https://www.youtube.com/watch?v=E0LNjf4vSMQ)

La question de Baldwin est toujours en suspens et d'ailleurs, il y a quelques années seulement, le journaliste Christian Latreille avait fait un reportage sur le premier musée consacré à l'esclavage qui venait d'ouvrir ses portes en Louisiane. Son fondateur rappelle qu'en Allemagne, il y a des centaines de musées consacrés à l'Holocauste, et que

Saved documents

là, le devoir de mémoire a été fait.

Voyez le reportage de Radio-Canada

<Https://ici.radio-canada.ca/info/videos/media-7409004/un-musee-de-lesclavage-en-louisiane>

Apprendre par les livres

L'une des façons à la portée de tous pour déconstruire le racisme est juste de s'y intéresser en ouvrant un livre. En voyant Trump brandir une bible devant l'église Saint John, c'est à Frederick Douglass que j'ai pensé. Il est l'auteur de Mémoires d'un esclave, l'un des témoignages les plus saisissants sur l'horreur de l'esclavage et du racisme que j'ai lus, ainsi qu'un formidable plaidoyer sur l'importance de la lecture, qui devrait être obligatoire dans toutes les écoles.

Né esclave vers 1817 (car les esclaves ne connaissaient que rarement leur âge), Frederick Douglass est parvenu à s'émanciper en apprenant à lire en cachette. On interdisait l'instruction aux esclaves, car un Noir instruit et alphabétisé était dangereux. « Le ton déterminé sur lequel mon maître s'était adressé à sa femme en s'efforçant de lui faire comprendre les terribles conséquences qu'il y aurait à m'instruire m'avait convaincu de la profonde vérité de ce qu'il avait dit. C'était la meilleure preuve que j'étais en droit d'attendre avec confiance ces effets que l'apprentissage de la lecture devait avoir sur moi. Ce qu'il redoutait absolument, je le désirais par-dessus tout. »

Et pour revenir à la bible de Trump, Frederick Douglass a souligné que les maîtres étaient souvent confortés dans leur cruauté par leur foi.

« Il est impossible d'appeler chrétienne

la religion de ce pays, écrivait-il. Chez nous, des voleurs d'hommes sont ministres du culte ; des batteurs de femmes sont missionnaires ; des pilleurs de berceaux sont membres de l'Église. »

D'un courage inouï, Frederick Douglass a tout dénoncé de ce système, nommé ses tortionnaires, dévoilé l'hypocrisie et la laideur morale des esclavagistes, ce qui l'a forcé à s'exiler quelques années en Angleterre, puisqu'aux États-Unis, on voulait bien sûr lui faire la peau pour avoir dit la vérité.

Le corps noir

Plusieurs écrivains ont décrit comment le racisme est avant tout un désir de domination sur le corps noir, qui n'a jamais cessé après l'abolition de l'esclavage, et que les personnes noires intérieurisent dès l'enfance. On a vu ces études où les petites filles noires, devant une poupée blanche et une poupée noire, lorsqu'on leur demande qui est la plus jolie et la plus gentille, désignent systématiquement la poupée blanche. La grande autrice Toni Morrison, Prix Nobel de littérature, abordait ce thème dans son roman L'œil le plus bleu, à propos d'une gamine noire qui rêve d'être blonde aux yeux bleus.

Un chef-d'œuvre de la littérature haïtienne, Amour, colère et folie de Marie Vieux Chauvet, s'ouvre sur la rivalité entre deux soeurs, l'une plus foncée que l'autre et qui la jalouse pour cette raison. Marie Vieux Chauvet dévoile brillamment les ravages du racisme dans l'héritage colonial d'Haïti, au sein de la première République noire du monde.

J'aime le ton baveux de l'écrivain haïtien Jean-Claude Charles, agacé par les clichés morphologiques autant sur la beauté que la laideur dans son essai Le

corps noir. « Comme si le noir n'avait nul contenu imaginaire. Que nous n'étions pas avant tout en présence d'une couleur investie par un travail idéologique. Comme s'il pouvait y avoir matière à réplique au niveau de ma banale surface épidermique, alors que l'essentiel se joue dans les couches de représentations qui viennent s'accumuler sur mon corps. »

Les fantasmes projetés sur le corps noir se sont poursuivis aux États-Unis avec la ségrégation, puis de façon insidieuse, par la criminalisation de masse des Afro-Américains, ce que décrit très bien le documentaire 13TH d'Ava DuVernay (diffusé sur Netflix).

Cette plaie qu'est le profilage racial est précisément ce qui a mené à ce dérapage judiciaire dans les années 80 autour des cinq adolescents de Central Park qui ont été condamnés pour l'agression d'une joggeuse alors qu'ils étaient innocents – mais perçus comme des animaux par l'opinion publique, tandis que Donald Trump achetait de pleines pages de journaux pour exiger envers eux la peine de mort.

Cette plaie mène au genou de Derek Chauvin sur le cou de George Floyd. D'où a-t-il appris cette haine et va-t-il la transmettre à ses enfants ? Je pense à une nouvelle extraordinaire de James Baldwin dans le recueil Face à l'homme blanc. Un garçon qui adore son père apprend qu'ils s'en vont voir un grand spectacle. C'est le lynchage sanglant d'un Noir. L'enfant est profondément troublé par cette violence, mais pour se rassurer, il regarde son père qu'il admire applaudir l'assassinat. Baldwin réussit ce tour de force de se mettre dans la peau d'un garçon blanc qui aime son père raciste. Combien d'enfants ont vu

Saved documents

leurs parents défendre l'acte criminel du policier Derek Chauvin ?

Le piège américain

« Retourne dans ton pays ! » Cette phrase que beaucoup de personnes noires ou arabes entendent, alors même qu'elles sont souvent nées ici, a été prise au pied de la lettre par de jeunes militants du mouvement des droits civiques à une époque. C'est ce qu'on découvre en lisant *Un billet d'avion pour l'Afrique*, troisième tome de la formidable autobiographie de Maya Angelou, et qui contient les titres *Je sais pourquoi chante l'oiseau en cage* et *Tant que je serai noire*.

Un parcours incroyable et engagé, raconté avec tant de vivacité par celle qui a littéralement connu toutes les figures importantes de son temps. J'ai appris ainsi qu'il y a eu un mouvement de « retour vers l'Afrique », berceau original des Afro-Américains qui en avaient assez d'être maltraités chez eux. Or, ils ont découvert que leur drame était d'être irrémédiablement américains. Qu'ils allaient devoir se battre pour prendre leur place dans leur propre pays. Parce qu'il n'y a pas d'autre façon de vaincre ce fléau : il faut le combattre.

Ça peut commencer en ouvrant un livre jusqu'à aller manifester dans la rue. Parce que tant que des citoyens dans nos sociétés ne seront pas libérés de leurs discriminations, personne ne pourra être véritablement libre.

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/064d34aa-490f-4051-9328-8f350ddbc7e8_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Encadré(s) :

Lectures

Mémoires d'un esclave, de Frederick Douglass, chez Lux

NoirEs sous surveillance – Esclavage, répression, violence d'État au Canada, de Robyn Maynard, chez Mémoire d'encrier

La prochaine fois, le feu et Face à l'homme blanc, de James Baldwin, chez Folio

Amour, colère et folie, de Marie Vieux Chauvet, chez Zulma

Je sais pourquoi chante l'oiseau en cage, Tant que je serai noire et Un billet d'avion pour l'Afrique, de Maya Angelou, chez Les Allusifs

Le corps noir, de Jean-Claude Charles, chez Mémoire d'encrier

Voyez

James Baldwin expliquer ses idées (en anglais)

WEB

+

Voyez

Le reportage de Radio-Canada

Illustration(s) :

Manifestation à Seattle.

Photo Lindsey Wasson, Associated Press

James Baldwin, au centre.

Photo Dan Budnik, archives Associated Press

Frederick Douglass.

Illustration tirée de l'internet

Ava DuVernay.

Photo Elijah Nouvelage, archives Associated Press

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news 20200612-LAA-844cd871bcc9faf54aef709e50f2fb4

Source name	Vendredi 12 juin 2020
Source type	La Presse+ • p. DÉBATS_1,DÉBATS_4 • 862 words
Periodicity	DAILY
Geographical coverage	OPINION
Origin	Provincial Montreal, Quebec, Canada



Racisme Systémique

La prise de conscience canadienne

Tasha Kheiriddin
Collaboration spéciale

Qu'est-ce que le racisme systémique ? Selon la Commission ontarienne des droits de la personne, « la discrimination systémique peut être décrite comme des modèles de comportement, des politiques ou des pratiques qui font partie des structures d'une organisation et qui créent ou perpétuent un désavantage pour les personnes racisées ». Le dictionnaire en ligne Lexico définit pour sa part le racisme institutionnel comme « la discrimination raciale qui s'est imposée comme un comportement normal au sein d'une société ou d'une organisation ».

De nombreux exemples de racisme systémique sont clairement définis, comme l'ancien système d'apartheid en Afrique du Sud, qui accordait explicitement aux Blancs un traitement préférentiel par rapport aux Noirs. Les lois de Jim Crow promulguées par les États américains aux XIXe et XXe siècles ont privé les citoyens noirs de leurs droits, imposé la ségrégation et renversé les gains politiques et économiques des Noirs américains. Au Canada, des clauses restrictives en matière immobilière interdisaient la vente de propriétés à des Noirs,

des Juifs et des immigrants chinois jusqu'à ce que les tribunaux les annulent en 1950.

Mais le racisme systémique n'est pas toujours aussi flagrant. Les formes subtiles incluent un traitement différencié des suspects blancs et non blancs pour une même infraction ou de plus importantes dépenses par habitant attribuées pour l'éducation des enfants non autochtones que pour leurs pairs autochtones. Parfois, le racisme systémique prend la forme d'un crime, comme l'abus de femmes autochtones par les forces de police de Val-d'Or qui a été dénoncé en 2016. Ou plus récemment, le meurtre de l'homme noir George Floyd par le policier blanc Derek Chauvin, à Minneapolis.

Selon un sondage Abacus publié cette semaine, 61 % des Canadiens croient que le racisme systémique existe dans notre pays. Cependant, tout le monde n'est pas de cet avis. La commissaire de la GRC, Brenda Lucki, a déclaré sur plusieurs réseaux d'information que « si le racisme systémique signifie que le racisme est ancré dans nos politiques et procédures, je dirais que nous n'avons pas de racisme systémique ». Le premier

ministre du Québec, François Legault, vient de déclarer : « Je ne comprends pas pourquoi les gens essaient de s'en tenir à un seul mot. Je pense que ce qui est important, c'est de dire et tout le monde en convient qu'il y a du racisme au Québec, et que nous n'en voulons plus. »

En effet, nous n'en voulons plus. Mais le fait de reconnaître que le racisme s'étend au-delà de l'individu aux habitudes ou aux pratiques d'une institution n'est pas « de s'en tenir à un seul mot ».

C'est de reconnaître que les cultures en milieu de travail peuvent renforcer les préjugés individuels, ou les normaliser au point qu'ils deviennent simplement des banalités. En conséquence, les personnes subissent un traitement différentiel de race ou de couleur de peau, et certaines seront systématiquement désavantagées.

Quel est le remède à cet état de fait ? La première étape consiste à le reconnaître ; la seconde, à l'éradiquer. Cela signifie l'adoption d'une politique de tolérance zéro pour le traitement raciste ou discriminatoire des personnes qui interagissent avec une institution.

Saved documents

Cela signifie que les lois et les politiques doivent être régulièrement revues pour s'assurer que leur application est juste et impartiale. Tous les candidats sont-ils pris en considération pour des emplois, pas seulement ceux avec des noms « blancs » ? Toutes les promotions sont-elles basées sur le mérite ; certaines ont-elles été refusées en raison de la race ? Les plaintes pour voies de fait ou crimes sont-elles prises autant au sérieux lorsqu'elles sont formulées par des personnes blanches que lorsqu'elles le sont par des personnes non blanches ?

Certains militants iraient encore plus loin. Ils veulent « déf financer » la police ou dissoudre les corps policiers, comme a décidé de le faire le conseil municipal de Minneapolis.

Ils voient chaque structure comme enracinée dans le racisme parce qu'elle a été imposée par des structures dites « coloniales », et donc irrémédiables. Poussée à l'extrême, cette vision signifie le rejet non seulement des structures, mais d'États entiers eux-mêmes.

Mais dans le cas du Canada, cela signifierait le démantèlement d'un pays qui, tout en ayant pratiqué le racisme, a également combattu le racisme. Oui, le Canada a imposé une taxe d'entrée aux travailleurs immigrants chinois. Mais le Canada était aussi le terminus du chemin de fer clandestin qui a vu les esclaves noirs retrouver la liberté après avoir fui les États-Unis. Oui, le Canada a arraché les enfants autochtones à leurs familles pour les placer dans des pensionnats où ils ont subi de terribles sévices. Mais le Canada est également le pays qui a pris position contre l'apartheid, lorsque le premier ministre Brian Mulroney a convaincu des leaders sceptiques comme Margaret Thatcher et

Ronald Reagan de se joindre à lui dans la lutte pour mettre fin à la pire forme de racisme systémique que l'on puisse imaginer.

En matière de racisme, le Canada doit faire mieux. Mais le déclarer irrémédiable serait une erreur. Nous devons miser sur le bien, pour rejeter le mal. Nous devons reconnaître nos défauts, et non seulement nous promettre de faire mieux, mais regarder notre propre histoire, trouver les moments où nous avons fait mieux et nous efforcer d'honorer ces moments, de façon concrète, tous les jours.

This article appeared in La Presse+

[http://plus.lapresse.ca/screens/173175
5d-3b49-437c-acd7-14209afe99a0_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen](http://plus.lapresse.ca/screens/1731755d-3b49-437c-acd7-14209afe99a0_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen)

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20200830-LAA-076f9287764947c7e1034159edfd44ec

Source name	Dimanche 30 août 2020
Source type	La Presse+ • p.
Periodicity	ACTUALITÉS_4_1 • 1117 words
Geographical coverage	DAILY
Origin	MONTRÉAL STATUE DE JOHN A. MACDONALD DÉBOULONNÉE
Provincial	Montreal, Quebec, Canada



[Cliquez pour visionner](#)

Diffusion

La statue de John A. Macdonald déboulonnée

Une statue tombe, le débat est relancé

Janie Gosselin; Henri Ouellette-Vézina

La statue représentant le premier premier ministre du Canada a été déboulonnée samedi après-midi à Montréal, dans la foulée d'une manifestation pour exiger la réduction du budget de la police, relançant le débat sur la réappropriation de l'espace public.

La statue de John A. Macdonald a été déboulonnée samedi après-midi à Montréal, au terme d'une manifestation pour demander la réduction du budget de la police et un réinvestissement de l'argent dans les communautés discriminées. La tête s'est détachée du corps de la sculpture du premier premier ministre du Canada.

La statue de John A. Macdonald déboulonnée

Les organisateurs de la manifestation ont dit avoir été pris par surprise par le geste. « Je ne sais pas qui a fait ça, je suis curieux », a réagi quelques heures plus tard Elijah Olise, du Racial Justice Collective, l'un des coordonnateurs de la marche organisée par la Coalition pour la libération BIPOC – l'acronyme

anglais pour désigner les personnes noires, autochtones et racisées.

Il a assuré que la Coalition n'avait rien à voir avec le déboulonnement de la statue. « J'aurais aimé la voir enlevée légalement, ça aurait été un bon sentiment », a-t-il ajouté.

Plus d'une centaine de personnes ont participé à la marche, qui a duré plus de deux heures, partant des environs de la Place des Arts pour se terminer à la place du Canada.

Jessica Quijano, qui fait partie de la Coalition pour le défancement de la police, a vu dans le retrait forcé de la statue une conclusion logique de la marche, même si elle n'avait pas été avertie de l'action au préalable. « C'est tout relié, a-t-elle dit. C'est un symbole de racisme et le mouvement pour défiancer la police veut dire se battre contre le racisme systémique. »

« Il représente un symbole d'oppression, d'esclavage », a-t-elle ajouté.

D'autres incidents dans le passé

Ce n'est pas la première fois que la

présence de cette statue est dénoncée. Une pétition pour demander son retrait, lancée en ligne il y a quelques mois, a recueilli plus de 45 000 signatures. Le monument a aussi été vandalisé par le passé.

La Coalition pour la libération BIPOC, organisatrice de la manifestation de samedi, demande une réduction de 50 % du budget de la police. Elle souhaite un réinvestissement de cette somme, notamment dans les services de santé mentale et d'éducation.

Des manifestations étaient organisées dans plusieurs grandes villes canadiennes, dont Toronto, Moncton et Halifax.

Usage de la force

Les différents groupes qui composent la coalition réclament aussi une « démilitarisation » des forces policières.

« Tu ne peux pas apporter une réponse par la violence à un problème de santé mentale, tu ne peux pas imposer la peur », a dit Elijah Olise.

La première étape demandée par la



Saved documents

coalition est une réduction du budget, avec réinvestissement dans divers programmes, mais à terme, c'est tout le système que les militants veulent changer.

« Nous voulons ultimement abolir la police et la remplacer par un système meilleur, plus approprié, avec une division particulière pour répondre aux problèmes de santé mentale et aux appels concernant des cas non violents. »

— Gabrielle Otis, du Racial Justice Collective

En défilant dans la rue Sherbrooke, les manifestants ont scandé : « No justice, no peace, abolish the police » (pas de paix sans justice, abolissez la police) et « Tout le monde déteste la police », sous le regard de policiers à vélo et à moto qui suivaient la marche et bloquaient la circulation automobile.

écho aux manifestations américaines

Le mouvement appelant à une réduction budgétaire des forces policières a pris de l'ampleur aux États-Unis, notamment à la suite du meurtre de George Floyd par un policier à Minneapolis, en mai dernier. La marche de samedi a fait écho aux manifestations américaines : des manifestants portaient sur leur masque les lettres BLM, pour Black Lives Matter, un cri de ralliement aussi scandé dans la journée.

Les manifestants se sont cependant défendus d'adopter une cause américaine.

« C'est faux et malhonnête, a répondu Melissa Calixte. On a des problèmes ici aussi, et depuis longtemps. La communauté autochtone en a aussi long à dire. »

Mme Calixte fait partie du regroupement Hoodstock, fondé après la mort de Fredy Villanueva, jeune homme tué par un policier à Montréal en 2008. Elle a aussi cité la mort de Pierre Coriolan, un homme noir aux prises avec des problèmes de santé mentale, abattu lors d'une intervention policière à Montréal en 2017.

Le Québec se distingue peut-être d'une autre façon par rapport à d'autres endroits en Amérique du Nord, croit-elle.

« Il y a un déni du racisme systémique. Quand on a un premier ministre qui dit que ça n'existe pas, ça montre qu'on est un peu en retard face à d'autres sociétés. »

— Melissa Calixte, du regroupement Hoodstock

La Fraternité des policiers et policières de Montréal s'oppose à la réduction du budget du Service de police de la Ville de Montréal, actuellement de 665 millions, jugeant que cela compromettrait la sécurité du public.

Le monde politique déplore le geste

Dans un communiqué, la maire de Montréal, Valérie Plante, a déploré « fermement » le déboulonnement. Elle affirme qu'il faut d'abord mettre en contexte les monuments historiques controversés, plutôt que de les retirer. « Le bureau d'art public va sécuriser le périmètre et coordonner la conservation de la statue. Nous prendrons le temps d'analyser la suite à donner », a-t-elle ajouté.

Le premier ministre François Legault, lui, a appelé à la restauration de la statue dès que possible. « Quoique l'on puisse penser de John A. Macdonald, détruire

un monument ainsi est inacceptable. Il faut combattre le racisme, mais saccager des pans de notre histoire n'est pas la solution », a-t-il écrit sur Twitter, soulignant que « le vandalisme n'a pas sa place dans notre démocratie ».

« Le Canada n'existerait pas sans Sir John A. Macdonald. Nous ne construirons pas un avenir meilleur en défigurant notre passé. Il est temps pour les politiciens d'arrêter de se plier face aux activistes radicaux », a aussi lâché le nouveau chef du Parti conservateur du Canada (PCC), Erin O'Toole.

En Alberta, le premier ministre Jason Kenney a martelé que « ce vandalisme de notre histoire et de nos héros doit cesser », blâmant au passage « l'extrême gauche » pour cette « violence ». « Si la Ville de Montréal décide de ne pas restaurer la statue [...], nous serions heureux de la recevoir pour l'installation sur le terrain de l'Assemblée législative de l'Alberta », ajoute-t-il.

Même l'ancien chef péquiste, Jean-François Lisée, a réagi à la nouvelle. « Je ne suis pas un fan de John A. Macdonald (qui n'était pas un fan des Québécois). Je pourrais même être convaincu que sa statue ne devrait pas avoir une place d'honneur. Mais il n'appartient pas à un groupe de manifestants de décider si sa statue doit être détruite », a-t-il écrit sur Twitter.

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/8f8f4f92-7918-48fb-ad36-d3f5771b1934_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200627-LAA-0c012896708665d81c9817e642524713

Source name	Samedi 27 juin 2020
Source type	La Presse+
Periodicity	Press • Newspapers
Geographical coverage	Daily
Origin	Provincial
	ACTUALITÉS
	Montreal, Quebec, Canada

Canada

Les premiers ministres divisés sur l'existence du racisme systémique

Mélanie Marquis
La Presse

Ottawa - Le premier ministre Justin Trudeau aurait voulu une déclaration commune plus puissante sur le racisme, mais il s'est buté à la résistance de premiers ministres provinciaux qui ne voulaient pas du terme « racisme systémique » dans son libellé.

L'expression n'apparaît nulle part dans le communiqué de quelque 400 mots publié jeudi par les premiers ministres du pays. S'il brille par son absence, c'est qu'il ne faisait pas l'unanimité, a reconnu Justin Trudeau, vendredi.

« Effectivement, il n'y a pas eu consensus sur l'utilisation des mots racisme systémique [...]. Mais par rapport à moi, par rapport au gouvernement fédéral, nous reconnaissons le racisme systémique pour pouvoir mieux le combattre », a-t-il déclaré lors d'une visite dans une brasserie d'Ottawa.

M. Trudeau a refusé de révéler qui, parmi ses homologues, avait refusé d'y accorder son sceau d'approbation. Nul besoin, cependant, d'aller chercher bien loin pour trouver un dirigeant qui n'était

pas à l'aise avec l'expression.

« Pour ce qui est du racisme systémique, notre position est la même : nous ne croyons pas qu'il existe du racisme systémique au Québec. Oui, le racisme existe, comme dans toute société, et il faut le combattre », a écrit à La Presse Ewan Sauves, porte-parole du premier ministre du Québec, François Legault.

« Le premier ministre a mentionné dans les dernières semaines qu'il ne souhaite pas faire un débat sur les mots à employer. Il y a du racisme au Québec, combattons cela ensemble », a-t-il ajouté, citant, comme geste fait en ce sens, la création du groupe d'action contre le racisme.

Kenney et Ford appuient le terme

La déclaration commune des premiers ministres stipule que ceux-ci « condamnent toute forme de racisme, de discrimination, d'intolérance et de sectarisme », qu'ils « sont déterminés à s'y attaquer, notamment le racisme et la haine envers les Noirs, les Autochtones et les Asiatiques, l'antisémitisme et l'islamophobie ».

« Par rapport à moi, par rapport au gouvernement fédéral, nous reconnaissons le racisme systémique pour pouvoir mieux le combattre », a déclaré Justin Trudeau lors d'une visite dans une brasserie d'Ottawa.

PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Elle a été produite dans la foulée d'« événements survenus au pays et ailleurs dans le monde qui ont fait ressortir que les communautés noires et racisées, de même que les peuples autochtones, continuent de subir les effets dévastateurs du racisme et de la discrimination », y lit-on.

Il s'agit d'une « prise de position assez forte » qui « démontre qu'on a un problème », qui a de la « valeur », mais « certainement, par rapport à mes propres propos, je suis prêt à aller beaucoup plus loin », a fait remarquer Justin Trudeau.

Parmi les provinces jointes par La Presse, l'Alberta a assuré que le premier ministre Jason Kenney n'avait pas opposé de veto à l'utilisation du terme. « Il ne s'est pas opposé à l'emploi du terme dans la déclaration des premiers min-

Saved documents

istres », a écrit son attachée de presse, Christine Myatt.

De son côté, le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, a soutenu qu'il appuyait l'usage du terme, alors que l'on attendait le verdict d'un tribunal de Toronto dans la cause de deux frères, dont un policier qui n'était pas en service, accusés d'avoir tabassé un jeune Noir.

« Je l'ai probablement dit une dizaine de fois : oui, il y en a [du racisme systémique] », a-t-il laissé tomber au micro lors de son allocution quotidienne à Queen's Park. Un peu plus tard, le policier a été reconnu coupable d'agression, mais son frère a été acquitté.

Les autres provinces jointes par La Presse n'ont pas voulu s'exprimer sur la question, vendredi.

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/aa660ab3-3503-418d-b262-2132dbfcb585_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20200618-LAA-00e5cb54ba32c762e4b7727696c9e95d

Source name	Jeudi 18 juin 2020
Source type	La Presse+ • p. DÉBATS_9 • 1056 words
Periodicity	OPINION
Daily	
Geographical coverage	Province
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p.
débats_9



Le racisme « systémique » québécois, une fabrication

André Lamoureux et Michèle Sirois

Depuis le meurtre crapuleux de George Floyd par des policiers de Minneapolis, auquel vient de s'ajouter l'assassinat d'un autre noir à Atlanta, la thèse voulant que le « racisme systémique » ait fait son nid au Québec rebondit une nouvelle fois chez certains intellectuels et mouvements sociaux, notamment du côté de la gauche communautariste.

Prétendant s'appuyer sur des observations scientifiques, cette vision des choses ne tient pas la route lorsqu'on décortique le moindrement les choses. Elle fait grincer à juste titre au Québec, car elle se révèle de plus en plus comme une conception idéologique et faussée.

Deux choses distinctes

Première mise au point. Le racisme est à la fois une idéologie et un système d'oppression qui a très souvent servi à justifier l'esclavage. L'idéologie raciste soutient qu'il n'existe pas qu'une seule espèce humaine, mais bien des « races » dont certaines seraient inférieures et d'autres supérieures et vouées à dominer les autres.

Pour Joseph Goebbels, la race allemande était chargée de dominer et d'éradiquer les juifs. Pour sa part, le

chercheur sénégalais Tidiane N'Diaye a établi que la traite des Noirs par les empires arabo-musulmans a duré plus de mille ans et fut pire que la traite transatlantique, dont ont bénéficié largement les pays occidentaux. Il a pourri les relations entre « Blancs » et « Noirs » jusqu'à nos jours, notamment aux États-Unis.

Malgré les formes multiples qu'il peut prendre, le racisme est un acte conscient et le plus souvent organisé. Le KKK était conscient de ses actes ; Adrien Arcand et son Parti national social-chrétien aussi ; les mouvements suprémacistes blancs de la mouvance « White Power » ont toujours agi en connaissance de cause. Conséquemment, prétendre que le racisme « systémique » procéderait de pratiques inconscientes et neutres en apparence est un non-sens. On ne peut pas être raciste et être inconscient de cette posture idéologique. C'est impossible.

En fait, les tenants du « racisme systémique » confondent le racisme et la « discrimination systémique ».

Cette dernière existe et sous-tend effectivement des comportements, pratiques ou processus institutionnels apparemment neutres qui engendrent certaines discriminations et affectent à la fois les



Pour les auteurs de cette lettre, « associer le Québec à l'héritage ségrégationniste américain est carrément malhonnête. Le mouvement "Black Lives Matters" de souche américaine n'a pas de racines québécoises. »

PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

femmes, les handicapés et certaines minorités. Depuis les années 80 au Canada, les cours de justice ont confirmé ce phénomène. Cette discrimination peut prendre racine dans la socialisation, les familles, le système scolaire, et être renchéri par les médias ; ou encore dans les pratiques de certaines entreprises qui engendrent des préjugés discriminatoires qui se manifestent de diverses façons. Et ça ne concerne pas que les personnes dites « racisées », un autre concept tout aussi vaporeux.

On se rappelle un des premiers cas de discrimination systémique au début des années 80 : la différence salariale entre les couturières et les vitriers dans les hôpitaux. Ou les cas patents de discrim-

Saved documents

ination systémique sur le plan salarial qu'ont vécu les téléphonistes de Bell Canada, elles qui ont finalement obtenu gain de cause devant les tribunaux. Sans oublier les handicapés qui se sont retrouvés dans des stations de métro sans ascenseur, révélant par le fait même un fait systémique discriminatoire à leur endroit.

Concernant les nouveaux arrivants provenant de diverses communautés culturelles, il peut aussi y avoir des préjugés systémiques, parfois des discriminations à l'embauche, mais pas toujours ; et sans que cela soit assimilable à « racisme ». Ceux-ci peuvent être sous-représentés dans les organismes publics, mais est-ce là toujours la preuve d'une discrimination systémique ? Pas nécessairement. L'explication est très souvent attribuable à des facteurs économiques, comme les équivalences de diplômes, d'expériences professionnelles, aux compétences linguistiques et aussi aux restrictions budgétaires sévères qui ont longtemps restreint l'emploi dans la fonction publique au cours des dernières décennies. La grande phase d'embauche dans la fonction publique s'est faite dans une période de prospérité économique s'étendant jusqu'aux années 80 où des milliers d'immigrants sont venus occuper des postes au Québec, comme un très grand nombre d'infirmières, d'enseignants et de médecins haïtiens. Pour l'avenir, en contexte de vieillissement, il apparaît certain qu'une masse de nouveaux arrivants viendront pourvoir une multitude de postes.

Non au communautarisme victimaire

Dans l'histoire du Canada, il y a eu bel et bien du racisme « systémique », nourri notamment par l'État et les institutions

canadiennes. Le racisme envers les autochtones et les Métis (la Loi sur les Indiens) ; l'oppression nationale et le mépris envers les Québécois ; le racisme virulent affectant les Chinois jusqu'aux années 30 ; les Canadiens d'origine japonaise placés dans les camps de concentration au cours de la Seconde Guerre mondiale ; ou encore les Noirs avant les années 60 à qui l'immigration était interdite par législation. Dans ces cas, on pouvait effectivement parler de réel racisme systémique. En Afrique du Sud du temps de l'apartheid, il y avait aussi un racisme épouvantable. Aux États-Unis, au temps fort de la ségrégation raciale, il y avait un racisme organisé en système et il en reste encore des traces aujourd'hui, d'où la série d'assassinats de personnes noires.

Par contre, associer le Québec à cet héritage ségrégationniste américain est carrément malhonnête. Le mouvement « Black Lives Matters » de souche américaine n'a pas de racines québécoises.

On ne peut pas plaquer la ségrégation américaine à la situation québécoise. Le peuple québécois n'a jamais été colonisateur ni esclavagiste. Au contraire, il a lui-même été colonisé. Globalement, il a aussi toujours été ouvert aux immigrants et aux autres cultures.

Du racisme au Québec, il y en a déjà eu. Il en reste encore à la marge. Par contre, il n'y a aucun organisme public, aucune institution d'enseignement ou entreprise qui soutienne actuellement l'idéologie raciste, dans ses postulats comme dans ses procédures d'embauche. Tout au contraire, il y a un cadre législatif qui assujettit les organismes publics à des programmes d'accès à l'égalité pour les membres des minorités. La laïcité non

plus n'a rien à voir avec le racisme, malgré ce qu'affirme la nouvelle gauche multiculturelle.

Y a-t-il du racisme systémique au Québec ? La réponse, c'est non. De la discrimination systémique ? Oui, certainement, beaucoup moins qu'auparavant, mais il faut toujours travailler à l'enrayer sur tous les plans. Les femmes en savent quelque chose.

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/d577d04a-5dd1-4b36-83b1-057aba577393_7C_0.html?utm_medium=twitte&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Encadré(s) :

« Associer le Québec à cet héritage ségrégationniste américain est carrément malhonnête. Le mouvement "Black Lives Matters" de souche américaine n'a pas de racines québécoises. »

Note(s) :

André Lamoureux et Michèle Sirois

Respectivement politologue à l'UQAM et anthropologue et militante féministe

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20201021-LAA-18fc1563ebb41c8ee65a2ad040e705f1

Source name	Mercredi 21 octobre 2020
Source type	La Presse+ • p. SPORTS_6 • 1463 words
Periodicity	LIVRE
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

Un combat à finir contre le racisme

Frédéric Duchesneau

Dans le livre Moi, Ali Nestor, petit prince de la rue, il est question de son grand ami Dan Bigras, de son idole de jeunesse Bruce Lee, de sa famille, des membres de gangs de rue qu'il fréquentait à l'adolescence, des jeunes qu'il aide aujourd'hui. Et, à travers eux, sont abordés, entre autres, la violence, la détresse et le racisme. Entretien.

« C'est juste plus sournois, ça ne s'est pas amélioré. Si ça s'était amélioré, je ne me ferais pas arrêter autant sur les routes. »

Ali Nestor a passé la mi-quarantaine. Avec sa longue et, surtout, grisonnante barbe, on ne pourrait le confondre avec un jeune délinquant. Et pourtant.

« Par mois, minimum deux fois, je suis suivi par un policier », affirme-t-il. Parfois, on lui demande de s'immobiliser et, après les vérifications d'usage, on le laisse partir. À d'autres occasions, la voiture de police le suit « pendant 5, 10 minutes », puis s'en va.

Il aimeraient bien dire que c'est tout de même le jour et la nuit avec son adolescence, il y a une trentaine d'années. Mais ce serait mentir.

« Tellement que quand je décide d'aller m'acheter une nouvelle voiture, je rentre chez un concessionnaire et je suis obligé de me dire : "Oh, cette auto-là est belle, mais si je la prends, j'ai plus de chances de me faire remarquer par la police et de me faire arrêter plus souvent." Je suis obligé d'avoir ce genre de réflexions. Même encore aujourd'hui, à l'âge que je suis rendu. »

Plus jeune, non seulement il a été maintes fois victime de profilage racial, mais encore il était régulièrement insulté par des policiers, raconte-t-il dans son livre, qui paraît ce mercredi, après 17 années de gestation. « T'es en état d'arrestation, mon estie de n... », il a déjà entendu ça.

Le Québec et le racisme

Le racisme n'a donc pas progressé dans la bonne direction, selon Ali Nestor. Ses manifestations ont plutôt muté, disons.

« À une certaine époque, oui, c'était blessant, oui, c'était dur, mais je savais clairement qui était devant moi. Quand je me retrouvais quelque part et quand j'allais me chercher un emploi et qu'on me disait : "écoute, j'en veux pas de n... ici", c'était clair, je savais ce qui en était. Maintenant, c'est beaucoup plus sournois. »



Ali Nestor.
PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

Mais croit-il pour autant les Québécois plus racistes que les autres nationalités ? Non, assure-t-il.

Il mentionne le traitement réservé aux Africains noirs en Arabie saoudite et en Algérie. Et même en France, où l'on entendra encore des chauffeurs de taxi ou des propriétaires de dépanneur refuser de servir des Noirs et des Arabes, souligne-t-il.

« Je l'ai écrit dans le livre, je considère que le Canada a évolué plus vite que bien des pays là-dessus. Mais je ne suis pas là pour parler d'ailleurs. C'est ici que je demeure, ici que mes enfants sont nés. »

— Ali Nestor

Et il ne voudrait vivre nulle part ailleurs.

« J'ai visité bien des pays, bien des villes, et c'est au Québec que je suis bi-



Saved documents

en, indique-t-il. Je sais ce qu'est la bonté profonde des Québécois, à la base. Mais il y a un problème de racisme qu'il faut régler. Il y a un système, aussi, qui est là, mais qui est inconscient. Et il y a beaucoup de personnes qui ne le sont pas, mais qui suivent la machine et agissent de façon raciste sans le savoir. C'est ça qu'il faut changer, qu'il faut reconnaître.

»

Bruce Lee, Ali et les Prince.sse.s

Ali Nestor a toujours aimé les arts martiaux. En particulier, son modèle, Bruce Lee. « Dès le premier film que j'ai vu de lui, Opération Dragon, je me suis dit : "Je serai le prochain Bruce Lee noir !" J'ai rêvé à travers lui pendant des années. Même ses fameuses chemises de style chinois, je les portais ! »

Pas surprenant, donc, que Nestor ait d'abord été connu au Québec comme combattant en arts martiaux mixtes, à compter de 1999, puis comme boxeur, jusqu'en 2012. Il y a compilé de bonnes fiches, mais ce n'est pas ce qui le définit. Au contraire, il ne retient de sa carrière aucun moment marquant, aucune fierté particulière.

Ce dont il est fier, par contre, c'est la création de son organisme – Ali et les Prince.sse.s – pour lequel il a travaillé d'arrache-pied.

Créé en 2001, Ali et les Prince.sse.s aide chaque année de 300 à 500 jeunes dans le besoin par des programmes de mentorat, d'aide aux devoirs, d'employabilité, de gestion de la colère, etc.

Et son École de la Relève – programme scolaire combiné avec des sports de combat adapté aux difficultés des jeunes – réussit à diplômer de 15 à 20 jeunes par année.

« C'est un travail de longue haleine. Avec un jeune, parfois, le travail peut se faire sur plusieurs années », souligne Nestor.

L'organisme et son Académie Ness Martial sont situés dans le quartier Saint-Michel. Les jeunes viennent des quatre coins de la ville, dont une forte proportion de Montréal-Nord, « un secteur qui est beaucoup laissé à lui-même ». Par manque de volonté politique, estime-t-il.

« Mais il y a des acteurs qui travaillent fort pour que ça change. Saint-Michel a beaucoup avancé. Il y a beaucoup d'organismes qui se sont installés pour accompagner les jeunes, mais ce sont des choses qui manquent à Montréal-Nord. Et les taux de décrochage scolaire et de chômage sont élevés, ce qui fait que ces jeunes se retrouvent à ne pas faire grand-chose. Malheureusement, ils finissent par s'occuper de manière pas toujours positive. »

Ali Nestor en connaît long en la matière, lui qui a trempé sérieusement dans les gangs de rue de 15 à 18 ans. La mort, il l'a frôlée à maintes reprises. Il était alors « un volcan en éruption », écrit-il, sa relation houleuse avec un père violent n'étant pas étrangère à ce mauvais détour.

« La première tendresse, la première affection, les premières valorisations qu'un enfant est censé avoir, celles qui comptent le plus, ce sont celles de ses parents. Alors quand un jeune ressent qu'il n'aurait même pas dû venir au monde, c'est le premier signe qui peut l'amener à vouloir se détruire », fait-il valoir.

Alors qu'il est en centre jeunesse, à quelques mois de sa majorité, sa mère,

aujourd'hui morte, aura réussi à provoquer chez lui l'étincelle qui le ramènera progressivement dans le droit chemin.

« Ça a été très dur pour lui. Ça prenait bien un esti de combattant pour endurer tout ça. »

— Dan Bigras

L'amitié indéfectible entre les deux hommes – ils se disent « frères de choix » – s'est cimentée pendant le tournage du documentaire Le ring intérieur de Bigras, qui s'est échelonné sur deux ans. Le chanteur prenait alors une pause de la musique, il était sobre et il s'entraînait au dojo de Nestor pour retrouver la forme. Le boxeur avait accepté de plonger dans le projet de film dans l'espoir que son message puisse aider des gens.

« Il ne m'a pas demandé pourquoi. Il m'a demandé pour qui. Ça, c'est Ali tout craché », raconte Dan Bigras.

Après le tournage, petit à petit, Nestor a poursuivi cette démarche qu'il venait d'entamer.

« Il y avait beaucoup de misère autour de lui et je sais que ça l'atteignait beaucoup. Ça lui faisait de la peine et il se demandait ce qu'il pouvait faire, relate Bigras. Je l'ai vu se transformer. Les gens qui ont eu mal beaucoup, quand ils comprennent l'avantage de faire partie d'une gang qui fait du bien, ceux qui le comprennent vraiment dans leurs os, dans leur sang, ils vont loin. »

En Haïti bientôt

Ali Nestor n'a pas visité son pays d'origine, Haïti, depuis ses 18 ans. Mais n'eût été la pandémie, il y serait probablement allé dans les derniers mois. Parce que

Saved documents

son organisme, ses programmes, il veut les y implanter. Dès que les voyages seront sécuritaires, il mettra le projet en branle.

« Je compte d'abord y aller pour faire du rodage, reprendre le pouls du pays pour bâtir un programme qui tient compte de la réalité des jeunes de là-bas », dit-il.

Il fera ainsi profiter aux jeunes de sa patrie d'origine, qu'il a quittée à 6 ans, du savoir et de l'expérience qu'il a acquis pendant les 40 dernières années au Québec.

Un extrait du livre, en guise de conclusion :

Les jeunes et les moins jeunes qui se retrouvent en situation de vulnérabilité, dans la rue, dans les gangs criminalisés, dans la drogue ou même dans l'industrie du sexe, n'ont pas choisi consciemment de se perdre ainsi. Ce sont plutôt les blessures de la vie, la peur de l'abandon, du manque d'amour ou de valorisation et même la peur de ne pas exister qui leur ont fait prendre le mauvais chemin.

Moi, Ali Nestor, petit prince de la rue

Ali Nestor Libre Expression 248 pages

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/ff90bb9c-af53-4be8-90b7-db470c8dd721_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :

Moi, Ali Nestor, petit prince de la rue,
Ali Nestor, Libre Expression, 248 pages

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200527-LAA-a5f5f3c0a1147252720c91276ef3b1ac

Source name	Mercredi 27 mai 2020
Source type	La Presse+ • p. ACTUALITÉS_19 • 871 words
Periodicity	ÉTATS-UNIS
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p.
actualités_19

Une Canadienne au cœur d'une tempête raciale à New York

Richard Hétu
Collaboration spéciale

NEW YORK — Elle a d'abord perdu sa réputation, puis son chien et enfin son emploi. Il reste maintenant à voir si elle conservera son droit de remettre les pieds à Central Park.

Amy Cooper, une Canadienne travaillant à New York depuis plusieurs années, regrettera sans doute longtemps sa décision d'appeler le 911 pour se plaindre d'un homme qui lui demandait de mettre son chien en laisse.

« Ma vie entière est détruite en ce moment », a-t-elle déclaré à CNN mardi matin, avant même que son employeur n'annonce son licenciement.

L'incident, qui a enflammé les réseaux sociaux, est survenu lundi matin dans le Ramble, partie très boisée de Central Park et très prisée par les ornithologues amateurs. L'un d'eux, Christian Cooper, s'y trouvait vers 8 h lorsqu'il a croisé Amy Cooper (aucun lien de parenté), qui promenait son épagneul cocker sans laisse, en violation du règlement.

Christian Cooper, un Noir âgé de 57 ans, a demandé à Amy Cooper, une Blanche de 41 ans, de mettre son chien en laisse.

La femme, qui dira plus tard avoir été saisie par la peur, a plutôt appelé le 911, tout en retenant son chien agité par le collier, scène que l'homme a filmée avec son téléphone portable.

« Je vais leur dire qu'il y a un homme afro-américain qui menace ma vie », a-t-elle déclaré en signalant le numéro, message qu'elle a repris en s'adressant à l'opérateur. « Il est Afro-Américain », a-t-elle répété.

En début d'après-midi, Christian Cooper a publié une vidéo de la dispute verbale sur sa page Facebook. Sa sœur, Melody Cooper, a fait de même sur son compte Twitter. Au moment d'écrire ces lignes, la vidéo avait été visionnée plus de 36,5 millions de fois.

Virée pour « racisme »

Il s'agissait d'un exemple particulièrement flagrant d'un phénomène amplifié par des technologies qui permettent de divulguer et de dénoncer des incidents qui demeuraient autrefois inconnus. Ce phénomène met en scène des Blancs qui composent le 911 pour dénoncer des Noirs sans raison valable.

En appelant la police pour une affaire

Filmée par Christian Cooper, Amy Cooper a signalé le 911 et affirmé qu'un « homme afro-américain » menaçait sa vie.

Photo tirée d'une vidéo de Christian Cooper

de laisse, Amy Cooper a également alimenté un stéréotype, celui des « Karen », surnom dont les réseaux sociaux affublent les femmes blanches qui donnent l'impression que tout leur est dû. Dans son message accompagnant la vidéo, Melody Cooper a d'ailleurs accolé ce terme à Amy Cooper, incitant les médias américains à la baptiser « la Karen de Central Park ».

Mais les internautes n'ont pas seulement reproché à Amy Cooper son comportement à l'égard de Christian Cooper. Ils ont également dénoncé la façon dont elle a traité son chien Henry.

Dans la vidéo, on voit la femme tirer brutalement sur le collier de l'épagneul cocker pour le maîtriser.

Résultat : le refuge où Amy Cooper a adopté son chien il y a deux ans a annoncé lundi soir que celui-ci avait été confié à ses soins par sa maîtresse jusqu'à nouvel ordre. « Il est en sécurité et en bonne santé », a précisé l'organisme sur sa page

Saved documents

Facebook.

Peu après, l'employeur d'Amy Cooper, la société d'investissement Franklin Templeton, a annoncé sur Twitter qu'elle avait été placée en congé administratif, le temps de mener une enquête interne. Moins de 24 heures plus tard, Amy Cooper était virée.

« Nous ne tolérons le racisme daucune sorte chez Franklin Templeton », a déclaré la société d'investissement sur son fil Twitter.

« Je ne suis pas raciste »

Selon un compte Instagram qui n'existe plus, Amy Cooper est née au Canada, a fréquenté l'Université de Waterloo, en Ontario, de 1998 à 2003 et a décroché un MBA à l'Université de Chicago en 2009. Mardi matin, elle a présenté ses excuses à « tout le monde, surtout à cet homme et à sa famille ».

« Je ne suis pas raciste. Je ne voulais pas causer du tort à cet homme daucune façon », a-t-elle dit sur CNN. Elle a attribué sa façon de réagir à la peur qu'elle avait éprouvée en se retrouvant seule face à un homme dans un coin isolé de Central Park.

Le maire de New York, Bill de Blasio, a rejeté cette explication, affirmant que la vidéo montrait du « racisme pur et simple ».

Diplômé de l'Université Harvard et membre du conseil d'administration de la Société nationale Audubon, vénérable organisation environnementale, Christian Cooper a évoqué Ahmaud Arbery, jeune Noir froidement abattu en Géorgie récemment, pour justifier sa décision de filmer sa dispute avec Amy Cooper.

« Nous vivons à l'ère d'Ahmaud Arbery où des hommes noirs sont abattus à cause des idées préconçues des gens concernant les hommes noirs, et il n'était pas question que je participe à ça », a-t-il dit à CNN.

Deux policiers ont répondu à l'appel d'Amy Cooper. Ils n'ont cependant pas écrit de rapport, en l'absence des parties impliquées dans la dispute. Le NYPD considère le dossier comme clos. Mais le président de l'Association civique de Central Park a demandé au maire de New York d'interdire à Amy Cooper l'accès au plus célèbre des parcs new-yorkais à vie.

« Nos membres sont très offensés par ce que cette femme a fait dans le parc », a déclaré Michael Fischer lors d'une conférence de presse.

Visionnez

La vidéo sur Twitter (en anglais)

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/8a955b42-009d-4663-8972-cdc4ed8cbfa4_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20201227-LAA-a78b499cd700e4018190a8f76a5ccf85

Source name	Dimanche 27 décembre 2020
Source type	La Presse+ • p. DÉBATS_1,DÉBATS_2 • 879 words
Periodicity	DAILY
Geographical coverage	ÉDITORIAL
Origin	Provincial Montreal, Quebec, Canada

p. p.
débats débats_2

Les citations de l'année...

Quatre citations qui ont marqué la dernière année, selon nos éditorialistes

Alexandre Sirois; Philippe Mercure; Agnès Gruda
La Presse

« Vas-tu la fermer ! »

Quelle indécence ! Un candidat qui s'exprime ainsi lors d'un débat présidentiel ! Pire, c'est un prétendant à la Maison-Blanche (Joe Biden) qui a tenu ces propos désobligeants alors qu'il s'adressait à un président en exercice ! Shocking, comme disent les Britanniques ! Il faut dire que Donald Trump, lors du débat en question, a fait pire ! Mensonges, insultes, calomnies... un feu roulant d'attaques indignes du chef d'État de la première puissance mondiale. Un rappel que sa présidence avait tiré les États-Unis – et le reste du monde – vers le bas. Si bien que l'insolence de Joe Biden ne semble pas lui avoir nui. Si ça se trouve, bon nombre d'Américains étaient ravis que quelqu'un ose enfin clouer le bec à leur président incontrôlable. Le candidat démocrate a simplement dit tout haut ce que des millions de personnes pensaient tout bas.

— Alexandre Sirois

« Venez me chercher quelqu'un, venez me chercher ! »

Ce sont les derniers mots prononcés par Joyce Echaquan, Attikamek de 37 ans

morte dans des circonstances scandaleuses à l'hôpital de Joliette le 28 septembre dernier. La vidéo de ses derniers moments est intolérable. Les propos racistes et méprisants prononcés par le personnel médical pourtant censé soigner leur patiente ont secoué le Québec et mis en lumière le racisme que vivent encore les autochtones dans la province. On a appris bien vite que ce qui rend cet évènement exceptionnel, c'est le fait que Joyce Echaquan a eu la présence d'esprit de filmer les circonstances entourant sa propre mort et de les diffuser en direct sur Facebook. Parce que les manifestations de racisme à cet hôpital (et ailleurs aussi évidemment) ne le sont malheureusement pas. Le premier ministre François Legault s'est excusé. Une enquête publique a été lancée. Le PDG du CISSS de Lanaudière a été limogé, et l'évènement a fortement contribué au remplacement de la ministre des Affaires autochtones Sylvie D'Amours par l'ex-policier Ian Lafrenière. Mais ce dernier aura fort à faire pour rétablir les ponts avec les Premières Nations, qui attendent depuis trop longtemps des gestes concrets pour qu'on cesse enfin de tolérer l'inacceptable.

— Philippe Mercure

Donald Trump et Joe Biden lors de leur débat présidentiel du 29 septembre dernier

PHOTO PATRICK SEMANSKY, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

« Les activités sexuelles les moins risquées pendant que sévit la COVID-19 sont celles où vous êtes seul. »

Qui pensait entendre un jour l'administratrice en chef de la santé publique du Canada inciter les citoyens du pays à pratiquer la masturbation ? C'est pourtant ce qu'a fait Theresa Tam le 2 septembre dernier dans une série de directives qui n'ont évidemment pas manqué d'être tournées en dérision. Ces propos illustrent à quel point la COVID-19 nous aura forcés cette année à couper nos relations (de toutes sortes !) avec les autres. La solitude est un fardeau de plus en plus difficile à supporter pour de nombreux Québécois, et on n'a qu'à observer à quel point les règles de distanciation physique sont difficiles à respecter pour comprendre que l'être humain est un animal fondamentalement social. La santé mentale est le fléau caché de cette pandémie. Selon des chercheurs de l'Université de Sherbrooke, un Québécois sur cinq montre des symptômes de

Saved documents

dépression majeure ou d'anxiété généralisée. Les jeunes adultes et le personnel de la santé sont les plus touchés. Dans ce cas comme dans d'autres, la COVID-19 a exposé les failles d'un système criblé de trous. Dans le réseau public, les files d'attente s'allongent. Une réforme (une autre) est à souhaiter ici. Et pour nombre de Québécois qui ne vont pas bien, ça urge.

— Philippe Mercure

« Je ne peux pas respirer »

C'est arrivé le 25 mai 2020, à Minneapolis. Un policier a maintenu l'Afro-Américain George Floyd plaqué au sol, un genou sur sa nuque. Même si ce dernier le suppliait de le laisser respirer, et ce, pendant 8 minutes et 46 secondes. Jusqu'à ce que George Floyd rende son dernier souffle. La vidéo de cette arrestation est devenue virale. Et la phrase « I can't breathe » s'est transformée en un cri de ralliement pour le mouvement Black Lives Matter et pour tous ceux qui se battent contre la brutalité policière endémique aux États-Unis. Ce n'était pas la première fois qu'un homme noir asphyxié par un policier prononçait cette phrase avant de mourir. C'est ce qui est arrivé à Eric Garner en juillet 2014, à New York. Reprise sur les pancartes de manifestants, sur des t-shirts et dans des chansons, la phrase « I can't breathe » exprime, depuis le printemps dernier, le rejet du racisme en général et de la violence policière en particulier. Un chiffre qui en dit long : sur les 300 personnes tuées, bon an, mal an, par la police, plus de 150 ont la peau noire, alors que les Noirs ne représentent que 12 % de la population.

— Agnès Gruda

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/c201d835-19ba-4bce-b217-686a5eb7993a_7C_0.html?utm_content=twitr&utm_source=lpp&utm_medium=referal&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :



Veillée devant l'hôpital de Joliette en septembre dernier à la mémoire de Joyce Echaquan, Attikamek de 37 ans qui y est morte dans des circonstances scandaleuses.

PHOTO OLIVIER JEAN, ARCHIVES LA PRESSE

La Dre Theresa Tam, administratrice en chef de la santé publique du Canada

PHOTO SEAN KILPATRICK, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

« I can't breathe », dernière phrase de l'Afro-Américain George Floyd, asphyxié sous le genou d'un policier à Minneapolis le 25 mai, s'est transformée en un cri de ralliement pour le mouvement Black Lives Matter partout dans le monde (ici, manifestation à New York).

PHOTO CAITLIN OCHS, ARCHIVES REUTERS

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200602-LAA-0162b1f239f229d853f95fd7cacd398

Source name	Mardi 2 juin 2020
Source type	La Presse+ • p. AFFAIRES_1, AFFAIRES_6 • 1047 words
Periodicity	DAILY CHRONIQUE
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

Le lumineux « panier noir »

Marie-Claude Lortie

La Presse

Installés chacun de leur côté dans leurs magnifiques appartements d'Habitat 67, parfaitement élégants malgré la lentille désarçonnante de nos sempiternelles vidéoconférences de confinement, les frères Byron et Dexter Peart pourraient être les rois du monde.

Leur nouvelle entreprise, Goodee, fondée il y a un an, roule bien depuis ses premiers jours, mais cartonne particulièrement depuis le début de la pandémie et de notre réclusion collective. Imaginez : une entreprise d'ici qui fait de la vente en ligne d'objets de maison écolos, durables, au design impeccable. Tous les ingrédients sont là pour que ça marche, avec en toile de fond une histoire et la réputation internationale de ses fondateurs. Car avant de lancer Goodee, ce sont eux qui ont démarré la marque Want les Essentiels, une gamme de sacs et de chaussures vendue dans le monde et une petite chaîne de boutiques Want Apothicaire, elle aussi installée au-delà des frontières, notamment à New York.

Les frères Peart font partie des peu nombreux Canadiens qui se retrouvent autant dans les pages de The Business of

Fashion que dans celles de Monocle ou de Wallpaper, stars de l'avant-garde du chic discret.

Pourtant, comme trop de Canadiens et, surtout, d'Américains, les deux hommes dont les parents ont immigré de Jamaïque pour s'installer à Ottawa peuvent faire une liste longue comme ça des comportements racistes auxquels ils sont régulièrement confrontés.

« Le racisme n'a pas de frontière », dit Dexter en entrevue vidéo.

Le racisme est partout dans le monde. Dans tous les pays, dans toutes les classes sociales. Et il est présent à Montréal.

Et ces attitudes n'ont pas rendu leur parcours facile.

« Il faut être débrouillard, ajoute Byron. On a toujours su, dès notre plus jeune âge, qu'on aurait à travailler beaucoup plus fort pour arriver à la même place que les autres. »

Je ne suis pas la seule personne pas noire, j'en suis sûre, à avoir passé beaucoup de temps, ces derniers jours, à me demander ce que je pourrais faire pour participer à la lutte contre le racisme



Les frères Byron et Dexter Peart, de l'entreprise Goodee

Photo François Roy, La Presse

auquel est confrontée la communauté noire partout dans le monde.

Comment changer les choses, pour faire une différence, quelle qu'elle soit ? Pour lutter contre la discrimination qui affecte gravement la vie de nos amis, parents, collègues, amoureux et concitoyens d'ici et du monde entier, noirs ?

L'idée qui m'est venue à l'esprit lundi, c'est de parler des entreprises montréalaises et québécoises, comme je le fais toujours, mais en particulier de celles fondées par des gens d'ascendance africaine, et le succès des frères Peart, est, à cet égard, incontournable.

Mais ils ne sont pas les seuls à avoir bâti des entreprises solides, petites et grandes, qui apportent à nos communautés des produits et services uniques, utiles, efficaces.

Saved documents

De Martine St-Victor avec son agence de relations publiques Milagro à l'incontournable Agrikol – super bar haïtien – en passant par la liqueur LS Cream de l'homme d'affaires Stevens Charles, les festivals de Fabienne Colas, la boutique en ligne Armoire de Marcus Troy ou le restaurant Marcus du Four Seasons, piloté par le chef Marcus Samuelsson, même en y pensant juste deux minutes, j'avais déjà nommé des marques, des institutions qui se sont imposées dans mon univers immédiat.

Et c'était avant de parler à Carla Beauvais, cofondatrice de l'organisme sans but lucratif Orijin Village, qui a des listes infinies de petites et grandes entreprises québécoises fondées, dirigées, propriétés de personnes d'afro-ascendance.

Parce que Mme Beauvais, à travers Orijin Village, a cofondé Unir Prospérer (UP), une initiative dont le but est de mettre de l'avant, avec un répertoire d'abord québécois, mais bientôt canadien, de telles entreprises afin qu'on sache où les trouver. Un peu comme Le Panier Bleu et plusieurs autres plateformes l'ont fait pour répondre aux interrogations de tous au sujet des entreprises « locales ».

Le but de ce projet est de montrer à toute la population ce que les entrepreneurs et gens d'affaires noirs font. Et de lui donner facilement accès à leurs coordonnées.

Que vous cherchiez une entreprise de transport comme Barkley Transport, de la nourriture jamaïcaine comme celle de Boom J – les deux sont chaudemment recommandées par les frères Peart –, des produits cosmétiques comme ceux de Nagi Cosmetics, vendus chez Jean

Coutu, un graphiste comme William Dulce et sa Day Agency – aussi d'Orijin Village – ou même des légumes frais biologiques aux saveurs caribéennes comme ceux des Jardins Lakou.

Évidemment, la liste des entreprises de ce « panier noir » est franchement beaucoup plus longue que les quelques noms que j'ai écrits ici.

Et c'est sans compter le nombre important de professionnels, médecins, comptables, avocats, gestionnaires, dentistes, vétérinaires, ingénieurs, informaticiens qui pourraient et pourront aussi afficher leurs services sur le site d'UP.

Et que ceux qui veulent travailler avec la communauté noire pourront embaucher s'ils choisissent d'agir ainsi.

Parce que ça fait partie de la solution aux problèmes de racisme qui empêchent nos concitoyens de réaliser pleinement leur potentiel au sein de notre société à nous tous.

En lisant un communiqué de Statistique Canada sur certaines données concernant la population noire au Canada, au-delà des chiffres décevants sur son taux de chômage plus élevé, notamment, j'ai été frappée par deux observations. Un niveau de résilience plus élevé que le reste de la population observé par les chercheurs et aussi des aspirations plus élevées : 94 % des jeunes Noirs interrogés par Statistique Canada espéraient obtenir un diplôme universitaire, contre 82 % des autres jeunes.

C'est pour aider ces jeunes qu'existent à Montréal des organismes comme DESTA, dont le but est directement de permettre aux jeunes de la communauté

noire, qui en ont besoin, de trouver les appuis et outils nécessaires pour accéder au marché du travail. Dexter Peart fait partie de ceux qui aident cet organisme. Pour pousser les leaders d'affaires de demain.

Parce qu'aider, m'ont expliqué les frères Peart, c'est beaucoup de choses différentes.

C'est aider les entrepreneurs de demain, ceux qui démarrent maintenant, ceux qui sont déjà en affaires.

C'est ne pas remettre en question les expériences de racisme, mais plutôt les écouter, les entendre, ouvrir ses yeux pour voir tout le talent qui est là, sous nos yeux, c'est être curieux, se sentir responsable de la quête d'une solution, c'est faire toutes sortes de nouveaux choix. Pour créer petit à petit un monde où on sera tous mieux.

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/6beedb67-f9ca-4038-ab2c-2744dacd8d76_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public Library2 for personal and temporary display.

news:20200719-LAA-c0dd1570adacab6af2aa3ce075e7ff3a

Source name	Dimanche 19 juillet 2020
Source type	La Presse+ • p. ACTUALITÉS_15 • 1165 words
Periodicity	Daily
Geographical coverage	La Presse en Angleterre
Provincial	
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p.
actualités_15



Vue d'Europe

Une charmante vieille dame...

Jean-Christophe Laurence

La Presse

CANTERBURY - Elle s'arrête à notre table, comme surgie de nulle part. D'une petite voix de souris, elle demande si on peut lui donner le morceau de toast qui traîne dans notre assiette.

« C'est pour nourrir mes mouettes. Un beau petit couple. Je les adore. »

Avec plaisir, madame. Elle met le pain dans son sac en plastique, puis on commence à jaser... pour le meilleur et le moins bon.

C'est notre première visite au Royaume-Uni depuis quatre mois. Le pays vient de lever les mesures de quarantaine et commence à se rouvrir. Quarante-cinq mille morts plus tard, on est encore loin d'un retour à la normale. Les services douaniers britanniques sont devenus paranoïaques, il faut remplir des kilomètres de paperasse pour entrer dans le pays.

Quand on arrive à Canterbury, ville carte postale réputée pour sa cathédrale, beaucoup de commerces de la rue principale sont encore fermés ou en voie d'être « remis à neuf ». Idem pour les restaura-

rants. Les boutiques pour touristes, elles, sont complètement vides.

« Comment voulez-vous redémarrer quand il n'y a plus de clients ? », nous explique le patron du café Panteli's, l'air penaude. « Regardez. Je peux accueillir jusqu'à 100 personnes. La salle est vide. Heureusement que j'ai quelques tables à l'extérieur... »

C'est justement là qu'on se trouve, à finir notre déjeuner, lorsque apparaît Patricia. Une charmante vieille dame, tirée à quatre épingles. Très chic avec sa grosse fleur rouge dans les cheveux, son foulard bourgeois. Regard intelligent, petites lunettes mauves au bout du nez, canne à la main. Une belle grand-mère, comme dans les films.

Séduits par sa gentillesse, on l'invite à s'asseoir.

On parle de la pandémie, bien sûr. Elle a 83 ans. On lui demande comment elle a vécu ça, à son âge.

Elle n'a pas eu peur. Elle en a vu d'autres.

« La COVID n'est pas pire que la guerre. Quand j'étais petite, je voyais les Spit-



Patricia, 83 ans, rencontrée lors d'un déjeuner

PHOTO JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE,
LA PRESSE

fire pourchasser les avions de la Luftwaffe dans le ciel de Canterbury. Alors la COVID, vous pensez bien... »

La crise sanitaire lui a quand même laissé un « goût amer ». Pas qu'elle se soit ennuyée. « On ne s'ennuie jamais quand on a un jardin. » Mais elle trouve qu'on s'en est « trop fait » avec cette histoire. « Était-ce bien nécessaire ? »

On parle de ses trois garçons, qu'elle n'a pas vus pendant des mois. Elle vit seule, après avoir été mariée deux fois. Point sensible. Son second mari est mort il n'y a pas si longtemps. Elle soupire.

On parle aussi de Canterbury, où elle a vécu toute sa vie. Elle n'est pas mé-

Saved documents

contente qu'il y ait moins de touristes. Elle ne regrette surtout pas les groupes d'écoliers français – « des jeunes malpolis ».

Et puis le ton se durcit. La belle image se fissure. À part l'Angleterre, « le meilleur endroit du monde », aucun pays ne trouve grâce à ses yeux. Même pas l'Écosse ou l'Irlande du Nord, qui font pourtant partie du Royaume-Uni.

Le Canada, peut-être ? « Pff... jamais. »

On est à peine surpris quand elle nous parle de son admiration pour la reine et le prince Charles. Mais elle méprise Harry et Meghan, qui vont amener du « sang mêlé » dans la famille royale. Ces deux-là n'ont plus aucune valeur à ses yeux. « Qu'ils restent où ils sont. »

Et le Brexit ? « J'ai voté pour, évidemment. » Ah bon ? Pourquoi ? « Pour qu'on se débarrasse de tous ces emmerdeurs. »

Fait-elle allusion aux immigrés ? On n'a pas le temps de lui poser la question qu'une voiture avec deux hommes noirs passe devant nous. « Vous avez vu ? Deux negros... Ces gens-là ne font que des problèmes. »

Un ange passe. Il a des ailes de béton. Voilà donc l'autre visage du souverainisme anglais. Les adeptes du Brexit sont souvent représentés par l'image cliché du hooligan édenté, couvert de tatouages, qui se soûle avec de la mauvaise bière. Ils peuvent aussi ressembler à une charmante vieille dame qui donne du pain aux mouettes. Discrets, gentils, élégants. Mais d'une grande violence.

« Vous n'allez pas un peu trop loin, Patricia ?

— D'habitude, je ne parle pas de ça. Mais avec vous, je peux. Vous venez de loin !

— Je suis quand même journaliste...

— Quelle importance ! Je vous offre le café ? »

Du racisme et des statues

Si vous pensiez le racisme moins présent en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, détrompez-vous.

Selon une enquête YouGov parue en juin dans la foulée du mouvement Black Lives Matter, 84 % des Britanniques estiment que le racisme existe toujours au Royaume-Uni... soit la même proportion qu'il y a 30 ans (86 %).

Dans un autre sondage YouGov, on apprend que la moitié des Noirs britanniques disent avoir été victimes de racisme dans la rue ou dans leur milieu de travail.

C'est dire si la situation évolue lentement, bien que des nuances s'imposent.

Certains, en tout cas, n'attendent pas que la société change. La statue de l'esclavagiste Edward Colston, qui avait été déboulonnée et jetée à l'eau dans le port de Bristol, a été remplacée cette semaine par une autre statue, représentant cette fois Jen Reid, une militante Black Lives Matter. Le geste, fait pendant la nuit, a fait beaucoup parler dans les médias britanniques.

La Ville a fait retirer la statue deux jours plus tard, invitant ses auteurs à en faire don au musée local...

En France

Même thème, retour en France.

Le député Alexis Corbière, bras droit de Jean-Luc Mélenchon au sein du parti La France insoumise, demande qu'on revaorise Jean-Baptiste Belley.

Jean-Baptiste Belley est le premier député noir de l'histoire de France. Originaire de Saint-Domingue, l'actuel Haïti, il est élu en 1793, quand l'esclavage est en voie d'être aboli (avant d'être rétabli à nouveau, mais cela est une autre histoire).

Mort en 1805, l'homme a fait l'objet de quelques écrits, mais reste très peu connu du grand public. Le seul portrait qu'on connaît de lui est accroché à Versailles, et « pas du tout mis en valeur », nous explique Alexis Corbière.

M. Corbière aimeraient que le tableau soit rapatrié à Paris, à l'Assemblée nationale. Il réclame par ailleurs qu'un salon de la vénérable institution soit rebaptisé du nom de Jean-Baptiste Belley. Dans la foulée de Black Lives Matter, ces gestes auraient valeur de symbole.

D'autres militants ont demandé que la statue de Jean-Baptiste Colbert (1619-1683), auteur du Code noir qui a légalisé l'esclavage en France, soit retirée de l'Assemblée nationale.

Mais M. Corbière jure que sa démarche est différente. « Nous ne cherchons pas à effacer, mais nous pensons qu'il y a des personnages à ajouter. Nous trouvons que la manière dont est transmise l'histoire laisse peu de place à l'histoire populaire, aux opprimés, aux femmes, aux Noirs. Il n'y a pas que l'histoire des vainqueurs, et Belley est une figure qui a lutté pour l'émancipation... »

Sa requête est restée lettre morte. « Un peu dommage », dit le député. Cela aurait le mérite, selon lui, de nourrir le dé-

Saved documents

bat sur le racisme et l'identité en France.

« Pas pour s'autoflageller, conclut-il,
mais pour apprendre et ne pas répéter les
erreurs du passé. »

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/64396e64-1e57-4dda-b22f-b71bc6208654_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :

La statue représentant la militante Jen Reid, à Bristol

PHOTO BEN BIRCHALL, ASSOCIATED PRESS

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20201020-LAA-a22313eb2f69a28bb27ae49f4b472738

Source name	Mardi 20 octobre 2020
La Presse+	
Source type	ACTUALITÉS_6 • 1658 words
Press • Newspapers	
Periodicity	Chronique
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p.
actualités_6

Je suis prof

Isabelle Hachey

Le 9 septembre, Verushka Lieutenant-Duval a annulé son cours à l'Université d'Ottawa pour permettre à ses étudiants de participer à une manif Black Lives Matter (BLM).

Pour elle, ça allait de soi.

Ph. D. en humanités-beaux-arts de l'Université Concordia, elle s'est toujours fait un devoir de présenter l'histoire de l'art dans une « perspective féministe et inclusive ».

Elle enseigne par exemple à quel point la représentation des femmes africaines et moyen-orientales est stéréotypée dans l'art occidental du XIXe siècle.

L'inclusion. La diversité. Le féminisme. Ce sont des thèmes chers à cette intellectuelle québécoise. Plus encore, c'est ce qui l'a toujours définie jusqu'à présent.

Désormais, Verushka Lieutenant-Duval est dépeinte sur les réseaux sociaux comme une ignorante. Une raciste bornée qui ne comprend rien à rien et qui mériterait d'être envoyée dans un camp de rééducation.

Et l'Université d'Ottawa ne fait rien, ou

si peu, pour la défendre.

* * *

« Ça me rend encore plus triste de voir que malgré mes efforts [d'ouverture], la seule prononciation d'un mot dans le cadre d'une explication savante me vaut d'être taxée de racisme », m'a-t-elle confié, lundi.

Elle était secouée. On le serait à moins. Le recteur de l'Université d'Ottawa, Jacques Frémont, venait pratiquement de déclarer coupable de « microagression » envers ses étudiants noirs pour « l'utilisation du mot entier commençant par n ».

« Les membres des groupes dominants n'ont tout simplement pas la légitimité pour décider de ce qui constitue une microagression », a-t-il écrit dans une déclaration.

« Lors de l'incident, l'enseignante avait tout à fait le choix, dans ses propos, d'utiliser ou non le mot commençant par n ; elle a choisi de le faire avec les conséquences que l'on sait. »

Autrement dit : tu aurais dû savoir que n**ger est un mot tabou, un mot Voldemort qu'on ne prononce en aucune circonstance. Maintenant, arrange-toi avec



L'Université d'Ottawa ne fait rien, ou si peu, pour défendre Verushka Lieutenant-Duval, attaquée de toutes parts sur les médias sociaux.

PHOTO OLIVIER JEAN, ARCHIVES LA PRESSE

tes troubles, fille.

* * *

Verushka Lieutenant-Duval est fière d'enseigner à l'Université d'Ottawa. Elle est passionnée par son métier. Ça ne l'empêche pas d'être « estomaquée » par la lettre du recteur. « Ce qui me déçoit, c'est qu'on laisse croire que j'ai commis un acte de racisme. »

Elle sait parfaitement que le mot n**ger est une terrible insulte pour les Noirs. Elle sait qu'il est inacceptable de l'utiliser pour diminuer ou écraser une personne de couleur.

Elle sait que c'est un mot qui fait mal, « sorti de la fournaise de l'esclavage », pour reprendre la formule de Dany La-

Saved documents

ferrière, qu'on cite décidément beaucoup ces temps-ci.

Elle sait qu'on a longtemps utilisé ce terme pour désigner des Noirs traités comme des sous-hommes.

Mais elle ne savait pas qu'il lui était interdit de le prononcer pour expliquer un concept théorique. « Le seul fait de prononcer un mot vous fait devenir instantanément une personne raciste. Je trouve ça extrêmement perturbant. Cela ouvre la porte à tellement de dérives »

Si elle avait su, elle ne l'aurait pas utilisé. Elle n'a jamais eu l'intention de blesser quelqu'un.

« Ce qui m'effraie, dit-elle, c'est la haine que j'ai palpée dans les commentaires à mon sujet, sur les médias sociaux. Cela m'a complètement bouleversée de voir qu'on puisse penser éradiquer le racisme par la haine. »

* * *

Ces jours-ci, personne n'est plus heureux de l'obligation de porter le masque en public que Verushka Lieutenant-Duval. Ça lui donne l'impression de se fondre dans le décor.

« J'ai peur pour ma sécurité. J'ai peur de sortir dans la rue et d'être reconnue. Je ne réponds pas au téléphone quand c'est un numéro masqué. »

Verushka Lieutenant-Duval

C'est que l'étudiante qui a tout déclenché en publiant le courriel d'excuses de Mme Lieutenant-Duval sur Twitter, le 1er octobre, a aussi publié son nom, son numéro de téléphone et son adresse personnelle. Le tweet vengeur, effacé depuis, a eu le temps de se répandre sur le Net.

Le lendemain de cette dénonciation publique, Mme Lieutenant-Duval n'a reçu aucun soutien de l'Université d'Ottawa. Ce jour-là, tout ce qu'elle a reçu, c'est une lettre lui annonçant sa suspension, le temps de faire enquête.

* * *

L'angoisse de Mme Lieutenant-Duval est montée d'un cran, vendredi, après la décapitation de l'enseignant Samuel Paty à la sortie de son collège, en France. Dans un cours sur la liberté d'expression, M. Paty avait montré à ses élèves les caricatures de Mahomet parues dans Charlie Hebdo.

Des milliers de Français sont descendus dans les rues pour défendre la liberté de l'enseignement, brandissant des pancartes « Je suis prof », comme ils brandissaient des pancartes « Je suis Charlie », il y a cinq ans.

Rassurez-vous, je ne suis pas en train de comparer des militants du campus de l'Université d'Ottawa à des terroristes sanguinaires. Ça n'a rien à voir. Cela dit, je remarque tout de même quelques similitudes troublantes entre ces deux histoires.

En France, tout a commencé avec une vidéo diffusée sur Facebook, où le père d'un élève réclamait vengeance contre Samuel Paty. Il a diffusé son nom et l'adresse de son école sur les réseaux sociaux.

Il était indigné, blessé, choqué par un dessin.

Au Canada, une étudiante a publié les renseignements personnels d'une prof sur les réseaux sociaux. Et puis, dimanche le jour même où les Français criaient : « plus jamais ! », un appel

à la « cyberintimidation » a été lancé sur Twitter contre les 34 profs de l'Université d'Ottawa qui ont signé une lettre d'appui à Mme Lieutenant-Duval.

L'appel a été relayé des milliers de fois. Les courriels des 34 profs ont été diffusés. « On est vraiment laissé à nous-mêmes alors qu'une vindicte populaire a été lancée contre nous », se désole Maxime Prévost, l'un des profs signataires.

L'affaire prend de l'ampleur. Le Syndicat étudiant de l'Université d'Ottawa demande au recteur de dénoncer les 34 profs, « non juste avec des paroles, mais avec des actions ». Une pétition en ligne exige des sanctions contre Mme Lieutenant-Duval. Des milliers d'internautes l'ont signée.

Tous indignés, blessés, choqués par un mot.

* * *

L'Université d'Ottawa a offert aux étudiants de Mme Lieutenant-Duval de poursuivre la session avec un nouveau prof. Dans sa lettre, Jacques Frémont laisse entendre qu'ils seront nombreux à le faire.

Il ne faudrait pas se surprendre que les étudiants de Mme Duval n'aient pas envie d'avoir « encore une fois à se justifier pour que leur droit à la dignité soit respecté », écrit-il.

L'Université en semble tellement convaincue qu'elle a transféré les étudiants dans la classe du nouveau prof sans même leur demander leur avis.

Ceux qui veulent poursuivre avec Mme Lieutenant-Duval doivent en faire la demande auprès de l'administration. Ça les

Saved documents

place dans la position intenable de devoir prendre position en faveur d'une prof étiquetée « raciste ».

Le cours reprend mercredi. Jusqu'à présent, une seule étudiante a signifié son intention de terminer sa session avec la prof radioactive.

L'appel à la cyberintimidation a provoqué un déluge de commentaires désoobligeants envers les 34 profs signataires, presque tous francophones.

« Fucking Frogs. J'espère qu'ils vont tous perdre leur emploi », a écrit Hayden, qui se décrit comme un « allié BLM » qui, comble de l'ironie, veut « bâtir un monde meilleur ».

Ces militants décrètent des fatwas contre ceux qui s'écartent du droit chemin. Ils ne sont pas indignés ; ils sont vertueux et tiennent absolument à nous le faire savoir.

On nage en plein délire de la « culture de l'annulation », qui fait des ravages sur les campus américains.

Plus que jamais, on a besoin des profs pour leur montrer que la société n'est pas faite que de méchants et de gentils. Que tout n'est pas noir ou blanc, dans la vie.

Les profs, eux, ont besoin de notre soutien pour poursuivre leur mission : instruire nos enfants. Développer leur esprit critique. En faire des citoyens libres, éclairés et tolérants.

Ne les laissons pas tomber.

Je suis prof.

L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA N'APPUIE PAS SON ENSEIGNANTE

« Liberté d'expression et droit à la dignité ne se contredisent pas », a affirmé Jacques Frémont, dans un message présenté tôt lundi matin à la communauté universitaire et au Sénat de l'Université d'Ottawa pour expliquer sa position dans la crise déclenchée par Verushka Lieutenant-Duval. Sans condamner l'enseignante au cœur de ces évènements, M. Frémont ne lui donne pas son appui. Pour lui, contrairement aux commentaires de plusieurs émis ces derniers jours, l'incident survenu à la faculté des arts ne se résume pas à une simple question de liberté d'expression ou de liberté universitaire. « La question est beaucoup plus vaste puisque plusieurs membres de notre communauté considèrent que leur droit à la dignité a été atteint. Deux principes sont donc en cause et doivent être réconciliés et c'est ce à quoi la direction de la faculté des arts s'est attachée en rencontrant les étudiants et en mettant sur pied une nouvelle section du cours pour celles et ceux ne souhaitant pas continuer leur cours avec l'enseignante en question », a-t-il tranché

Suzanne Colpron, La Presse

« CENSURE MORALE » ET « LIBERTÉ ACADEMIQUE »

Le milieu de l'enseignement dénonce la réaction de l'Université d'Ottawa et sa gestion du dossier. Le principal regroupement de syndicats de professeurs d'université crie à la « censure morale », tandis qu'une lettre signée par 579 professeurs de cégep et d'université déplore un « grave précédent qui attaque de front la liberté académique ». « On ne s'attaque pas au problème du racisme en punissant et en interdisant l'enseignement des mots, des œuvres et des auteurs qui, au contraire, le révèlent et le combattent explicitement », cite Le De-

voir, à qui la lettre a été envoyée. La Fédération québécoise des professeurs et professeures d'université (FQPPU) estime par ailleurs que « les fondements de nos démocraties sont mis en cause » dans cette controverse. « La direction de l'Université d'Ottawa devrait prendre fait et cause pour son professeur et envoyer le message clair aux étudiants qu'il ne va pas y avoir une police morale à l'université, pour choisir ce qui est acceptable ou pas d'enseigner à moins qu'il s'agisse délibérément d'une attitude dont on peut faire la preuve qu'elle est offensive à l'endroit des étudiants », a lancé le président de la FQPPU, Jean Portugais, qui presse Québec de légiférer pour garantir la liberté d'enseignement des professeurs d'université.

La Presse, avec La Presse Canadienne

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/c9f75c5a-969f-4585-aa6c-823d6aa1b5be_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :

Verushka Lieutenant-Duval.

PHOTO TIRÉE DU COMPTE FACEBOOK DE VERUSHKA LIEUTENANT-DUVAL

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20201229-LAA-9476c3385225bab758c5a7d454eda41a

Source name	Mardi 29 décembre 2020
La Presse+	
Source type	ACTUALITÉS_13 • 2435 words
Periodicity	DAILY
Geographical coverage	MONDE
Provincial	
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p.
actualités_13



Dix événements qui ont marqué 2020

Nicolas Bérubé

La Presse

L'année 2020 a été l'une des plus mouvementées pour la vie de millions de personnes dans le monde. COVID-19, Biden, Beyrouth... Voici les 10 grands événements internationaux qui ont marqué l'année.

L a pandémie a été déclarée... et s'est politisée

L'année 2020 est bien évidemment à tout jamais liée à la pandémie COVID-19 : on pourrait écrire un top 10 complet sur ce thème, mais on ne le fera pas, histoire de ne pas être trop déourageant. Au moment de publier ce papier, la COVID-19 avait causé plus de 1,62 million de morts, dont plus de 15 000 morts au Canada, et infecté plus de 73 millions de personnes dans 218 pays. L'un des éléments les plus inattendus a été la politisation de la crise sanitaire. Des chefs d'État populistes de droite (Trump, Bolsonaro, Johnson) ont tout fait pour minimiser la pandémie, bloquer les moyens de s'y attaquer et inciter leurs partisans à ne pas prendre la distanciation physique au sérieux. Les politiciens centristes et progressistes ont quant à eux généralement agi selon les recommandations des épidémiologistes. La pandémie menace d'emporter des centaines de milliers de vies supplémentaires au cours des prochains mois. Cette année, les Japonais ont même inventé un mot pour décrire les trois consignes de

la COVID-19 : « sanmitsu », qui veut à la fois dire d'éviter les espaces clos, les foules et les contacts rapprochés. Comme l'a dit le champion de boxe Muhammad Ali : « Rendre service aux autres est le loyer que vous payez pour votre place ici sur terre. »

La vaccination contre la COVID-19 a commencé

Ils s'appellent Dr Ugur Sahin et Dr Özlem Türeci. Ils habitent un appartement modeste à Mainz, près de Francfort. Le couple ne possède pas de voiture et se rend à vélo aux locaux de BioNTech, leur entreprise, qui se spécialise dans les traitements contre le cancer. En janvier, après avoir lu un article sur l'épidémie du nouveau coronavirus en Chine dans la revue The Lancet, le Dr Ugur Sahin a décidé d'utiliser la technologie d'ARN messager sur laquelle il travaillait pour développer un vaccin.

Il l'a fait au cours d'une fin de semaine. « Il n'y a pas beaucoup d'entreprises sur la planète qui ont la capacité et le savoir-faire pour trouver un vaccin rapidement, a-t-il confié au New York Times. J'ai

Un manifestant triomphant devant un immeuble en feu à Minneapolis lors des émeutes qui ont éclaté à la suite de la mort de George Floyd.

Photo Chandan Khanna, Archives Agence France-Presse

réalisé que nous pourrions être parmi les premiers à proposer un vaccin. » Après avoir été testé sur plus de 43 000 personnes, le vaccin Pfizer/BioNTech a révélé avoir une efficacité de plus de 90 %, et a été déclaré sécuritaire par le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis, entre autres. Le 14 décembre, Gisèle Lévesque, 89 ans, est devenue la première personne au Québec à recevoir le vaccin développé par le Dr Sahin en janvier. « Aujourd'hui, c'est à notre tour de prendre soin d'elle », ont confié ses nièces aux médias. Au moins 1,3 milliard de doses du vaccin seront produites en 2021.

Les changements climatiques se sont accélérés

L'année 2020 a été « la pire année en matière de changement climatique jusqu'ici : si ce n'était de la COVID-19, ce serait la nouvelle la plus importante

Saved documents

de l'année », note la publication spécialisée Geospatial World. Dans le monde, l'année 2020 est au deuxième rang des plus chaudes jamais enregistrées, tout juste derrière 2019. Les analystes citent la constante progression du nombre et de l'intensité des incendies de forêt aux États-Unis et en Australie, qui ont tué cette année des dizaines de personnes, tué ou blessé plus de trois milliards d'animaux, et produit pour des milliards de dollars en dommages. Les modèles montrent que la situation risque d'empirer d'ici 2050. La baisse temporaire des émissions due à la diminution de l'activité économique durant la pandémie est « négligeable » en regard de la présence déjà excessive du CO₂ dans l'atmosphère. Un panel des Nations unies a constaté qu'aucun des objectifs de développement durable établis en 2015 à Paris n'avait été atteint. Au Canada, le gouvernement veut atteindre la carboneutralité d'ici 2050 – mais aucune conséquence financière ou judiciaire ne découlerait de l'échec de cet objectif. Parmi les nouvelles encourageantes, on note l'élection de Joe Biden et son engagement à s'attaquer de front à la crise climatique. De son côté, l'Union européenne veut maintenant réduire ses émissions de 60 % d'ici la fin de la décennie, et non de 40 % comme c'était prévu.

Joe Biden a remporté la présidence des États-Unis

Il a dit que sa candidature avait été motivée par la montée de l'extrême droite aux États-Unis sous Donald Trump. Joe Biden a reporté une victoire qui a été aussi retentissante que longue à certifier : il a obtenu plus de 7 millions de votes de plus que Donald Trump. Rien qu'en Pennsylvanie, Joe Biden a obtenu une avance de 81 000 voix, soit plus que la

marge de la victoire en 2016 de Trump en Pennsylvanie, au Wisconsin et au Michigan réunis. Les débordements de violence appréhendés ne se sont finalement pas produits après l'élection, qui restera dans les mémoires pour l'in incapacité du président Trump à reconnaître sa défaite. « STOP THE COUNT ! », son cri du cœur sur Twitter, est devenu viral, et a été repris par quantité d'équipes sportives et d'athlètes en tête de leurs classements respectifs autour du monde. Un moment de rigolade qui a brièvement uni la planète dans une année difficile et irréelle. Même la Cour suprême a refusé d'entendre ce que les avocats de Trump avaient à dire au sujet des élections. Une fin de mandat houleuse pour le président qui exécute les perdants.

George Floyd est mort

Sa mort brutale sous le genou d'un policier blanc à Minneapolis, le 25 mai, a poussé des millions de personnes à descendre dans la rue autour du monde pour dénoncer le racisme. Ce jour-là, le policier Derek Chauvin, sourire satisfait au visage, a empêché Floyd de respirer pendant 8 minutes et 46 secondes, tandis que le policier Tou Thao protégeait son collègue en gardant les témoins scandalisés à distance. Parmi eux se trouvait Darnella Frazier, une adolescente de 17 ans qui a filmé la scène et l'a diffusée sur les réseaux sociaux, provoquant une onde de choc mondiale. En décembre, Mlle Frazier a reçu le prix PEN America. « Avec rien de plus qu'un téléphone portable et son courage, Darnella a changé le cours de l'histoire, déclenchant un mouvement audacieux exigeant la fin du racisme systémique anti-noir et de la violence de la part de la police, a déclaré l'organisation. Sans la présence d'esprit de Darnella et sa

volonté de risquer sa propre sécurité et son bien-être, nous n'aurions peut-être jamais connu la vérité sur le meurtre de George Floyd. » Les quatre ex-policiers, dont Chauvin et Thao, doivent avoir leurs procès à compter du mois de mars – procès qui risquent d'être des moments forts de 2021.

Le vol PS752 a été abattu en Iran

Avec l'année que nous venons de vivre, la tragédie de l'écrasement du vol 752 en Iran, avec 176 personnes à bord, dont 55 Canadiens et 30 résidents permanents du Canada, semble avoir eu lieu il y a longtemps. Mais l'écrasement a eu lieu au matin du 8 janvier 2020, lorsque l'avion en partance de l'aéroport de Téhéran a été abattu par erreur par des missiles iraniens. La région était sous haute tension après l'assassinat quelques jours plus tôt en Irak du général Qassem Soleimani par une frappe de drone américain. L'Iran avait d'abord nié avoir abattu l'avion civil, mais a fini par admettre sa responsabilité quelques jours plus tard. En septembre, le gouvernement canadien a intenté deux actions collectives envers Téhéran, ouvrant la voie à l'ouverture de poursuites civiles dans les tribunaux canadiens par les familles des victimes. Les actions collectives accusent l'Iran d'avoir commis un acte de terrorisme en abattant l'avion, et accusent le pays de négligence.

Une explosion a ravagé le port de Beyrouth

Le 4 août, aux alentours de 18 h, deux explosions se sont succédé dans le port de Beyrouth. Dans la deuxième déflagration, 2750 tonnes de nitrate d'ammonium ont explosé, soufflant tout sur son passage et transformant une partie de la ville en un paysage lunaire. L'explosion

Saved documents

a été entendue dans l'île de Chypre, à 200 km de là. Au moins 204 personnes ont été tuées, et plus de 6500 ont été blessées. Les manifestations qui ont suivi ont eu raison du gouvernement de Hassane Diab, qui a dit en quittant son poste que la corruption des classes nanties au Liban « est plus grande que l'État ». La catastrophe survient alors que le Liban vit une crise économique et une crise de la COVID-19 : 45 % de la population y vit sous le seuil de la pauvreté. Ce mois-ci, l'ex-premier ministre Diab et trois anciens ministres libanais ont été arrêtés et accusés de « négligence et d'avoir causé des centaines de morts ». Des rivalités politiques dans le pays ont jusqu'ici bloqué les réformes nécessaires à l'octroi d'une aide financière internationale.

Alexeï Navalny a été empoisonné

Depuis plusieurs années, les Russes qui critiquent publiquement et à répétition le Kremlin ont tendance à tomber gravement malades et à mourir. C'est le sort que l'opposant russe et figure de proue de la lutte anticorruption Alexeï Navalny, 44 ans, est passé proche de subir à l'été 2020, lorsqu'il est tombé malade en plein vol en Sibérie. Transféré d'urgence dans un hôpital à Berlin, Navalny venait d'être empoisonné avec un agent neurotoxique de type Novitchok, selon trois laboratoires européens. Moscou nie toute responsabilité. Une vaste enquête du réseau Bellingcat a identifié huit agents du FSB (ancien KGB) qui feraient partie d'une unité d'empoisonnement et qui auraient suivi Navalny au cours d'au moins 30 déplacements en Russie ces dernières années, selon des données cellulaires et d'autres documents. En octobre, l'Union européenne a imposé des sanctions à six hauts dirigeants du FSB. Récemment, le gou-

vernement russe a déclaré que Navalny était libre de rentrer au pays s'il le souhaitait. Alexeï Navalny ne se fera pas prier : il a dit qu'il comptait rentrer en Russie une fois sa convalescence en Allemagne terminée.

Le sort des Ouïghours a (enfin) retenu l'attention

Le sort des Ouïghours, minorité musulmane persécutée en Chine, préoccupe depuis longtemps. L'année 2020 marque un tournant dans la réaction internationale. En août, Merdan Ghappar, un mannequin de 31 ans, a envoyé à la BBC une image le montrant menotté à son lit dans un centre de détention, plaçant les autorités chinoises sur la défensive. L'Associated Press a rapporté que des campagnes de stérilisation des femmes ouïghoures étaient en vigueur. En décembre, un rapport du Center for International Policy (CIP) a montré que 517 000 Ouïghours étaient contraints à faire des travaux forcés dans les champs de coton du nord-ouest de la Chine, qui produit environ le cinquième du coton vendu dans le monde. Au cours des dernières années, jusqu'à un million d'Ouïghours et d'autres minorités ont été contraints de rejoindre un réseau de camps hautement sécurisés dans la province du Xinjiang. Depuis septembre, un tribunal au Royaume-Uni est appelé à déterminer si les actions du gouvernement chinois constituent un génocide ou des crimes contre l'humanité, tandis que le Congrès américain travaille sur un projet de loi visant à interdire aux entreprises multinationales d'utiliser des biens ou de la main-d'œuvre de la province du Xinjiang, projet de loi auquel s'opposeraient les géants Nike et Coca-Cola, notamment, selon le New York Times. Le gouvernement chinois prétend qu'il s'agit de « centres de for-

mation volontaire anti-extrémisme ».

Tesla a damné le pion à Toyota en bourse

Le constructeur californien de voitures électriques Tesla a sidéré absolument tout le monde cette année quand son titre à la Bourse a connu une hausse de 600 %, faisant de Tesla le plus grand constructeur du monde en matière de capitalisation boursière. Tesla vaut aujourd'hui plus que Ford, Honda, BMW, GM, Daimler, Volkswagen et Toyota réunis. Elon Musk, cofondateur de l'entreprise, a devancé Bill Gates au deuxième rang des personnes les plus riches du globe, avec une valeur nette de 155 milliards US. Tesla compte produire 500 000 véhicules en 2020, alors que l'entreprise en produisait 75 000 par année il y a cinq ans. C'est une fraction des millions de véhicules produits chaque année dans le monde. Tesla compte s'imposer au cours des années et des décennies à venir, alors que les pays occidentaux interdiront progressivement la vente de véhicules fonctionnant aux carburants fossiles – la Norvège dès 2025, tandis que la Californie et le Québec comptent le faire d'ici 2035, entre autres. Cela dit, même les plus grands partisans de Tesla ne s'expliquent pas la flambée boursière de 2020, qui a confondu même Elon Musk. Deux choses peuvent être simultanément vraies : Tesla peut à la fois être l'entreprise du futur et être grandement surévaluée. Chose certaine, l'époque où Tesla était une jeune poussie fragile et radicale de la Silicon Valley est révolue.

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/bb7a9e5f-dec3-4d10-a935-00142b90fbf6_7C_0.html?utm_content=twitter&ut

Saved documents

[m_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share](#)

Illustration(s) :

Une Australienne, Nancy Allen, et son mari (à l'arrière-plan) devant leur maison menacée par les feux de brousse qui ont dévasté l'est du pays en janvier dernier.

Photo Tracey Nearmy, Archives Reuters

Le Golden Gate Bridge de San Francisco sous la fumée en septembre dernier. La photo a été prise à midi, heure locale.

Photo Harold Postic, Archives Agence France-Presse

Le président Trump retirant son masque lors de son retour à la Maison-Blanche après avoir été hospitalisé pour la COVID-19.

Photo Nicholas Kamm, Archives Agence France-Presse

Le président brésilien Jair Bolsonaro.
Photo Eraldo Peres, Archives Associated Press

Le port de Beyrouth dans un état de désolation

Photo Hussein Malla, Archives Associated Press

Le président désigné Joe Biden.
Photomontage La Presse

Le Golden Gate Bridge de San Francisco sous la fumée en septembre dernier. La photo a été prise à midi, heure locale.

Photo Angela Weiss, Archives Agence France-Presse

Une Australienne, Nancy Allen, et son mari (à l'arrière-plan) devant leur maison menacée par les feux de brousse qui ont dévasté l'est du pays en janvier dernier.

Photo Harold Postic, Archives Agence France-Presse

Le président brésilien Jair Bolsonaro.

Photo Tracey Nearmy, Archives Reuters

Le président Trump retirant son masque lors de son retour à la Maison-Blanche après avoir été hospitalisé pour la COVID-19.

Le président Trump et le Dr Anthony Fauci, grand patron de la Santé publique aux États-Unis, lors d'une conférence de presse à Washington en mars dernier

Photo Jonathan Ernst, Archives Reuters

Un panache de fumée noire s'élève au-dessus du port de Beyrouth, le 10 septembre dernier, à la suite de l'explosion destructrice.

Photo Hussein Malla, Archives Agence France-Presse

Elon Musk.

Une ressortissante ouïghoure manifeste contre le régime chinois à Istanbul, en Turquie, le 1er octobre dernier.

Photo Britta Pedersen, Archives Agence France-Presse

Les débris de l'appareil qui s'est écrasé non loin de l'aéroport de Téhéran, abattu par erreur par des missiles iraniens.

Photo Hussein Malla, Archives Agence France-Presse

Gisèle Lévesque, 89 ans, première personne au Québec à recevoir le vaccin contre la COVID-19.

. Photo Archives Agence France-Presse

Photo Pat Lachance, Archives Reuters

Derek Chauvin. *Photo Reuters*

Alexeï Navalny lors de son transfert vers un hôpital de Berlin en août dernier.

Photo Odd Andersen, Archives Agence France-Presse

Le Dr Ugur Sahin, PDG et cofondateur de BioNTech

PHOTO FABIAN BIMMER, REUTERS

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20201114-LAA-69e249dea7c6a560cc069c1fc623c908

Source name	Samedi 14 novembre 2020
La Presse+	
Source type	La Presse+ • p. ACTUALITÉS_1,DÉBATS_2 • 1057 words
Periodicity	p. ÉDITORIAL
Daily	p. actualitésdebats_2
Geographical coverage	
Provincial	
Origin	
Montreal, Quebec, Canada	

Liberté d'expression

Les nouveaux censeurs

François Cardinal

La Presse

Après avoir reçu un « commentaire » critiquant un épisode de La petite vie mettant en scène un personnage noir caricatural, Radio-Canada n'a fait ni une ni deux : il l'a carrément expurgé de sa plateforme web.

Voilà, hélas, comment on réagit en 2020 face à un élément gênant : on l'efface en espérant qu'on oublie son existence.

Heureusement, la SRC a reculé depuis en ajoutant plutôt un avertissement en ouverture d'épisode. Mais le mal était fait, disons-le.

Le Québec, par l'entremise de son émission culte, a fait cette semaine un grand pas vers cette culture de l'effacement, de l'annulation, de la censure qu'on appelle cancel culture.

Ce qui arrive à La petite vie peut sembler anecdotique. On parle après tout du manque de jugement d'une institution à la suite d'un seul commentaire (même pas une plainte !).

Mais il y a là un symbole fort, car on

croyait le Québec plutôt épargné des dérives du mouvement woke jusqu'ici, sauf exception.

L'histoire du « mot commençant par n » a eu lieu à l'Université d'Ottawa.

Les hauts cris provoqués par un sketch du Bye bye 2018 qui mettait en scène Justin Trudeau dans une pièce de Hollywood pleine de clichés sont venus du Canada anglais.

Et l'animatrice qui a perdu son émission pour avoir cité Nègres blancs d'Amérique travaille à la CBC.

Or, dans le cas de La petite vie censurée par la Société Radio-Canada, l'histoire touche le Québec francophone au cœur.

Or, disons-le, ce vent de dénonciation provenant du monde anglo-saxon est glacial.

Il fige le droit de parole, la liberté d'enseignement, les voix qui ne font pas consensus. Il crée de nouveaux tabous, place des livres à l'index, impose la rectitude politique.

« Le danger avec cette culture de la dénonciation, c'est qu'elle ratisse large en plus d'être pernicieuse », déplore François Cardinal.

. PHOTO GETTY IMAGES

Bref, il fige une liberté d'expression au point que certains hésitent aujourd'hui à la défendre, comme l'a démontré le premier ministre Justin Trudeau.

Le problème, c'est qu'à trop vouloir ménager toutes les susceptibilités, à vouloir éviter toute « microagression », on en vient à franchir le pas entre empathie et censure.

On en vient à plier devant cette police morale qui cherche à transformer le monde en un safe space exempt de mots qui choquent, d'humour qui crée le malaise, d'œuvres d'une autre époque et d'idées qui dérangent.

On demande par exemple de modifier le titre d'un livre, de cesser d'utiliser tel mot ou d'éliminer une œuvre des rayons et des cursus.

On exige des excuses senties de l'un, le retrait d'une charge de cours à un autre ou carrément sa démission.



Saved documents

On réclame le retrait d'un film ici, l'annulation d'une conférence là-bas ou l'abandon d'une pièce de théâtre.

Et ainsi s'installe tranquillement une chape de plomb sur la culture, l'université, le débat public et les médias, comme Radio-Canada en a fait la preuve.

Le danger avec cette culture de la dénonciation, c'est qu'elle ratisse large en plus d'être pernicieuse.

Si le retrait d'un épisode de La petite vie et le déboulonnage d'une statue défraient les manchettes, il y a plus subtil : cette tendance croissante à écarter du débat public des opinions, des idées, des points de vue en s'en prenant à la légitimité de ceux qui les expriment.

Prenez le débat qui a secoué l'Université d'Ottawa. Qu'a répondu le recteur à sa professeure qui justifiait le recours au mot commençant par n dans un contexte d'enseignement ?

« Les membres des groupes dominants n'ont tout simplement pas la légitimité pour décider de ce qui constitue une microagression. »

Et paf ! Il a ainsi mis fin à toute discussion en imposant le silence à sa professeure, simplement parce qu'elle est blanche.

Signe qu'on n'hésite plus, aujourd'hui, à accorder des droits de parole et à les retirer, selon le genre, la race et la couleur de la peau.

On s'en prend à la position d'un homme qui critique la BD publiée par la mairesse Valérie Plante, par exemple, en affirmant qu'il n'a pas la légitimité pour

attaquer un projet qui traite des difficultés d'être femme en politique.

On demande aux hommes qui se disent féministes ou « non sexistes » de se taire sous prétexte que « ce combat ne leur appartient pas ».

On disqualifie la position de certains commentateurs sur la discrimination et le racisme systémique en précisant qu'ils sont blancs. Et ainsi de suite.

De cette façon, on ne s'attaque plus aux arguments avancés, mais à la légitimité de la personne qui les formule. On ne critique plus les propos, on discrédite celui qui les a exprimés.

Façon commode d'effacer de l'espace public tout ce qui peut ébranler.

Entendons-nous, il y a aussi du bon dans ce discours de dénonciation qui vise, après tout, l'émancipation des femmes, des minorités et des sans-voix, trop longtemps marginalisés.

Des réactions outrées à des blagues misogynes font avancer l'égalité hommes-femmes. De la même manière que des débats sur l'utilisation de mots chargés peuvent aider à comprendre ce que l'autre vit.

Mais encore faut-il avoir ces débats, justement. Ce qui commande le droit à la parole, aux voix discordantes, à la contextualisation d'enseignement, à la remise en question. Ce qui commande, bref, une liberté d'expression qui permet de nommer les choses et d'échanger plutôt que de condamner.

Le danger de cette culture woke, il est là : dans la certitude et la supériorité morale avec laquelle elle excommunie

ceux qui ne rentrent pas dans le rang.

Un travers qui radicalise les dénonciations et les revendications, qui clive et mine le débat public, et qui finit par éloigner ceux qui sont habituellement des alliés naturels de cette quête de justice sociale.

Les nouveaux progressistes font ainsi fuir les progressistes modérés, les tenants d'une plus grande égalité hommes-femmes, les partisans de l'ouverture et d'un vivre-ensemble harmonieux, les gens qui croient en l'existence du racisme systémique et d'un besoin de contrer la discrimination aux plus hauts échelons de l'État.

« J'ai la nostalgie d'une gauche généreuse et inclusive, écrit en ce sens la journaliste Marie-France Bazzo dans son plus récent livre. Une gauche qui propose des solutions plutôt que de mesurer mesquinement les avantages de chacun. Une gauche de rêveurs pragmatiques plutôt que de comptables idéologiques. »

En se campant dans l'extrême, en dénonçant tout ce qui retrousse et en exigeant l'effacement de ce qu'elle juge contraire à sa ligne stricte de pensée, cette nouvelle gauche prêche la tolérance en usant d'intolérance.

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/f972c0d8-b288-40d4-8954-b1a1069b2adf_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=ipp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200618-LAA-plaff0002

Source name	Jeudi 18 juin 2020
Source type	La Presse+ • p. AFFAIRES_11 • 1182 words
Periodicity	ACTUALITÉS ÉCONOMIQUES
Geographical coverage	Daily
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

p.
affaires_11

RESPIRATEURS ARTIFICIELS, GRANDS LACS ET AUNT JEMIMA

Mélanie Marquis
La Presse ; La Presse Canadienne ; Agence France-Presse

Quelques nouvelles économiques du jour

F EU VERT AUX RESPIRA TEURS ARTIFICIELS DE CAE

La multinationale CAE, surtout connue dans l'aéronautique pour ses simulateurs de vol, a obtenu mercredi l'homologation de Santé Canada pour son « CAE Air1 », ce qui lui permettra d'appuyer sur l'accélérateur afin de terminer les livraisons d'ici octobre de son premier modèle de respirateur artificiel développé en quatrième vitesse en mars et avril dernier. Des établissements de santé au pays pourront ainsi compter sur ces appareils afin de faire face à une éventuelle deuxième vague de la pandémie. Développé à toute vitesse après un défi lancé en mars par l'Université McGill, le prototype de l'appareil a ouvert la voie à un contrat attribué par le gouvernement fédéral en avril pour 10 000 unités à distribuer à travers le pays. Plus de 130 fournisseurs canadiens, dont une centaine au Québec, ont été mis à contribution. « Ce qui prend normalement deux ans à développer [], on l'a fait en deux mois », s'est félicité le vice-président de l'exploitation et des tech-

nologies de CAE, Pascal Grenier, dans le cadre d'une démonstration en compagnie du Dr Stéphane Delisle, l'un des consultants retenus par l'entreprise. La valeur du contrat avec Ottawa n'a pas été dévoilée et CAE n'était pas en mesure de préciser où seraient distribuées les unités après avoir été livrées.

La Presse canadienne

UN PORTRAIT DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE LE 8 JUILLET

La mise à jour économique que réclamait l'opposition depuis des semaines sera déposée en plein été. Mais le 8 juillet, le ministre des Finances Bill Morneau dévoilera non pas un énoncé budgétaire formel, mais plutôt un « portrait instantané » de l'état actuel des choses. « Ça va nous donner une mise à jour sur l'économie, sur la façon dont notre réponse se compare à celle d'autres pays et sur ce à quoi on pourrait s'attendre dans l'avenir », a déclaré le premier ministre Justin Trudeau lors de son allocution quotidienne à Rideau Cottage, mercredi. Au même lutrin, il y a une semaine environ, il justifiait le refus de

Photo Paul Chiasson, archives La Presse Canadienne.

présenter une mise à jour économique en arguant que la situation était encore « extrêmement incertaine ». Il n'a pas changé son fusil d'épaule, et ne veut toujours pas s'aventurer à faire des projections à long terme. Le premier ministre a évoqué un exercice de « transparence » visant à « rassurer les gens » et qui consistera notamment à « rassembler des informations qu'on partage toutes les deux semaines avec le comité des Finances ». Le dépôt du budget fédéral devait se tenir le 30 mars dernier, mais il n'a jamais eu lieu, les travaux du Parlement ayant été suspendus en raison de la pandémie de COVID-19. La dernière mise à jour économique remonte à décembre 2019, et le dernier budget fédéral, à mars 2019. Au Québec, le gouvernement de François Legault présentera sa mise à jour économique vendredi.

Mélanie Marquis, La Presse

LITIGE CANADO-AMÉRICAIN EN VUE SUR LES GRANDS LACS



Saved documents

Les autorités de réglementation américaines ont ouvert une enquête officielle sur l'intention du Canada de modifier les règles régissant la navigation sur les Grands Lacs, des eaux partagées par les deux pays. Les transporteurs américains affirment que les nouvelles normes canadiennes proposées pour l'utilisation et le rejet des eaux de ballast sont injustes, trop coûteuses et conçues pour les dissuader de faire du transport transfrontalier sur les Grands Lacs. Les mesures proposées par Transports Canada pour limiter le rejet d'espèces envahissantes exigeraient de nouveaux systèmes de traitement des eaux. Les mesures proposées fixeraient aussi de nouvelles normes de rendement, plus rigoureuses. Les transporteurs estiment qu'il en coûterait à l'industrie américaine 1,1 milliard CAN pour respecter les nouvelles normes. Or, selon l'association américaine, Transports Canada a estimé le coût pour les transporteurs canadiens à seulement 632 millions.

La Presse canadienne

DE NOUVEAUX TRAITS POUR AUNT JEMIMA ET UNCLE BEN'S

Aunt Jemima et Uncle Ben's ont fait leur temps. Leur visage noir au sourire éclatant, comme autant de stéréotypes afro-américains datés, devrait bientôt disparaître des rayons des supermarchés américains, les marques réalisant que l'époque avait changé, sous la pression de la rue. La femme noire emblématique qui orne les bouteilles de sirop sucré et les préparations pour crêpes de Quaker sur les rayons depuis plus de 130 ans perpétue « des stéréotypes raciaux » et va disparaître d'ici la fin de l'année, a promis mardi l'entreprise, qui appartient au groupe Pepsico. Dans la foulée, Mars, un autre géant de l'agroalimen-

taire mondial, a reconnu dans un communiqué « que le temps est venu de faire évoluer la marque Uncle Ben's, y compris son identité visuelle, et c'est ce [qu'il allait] faire ». Mars est resté vague sur ce qu'il comptait faire de sa marque de riz et n'a pas promis d'abandonner l'image. « Nous ne savons pas pour le moment quels vont être exactement les changements apportés ni selon quel calendrier, mais nous évaluons toutes les possibilités », précise le communiqué. Quaker Oats, en revanche, va se débarrasser entièrement du visuel de la marque d'ici la fin de l'année et changera ensuite le nom.

Agence France-Presse

ADIDAS CONFRONTÉ À DES ACCUSATIONS DE RACISME

Adidas a rejeté mercredi des accusations lancées par des salariés aux États-Unis, pointant des problèmes raciaux sur leur lieu de travail, une semaine après avoir promis plus de diversité dans les nouvelles embauches. Un groupe de 83 employés aux États-Unis a réclamé auprès du conseil de surveillance de l'équipementier sportif allemand une enquête sur la directrice des ressources humaines, Karen Parkin, accusée d'avoir minimisé les problèmes de racisme dans l'entreprise. Ils réclament aussi la création d'une plateforme publique anonyme pour y déposer des plaintes pour racisme, a indiqué Adidas confirmant des informations du Wall Street Journal (WSJ). Certains employés noirs américains de l'entreprise ont déclaré au journal que la culture d'entreprise de la société allemande était loin d'être équitable. « Nous rejetons fermement toutes les déclarations faites dans la lettre au conseil de surveillance », a réagi la société dans un communiqué. Lors

d'une réunion des employés l'année dernière au siège de la filiale Reebok à Boston, Mme Parkin avait qualifié le racisme de « bruit » seulement discuté aux États-Unis et d'un problème que ne rencontraient pas les marques du groupe, a rapporté le WSJ.

Agence France-Presse

L'OMC, « UN GÂCHIS » ?

Les États-Unis considèrent que le temps est venu de « réinitialiser » l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont les résolutions en matière de tarifs douaniers sont dépassées, a estimé mercredi le représentant américain au Commerce lors d'une audition devant la Chambre des représentants. « Je pense que l'OMC est un gâchis », a déclaré Robert Lighthizer. « Je pense que l'OMC est un échec pour l'Amérique et un échec pour le système commercial international », a-t-il ajouté, insistant sur le fait que les États-Unis « n'étaient pas traités équitablement ». L'administration Trump entend « veiller » à ce que les tarifs douaniers reflètent les réalités économiques actuelles « pour protéger » les exportateurs et les travailleurs américains. Le président américain Donald Trump dénonce constamment le traitement jugé « inéquitable » des États-Unis par l'institution, notamment dans le règlement des conflits commerciaux. L'OMC doit nommer un nouveau président après la démission surprise de Robert Azevedo, qui entrera en vigueur le 31 août, un an avant la fin de son mandat.

Agence France-Presse

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20201130-LAA-709e85eca0c521cb923c60424c3d9845

Source name	Lundi 30 novembre 2020
Source type	La Presse+ • p. ARTS et être_1,ARTS et être_4 • 1478 words
Periodicity	Daily
Geographical coverage	Tête-à-tête
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

Les médias « peuvent faire mieux »

Marc Cassivi

La Presse

Le journaliste Mickaël Bergeron a publié récemment *Tombée médiatique* (Somme toute), un constat lucide sur les médias en crise qui, devant un public méfiant, « peuvent faire mieux ». Discussion avec le nouveau chroniqueur du quotidien La Tribune, de Sherbrooke.

Marc Cassivi (M.C.) : Tu parles dans ton livre du désamour et du déenchantement du public envers les médias. De ces gens qui se sentent laissés pour compte, à ton avis, parce que les salles de nouvelles sont trop homogènes, trop montréalocentristes et manquent de diversité, pas seulement culturelle. Tu dis que tu as un profil atypique : tu es autodidacte, tu as vécu de l'aide sociale, tu viens d'une classe sociale peu représentée dans les médias. Il faut selon toi que les médias soient plus représentatifs de ce qu'est la société de façon générale ?

Mickaël Bergeron (M.B.) : Oui, et je crois qu'on ne l'évoque pas assez souvent. On parle beaucoup de diversité culturelle, et ça va de soi qu'il faut faire des efforts pour qu'il y en ait davantage. Mais il y a d'autres formes de diversité qui manquent aussi : la diversité corporelle, la diversité de classes

économiques, même la diversité d'accents ! Ça me fascine à quel point, par exemple à Radio-Canada, il y a des accents qui sont effacés. On va apprécier un accent français ou marocain, mais pas un accent du Saguenay ou de la Gaspésie. On veut que l'accent soit plus homogène et tende vers un « français international ». Lorsque je retourne dans ma famille, je me rends compte qu'on ne s'intéresse pas du tout aux mêmes médias. Je comprends pourquoi les radiopoubelles à Québec rejoignent un public qui ne se sent pas concerné par les autres médias.

M. C. : Tu abordes dans ton essai une question qui m'intéresse depuis un moment : la fameuse neutralité ou le devoir de réserve des journalistes. Je ne suis pas le seul à avoir remarqué pendant la dernière campagne électorale américaine que les chefs d'antenne de CNN donnaient beaucoup plus leur opinion qu'il y a quatre ans. Ça bouscule ma manière traditionnelle de percevoir le journalisme. Tu écris : « La neutralité peut devenir complice des pires atrocités ». Je comprends ce que tu veux dire, mais tu comprends aussi mes réserves face à cette façon de faire ?

M. B. : Si on prend le cas de CNN, c'est



Le journaliste Mickaël Bergeron a publié récemment *Tombée médiatique*.

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

une réponse directe à Fox News. Dans la mesure où CNN avait une culture objective et neutre et que c'est seulement en constatant que la chaîne perdait du terrain qu'elle a voulu se replacer vis-à-vis de Fox News, qui est très campée à droite. Je pense qu'il faut un mélange. J'en parle dans mon livre. Il faut qu'il y ait dans les médias des journalistes dont on ne sait pas où ils logent : Bernard Derome, par exemple, était-il fédéraliste ou indépendantiste ? Mais c'est bien aussi qu'il y ait des journalistes qui ne font pas semblant de ne pas avoir de biais et qui assument ce qu'ils sont.

M. C. : Je me demande parfois si la tradition française d'assumer sa place sur l'échiquier politique – Libération à gauche, Le Figaro à droite – n'est pas plus transparente vis-à-vis des lecteurs

Saved documents

que l'objectivité dont se réclament traditionnellement la plupart des journaux en Amérique du Nord. On fait un travail honnête et rigoureux. On tend vers la neutralité. Mais l'objectivité pure est un leurre. Le modèle français est-il préférable, à ton avis ?

M. B. : Ce débat existe depuis longtemps. Je ne pense pas que d'afficher ses couleurs empêche d'être objectif. L'objectivité est plus un processus qu'un parti pris. On peut être honnête et objectif. Mais un journaliste n'est pas d'office objectif. Quand on est transparent avec le lecteur, il est moins surpris. Libération analyse une situation d'une autre manière que Le Figaro. Le lecteur sait à quoi s'attendre.

M. C. : Il sait où le média loge, de façon générale. Ce qui est moins clair au Québec...

M. B. : Au Québec, les médias se prétendent neutres, mais il y a souvent une couleur, qui est donnée par les chroniqueurs. Ce que je trouve dangereux, c'est que certains chroniqueurs se prétendent au-dessus de la mêlée. Ils observent et analysent la société de leur tour d'ivoire, avec une certaine distance, alors qu'ils en font partie. Je pense que c'est important de rester sur le même plancher des vaches que le public auquel on s'adresse. Les journalistes ne sont pas à part de la société.

M. C. : Y a-t-il à ton avis quelque chose de générationnel dans le regard qu'on porte sur l'objectivité journalistique ? J'ai 47 ans, je travaille depuis que j'ai 20 ans dans les médias traditionnels. Des journalistes plus jeunes comme toi, qui ont créé des médias, qui ont travaillé autant dans des médias traditionnels qu'alternatifs, ont souvent une perception dif-

férente. Ils ont moins peur d'afficher leurs partis pris ?

M. B. : Je pense que oui, même si je n'aime pas généraliser en parlant de générations. Surtout que je suis entre les deux. Ça fait 18 ans que je suis dans le métier [il a travaillé autant à Radio-Canada à Sept-Îles qu'au Soleil et dans des médias moins grand public]. L'idéal de cette tradition journalistique est très beau, mais il y a une forme d'énergie chez les jeunes, et une volonté de rejoindre le public en leur racontant les choses différemment, qui est très intéressante. Souvent, les jeunes se placent autrement face à l'objectivité. Expliquer sa démarche, c'est très transparent. Et cette génération recherche cette transparence. Pourquoi je choisis tel sujet, pourquoi je l'aborde de telle façon, avec tel invité... On voit ça de plus en plus. Ça rappelle le journalisme gonzo. C'est propre aux plateformes qui rejoignent les jeunes dans la vingtaine et au début de la trentaine : les réseaux sociaux, YouTube et compagnie.

M. C. : Tu parles dans ton livre de cette fausse perception que les médias québécois sont gangrenés par la gauche en donnant un exemple éloquent : celui des gens des médias qui se sont lancés en politique et qui sont le plus souvent identifiés à droite. Ce qui me fait sourire, ce sont ces chroniqueurs qui sont souvent des militants plus que des journalistes, et qui sont les premiers à traiter des journalistes de militants pour tenter de les discréditer...

M. B. : Je trouve ça complètement ironique ! J'essaie de l'expliquer dans mon livre. Je ne vois pas la différence entre un chroniqueur très campé à droite dans ses idées économiques et un chroniqueur de gauche que l'on accuse

d'être un militant écologiste. C'est accuser les autres de ce que l'on fait.

M. C. : Lorsque le point de vue que l'on défend est majoritaire et consensuel, on considère qu'il est neutre. Mais dès lors qu'on déroge au discours dominant, soudainement, on est militant...

M. B. : C'est exactement ça. On le voit très bien dans tous les débats sur le racisme. À partir du moment où un chroniqueur noir affirme que quelque chose s'apparente à du racisme, on l'accuse d'être militant. Une chroniqueuse qui dénonce le sexism sera perçue comme une militante féministe, alors qu'un homme qui remet en question des positions féministes est un simple chroniqueur.

M. C. : Tu écris qu'il s'agit du « biais le plus sournois des journalistes : le statu quo n'est pas neutre. C'est aussi une prise de position ». Ceux qui défendent le point de vue dominant ne voient plus leurs propres partis pris et leurs biais inconscients.

M. B. : Dans des dossiers économiques, certaines personnes vont faire des propositions audacieuses, valides ou pas, et être discréditées par ceux qui prônent le statu quo et qui sont perçus comme étant neutres. Si le statu quo avait perduré depuis 200 ans, on n'aurait pas évolué !

M. C. : Comment, dans l'ère Trump, le journalisme va avoir changé, à ton avis ? Des journalistes américains font valoir que devant des gens qui vivent carrément dans un monde parallèle, qui mentent constamment, on ne peut plus appliquer les règles traditionnelles du journalisme. Le paradigme n'est plus le même.

Saved documents

M. B. : Toute cette vague de vérifications des faits, le travail que font les Décrypteurs à Radio-Canada, Jean-François Cliche au Soleil ou encore l'Agence Science-Presse, est là pour rester. Avec toute la désinformation, peut-être qu'on est devenus plus vigilants, et c'est tant mieux.

M. C. : Peut-être que Trump aura été un électrochoc nécessaire pour qu'on se questionne davantage sur nos façons de faire. À la fin de ton livre, tu dis espérer que les médias retrouvent leur crédibilité. On a perdu un certain public en cours de route. Peut-on le récupérer, selon toi ?

M. B. : Je pense que oui, même si les choses ne seront plus les mêmes sans doute. Comment le modèle va évoluer ? Combien de médias vont réussir à survivre à moyen et long terme ? Il faudra revoir toutes nos façons de faire.

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/e44ae9d3-86bc-4991-b8f8-33e30e55ea3b_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Encadré(s) :

Tombée médiatique – Se réapproprier l'information

Mickaël Bergeron

Éditions Somme Toute

240 pages

Illustration(s) :

Tombée médiatique – Se réapproprier l'information

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20200629-LAA-81196dfb6f912846019ff0c2a56e5ef1

Source name	Lundi 29 juin 2020
Source type	La Presse+ • p. AFFAIRES_7
Periodicity	• 770 words
Geographical coverage	Le forum des affaires ; OPINION
Origin	Daily
	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

p.
affaires_7

À qui ressemble votre patron ?

Michelle Camara; Marie-Ange Irakoze; Merette Mathieu; Fernanda Carmo Bizzo; Shirline Octave; Aïchatou Abdou

Il y a peu de chances que votre patron ressemble à George Floyd. Ou à D'Andre Campbell(1). Ou à Pierre Coriolan(2). « Une patronne », dites-vous ? Ressemble-t-elle à Chantel Moore(3) ?

Du côté du secteur privé, la proportion de femmes et de minorités visibles dans les hautes directions est faible, sinon nulle.

Depuis deux semaines, les entreprises s'activent et envahissent nos fils d'actualités LinkedIn à coups de #BLM, mais force est de reconnaître qu'au-delà des messages compatissants, le constat en matière de diversité dans les lieux décisionnels est peu reluisant.

Il y aura certainement un avant et un après-George Floyd. L'heure est au changement. Et celui-ci ne sera réel et durable que lorsque nous atteindrons une masse critique de personnes, de femmes racisées en position d'influence dans nos entreprises et nos gouvernements.

Bien plus que des allié(e)s, nous avons besoin de représentation.

« Il est déjà arrivé qu'on me demande de figurer sur des photos officielles pour

jouer les faire-valoir ; je devenais soudainement un élément clé alors que dans les faits, j'occupais un poste à faible responsabilité. Une fois la caméra éteinte, je redevenais une sans-voix », nous a déjà dit une membre d'Invicta.

Les femmes de la diversité ont besoin de leaders qui comprennent foncièrement leurs réalités et ont à cœur leurs intérêts. Au-delà des postes d'entrée et des affiches qui vantent la diversité, nous ne voulons plus être de simples figurantes, mais occuper des rôles à la hauteur de nos qualifications.

Montréal compte 32 % d'individus issus des minorités visibles, dont certaines installées de longue date – mais cette mixité ne se reflète pas dans la communauté d'affaires et encore moins dans les équipes de direction.

Là encore, les femmes racisées, notamment les femmes noires, sont celles qui paient le plus lourd tribut sur l'autel des discriminations. À diplômes égaux, elles sont sous-payées et sous-représentées dans les postes à responsabilités, les chiffres de Statistique Canada en témoignent.

Bas les masques, le racisme systémique dans le milieu professionnel est un fait et le simulacre des politiques de diver-



Marie-Ange Irakoze et Michelle Camara.
PHOTO OLIVIER JEAN, LA PRESSE

sité n'en viendra pas à bout.

Aujourd'hui, c'est tout l'écosystème dans lequel nous évoluons qu'il faut changer. Il est primordial de reconnaître l'existence du racisme systémique pour comprendre le rôle que chacun et chacune joue dans le maintien de ce système et la façon d'aboutir à un leadership qui reflète la population montréalaise. Il s'agit :

1 – de déconstruire les préjugés en offrant des formations régulières sur les biais inconscients au sein des grandes, mais aussi des petites et moyennes entreprises – c'est aberrant de voir qu'aujourd'hui encore, des gestionnaires et parfois même des directeurs et directrices minimisent les micro-agressions rapportées par leurs employé(e)s dans le cadre de leurs fonctions. « Mais non, X, vous avez certainement une sensibilité de minorité visible trop exacerbée » ;

Saved documents

2 – de diversifier les bassins de recrutement et apprendre à repérer autrement les potentiels pour que tous les talents soient révélés. Il faut sortir des sentiers battus, car certaines universités reconnaissent entretiennent le manque de mixité qu'on retrouve ensuite au niveau professionnel ;

3 – de cultiver les divers talents en offrant un environnement stimulant aux employées racisées afin qu'elles puissent s'épanouir professionnellement. Une expérience menée par deux psychologues américaines l'a illustré : on a tendance à donner moins de poids à la parole des femmes noires en société. Il s'agit alors d'inscrire la discrimination positive dans l'ADN de l'entreprise, et donner à ces femmes davantage de responsabilités en les impliquant dans des projets à valeur ajoutée. Cela permettra ainsi de faire état de leurs capacités et d'offrir des promotions en conséquence.

On ne peut prétendre au changement durable et profond si les mêmes protagonistes proposent toujours les mêmes solutions.

La communauté d'affaires de Montréal jouit de qualités enviables. Une juste représentation des personnes issues de la diversité dans ses équipes de haute direction ne fera que la rendre plus égaleitaire, plus dynamique et à l'avant-garde des bonnes pratiques en matière de diversité et d'inclusion.

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/f8838cd_a-ce5f-4357-a0c7-d284af635e1d_7_C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Encadré(s) :

La section Affaires accorde un espace à une lettre d'opinion d'un acteur du monde des affaires. Entrepreneurs et gestionnaires, soulevez des questions, partagez vos expériences, proposez des solutions, exprimez vos opinions.

Illustration(s) :



Marie-Ange Irakoze, Michelle Camara, Fernanda Carmo Bizzo, Merette Mathieu et Shirline Octave. L'autre signataire, Aïchatou Abdou, est absente de la photo.

. PHOTO OLIVIER JEAN, LA PRESSE

Note(s) :

Cofondatrices d'Invicta, Réseau de professionnelles

1– Jeune homme noir de 26 ans abattu par la police de Brampton en Ontario, le 6 avril 2020

2– Jeune homme noir mort des suites d'une intervention policière à Montréal, le 27 juin 2017

3– Femme autochtone tuée par balle par la police d'Edmundston, au Nouveau-Brunswick, le 4 juin 2020

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200622-LAA-8a38b6cfca72b69490b541b154ffa2bf

Source name	La Presse+
Source type	Press • Newspapers
Periodicity	Daily
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

Lundi 22 juin 2020

La Presse+ • p.
AFFAIRES_2_2 • 1642 words

INVESTISSEMENTS

p.
affaires_2_2



Attention, risques devant

Un **Noir** battu par des agents poursuit une firme dont la Caisse est le principal actionnaire

André Dubuc
La Presse

La Caisse de dépôt et placement du Québec a récemment investi une fortune dans le domaine de la sécurité privée. L'institution a jeté son dévolu sur une firme qui fait maintenant l'objet d'une poursuite à Denver après qu'un **Noir** eut été passé à tabac par quatre agents de sécurité. « Ça fait partie des risques », rétorque la Caisse.

La Caisse est devenue en février 2019 l'actionnaire principal d'Allied Universal, la plus grande société américaine de services de sécurité, avec ses 8 milliards US de revenus annuels. Elle y a investi au bas mot 1,5 milliard, et probablement plus, durant l'année 2019, au point que c'est devenu l'un des principaux placements privés de l'institution. Ce faisant, le bas de laine des Québécois mise sur un concurrent direct de GardaWorld, qui emploie 1100 personnes à Montréal, où se trouve son siège social mondial.

Pour François Meloche, directeur chez Aéquo, firme de services en engagement actionnarial, les risques extrafinanciers sont bien réels en sécurité privée.

Par exemple, le Fonds de pension du gouvernement norvégien, un modèle en

matière d'investissement éthique, a exclu la firme de sécurité G4S de son univers de placements en novembre 2019, en raison de violations graves des droits de la personne. La liste noire porte principalement sur des sociétés cotées en Bourse. Allied et GardaWorld, à capital fermé, n'y figurent pas.

Pour sa part, la Caisse dit aimer le secteur de la sécurité privée parce que « c'est un marché important, fragmenté et qui permet des consolidations intéressantes, explique-t-elle à La Presse. De plus, c'est un modèle d'affaires qui est résilient à travers les différents cycles de l'économie ».

Pourtant, l'industrie de la sécurité privée n'a pas toujours bonne presse.

Garda, par exemple, avait assuré la sécurité du fils de l'ancien chef d'État libyen Mouammar Kadhafi quand il était venu au **Canada** aux frais de SNC-Lavalin. Un reportage du Tampa Bay Times publié en mars dernier a aussi mis en lumière l'entretien inadéquat des camions de transport de valeurs de Garda aux États-Unis, impliqués dans plusieurs accidents, de même que la formation insuffisante d'agents placés au volant.



La Caisse de dépôt et placement du Québec a investi une fortune dans une entreprise américaine de sécurité privée surendettée, concurrente de la québécoise GardaWorld.

PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Une vaste enquête du USA Today a récemment révélé que les filiales américaines de l'entreprise britannique G4S avaient recruté au moins 300 employés au profil douteux, certains avec des condamnations, des allégations de violence et des expériences antérieures dans la police qui se sont terminées dans la disgrâce. Il était question de viols, d'agressions et de coups de feu tirés sur des personnes – y compris pendant leur service.

Dans le cas d'Allied, l'émission This American Life, prix Pulitzer en 2020 pour un autre sujet, a exposé les pratiques sexistes et racistes qui sont tolérées dans l'équipe d'Allied à l'aéroport JFK dans un reportage diffusé à la

Saved documents

radio publique américaine le 25 mai 2018.

L'émission a relevé 11 poursuites contre Allied à JFK pour pratiques discriminatoires, poursuites qu'Allied a réglées à l'amiable en échange du silence des plaignantes dans la majorité des cas. Quand l'histoire a transpiré dans les médias, l'aéroport, client d'Allied, s'est fâché. Allied a alors sorti son équipe de dirigeants de JFK. Ces personnes, pour la plupart, ont été réaffectées à d'autres contrats.

Dérapages

Le modèle d'affaires d'Allied Universal repose en partie sur sa taille et son rayonnement géographique, qui lui permettent de gagner des contrats d'envergure nationale à un tarif concurrentiel.

Aux États-Unis, elle offre notamment des services de gardiens armés pour les institutions, les complexes résidentiels, les compagnies de transport. Ces gardes gagnent souvent autour du salaire minimum.

L'entreprise, qui emploie 200 000 personnes, n'est pas à l'abri des dérapages.

Au petit matin du 20 avril 2018, Raverro Stinnett, 49 ans à l'époque, attend son train pour rentrer chez lui à Denver. Les gardiens de la sécurité de la gare, des contractuels de la société d'Allied, le prennent à partie, lui reprochant de flâner. Ils le passent à tabac dans une toilette publique. Les agresseurs seront accusés : trois plaideront coupable, le quatrième collabore à l'enquête policière. Tous ont été congédiés après le dépôt des accusations. Allied s'est excusée publiquement du comportement inacceptable de ses quatre agents. Elle a dit que ça ne reflétait en rien le professionnalisme at-

tendu de son personnel.

La victime, qui a gardé des séquelles de l'agression, a déposé une poursuite au civil en avril 2020 contre la société de transport et Allied.

Dans sa requête, la victime allègue que les agents d'Allied au service de la commission de transport de Denver (Regional Transportation District-RTD) sont peu ou pas formés. Pour appuyer ses dires, elle renvoie au libellé de l'interrogatoire de police de James Hunter, l'un des agents armés d'Allied impliqués dans l'agression. Les allégations de la poursuite n'ont pas été prouvées en cour.

Shontel Lewis, administratrice de la RTD, a demandé le 9 juin l'annulation pure et simple du contrat d'Allied, d'une valeur approximative de 16 millions US par an. Elle entend la soumettre au vote dans quelques semaines.

Allied se défend

Dans sa défense produite le 15 juin, la firme de sécurité privée dont la Caisse est l'actionnaire principal demande au juge de rejeter la cause d'emblée parce qu'il n'y a rien dans la poursuite qui tend à démontrer que l'attaque ait été motivée par le racisme. Allied relève, par exemple, que les agresseurs n'ont pas proféré d'insultes racistes avant de rouer de coups M. Stinnett.

Elle soutient en outre qu'elle ne peut être tenue responsable du comportement déviant de ses agents.

« Quand nous voyons Allied refuser d'assumer ses responsabilités pour les actes commis par ses propres employés et se montrer indifférente aux manifestations de racisme, selon nous, une caisse de retraite a mieux à faire que d'investir

dans une entreprise pour laquelle rien n'a d'importance, sauf l'argent. »

— Qusair Mohamedbhai, procureur de M. Stinnett, que La Presse a joint à Denver

Rien ne prouve que le géant américain a une réputation pire que ses concurrents en sécurité privée. Le cas de Denver n'est néanmoins pas unique.

En 2016, une vidéo de surveillance a montré un sans-abri molesté par un employé d'Allied ; la victime et trois itinérants ont poursuivi au civil l'entreprise en mars 2017, a rapporté le Boston Globe.

Ça fait partie des risques, dit la Caisse

Dans un courriel, la Caisse dit que l'agression de Denver « fait partie des risques liés à cette industrie ».

Aux yeux des dirigeants de l'institution québécoise, les cas notés par La Presse constituent des exceptions. « Toutefois, chaque exception est inacceptable et à titre d'investisseur institutionnel important dans l'entreprise, nous insistons pour que les gestes inacceptables soient sanctionnés.

« Avant de faire un investissement, la Caisse fait une revue diligente et suit ses processus d'investissement habituels et rigoureux et Allied Universal répond aux exigences de la Caisse. »

Au chapitre de la formation des agents, la Caisse souligne que « les programmes de formation exhaustifs d'Allied Universal ont remporté plusieurs prix au fil des ans, dont le prix Top 125 pour l'excellence en matière de formation de Training Magazine ».

« Allied Universal s'est depuis

Saved documents

longtemps engagée à offrir un milieu de travail où la discrimination et le harcèlement sous toutes leurs formes ne sont pas tolérés. L'entreprise offre également une ligne éthique anonyme (Allied Universal Ethics Hotline). »

L'entreprise a récemment rehaussé et relancé ses « Global Code of Ethics and Business Conduct Guidelines ».

Pour François Meloche, expert des risques extrafinanciers, il faut redoubler de vigilance.

« Avant d'investir en sécurité privée, un investisseur institutionnel doit faire une vérification préalable à l'achat (due diligence). Est-ce que la firme de sécurité adhère aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, par exemple ? Sinon, je m'attendrais à ce que l'institutionnel exige qu'elle y adhère. »

— François Meloche, expert des risques extrafinanciers, dans un entretien avec La Presse

Parmi les principes figurent l'emploi du personnel qualifié et professionnel, la divulgation publique de tout incident impliquant ses membres et la vérification par un tiers indépendant du respect des politiques de bonne conduite.

Ces principes sont mis de l'avant par des organisations non gouvernementales regroupées sous l'Agence de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, de Washington.

La Caisse soutient que les principes volontaires s'appliquent aux entreprises qui évoluent dans le secteur des ressources naturelles et de l'énergie, ce qui n'est pas le cas d'Allied Universal.

Allied n'est pas membre non plus de

l'Association du Code de conduite international des entreprises de sécurité privées (ICOCA). Cette association regroupe firmes de sécurité, gouvernements et organisations non gouvernementales, et promeut « la fourniture responsable de services de sécurité ainsi que le respect des droits de l'homme ». GardaWorld, par exemple, détient une certification de l'ICOCA.

Interrogée à ce sujet, la Caisse insiste sur le fait que « Allied respecte les standards internationaux les plus élevés en matière de droits de la personne », mais ne dit pas mot sur le Code de conduite international.

L'institution souligne que depuis 24 ans, Allied Universal est membre d'ASIS International, « la plus importante association de promotion de la sécurité dans le monde engagée à faire évoluer le secteur ». ASIS est un regroupement de professionnels de l'industrie qui émet des certifications à ses membres.

La Caisse mentionne aussi qu'Allied joue un rôle actif au sein de quatre autres organismes : une association d'entreprises du secteur (National Association of Security Companies), un organisme d'échange de renseignements avec le département d'État américain (Overseas Security Advisory Council) – et une fondation associée – de même qu'une association de dirigeants en sécurité (International Security Management Association).

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/bda1be9a-7898-495a-afb4-0e65985756df_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Illustration(s) :

Photo de Raverro Stinnett, 49 ans, prise ici une semaine après qu'il a été passé à tabac dans une gare de Denver par des contractuels de la société Allied. Cette photo a été déposée en preuve par la firme d'avocats représentant M. Stinnett dans une poursuite contre Allied.

PHOTO FOURNIE PAR LE CABINET D'AVOCATS RATHOD | QUSAIR MO-HAMEDBHAI

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200621-LAA-cbc1cc59afb8b478f107286b43db2228

Source name	Dimanche 21 juin 2020	p. débats_8
Source type	La Presse+ • p. DÉBATS_8 • 892 words	
Periodicity	LES IMPACTS SOCIAUX DE LA COVID-19	
Daily	OPINION	
Geographical coverage	Provincial	
Origin	Montreal, Quebec, Canada	

Penser le monde d'après de façon plurielle et intersectionnelle

Voici le troisième d'une série de textes d'opinion sur les effets sociaux à long terme de la pandémie, rédigé par des membres du Comité sur les impacts de la COVID-19 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau

Carlo Handy Charles

Depuis le début de la pandémie, nous avons constaté comment les inégalités multidimensionnelles qui existaient déjà dans le monde ont été mises à nu par la COVID-19. Alors que les disparités ethniques et d'âge sont la cause directe d'un grand nombre de décès liés au coronavirus en Amérique du Nord, le statut d'étranger des résidents temporaires tels que les travailleurs agricoles migrants, les anges gardiens et les étudiants étrangers a exposé leur situation précaire au Canada et au Québec, tout en limitant leur accès aux mesures de secours qui sont disponibles pour les citoyens canadiens et les résidents permanents du Canada.

S'il y a une leçon à tirer jusque-là, c'est que ces inégalités, qui sont structurelles et systémiques, nécessitent que nos gouvernements et sociétés civiles adoptent une vision plurielle et intersectionnelle pour penser le monde post-pandémique.

Vision étatique plurielle de nos politiques publiques

Une vision plurielle du monde – basée

sur une pluralité de façons de penser et d'agir – doit reconnaître la façon dont les disparités socioéconomiques et politiques entre des pays à fort revenu, comme le Canada, et d'autres pays à revenu faible et intermédiaire, structurent leur vulnérabilité et leur réponse face à la pandémie de COVID-19.

Une vision plurielle du monde doit aussi tenir compte de l'effet dévastateur des politiques d'immigration d'État, telles que les expulsions et le traitement différentiel, voire inhumain, des résidents temporaires, des demandeurs d'asile et d'autres personnes migrantes dans la lutte contre la propagation du virus.

En effet, le confinement forcé des personnes étrangères dans les avions lors des expulsions ou dans les fermes agricoles dans des conditions inhumaines est l'un des axes que les États doivent repenser dans leurs mesures de réponse aux pandémies.

Par ailleurs, les États dont le passé impérialiste et colonialiste continue d'avoir des répercussions néfastes sur leurs anciennes colonies devenues « indépendantes », à l'instar d'Haïti, doivent re-

Une migrante somalienne, à Paris.

PHOTO CHRISTOPHE ARCHAMBAULT,
AGENCE FRANCE-PRESSE

considérer leurs relations internationales et leurs politiques étrangères à l'égard de ces pays.

Pour faire face aux enjeux post-pandémiques, il faudrait reconsiderer ces relations politiques internationales et repenser les normes et structures actuelles de gouvernance de l'économie globale à l'échelle régionale et nationale. Tout cela, en luttant contre des pratiques qui violent les droits des personnes mises en situation de marginalisation, telles que les migrants et les personnes racisées noires, par exemple.

Réponse intersectionnelle de la société civile

La vision plurielle de l'État doit être accompagnée d'une réponse intersectionnelle de nos sociétés civiles, s'inscrivant dans le cadre d'une citoyenneté responsable. Cela est impératif pour comprendre comment nos caractéristiques sociodémographiques telles que la « race », le revenu, le genre, la sexualité, la nationalité, le type d'emploi, le lieu de rési-

Saved documents

dence, la langue parlée, l'affiliation politique, entre autres, conditionnent nos perceptions du monde ainsi que nos actions en tant que citoyens.

Une telle réponse sera vitale pour rendre nos États responsables de leurs promesses de changements post-pandémiques.

En effet, l'histoire humaine nous a montré que les transformations sociales ne viennent pas seulement de la promulgation de nouvelles lois et de politiques publiques, mais aussi d'un changement culturel profond des façons de penser, de faire et d'agir au sein de la société civile.

Sans un changement culturel profond de nos habitudes et une ouverture d'esprit pour adapter nos actuelles perceptions et actions au monde pluriel et multiculturel dans lequel nous vivons, nos tentatives de transformation sociale après la pandémie de COVID-19 sont vouées à l'échec. À titre d'exemple, les récents meurtres de personnes noires et autochtones par des policiers blancs américains et canadiens nous montrent comment les séquelles du système raciste de ségrégation entre les Blancs et les Noirs, ainsi que les autochtones, tuent nos populations non blanches à un rythme frénétique.

Pour répondre aux grands défis post-pandémiques, l'heure n'est plus à la tenue de discours politiquement corrects par nos gouvernements et institutions de la société civile qui n'aboutissent à aucune action concrète. Dans les changements post-pandémiques, on doit rigoureusement et scientifiquement confronter les discours visant à nier les conditions structurelles et systémiques qui marginalisent certaines catégories de nos populations, notamment les Noirs et

les autochtones. On doit aussi montrer comment ces discours privilégient le statut et les conditions de vie d'autres catégories de personnes, en l'occurrence les classes dirigeantes blanches.

À cet égard, la période post-pandémique ne doit pas être encombrée de décisions palliatives temporaires, mais de changements structurels et systémiques. Notre réponse post-pandémique doit céder la place à des conversations inconfortables sur le racisme systémique et institutionnel, tel que le racisme anti-noir, qui imprègne les différents aspects de nos vies de citoyens.

Pour apporter des changements concrets dans le monde, il est temps que nos gouvernements et sociétés civiles aient le courage de regarder nos passés historiques – et présent – marqués par la colonisation, l'extraction de biens et de terres, l'oppression, l'exclusion et la marginalisation de certains groupes au profit d'autres. Cela est une condition sine qua non pour la mise en place de valeurs de vivre ensemble, de justice et de réconciliation.

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/9a280631-02cf-461b-8d43-e4d7398b7001_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Note(s) :

Doctorant en sociologie à l'Université McMaster et en géographie à l'Université des Antilles *

* L'auteur est boursier Vanier 2020 et boursier 2019 de la fondation Pierre Elliott Trudeau.

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public Library2 for personal and temporary display.

news:20200903-LAA-6a4df6297720396001ec0db8099f3e50

Source name	Jeudi 3 septembre 2020
La Presse+	
Source type	La Presse+ • p. ARTS et être_1,ARTS et être_4 • 993 words
Periodicity	SOCIÉTÉ
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

Balado

Parlons de racisme même quand ça fait mal

Nathalie Collard

La Presse

Isabelle Racicot et Martine St-Victor sont de retour au micro de la balado A seat at the Table, sur CBC. En pleine résurgence du mouvement Black Lives Matter, les deux femmes ont plus que jamais envie de participer à la discussion publique sur le racisme. Et elles n'ont pas peur d'aborder les vraies questions.

Dans la vie, l'animatrice Isabelle Racicot et la stratégiste en communications Martine St-Victor sont deux grandes amies qui se parlent au téléphone tous les jours.

Depuis l'assassinat de George Floyd, leurs échanges quotidiens étaient ponctués de longs silences. Des silences remplis de tristesse, de découragement et de colère face aux événements qui se déroulent depuis des mois, plus particulièrement aux États-Unis, mais ici aussi.

« Ce n'est pourtant pas la première fois qu'un homme noir est assassiné par la police, observe Martine St-Victor. Ni la dernière. Depuis George Floyd, il y a eu d'autres incidents qui ne se sont pas terminés par des morts. Il y a des jours où je trouve ça lourd et l'affaire Jacob [à Kenosha] m'a presque achevée. Quant à la convention républicaine, elle m'a fait peur. »

Les deux amies avaient animé une bala-

do à la CBC en 2017. Le dernier épisode portait sur les événements de Charlottesville et l'affaire Kaepernick. Avec la nouvelle vague de manifestations du mouvement Black Lives Matter, il est devenu évident qu'elles n'allait pas se contenter de ventiler au téléphone.

« **Le témoignage de Maya Johnson, journaliste à CTV, qui a témoigné dans les réseaux sociaux de son parcours professionnel et du racisme qu'elle a subi, nous a convaincues qu'on devait profiter de la tribune qu'on avait pour poursuivre la discussion.** »

— Isabelle Racicot, coanimatrice de la balado *A seat at the Table*

Un coup de fil à la CBC et l'affaire était réglée. « Ça n'a pas pris deux jours ouvrables, raconte Martine St-Victor. Ils ont tout de suite embarqué et nous ont entourées d'une équipe web et réseaux sociaux vraiment riche. On s'est senties très appuyées. »



Martine St-Victor (à gauche) et Isabelle Racicot animent une nouvelle émission balado qui aborde des thèmes en lien avec le mouvement Black Lives Matter.

. Photo Martin Chamberland, La Presse

Un contexte différent

Les deux complices reprennent donc le micro trois ans plus tard et constatent que le contexte a complètement changé.

« Il y a quatre ans, quand le joueur de football Colin Kaepernick s'est agenouillé pendant l'hymne national, il n'a pas été capable de se retrouver une place au sein d'une équipe par la suite, souligne Isabelle Racicot. Nous reprenons notre balado au moment où des joueurs de plusieurs ligues sportives boycottent des matchs en pleines séries éliminatoires. »

Saved documents

Racicot et St-Victor proposent six épisodes durant lesquels elles abordent des sujets aussi variés que la diversité au hockey, l'engagement politique ou le racisme dans les médias. Parmi leurs invités : le joueur de hockey Anthony Duclair, l'écrivaine Roxane Gay, l'écrivaine Robyn Menard, la fondatrice de la section canadienne de Black Lives Matter, Sandy Hundson, et le chef Marcus Samuelsson, qui sera le rédacteur en chef invité du numéro de Noël du magazine culinaire Bon Appétit cette année.

« Durant la première saison, nous n'avions pas de programme, affirme Isabelle Racicot, mais cette fois, nous en avons un. » L'objectif des deux amies est clair : elles souhaitent donner une tribune à des gens qui ont réfléchi au racisme. « Nous aussi voulons apprendre », notent-elles. « On challenge nos propres positions, on se remet en question », ajoute Isabelle Racicot.

« Ce n'est pas parce que nous sommes toutes les deux Noires que nous comprenons tout et savons tout. Nous sommes en position d'écoute, d'humilité et d'empathie. »

— Isabelle Racicot, coanimatrice de la balado *A seat at the Table*

Les deux animatrices disent aussi être en mode solutions : bien sûr, elles trouvent parfois lourd qu'on se tourne toujours vers les Noirs pour régler les problèmes de racisme et pour éduquer les autres. « Je n'ai pas le monopole de la connaissance parce que je suis Noire, lance Martine St-Victor. Les gens doivent faire leurs propres recherches. » Mais en même temps, elles sentent toutes deux une responsabilité. « Dans quelques années, on me demandera peut-être : "Qu'as-tu fait pour changer les choses et

faire une place aux voix des Noirs ?" », souligne Isabelle Racicot.

Changement de ton

Pour Isabelle Racicot, 2020 pourrait bien être une année charnière. Celle qu'on a connue à MusiquePlus et à l'émission d'actualités artistiques Flash, qu'on a vue durant plusieurs années à Deux filles le matin et qu'on a écoutée à la radio commerciale a adopté un ton beaucoup plus engagé au cours des derniers mois. Dans le prologue de la balado, elle explique que depuis l'assassinat de George Floyd, elle a décidé d'en finir avec les réponses « politically correct » à ceux et celles qui lui posaient des questions sur le racisme. Plus question de s'autocensurer pour éviter que les gens se sentent mal à l'aise. Oui, elle a vécu des incidents racistes dans sa carrière, et elle n'a plus envie de faire semblant que tout va bien. En plus de coanimer A seat at the Table, Racicot a animé une table ronde sur le racisme pour le numéro de septembre du magazine Elle Québec. Elle produit également un documentaire sur le racisme qu'on pourra voir sur les ondes d'ICI Radio-Canada en novembre, un autre projet qui s'est réglé en quelques jours.

« Tout ça vient de la mère en moi qui sentait que je devais faire quelque chose, assure-t-elle. Ça me permet de m'éduquer moi aussi. »

Si les deux amies sentent que le vent a tourné, que la société semble plus ouverte à avoir des conversations un peu plus difficiles sur le racisme, elles demeurent tout de même méfiantes. « Je suis optimiste, mais il faut que les efforts ne soient pas que cosmétiques, ils doivent être accompagnés de budgets », note Martine St-Victor. « J'ai peur d'être

trop optimiste, et qu'il y ait un backlash, répond pour sa part Isabelle Racicot. Dans 12 mois, on verra ceux et celles qui ont vraiment été sincères. »

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/9ceaa966-86d7-4fb6-be84-a787765d3b2c_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :



Isabelle Racicot.

Photo Martin Chamberland, La Presse

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200618-LAA-12d1aedc07111131b2516ed679d735fe

Source name	Jeudi 18 juin 2020
Source type	La Presse+ • p. DÉBATS_8 • 1217 words
Periodicity	OPINION
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p.
débats_8

Quand la distanciation sociale rencontre le racisme systémique...

Denis Soulières et Christian Agbobli

La pandémie de COVID-19 a amené les autorités publiques à imposer des mesures comme la « distanciation sociale ». Il nous apparaît que cette expression est à la base empreinte d'une orientation péjorative. Établir une distance, favoriser l'isolement, ériger un mur, empêcher les liens, générer la peur de l'autre : voilà ce à quoi on pense en premier en utilisant le terme « distanciation sociale ». Il nous apparaît que l'expression « maintien d'une zone de respect sanitaire » aurait mieux traduit l'intention et la fonction de cette nouvelle convention.

Parce que, par ailleurs, la distanciation sociale, basée entre autres sur la race, existait déjà au Québec et dans nombre de sociétés avant la pandémie. Sans prétendre que le racisme d'antan voulant affirmer une supériorité intellectuelle, morale et physique par l'oppression soit encore présent, il n'en demeure pas moins que, volontairement ou pas, bien des lieux sociaux sont encore teintés par la différence. Parce que c'est de cela qu'il est question : établir une différence en se basant sur la couleur de la peau et les origines.

La distanciation raciale fait en sorte

que bien des individus, groupes et milieux cherchent encore à établir une distance, et pas dans un but sanitaire !

Distance par peur, par inconfort, par incapacité de s'adapter, pour signifier que l'on ne veut pas créer de liens. Cette distanciation n'est pas aussi ostentatoire que les actes sauvages de dénigrement ou de violence, mais elle est l'expression d'un problème sous-jacent, de conventions anciennes que l'éducation et le temps n'ont pas encore effacées, d'une faible capacité d'adaptation.

Si dans l'embauche dans le milieu du travail, dans l'accès à l'éducation et au logement, dans l'obtention de soins à l'hôpital, on fait preuve de ce désir de distance, alors le mot systémique s'applique bien.

Des soins caucasiens

Donnons l'exemple des soins de santé : il existe des soins structurés et financés pour des maladies surtout caucasiennes. Les soins spécialisés répondant aux besoins de personnes d'autres races sont nettement plus rares. Ces pathologies ne sont pas l'objet d'un enseignement aussi attentif chez les futurs professionnels de la santé et les aires de recherche sur les

« Notons seulement l'importance donnée à des maladies orphelines québécoises comme la tyrosinémie, la fibrose kystique, qui affectent essentiellement les Caucasiens, alors qu'on fait moins de cas de maladies comme la thalassémie et la maladie falciforme qui touchent presque exclusivement des non-Caucasiens », écrivent les auteurs.

. PHOTO GETTY IMAGES

pathologies sont nettement sous-financées. Et même si l'accès aux soins est possible, comme au Québec, cela n'assure pas pour autant des soins adaptés et pertinents. Peut-on alors parler de chances équivalentes ou équitables face à la maladie ?

Le domaine de la santé fonctionne encore avec une telle distance, malgré l'immigration qui a modifié significativement la démographie québécoise et qui aurait dû mener ses dirigeants à adapter l'offre de services.

Le réseau de la santé a le plus grand potentiel et la plus grande obligation de se réinventer face à une société changeante. S'il n'opère pas de variations dans son offre de soins, alors même que ce champ de la société civile doit être un des plus tolérant et ouvert à la différence, il y a raison de penser que bien des pans de la société civile n'ont

Saved documents

pas non plus mis fin à la distance, même s'ils n'exercent plus de répression.

Les événements récents ont mis l'accent sur l'attitude et les actions des corps policiers. Peut-être est-ce que parce que c'est le lieu qui risque le plus d'appliquer avec autorité la distanciation sociale et raciale qui fait encore partie de notre société ? En effet, à titre d'exemple, la police de Montréal reconnaît l'existence du profilage racial, mais affirme qu'il ne reflète pas l'éthique et la déontologie de ce corps de métier. Il lui revient d'expliquer si cette interprétation s'oppose à celle de la Charte des droits et libertés. Il serait néanmoins faux de prétendre que la solution au racisme ne passe que par la réforme des corps policiers, bien que leurs pratiques doivent être revues pour éviter les abus et l'exacerbation des tensions interraciales.

Examiner le pouvoir

La solution passe par un examen de tout exercice du pouvoir qui peut mener à des mesures d'exclusion, en ressources humaines, en enseignement, en soins de santé, en offre de tout service public ou privé. Chacun, simple citoyen, administrateur ou politicien, sait dans son for intérieur s'il exerce instinctivement ou volontairement une distanciation sociale, s'il favorise la perpétuation de standards qui ne sont pas nécessairement violents, mais qui nient notre devoir de respect, d'égalité et d'accueil. Le changement doit nécessairement s'articuler autour d'un leadership significatif.

Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres. C'est ainsi que George Orwell faisait état de la justice, de l'égalité, de l'équité, telle que décidée par les dirigeants et secondairement assimilée par les citoyens.

Il est donc probable que ceux qui nient l'existence d'un racisme systémique au Québec s'arrêtent au fait qu'il n'y a pas de flagrante démonstration hégémonique des Caucasiens ou Québécois de souche et que les lois ne discriminent pas en soi. C'est juste, mais c'est une analyse trop simple et limitative. Ces personnes devraient poser la question inverse en se demandant comment les agissements ont été modulés pour assurer que les différences raciales ne deviennent pas une occasion de plus de distance sociale.

Autrement dit, quels sont les actes quotidiens de chaque citoyen et de l'État pour assurer que ce qu'on offre au Blanc soit aussi offert au Noir, ou à tout autre groupe défini par la race.

En cas d'espèce, notons seulement l'importance donnée à des maladies orphelines québécoises comme la tyrosinémie, la fibrose kystique, qui affectent essentiellement les Caucasiens, alors qu'on fait moins de cas de maladies comme la thalassémie et la maladie falciiforme qui touchent presque exclusivement des non-Caucasiens, mais dont l'incidence dépasse maintenant plusieurs pathologies caucasiennes.

Quand on veut prévenir les actes de racisme, il faut aussi regarder ailleurs que dans les corps policiers. Il faut un Québec qui appelle à une éducation qui se définit autrement que par la distanciation sociale, qui s'indigne en bloc contre la négation de droits, qui s'ouvre à une immigration qui aide le Québec et que l'on doit aussi aider en retour en s'intéressant à elle et à ses besoins spécifiques.

Robyn Maynard, dans un ouvrage-choc (NoirEs sous surveillance), a bien révélé

que le Québec et le Canada ont une histoire propre de racisme. De fait, ses relents ne devraient pas être occultés par des comparaisons avec la situation aux États-Unis qui est désastreuse et perpétrée par un leader peu sensible. Il nous appartient de comprendre ce qui affecte encore nos relations avec les citoyens autres que caucasiens dans le quotidien.

Tous ont hâte à la levée des restrictions de distanciation physique qui sont présentes depuis la pandémie, alors que celles-ci ne s'appliquent que depuis trois mois. Imaginez ressentir les effets de la distanciation raciale toute une vie...

* Denis Soulières est aussi directeur de la Clinique d'hémoglobinopathie et de thalassémie du CHUM ; Christian Agbobli est cofondateur du Groupe d'études et de recherches axées sur la communication internationale et interculturelle, UQAM

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/11b4304b-e75e-472c-b9bd-a434d6248504_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Encadré(s) :

« Il existe des soins structurés et financés pour des maladies surtout caucasiennes. Les soins spécialisés répondant aux besoins de personnes d'autres races sont nettement plus rares. »

Note(s) :

Denis Soulières et Christian Agbobli

Respectivement hématologue et oncologue médical, et professeur titulaire à

Saved documents

I'UQAM *

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200603-LAA-5732d09b8eb733703a0dca49d442ae8f

Source name	Mercredi 3 juin 2020
Source type	La Presse+ • p. AFFAIRES_1, AFFAIRES_3 • 958 words
Periodicity	ÉTUDE
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

Des inégalités croissantes pour les Noirs au Canada

Karim Benessaieh

La Presse

Etre noir au Canada est encore synonyme d'appauvrissement et de discrimination, et le gouffre s'est élargi en deux décennies.

Un homme noir, en 2015, gagnait ainsi environ 15 000 \$ en moyenne de moins que les autres hommes, selon la plus récente étude de Statistique Canada. En 2000, cet écart était de 11 869 \$.

En 2016, une femme noire avait presque deux fois plus de risques que les autres – 19,6 % au lieu de 10,9 % – d'être victime d'un traitement injuste ou de discrimination au travail.

Et hommes comme femmes noirs sont durement touchés par le chômage, qui était de 10,2 % pour les deux groupes en 2016. Dans le reste de la population, il était alors de 6,7 % pour les hommes et de 5,8 % pour les femmes.

Il s'agit de quelques-uns des faits saillants d'une étude très complète publiée par Statistique Canada en février, basée sur trois recensements et l'Enquête nationale auprès des ménages en 2011. À Montréal, une des grandes villes canadiennes analysées, la situation est sensiblement la même, les hommes et femmes noirs gagnant en moyenne 16

033 \$ et 8444 \$ de moins en 2016 que le reste de la population.

Clôtures invisibles

Ces conclusions ne surprennent pas vraiment les experts comme Victor Armony, professeur au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal et un des auteurs d'un rapport sur le profilage racial au Service de police de la Ville de Montréal déposé à l'automne 2019.

« Quand on voit ce type de données, on ne peut pas nier que c'est réellement structurel. C'est constant dans le temps, c'est plutôt la même situation d'une province à l'autre, les écarts sont là et empirent. »

Il estime qu'il s'agit des effets de ce fameux « racisme systémique », si controversé mais qui se reflète bel et bien dans les statistiques. « Il ne s'agit pas de dire que tout le monde est raciste. On parle en termes de barrières sociales, de clôtures invisibles qui agissent dans le contexte de relations sociales, avec des gardes-frontières – employeurs, policiers, fonctionnaires – capables de dire : "Tu entres ou tu n'entres pas". »

Marie-Thérèse Chicha, professeure à



Être noir au Canada, selon une récente étude de Statistique Canada, c'est avoir un salaire plus bas de 26 % en moyenne, être confronté à un taux de chômage bien plus élevé et être plus souvent victime de discrimination au travail. Sur notre photo, une manifestation organisée par la Ligue des Noirs du Québec pour dénoncer la brutalité policière envers les communautés noires en juillet 2016, à Montréal.

Photo Edouard Plante-Fréchette, Archives La Presse

l'École de relations industrielles et titulaire de la Chaire en relations ethniques de l'Université de Montréal, note que les femmes noires sont doublement victimes de discrimination, elles qui ont le plus bas salaire médian de la comparaison établie par Statistique Canada.

Avec une certaine inquiétude, elle relève que les écarts n'ont pas du tout diminué dans la dernière décennie, alors que la croissance économique était au rendez-vous. Elle estime que ce sont encore les salariés les plus précaires qui vont être les plus touchés par la crise de la

Saved documents

COVID-19. « Quand les nouvelles statistiques vont sortir, ça ne m'étonnerait pas de voir que les écarts vont avoir encore augmenté. »

Surqualifiés et sous-payés

Au Canada, toujours selon Statistique Canada, les Noirs ont un taux de diplomation comparable à celui du reste de la population : 27,5 % et 27,7 % des femmes et hommes noirs avaient un diplôme postsecondaire en 2016, contre 32,7 % et 26,7 % dans le reste de la population. L'éducation, donc, n'explique pas les salaires à la baisse.

« La cause qui intervient, ici, c'est ce qu'on appelle la déqualification, explique Mme Chicha. Même s'ils ont un niveau de diplomation égal ou parfois supérieur au reste de la population, les Noirs vont être employés à des postes qui demandent moins de qualifications. En plus, quel que soit leur emploi, ils vont être victimes de discrimination salariale, on va leur attribuer un salaire moindre que le non-Noir au même poste. »

Une analyse que partage Mariam Hassaoui, du département de sciences humaines, lettres et communications de l'Université TÉLUQ. Elle note en outre qu'un des boulets que traînent ceux qu'elle appelle les « Afrodescendants » est le manque de réseaux. « La majorité des emplois qu'on trouve dépend d'un réseau informel, qui va donner accès à des contacts, des informations. Si les Afrodescendants n'ont pas accès aux décideurs, ils n'auront pas accès aux meilleurs emplois. »

Une des solutions qu'elle préconise est de favoriser la mise sur pied de tels réseaux au sein des communautés et de recourir plus systématiquement à la dis-

crimination positive, pour augmenter leur présence dans les emplois valorisants.

Deux fois plus de monoparentalité

Elle note par ailleurs que les « Afrodescendants », généralement issus de l'immigration récente au Canada, ont souvent peu de patrimoine familial. « Or, le transfert de riches patrimoines de génération en génération peut expliquer que certains groupes soient avantageés et d'autres, au contraire, s'en sortent moins bien. »

Un autre aspect que soulève Jim Torczyner, professeur à la School of Social Work de l'Université McGill, est l'importance relative des ménages monoparentaux chez les Noirs canadiens, synonyme de revenus moindres. Presque un ménage sur cinq, 19,3 % plus précisément, est monoparental, alors que ce taux est de 7,9 % dans le reste de la population.

« C'est directement lié à nos politiques d'immigration, dénonce le professeur. Les communautés noires devraient poursuivre le gouvernement parce qu'on sépare des familles, on accepte des femmes par exemple et on refuse leurs conjoints. »

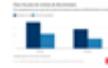
This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/02559fe2-9246-46ac-9052-97557f95433d_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Illustration(s) :



Infographie La Presse



Infographie La Presse



Infographie La Presse



Marie-Thérèse Chicha, professeure à l'École de relations industrielles et titulaire de la Chaire en relations ethniques de l'Université de Montréal

. Photo Robert Skinner, Archives La Presse

Pour Mariam Hassaoui, du département de sciences humaines, lettres et communications de l'Université TÉLUQ, un des boulets que traînent ceux qu'elle appelle les « Afrodescendants » est le manque de réseaux.

. Photo fournie par la TÉLUQ

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200603-LAA-3733f04cfdf732cffcde11b8f8f9ffda

Source name

La Presse+

Source type

Press • Newspapers

Periodicity

Daily

Geographical coverage

Provincial

Origin

Montreal, Quebec, Canada

Mercredi 3 juin 2020

La Presse+ • p.
SPORTS_1,SPORTS_4 •
1075 words

LES ÉTATS-UNIS DANS LA
TOURMENTE

« J'étais incapable d'arrêter de pleurer »

Miguel Bujold

La Presse

L'entraîneur-chef des Alouettes, Khari Jones, est ébranlé par la mort de George Floyd

Khari Jones n'a regardé la vidéo de la mort de George Floyd qu'à une seule reprise. Des images qui l'ont bouleversé et qu'il n'oubliera jamais.

« Cette histoire a enflammé le monde entier. Elle a également déclenché de vives émotions chez moi. La façon inhume dont il a été traité, c'est quelque chose que je serai incapable d'oublier. C'était horrible. »

L'entraîneur-chef des Alouettes est un homme doux, calme et émotif. En visioconférence, mardi après-midi, il n'a pu contenir toute la tristesse que la mort de George Floyd avait provoquée chez lui. Floyd est décédé peu de temps après avoir été arrêté par quatre policiers à Minneapolis, dont Derek Chauvin, qui a été accusé de meurtre au troisième degré.

« Il l'a traité comme s'il n'était même pas un être humain, et ce, même si des gens l'imploraient d'arrêter. Il sentait qu'il pouvait le tuer sans impunité », a dit Jones alors que des larmes coulaient sur ses joues.

Jones se considère chanceux d'avoir pu grandir en Californie, l'un des États les plus libéraux et progressistes des États-Unis. Mais comme la très grande majorité des Noirs, il a tout de même été victime de **racisme**, notamment de la part de policiers.

C'était à Sacramento, à la fin des années 90. Jones, son frère et un groupe d'amis ont été arrêtés par des policiers, qui ont surgi de plusieurs endroits avant de converger vers le groupe de jeunes hommes.

« On a été mis au sol et menottés par des policiers, qui avaient sorti leur arme à feu. C'était un cas d'erreur d'identité et ils nous ont laissé partir après avoir fait quelques appels téléphoniques. »

« Nous étions coupables d'être des Noirs qui marchaient dans la rue. C'était une horrible sensation. »

— Khari Jones

Jones a ainsi appris à vivre avec la peur d'être victime de brutalité policière ou d'injustice.

« On ne s'habitue jamais, mais lorsqu'on est une personne noire, on sait que cer-



Khari Jones, entraîneur-chef des Alouettes de Montréal

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

taines choses similaires peuvent se produire à tout moment. Alors je savais de quelle façon je devais agir lorsque j'étais arrêté pour une infraction de la route, par exemple.

« Il faut réagir d'une certaine façon lorsqu'il y a de la tension ou qu'il y a de la peur. Ce n'est pas la même chose pour nous [que pour une personne blanche]. »

Des lettres anonymes à Winnipeg

S'il estime que le **racisme** est plus présent aux États-Unis qu'il ne l'est au **Canada**, Jones a raconté un autre épisode troublant survenu à Winnipeg, peu de temps après celui en Californie.



Saved documents

« Croyez-moi, le climat social est nettement meilleur au Canada qu'aux États-Unis. Cela dit, il y a tout de même des problèmes. J'ai écrit une lettre à nos joueurs récemment pour leur raconter ce qui m'était arrivé lorsque j'étais un quart-arrière à Winnipeg [avec les Blue Bombers]. J'avais reçu une série de lettres anonymes qui contenaient des menaces de mort. C'était parce que ma femme était d'une autre race que la mienne. »

« Des policiers restaient à notre domicile et patrouillaient dans notre secteur lorsque nous disputions des matchs à l'étranger. Ce n'était peut-être qu'une seule personne qui avait écrit ces lettres, mais c'était déjà une personne de trop », a dit Jones.

« J'ai conservé ces lettres et je les garde encore occasionnellement. Elles servent à me rappeler qu'on doit rester vigilant. Ils n'ont jamais retrouvé la personne, qui avait utilisé un faux nom. Cette personne est toujours en liberté et il y en a d'autres comme elle.

« Ça n'a pas affecté mon amour pour la ville, car les gens étaient gentils avec moi, mais ça m'a profondément blessé. C'était une sensation très étrange. Il n'y a rien que je pouvais faire, et je n'avais rien fait pour recevoir ces lettres. C'était seulement en raison de la couleur de ma peau. »

L'efficacité du vote

Jones et sa famille habitent à Vancouver. L'entraîneur-chef a regardé la vidéo de la mort de George Floyd avec ses filles, Jaelyn et Siena, qui sont respectivement âgées de 17 et 15 ans.

« Il n'y a pas vraiment eu de conversation entre nous, car j'étais incapable

d'arrêter de pleurer. Elles savaient donc jusqu'à quel point j'en étais affecté, et elles en étaient affectées, elles aussi.

« On a un peu parlé du racisme au fil des ans, mais j'essaie de ne pas trop leur mettre de pression avec ça. Heureusement, mes filles ont été bien traitées dans la plupart des endroits où nous avons vécu. Elles n'ont pas été confrontées au racisme, ou très peu, et j'en suis très heureux.

« Je leur ai tout de même expliqué comment ça pouvait être aux États-Unis, à certains endroits en particulier. Qu'il fallait être vigilants et prudents. Ce n'est pas très agréable de devoir discuter de ça avec elles. »

Ce n'est un secret pour personne que le racisme et les tensions raciales sont généralement plus prononcés dans les États républicains que démocrates. L'arrivée au pouvoir du président Donald Trump semble avoir exacerbé le problème.

« Je pense que la porte s'est entrouverte pour les gens racistes afin de pouvoir s'exprimer plus librement, tout en sentant qu'ils étaient enhardis. Ces gens ont toujours existé. Ce n'est pas à cause de lui [Trump] que cela a commencé. Mais ces individus se sentent maintenant plus libres d'agir comme ils le souhaitent. »

« Certaines personnes qui faisaient des lynchages dans les années 50 et 60 sont toujours en vie. Et ces gens ont eu des enfants. Ces choses ne sont pas disparues parce qu'il y a eu un président noir. Ça s'améliore peut-être, mais pas assez rapidement. »

— Khari Jones

Jones a ensuite rappelé que des change-

ments majeurs surviendraient uniquement avec l'implication et la solidarité des Blancs. Il estime que c'est en se rendant aux urnes que la population fera avancer les choses.

« J'espère vraiment que les gens iront voter à l'avenir. Pas seulement lors de l'élection présidentielle, mais au niveau local, dans leur communauté, aussi. Il faut trouver des façons de faire changer les choses et cela doit s'effectuer de l'intérieur.

« J'espère que cette plus récente mort [de George Floyd] fera avancer les choses et qu'elle mènera ultimement à des changements. Mais ça prendra l'implication de tous. »

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/053f58bc-e49a-409c-9d92-0451c5736226_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Encadré(s) :

« Croyez-moi, le climat social est nettement meilleur au Canada qu'aux États-Unis. Cela dit, il y a tout de même des problèmes. »

— Khari Jones

Illustration(s) :

Khari Jones avec les Blue Bombers de Winnipeg en novembre 2002

PHOTO KEN GIGLIOTTI, ARCHIVES WINNIPEG FREE PRESS

Donald Trump, président des États-Unis
PHOTO TOM BRENNER, REUTERS

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200525-LAA-man0010

Source name	Lundi 25 mai 2020
Source type	La Presse+ • p. ACTUALITÉS_18 • 1026 words
Periodicity	États-Unis
Geographical coverage	Press • Newspapers Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p.
actualités_18

Décryptage

Ce Montréalais qui marque l'histoire et emballle Michelle Obama

Nicholas Johnson est le premier major de promotion noir de l'Université de Princeton

Richard Hétu

Collaboration spéciale

NEW YORK - Même si le progrès racial lui tient à cœur, le Montréalais Nicholas Johnson aurait été comblé si son exploit à l'Université de Princeton avait consisté seulement à être major de promotion (valedictorian en anglais), honneur conféré à l'étudiant qui a décroché les meilleures notes de sa promotion. C'est d'ailleurs la façon dont le prestigieux établissement du New Jersey lui a présenté la nouvelle, à la fin d'avril.

« Quand on m'a avisé que j'étais major de promotion, cela s'est avéré extrêmement gratifiant, compte tenu du travail que j'ai abattu au cours des quatre dernières années à Princeton », a raconté à La Presse l'étudiant spécialisé en mathématiques appliquées.

Environ deux semaines plus tard, les dirigeants de Princeton l'ont informé des résultats d'une recherche dans les archives de l'université fréquentée par plusieurs grands noms, dont F. Scott Fitzgerald, John F. Kennedy et Alan Turing : Nicholas Johnson est le premier major de promotion noir de cet étab-

lisement fondé il y a 274 ans et dont le passé est entaché par des liens avec l'esclavage (ses neuf premiers présidents étaient propriétaires d'esclaves) et d'autres questions concernant le racisme.

« Cela s'est avéré extrêmement stimulant d'apprendre que j'étais le premier major de promotion noir de l'histoire de Princeton, étant donné les liens historiques de l'université avec l'esclavage, a dit l'ancien élève de l'école secondaire Selwyn House, à Westmount. Cependant, le fait que cela ait pris autant de temps pour en arriver là prouve qu'il y a encore beaucoup de travail à abattre. »

La nouvelle de l'exploit de l'étudiant de 22 ans lui a valu les félicitations de plusieurs personnalités canadiennes et américaines, de Justin Trudeau à Oprah Winfrey en passant par Michelle Obama.

« Cette ancienne de Princeton est tellement fière de toi, Nick ! » a tweeté l'ex-première dame des États-Unis, qui a fréquenté l'université de l'Ivy League de 1981 à 1985. « J'ai l'impression que c'est

Le Montréalais Nicholas Johnson.
PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

seulement le début pour toi, et j'ai hâte de voir tout ce que tu peux continuer à accomplir. »

La fracture raciale

Michelle Obama a dû être particulièrement sensible à l'exploit du jeune Montréalais. Sa thèse de sociologie à Princeton portait sur la fracture raciale. Née dans le quartier South Side de Chicago au sein d'une famille afro-américaine de la classe ouvrière, elle a évoqué son expérience d'étudiante dans ce document qui avait refait surface lors de la première campagne présidentielle de son mari : « Je me sentais parfois comme une passante sur le campus, comme si ce n'était pas vraiment ma place. Quels que soient mes rapports avec les Blancs, j'avais l'impression d'être, à leurs yeux, Noire d'abord, étudiante ensuite. »

Nicholas Johnson est issu d'un milieu fort différent. Née à Montréal mais élevée en Jamaïque, sa mère, Anita Brown-Johnson, est gériatre au Centre



Saved documents

universitaire de santé McGill. Son père, Dexter Johnson, natif des Bahamas, est propriétaire de cliniques de chirurgie dentaire dans la région d'Ottawa. Cadet d'une famille de deux enfants - il a une sœur, Anastasia, âgée de 26 ans -, il a lui-même vu le jour à Gaspé, où sa mère a travaillé dans un centre gériatrique.

Quand il explique ses succès, qui incluent cinq championnats d'échecs au Québec, Nicholas Johnson insiste sur le soutien des membres de sa famille, de sa parenté et de la communauté montréalaise. « Comme on dit, ça prend un village pour élever un enfant, et je me sens beaucoup redevable à ce village. »

Or, malgré tous ces avantages, Nicholas Johnson peut s'identifier, jusqu'à un certain point, à l'expérience de Michelle Obama à Princeton.

« Je dois préciser que mon expérience n'est pas celle de tous les étudiants noirs ni même celle de tous mes amis noirs sur le campus. La plupart du temps, je me suis senti le bienvenu sur le campus. Mais il y a certainement eu quelques moments au cours des quatre dernières années où ce n'était pas le cas. Il m'est apparu que d'autres étudiants qui me ressemblaient, des étudiants de couleur, étaient injustement attaqués. Pas physiquement, mais verbalement attaqués. Comme observateur, cela m'a rendu mal à l'aise, comme si je n'étais pas le bienvenu. Cela m'a certainement rendu plus conscient de ma couleur et du sort des Noirs aux États-Unis ainsi que dans le monde en général. »

Diplômés en pleine pandémie

Rentré à Montréal à la mi-mars à cause de la pandémie de coronavirus, Nicholas Johnson s'est confié à La Presse à l'issue d'une période particulièrement mouve-

mentée de sa vie. Après l'annonce de son exploit historique, il a accordé plusieurs entrevues aux médias, diversion qu'il a dû interrompre de façon abrupte pour préparer ses derniers examens ainsi que son discours de major de promotion. Ce discours sera diffusé dimanche prochain à l'occasion d'une cérémonie de remise des diplômes virtuelle.

« Finir ses études universitaires en pleine pandémie, c'est vraiment sans précédent », a indiqué le major de promotion de Princeton.

« Dans mon discours, je tenterai d'encourager mes camarades de classe à avoir encore confiance en leur capacité à relever les problèmes les plus urgents et à ne pas se sentir paralysés ou impuissants face à la situation dans laquelle ils se trouvent. »

- Nicholas Johnson

Michelle Obama n'est sans doute pas la seule personne à avoir hâte de voir ce que l'avenir réservera à Nicholas Johnson. Sa thèse de Princeton portait sur le recours aux algorithmes pour concevoir des programmes de prévention de l'obésité au Canada. Il poursuivra cette approche alliant les mathématiques appliquées aux domaines de la santé et de l'apprentissage machine au célèbre Massachusetts Institute of Technology, où il entamera l'automne prochain un doctorat en recherche opérationnelle. Son rêve : partir du sujet de sa thèse pour créer une entreprise qui bénéficiera à la société.

« Je pense qu'un bon problème de recherche en est un où, si le chercheur est capable d'y répondre, les répercussions sont telles que plusieurs personnes pourraient en profiter. Et je pense que

l'entrepreneuriat est le meilleur moyen que nous possédons pour transformer une recherche importante en outils et en produits qui peuvent provoquer un grand changement sociétal. »

À suivre, donc.

Illustration(s) :

La photo de finissante de Michelle Obama

PHOTO ARCHIVES THE NEW YORK TIMES

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20201128-LAA-c68175238b020d9a6e4fdde9674b89ff

Source name	Samedi 28 novembre 2020
Source type	La Presse+ • p. ACTUALITÉS_14 • 1271 words
Periodicity	CHRONIQUE
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p.
actualités_14



George Floyd et les combats « importés »

Rima Elkouri

La Presse

On reproche beaucoup au mouvement antiraciste qui a repris de la vigueur après la mort de George Floyd de plaquer à la réalité québécoise des concepts et une histoire importés des États-Unis.

Qu'en est-il vraiment ? Nos débats sur le **racisme** au Québec seraient-ils dominés par une pensée militante qui tord les faits historiques pour mieux servir ses convictions ?

Oui, sans contredit, se dit-on en lisant l'essai *Une arme blanche* (Lux), de Jean-Pierre Le Glaunec, spécialiste de l'histoire de l'esclavage racial dans le sud des États-Unis et dans les Antilles. Sauf que les tordeurs de faits ne sont pas nécessairement ceux que l'on croit.

Dans *Une arme blanche*, Jean-Pierre Le Glaunec, professeur à l'Université de Sherbrooke, déboulonne de façon brillante le discours néoconservateur de toute une constellation de chroniqueurs qui, tant au Québec qu'en France, ont « exploité la mort de George Floyd » pour réécrire l'histoire à leur façon et s'en prendre à leurs cibles habituelles : le politiquement correct, les gauchistes, les « racialistes », les « racistes anti-Blancs », les multiculturalistes...

Le point de départ de la réflexion de l'historien est une série de six chroniques de Christian Rioux, dans *Le Devoir*, publiées après la mort de George Floyd. La première s'intitulait « Tous Américains ? ». Mais l'essai est, plus largement, une réponse rigoureusement documentée à un discours, dominant dans l'espace public, de chroniqueurs comme Mathieu Bock-Côté ou Alain Finkielkraut, qui, tout en demeurant sourds à la révolte provoquée par la mort de Floyd, ont transformé les faits historiques en « armes de guerre culturelle, afin de servir leurs convictions politiques ».

Au Québec comme en France, ces chroniqueurs ont beau se poser en victimes muselées du politiquement correct, ils ne manquent pas de tribunes, écrit l'essayiste. « Ils aiment se dire censurés, mais sont invités sur les plateaux de télévision et dans les studios de radio à heure de grande écoute. Ils se lisent entre eux, se citent, se répètent. Ils ont instrumentalisé la mort de George Floyd pour mieux transmettre leur idéologie et pour mener la guerre qui est la leur. »

Ils ont évidemment droit à leur opinion, là n'est pas la question. Mais ils n'ont pas droit à leur propre vérité historique,



Peinture soutenant le mouvement Black Lives Matter, rue Sainte-Catherine, à Montréal

Photo Robert Skinner, archives LA PRESSE

souligne Jean-Pierre Le Glaunec. « La vérité devrait être un idéal vers lequel on devrait tous tendre en tant que chercheurs, en tant que journalistes, en tant que société. Mais là, de toute évidence, la vérité n'est même plus un enjeu dont veulent débattre ces chroniqueurs. »

L'auteur ne se pose pas lui-même en grand détenteur de la vérité ou de la vertu. Il n'est absolument pas question pour lui de dire que le Québec est une société raciste. Il en appelle d'abord et avant tout au doute et à la critique, piliers du métier d'historien. Il en appelle aussi à l'introspection.

Il commence son livre avec une confession déroutante : celle d'avoir été un «

Saved documents

raciste ordinaire » avant de se passionner pour l'histoire des Amériques noires et des résistances à l'esclavage. Né en France dans un milieu très blanc et conservateur, il avoue que, s'il avait eu le droit de vote à l'adolescence, il aurait volontiers voté pour le Front national. Au slogan « Touche pas à mon pote » de SOS Racisme, il préféreraient nettement celui du FN : « La France, aimez-la ou quittez-la ! »

Sa vision du monde a changé lorsqu'il a découvert, à 17 ans, l'histoire de la guerre d'Algérie et des décolonisations. Alors qu'il avait baigné jusque-là dans une certaine nostalgie d'un monde colonial dont on vantait les effets positifs, il a découvert, bouleversé, la violence qui en est la règle. « Le colonialisme, a priori, ce n'est rien d'autre que ça : la construction de l'altérité, l'infériorisation de l'altérité. »

Il a aussi compris qu'il existait en histoire « des faits vrais et vérifiables et des mensonges habilement maquillés en faits que la critique historienne permettait de mettre au jour ». ***

J'en reviens à cette critique très répandue selon laquelle les combats antiracistes au Québec, dans la foulée du mouvement Black Lives Matter, seraient essentiellement des combats « importés » des États-Unis, signes d'une dangereuse américanisation des esprits.

Le Québec n'est pas les États-Unis, ça va de soi. L'histoire de la ségrégation raciale à Montréal n'est pas celle d'un comté du Mississippi. « C'est tout à fait indéniable », me dit l'historien.

Ceci dit, cet argument, souvent invoqué par des néoconservateurs pour dis-

créditer la parole antiraciste, est d'abord et avant tout une posture idéologique, souligne-t-il.

« Ce n'est pas un argument d'histoire, mais plutôt un argument qui utilise l'histoire. »

Car même s'il y a des différences historiques indéniables de part et d'autre de la frontière américaine, cela ne fait pas du pouvoir blanc ou de l'esclavage une note de bas de page dans l'histoire du Québec. « Que l'on soit un historien de gauche ou de droite, c'est évident qu'il y a, dans les lois et les pratiques, des formes de racialisation du pouvoir. Et l'esclavage en Nouvelle-France existe de manière indiscutable. »

Le fait que les esclaves ont été minoritaires sur le plan démographique n'efface pas d'un coup de baguette magique les cicatrices de l'esclavagisme au Québec ou au Canada. « L'esclavage, ce n'est pas une question de nombre. C'est une forme de violence. Ce n'est rien d'autre que ça, selon moi. »

La mort de George Floyd, asphyxié sous le genou d'un policier à Minneapolis, s'inscrit dans une « très longue histoire de destruction des corps noirs ». Mais pour bon nombre de chroniqueurs, la vie étouffée de cet Afro-Américain n'était qu'un prétexte pour dénoncer l'imaginaire « américainisé » ou les slogans en anglais de manifestants qui ont scandé « Black lives matter » à Montréal.

« C'est trop facile sur le plan intellectuel de critiquer ces manifestations sans entendre ce qu'il y a de pertinent dans ces hommes, ces femmes, ces jeunes, qui veulent que leur corps noir soit un corps respecté, désirable, beau et vivant. Des gens qui demandent : comment est-ce que l'on fait pour être vivant avec un

corps qui est historiquement détruit ? »

Au lieu d'entendre les voix antiracistes, au lieu de prendre au sérieux la longue histoire de violence et de destruction des corps noirs, les néoconservateurs les accusent d'être des « racialistes ». Un terme qui n'est pas neutre sur le plan politique, rappelle Jean-Pierre Le Glaunec.

« Il y a une très longue histoire à droite et à l'extrême droite d'utilisation de ce terme pour délégitimer la parole d'hommes et femmes qui veulent que l'on déconstruise les différences et les violences de race. »

On utilise l'expression « racialiste » pour se moquer des combats antiracistes. « Je dirais que c'est une insulte qui ressemble à une catégorie d'analyse. Mais c'est tout sauf une catégorie d'analyse. »

Une autre expression chère à la droite et à l'extrême droite qui a ressurgi après la mort de Floyd est la « haine de soi ». Ce serait, à en croire certains, une grave maladie en Occident entraînée par un antiracisme qui serait devenu un « totalitarisme ».

Quel rapport entre la « haine de soi » et les demandes légitimes de minorités opprimées ou des manifestations pacifiques en l'honneur de Floyd ?

Difficile à dire, note Jean-Pierre Le Glaunec à la fin de son essai. En revanche, une chose lui semble très claire. « L'expression masque à peine le fait que la haine qui pose problème aujourd'hui est la haine de l'autre, celle qui a mené à la mort de Floyd au bout de huit minutes et quarante-six secondes d'asphyxie. »

Cette haine qui, aux yeux de trop de

Saved documents

gens, semble moins préoccupante que ceux qui la combattent, n'a malheureusement pas besoin d'importation.

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/d5eb83a0-3c00-4c14-b366-f2af737b0b79_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :

Jean-Pierre Le Glaunec, professeur d'histoire à l'Université de Sherbrooke . *PHOTO archives LA TRIBUNE*

Note(s) :

Une arme blanche – La mort de George Floyd et les usages de l'histoire dans le discours néoconservateur

Jean-Pierre Le Glaunec

Lux

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20200603-LAA-33abfe4976b026dd41797ee4718f1047

Source name	Mercredi 3 juin 2020
La Presse+	
Source type	La Presse+ • p.
Press • Newspapers	ACTUALITÉS_2_5 • 759 words
Periodicity	LES ÉTATS-UNIS DANS LA TOURMENTE
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

Racisme aux États-Unis

Une « société malade » en quête d'un remède

Hugo Pilon-Larose

La Presse

Deux anciens délégués généraux du Québec à New York, qui ont occupé le poste le plus important de la diplomatie québécoise aux États-Unis, analysent pour La Presse les récentes tensions raciales et politiques qui secouent le géant américain. Que nous réserve la fin de la présidence Trump ?

D es tensions qui ne datent pas d'hier

Le racisme et les tensions raciales divisent depuis longtemps les États-Unis. Robert Keating, délégué général du Québec à New York en 2008 et 2009, l'a personnellement remarqué lors de rencontres avec des gouverneurs américains. L'événement avait alors lieu au Mississippi, où près de 37 % des citoyens sont noirs. Pourtant, dans « toute l'organisation [de la conférence], il n'y avait qu'un seul Noir », se rappelle-t-il. Les États-Unis, remarque l'ancien diplomate québécois, sont plus divisés que jamais. Mais cette division a commencé bien avant la présidence de Donald Trump, dit M. Keating, citant le mouvement Tea Party, les évangéliques et « l'obstruction généralisée » des républicains sur les démocrates pendant une bonne partie de la présidence de Barack Obama. « C'est une société malade. Pour une société malade, ça prend un remède, mais lequel ? Celui qu'on a à la présidence, Donald Trump,

ne le détient pas », affirme-t-il.

Partisanerie féroce

La partisanerie telle que vécue ces dernières années entre les républicains et les démocrates, explique Robert Keating, dépasse tout ce qu'il y a de comparable au Québec et au Canada. John Parisella, qui a été à la tête de la Délegation générale du Québec à New York de 2009 à 2012, prévient tout de suite les Québécois : « Trump est loin d'être battu », et ce, malgré les nombreuses manifestations qui éclatent aux États-Unis pour dénoncer le racisme et la violence raciale. « Le pays est plus polarisé qu'il n'a jamais été depuis [...] les années 60, quand il y avait des manifs contre la guerre au Viêtnam et contre la ségrégation », analyse M. Parisella. Mais « l'histoire démontre que les Américains sont capables du meilleur et du pire », ajoute-t-il avec optimisme. « J'étais étudiant durant les années 60, et je peux vous dire qu'avec la guerre au Viêtnam, l'assassinat des frères Kennedy et celui de Martin Luther King, si vous m'aviez

Des protestataires sont interpellés par les policiers pendant une manifestation dénonçant la mort de George Floyd, à New York, dans la nuit de dimanche à lundi.

. Photo Seth Wenig, associated Press

dit que le pays allait s'en sortir plus fort et qu'il allait être là en force lors de la chute du mur de Berlin, j'aurais eu des doutes », dit-il.

Le mécontentement et les élections

Donald Trump a fait son chemin jusqu'à la présidence en misant sur le « mécontentement d'une partie de la population », affirme M. Parisella. Aujourd'hui plus que jamais, alors que les Américains manifestent contre le racisme, le président tente de projeter l'image de celui qui défend la loi et l'ordre. « Contrairement à tous les présidents qu'on a pu connaître depuis la Deuxième Guerre mondiale, qui [adoptaient le rôle d'unificateur du pays], Trump ne voit pas ça comme un rôle qu'il souhaite jouer. Il n'a pas le tempérament ni le caractère pour le faire », analyse M. Parisella. « La division et l'absence d'autorité morale du

Saved documents

président Trump, ça fait mal. On était habitués à voir des leaders en temps de crise », poursuit Robert Keating. Les deux anciens diplomates québécois ont désormais les yeux tournés vers l'élection présidentielle de novembre : « Je ne vois pas de solution à court terme, dit M. Keating. Il faut que ceux qui veulent des changements aillent voter. » Et si Donald Trump perd l'élection, affirme John Parisella, la culture démocratique américaine sera plus forte que ses hauts cris et il devra céder sa place à la Maison-Blanche.

Québec s'engage à présenter un plan de lutte contre le racisme

Le gouvernement Legault s'est engagé mardi à présenter un plan de lutte contre le racisme et la discrimination, alors que la mort de George Floyd aux États-Unis mène le Québec à réfléchir sur ses propres problèmes de discrimination et de violence raciale. François Legault estime que la lutte contre le racisme doit d'abord s'inscrire dans le cursus scolaire. « Le racisme n'est pas inné, ça se transmet. Et il faut que l'école serve comme une partie de la solution pour lutter contre le racisme », a dit le premier ministre, mardi, alors que l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion proposée par Québec solidaire pour déplorer « le meurtre de George Floyd par un policier américain ».

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/378d4b7c-2983-4d03-94af-a7ca9278530a_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Robert Keating, délégué général du Québec à New York en 2008 et 2009
Photo fournie par Robert Keating



John Parisella, délégué général du Québec à New York de 2009 à 2012
Photo David Boily, archives La Presse

Illustration(s) :

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20200219-LAA-d8056c27936b4f17565fc64c7635a745

Source name	Mercredi 19 février 2020
Source type	La Presse+ • p. ARTS et être_11 • 655 words
Periodicity	LITTÉRATURE JEUNESSE
Daily	
Geographical coverage	
Provincial	
Origin	
Montreal, Quebec, Canada	

p.
arts
et
être_11

Nos suggestions

Marie Allard

La Presse

P OUR LES PETITS POKKO ET LE TAMBOUR

Texte et illustrations de Matthew Forsythe, traduction de Nadine Robert

Éditions Comme des géants

Dès 3 ans

LA GRENOUILLE AU TAMBOUR

Les parents de Pokko ont fait une grave erreur : lui offrir un tambour. Épuisés de ne pas s'entendre, ils proposent à Pokko d'aller jouer de son instrument dehors. La petite grenouille s'aventure dans la forêt avec hardiesse, devenant la leader d'une fanfare enthousiaste. Illustré à l'aquarelle, à la gouache et aux crayons de couleur par Matthew Forsythe, qui vit à Montréal, cet album est aussi magnifique que sympathique. À vos instruments !

POUR LE PRIMAIRE

ENTERRER LA LUNE

Texte d'Andrée Poulin, illustrations de Sonali Zohra

Éditions La courte échelle*

Dès 9 ans

QUAND UNE JEUNE FILLE SE LÈVE

Latika déteste aller au « champ de la Honte », la nuit. Surtout quand la lune brille fort et l'éclaire. La fillette n'a pas le choix : il n'y a pas de toilettes dans son village. C'est aussi ce qui empêche sa grande soeur Ranjini d'aller à l'école. À 12 ans, les filles ne vont plus en classe. Ce n'est pas convenable. Admirablement illustré par Sonali Zohra, une Indienne ayant fait des études en art et en design en Australie, ce roman en vers libres fait doucement comprendre une dure réalité aux enfants. Une leçon de courage poétique, sur un sujet tabou.

POUR LES ADOS

LA REINE SOUS LA NEIGE

François Place

Éditions Gallimard Jeunesse*

Dès 12 ans

QUAND LA REINE MOURRA

Sam, 18 ans, est en vol pour Amsterdam, où vit son père. Une tempête de neige force l'avion à atterrir à Londres,

Courage, texte et illustrations de Raina Telgemeier, mise en couleurs de Braden Lamb, traduction de France Gladu, éditions Scholastic

. Image fournie par les éditions Scholastic

où la jeune femme ne connaît pas grand monde. Sur place, un évènement extraordinaire quoique prévisible survient : la reine Élisabeth II meurt. La Grande-Bretagne est plongée dans une période de deuil et de tension, dans laquelle Sam fera des rencontres étonnantes. La prémissse prometteuse de ce roman choral n'aboutit pas à une grande œuvre. Fallait-il vraiment mettre encore en scène des ados amoureux au premier regard ? À réserver aux romantiques.

BANDE DESSINÉE

COURAGE

Texte et illustrations de Raina Telgemeier, mise en couleurs de Braden Lamb

Traduction de France Gladu

Éditions Scholastic*

Dès 9 ans

SURMONTER SES PEURS

Raina va à l'école et vit dans un petit app



Saved documents

partement avec ses parents, son frère et sa sœur. Une nuit, elle se réveille avec un mal de ventre. C'est la gastro. Par la suite, Raina développe la peur de vomir. Le stress lui cause des maux de ventre et ses maux de ventre fréquents en viennent à l'angoisser. Le trait vif de Raina Telgemeier, connue pour ses succès Souris ! et Sœurs, allège ce récit dans lequel bien des jeunes peuvent se reconnaître.

DOCUMENTAIRE

VOICI WILLIE O'REE

Texte d'Elizabeth MacLeod, illustrations de Mike Deas, traduction de Louise Binielle

Éditions Scholastic

Dès 5 ans

PREMIER NOIR DANS LA LNH

Willlie O'Ree est le premier Noir à avoir joué dans la Ligue nationale de hockey (LNH). C'était le 18 janvier 1958, à Montréal. Ses grands-parents avaient fui par train l'esclavage, des États-Unis jusqu'au Canada. Benjamin d'une famille de 13 enfants, Willie O'Ree est né en 1935, au Nouveau-Brunswick. Enfant, le barbier de son quartier lui coupait les cheveux dehors son salon était réservé aux Blancs. Malgré le racisme ambiant, le jeune athlète a su convaincre les Bruins de Boston de faire appel à lui. Agréable sans révolutionner le genre, cet album biographique est parfait pour souligner le Mois de l'histoire des Noirs.

* Merci à Virginia Houle, de la librairie Le Repère de Granby, pour ces suggestions

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/b45ea747-5920-4648-a284-917e17ccc006_7C_0.html?utm_medium=Twitter&utm_campaign=Internal+Share&utm_content=Screen

Illustration(s) :

Pokko et le tambour, texte et illustrations de Matthew Forsythe, traduction de Nadine Robert, éditions Comme des géants

Image fournie par les Éditions comme des géants

Enterrer la lune, texte d'Andrée Poulin, illustrations de Sonali Zohra, éditions La courte échelle

Image fournie par les éditions La courte échelle

Enterrer la lune, texte d'Andrée Poulin, illustrations de Sonali Zohra, éditions La courte échelle

Image fournie par les éditions La courte échelle

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200714-LAA-97d5e87b9739f1b700eac59ce3cbbb42

Source name	Mardi 14 juillet 2020
Source type	La Presse+ • p. ARTS et être_1,ARTS et être_5 • 814 words
Periodicity	Daily
Geographical coverage	Chronique
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

p. arts
p. arts
et et
être_1 être_5

Tête-à-tête virtuel sur Instagram

Conversation avec Marcus Samuelsson : « Le changement n'est jamais facile »

Marie-Claude Lortie
La Presse

Depuis le début du confinement, notre chroniqueuse Marie-Claude Lortie s'entretient sur Instagram avec des personnalités de partout, de Janette Bertrand, à Massimo Bottura, en passant par Christiane Germain et John Zeppetelli. Pour parler de sujets aussi variés que les conséquences de la crise sur les restaurants ou la pauvreté en Afrique du Sud. La semaine dernière, elle s'est entretenue en direct de New York avec Marcus Samuelsson, chef et restaurateur américain d'origine suédoise né en Éthiopie, qui pilote aussi le restaurant Marcus à Montréal, sur Black Lives Matter, son identité et son amour pour Montréal, notamment.

Marie-Claude Lortie : Comment avez-vous réagi face à la résurgence du mouvement Black Lives Matter ?

Marcus Samuelsson : C'est une conversation importante qu'on est en train d'avoir. Il n'y a pas de doute que le racisme structurel existe, il n'y a pas de doute qu'il faut qu'il y ait des changements dans la police. On a tous vu les vidéos en espérant qu'elles finissent différemment. C'est horrifiant. Le fait qu'on ait eu à arriver à George Floyd et ces 8 minutes et 46 secondes... Je ne pense pas qu'on l'ait jamais vu aussi clairement auparavant même si, comme homme noir, je savais que ça existait. J'y ai pensé beaucoup, ai pensé beaucoup à mon fils, qui a trois ans et demi, à quand je devrai parler de ce sujet, avoir cette conversation, avec lui. Le change-

ment n'est jamais facile et ce n'est pas joli à regarder. Ça se passe une étape à la fois. Mais on vit des temps très importants. Et ce n'est pas juste aux États-Unis. Le monde traverse ça aussi. Les gens marginalisés se lèvent, tous ceux qui ont appris des mouvements des années 50 et 60, pour la défense des droits de la personne, des droits des femmes, etc. Et cette fois-ci, les manifestants sont de toutes races, de tous genres, âges, et tout ça est documenté sur les réseaux sociaux. Et les plus jeunes sont de la génération Obama, qui ont grandi avec un homme noir à la présidence. On ne va pas reculer. Ça va avancer. C'est difficile, le changement. Ça va prendre du temps.

MCL : Avez-vous envie parfois de retourner en Suède ? Une société tolérante, pas conflictuelle, où les différences sociales sont moins prononcées ?



Marcus Samuelsson, chef et restaurateur américain d'origine suédoise né en Éthiopie . Photo Bernard Brault, La Presse

MS : Je suis chanceux d'avoir été adopté, un enfant africain adopté en Suède. Je me sens adopté à plusieurs endroits, dont Montréal et au Canada. Je suis un réel immigrant aux États-Unis. Contrairement aux réfugiés, c'est un choix que j'ai fait. J'ai le grand privilège de pouvoir retourner en Suède si je le décide. Ça me donne confiance. Il faut comprendre les priviléges qu'on a. Et comme homme noir, j'ai le privilège d'être un citoyen suédois, cela me donne la possibilité de choisir.

Saved documents

« J'ai choisi de vivre à New York. J'ai choisi d'être un exemple pour les gens qui me ressemblent, dans mon industrie, de leur montrer qu'on peut aller jusqu'au sommet. Et faire ça à partir de New York et même de Harlem, c'est une base unique, très forte. Je ne pense pas que j'aurais pu avoir la même trajectoire à partir de la Suède. »

— Marcus Samuelsson

J'aurais pu être aussi bon comme chef et peut-être que personnellement, individuellement, j'aurais accompli encore plus, mais je veux faire partager. Ce qu'on a fait à Montréal, je ne l'aurais pas fait si j'avais été installé à Stockholm. Je vis une super vie parce que New York est mon tremplin.

MCL : Et comment trouvez-vous Montréal ?

MS : J'adore. Montréal me manque beaucoup. Du point de vue de la créativité, vu sa taille, c'est une des meilleures villes du monde. Les conférences comme C2, les restaurants, l'ancienne partie de la ville et la nouvelle, les universités, le français et l'anglais, tout ça alimente la créativité. Montréal m'a bien accepté et j'ai été très chanceux d'avoir été accueilli comme ça.

MCL : Pourquoi avoir ouvert le Red Rooster à Harlem, alors que vous aviez un restaurant dans Midtown, Aquavit, qui fonctionnait très bien ?

MS : Harlem m'a donné autant que j'ai donné à Harlem. Comme chef, j'avais besoin de me sentir chez moi, au-delà du contexte traditionnel de la cuisine new-yorkaise. J'avais un restaurant dans Midtown, bien établi, tout près du MoMA. Tout ce que j'aurais pu souhaiter. Mais

peut-être parce que je suis un enfant adopté, peut-être parce que je suis noir, peut-être parce que je suis immigrant, je cherchais une identité qui allait avec moi, comme personne. Harlem m'a donné ce que je cherchais. Mais j'ai dû étudier. J'ai déménagé en 2002, j'ai ouvert le Red Rooster en 2010. J'ai fait des recherches. Et quand j'ai trouvé à quoi ressemblait l'excellence noire, j'ai ouvert le restaurant.

Regardez

La conversation en entier

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/5e0a4ed9-9d98-49b6-89e4-78ef3e0111ef_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :

Marie-Claude Lortie s'est entretenue avec Marcus Samuelsson sur Instagram.

. Photo tirée d'Instagram

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public- Library2 for personal and temporary display.

news:20201219-LAA-5502e23f89e0619a370d4a4f811c0ed8

Source name	Samedi 19 décembre 2020
Source type	La Presse+
Periodicity	Press • Newspapers
Geographical coverage	Daily
Origin	Provincial
	En bref
	Montreal, Quebec, Canada

La Presse+ • p.
ACTUALITÉS_19_4 • 164
words

ACTUALITÉS

En bref

La pandémie, la nouvelle de l'année au Canada

Jean-Benoit Legault
La Presse Canadienne

Le virus mortel qui a balayé le Canada cette année a fait la manchette, causé des milliers de morts, infecté des dizaines de milliers de personnes et entraîné de profonds bouleversements sociaux et économiques. La pandémie, évènement mondial sans précédent de mémoire récente, a éclaté en mars, dominant aussi bien les conversations que les bulletins d'informations. Il n'y a donc rien d'étonnant au fait que les directeurs des salles de rédaction de partout au Canada l'aient choisie comme nouvelle de l'année de La Presse Canadienne, pulvérisant toutes ses rivales. Avec 165 535 infections et 7533 morts en date du 14 décembre, aucune province canadienne n'a été plus malmenée que le Québec par le coronavirus. Une nouvelle prise de conscience de la réalité du racisme au Canada, provoquée par la mort d'un Noir aux mains de policiers américains, est arrivée en deuxième place.



Le personnel soignant de l'hôpital Charles-Le Moyne de Longueuil soigne un patient sous respirateur.

PHOTO OLIVIER JEAN, ARCHIVES LA PRESSE

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/10bee367-98de-45e0-9e40-dcd4d65fc00a_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200611-LAA-12867294ff1f44d04dd1854a5919432a

Source name	Jeudi 11 juin 2020
La Presse+	
Source type	La Presse+ • p. Arts et être_1, Arts et être_5 • 1009 words
Press • Newspapers	
Periodicity	Médias
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p. arts
arts et
et être_1 être_5

Harper's Bazaar

Nomination historique pour une Montréalaise d'origine

Nathalie Collard
La Presse

Le Harper's Bazaar, plus ancien magazine de mode aux États-Unis, a choisi la journée des funérailles de George Floyd pour annoncer la nomination de Samira Nasr, première femme noire au poste de rédacitrice en chef. Ce n'est pas un hasard.

Ça aura pris 153 ans au Harper's Bazaar pour nommer une femme de couleur à sa tête. Hearst Magazines a annoncé mercredi la nomination de Samira Nasr, 50 ans, originaire de Montréal, qui dirige actuellement la mode au magazine Vanity Fair.

Mme Nasr a entrepris sa carrière au défunt magazine Mirabella avant de devenir l'assistante de la mythique Grace Coddington au Vogue. Elle a également occupé des postes chez Elle et In Style. Elle était au Vanity Fair depuis 2018.

Sa nomination arrive à un moment charnière aux États-Unis, alors qu'ont lieu des manifestations contre le racisme dans une foule de grandes villes partout au pays.

« Je suis fière de prendre les commandes d'un magazine iconique à ce moment

particulier de l'histoire », a déclaré la New-Yorkaise d'adoption dans une brève déclaration vidéo qui circule dans les réseaux sociaux depuis mercredi.

Dans sa courte allocution, Samira Nasr s'est présentée comme « la fière fille d'un père libanais et d'une mère trinidadienne », elle a parlé de sa vision large qui englobait la couleur et la diversité. Elle a également remercié les militants du mouvement Black Lives Matter, en déclarant : « J'espère que nous pourrons unir nos forces pour amplifier un message d'égalité ».

Sensibilité montréalaise

« C'est une femme engagée avec des valeurs et des positions claires, on voit sur son compte Instagram que la diversité est importante pour elle », souligne Annie Horth, directrice de la création aux magazines ELLE Québec et ELLE Canada.

« Elle est super talentueuse », ajoute Horth, qui suit la carrière de Samira Nasr depuis des années.

« C'est une vraie fierté pour Montréal, elle a changé la donne en peu

Samira Nasr à l'occasion d'un évènement organisé par Louis Vuitton en 2018

PHOTO DIMITRIOS KAMBOURIS,
ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

de temps au Vanity Fair. Elle est vraiment de son temps, en touche avec la mode de la rue et la haute couture. Ce n'est jamais beige avec elle, elle a un edge. »

— Annie Horth, directrice de la création aux magazines ELLE Québec et ELLE Canada

« Il y a beaucoup de Montréal dans sa sensibilité à la mixité des cultures, note pour sa part Martine St-Victor, stratég en communications. Samira Nasr a une signature, un flair. En termes de style, elle est tout le temps en avance sur les autres. Ce qu'elle met de l'avant, tu le verras ailleurs deux mois plus tard. Son frère, qui œuvre dans le milieu de la restauration à New York [il est actuellement chef chez Frenchette, dans Tribeca], fait preuve de la même audace dans ses assiettes. »

Son ami Herby Moreau, qui l'a connue au Collège Brébeuf, affirme que Samira Nasr a toujours eu un sens aiguisé de la



Saved documents

mode. « Elle est tombée dedans quand elle était petite, lance-t-il. Au cégep, elle avait un style bien à elle et les autres voulaient l'imiter. Sa marque de commerce, c'est le jeans et la marinère. Elle doit bien avoir 75 paires de jeans ! »

Sa nomination est un pied de nez aux Anna Wintour de ce monde, estime le journaliste et animateur.

« Samira est simple et accessible, proche de la réalité des lectrices. C'est une mère célibataire qui te parle de la réalité de concilier travail et famille. Elle ne glamourise pas son travail, elle parle de la vraie vie. »

— Herby Moreau, ami de Samira Nasr

Dans une entrevue accordée il y a quelques années à la publication The Glow, Samira Nasr a confié qu'elle souhaitait élever son fils, aujourd'hui âgé de 6 ans, comme un féministe.

Herby Moreau, qui lui a parlé la semaine dernière à l'occasion de ses 50 ans, estime que son amie a une feuille de route parfaite. « C'est une personne qui a de la profondeur, quelqu'un qui a du style ET un discours social. »

Changement de garde

Les lectrices devront donc s'attendre à voir un changement de ton dans les pages du Harper's Bazaar, magazine « poussiéreux », selon Annie Horth, qui, comme bien des publications, a observé une chute de son lectorat et une baisse de ses revenus publicitaires au cours des dernières années. Samira Nasr dirigera le magazine et le site web, ce qui lui permettra d'avoir une influence sur tout le contenu. « Je trouve intéressant que ce soit quelqu'un qui vienne du stylisme, souligne Annie Horth. Avant elle, il y a

eu Edward Enninful nommé au Vogue UK. Cela prouve que ce n'est pas parce que tu viens du monde de la mode que tu n'as pas quelque chose à dire sur la société et la politique. »

Martine St-Victor croit pour sa part que l'influence du Teen Vogue, qui s'est distingué par sa couverture politique de la dernière campagne électorale américaine, a sûrement joué. On dit d'ailleurs que Samira Nasr, qui doit entrer en fonction le 6 juillet, portera davantage attention à la politique et à l'actualité en général, et qu'elle tentera de rajeunir le lectorat, dont l'âge moyen tourne autour de 42 ans.

Industrie ébranlée

Sa nomination arrive alors que l'industrie des médias américains est fortement ébranlée par la vague de protestation qui a pris d'assaut les réseaux sociaux depuis l'assassinat de George Floyd. Cette semaine, deux rédacteurs en chef de publications phares — Adam Rapoport, de Bon Appétit, et Christene Barberich, de Refinery29 — ont démissionné après avoir reconnu des pratiques discriminatoires au sein de leur entreprise.

De son côté, Anna Wintour, grande patronne de Vogue chez Conde Nast, a envoyé une note à son personnel mercredi dans laquelle elle reconnaissait ne pas avoir fait suffisamment place aux créateurs, rédacteurs et photographes noirs. Elle a également affirmé que « cela ne devait pas être facile d'être un employé noir au magazine Vogue ». « Je regarde mon fil Twitter et c'est comme #metoo, affirme Martine St-Victor. Tout le monde a son histoire de racisme à raconter. La nomination de Samira Nasr est la réponse d'une industrie qui vient de

réaliser qu'elle vivait dans un autre siècle. »

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/bedc57fc-6635-404b-8516-dd3130cdd7ab_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.

Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.
news-20200815-CY-5285422

Source name	Samedi 15 août 2020
Source type	La Presse (site web) • 1658 words
Periodicity	Press • Online Press
Geographical coverage	Continuously
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

Sous la couverture

CHANTAL GUY

Le meurtre de George Floyd, qui a remis plus que jamais le mouvement Black Lives Matter sur le devant de la scène, a eu un impact dans les salles de rédaction des magazines féminins pour lesquels l'édition du mois de septembre est la plus prestigieuse.

Cela a des échos jusqu'au Québec. *Clin d'oeil* a choisi la rappeuse Sarahmée pour la couverture de son plus récent numéro, tandis que le magazine *Véro*, en kiosque le 20 août, fait sa une avec 11 femmes noires influentes, sous le titre *Non au racisme !* : Dominique Fils-Aimé, Mélissa Bédard, notre collègue journaliste Marissa Groguhé, Fabienne Colas, Sarahmée, Régine Laurent, Alicia Kazobinka, Noémi Mercier, Carla Beauvais, Jennifer Abel et Naila Tremblay. Ce sera la première fois depuis la création du magazine qui porte son nom que Véronique Cloutier n'apparaîtra pas en couverture.

Prise de conscience ? Air du temps ? Opportunisme ? C'est une couverture qui suscitera toutes sortes de réactions, positives et négatives, et Véronique Cloutier en est bien consciente. « Quand sont mises de l'avant les injustices que subissent les Noirs, comme bien des gens, je sympathise, j'ai de la compassion, je suis outrée, mais pour moi, ça s'arrêtait là, confie-t-elle. Mais là, je pense qu'on peut dire merci à la

pandémie et aux réseaux sociaux, parce que cette fois-ci, j'ai décidé de pousser ma réflexion. Les réseaux sociaux ont parlé tellement fort après le meurtre de George Floyd qu'il faut être bien insensible pour ne pas écouter. »

« Ce n'est plus assez de ne pas être raciste, il faut être antiraciste. Je pense que la prise de conscience est vaste, collective, et à l'échelle planétaire. Vraiment, dans ma vie, ça a changé quelque chose. Je veux faire plus et mieux. »

— Véronique Cloutier

Sophie Banford, directrice générale chez KO Media et KO Éditions, qui héberge le magazine *Véro*, rappelle que l'entreprise a racheté *Elle Québec* et *Elle Canada* l'an dernier, et que l'inclusion et la diversité font partie de l'esprit des magazines : corporelle, sexuelle, générationnelle et culturelle. Le *Elle Canada* est dirigé par Vanessa Craft, femme noire, et le deuxième numéro sous KO Media, avec Winnie Harlow et Stephan James en couverture, a été un franc succès, dit-elle. Mais elle avoue

que la mort de George Floyd a suscité énormément de discussions au sein des équipes québécoises.

« Je croyais qu'on était plus loin qu'on l'est vraiment. Je pense qu'il faut continuer ce qu'on a commencé, et que ça passe par l'éducation. En 2020, on entend souvent dire au Québec qu'on n'est pas raciste, mais je regardais les nominations aux prix Gémeaux, et tu vois qu'il y a beaucoup à faire dans certains domaines. »

— Sophie Banford, directrice générale chez KO Media et KO Éditions

Elle ne croit pas que les magazines québécois sont en retard par rapport au reste du monde, mais ce n'est pas le son de cloche que j'entends de la part de femmes racisées. D'ailleurs, certaines ont refusé de faire la couverture du *Véro*, par crainte d'être utilisées, ou peut-être juste lasses d'être sollicitées seulement pour ce genre de projet. « C'est une méfiance que je comprends à 100 %, dit Véronique Cloutier. Ce que j'ai compris dans les derniers mois, c'est que la diversité, ce n'est plus assez. Ce

Saved documents

n'est plus assez de mettre une personne noire en couverture pour qu'elles soient représentées. Il faut savoir mieux les mettre en lumière, il faut engager des gens à d'autres niveaux, en avoir aussi dans la direction, chez les pigistes... »

Véronique Cloutier a écrit une lettre aux 11 participantes dans laquelle elle s'engage à encore plus diversifier son équipe sur tous les plans. « Tsé, il y a 15 ans, il n'y avait pas de *coachs* ni de directeurs noirs dans la NFL, juste des joueurs, explique-t-elle. Ils ont obligé la ligue à rencontrer des candidats noirs pour chacun des postes de direction qu'ils affichaient, et 15 ans plus tard, il y en a plein dans les postes de direction. Je me mets à leur place : heille, il faut vraiment vous obliger ? »

« Ce numéro est un premier pas important, poursuit-elle. Parce qu'on n'a pas juste pris des filles pour faire des portraits, on a aussi engagé des maquilleuses et des coiffeuses noires qu'on ne connaissait pas. Elles ont fait une super job, et ma directrice artistique va les rappeler pour d'autres *shootings*. Ça nous permet de s'ouvrir un peu et de voir qu'il y a plein de talents partout chez les personnes racisées, et on fait de belles découvertes, évidemment. »

Véronique Cloutier considère que c'est un avancement qui doit se faire main dans la main. « Je suis infiniment reconnaissante envers les 11 femmes qui ont dit oui. Si aucune femme noire ne veut faire mon *cover*, je n'avance pas, malgré toutes les bonnes intentions du monde. Je suis très émue et fébrile de lancer ce numéro-là, je le fais avec toute l'humilité du monde, ce n'est pas pour me faire dire bravo. Dans mes réflexions des derniers mois, j'ai bien intégré le concept de privilège blanc. Je com-

prends que c'est à moi d'utiliser ma voix pour donner un tremplin aux autres. Elles n'ont pas besoin de moi pour parler, rayonner et s'accomplir, mais elles ont peut-être besoin de moi pour le faire savoir. »

Et elle espère bien sûr que le numéro aura du succès, bien qu'elle sache pertinemment que son lectorat est principalement blanc. « Je le dis en toute modestie, j'espère que ça va ouvrir les yeux de certaines personnes. Si ça ne marche pas bien, ça va être un peu triste comme constat. Mais j'ai confiance en mes lectrices, et puis l'autre affaire, c'est que ce serait le fun que ça amène de nouvelles lectrices qui n'achètent pas spontanément le *Véro*. Que ça attire leur attention pour les bonnes raisons. »

« Montre-moi ton C.A. »

Personne n'est contre la vertu, mais beaucoup de personnes racisées sont échaudées face à des engouements passagers dictés par l'actualité brûlante. Elles craignent avec raison de participer à une ouverture de façade, en plus d'en avoir assez qu'on les appelle uniquement quand ça chauffe sur la question du racisme. La journaliste et animatrice Noémi Mercier, bien sûr flattée d'apparaître aux côtés des 10 autres femmes sur la une du *Véro*, considère que ce n'est pas un aboutissement, mais le jour 1 de quelque chose. « Je pense que l'industrie des médias est globalement en retard sur ces enjeux, note-t-elle. Les magazines féminins n'ont pas à être tenus à de plus hauts standards que les autres médias, mais il faut reconnaître qu'ils sont plus avancés que d'autres magazines québécois qui ne traitent même pas de ces sujets dans leurs pages. »

En fait, dans un monde idéal, ce genre

de couverture ne devrait plus faire l'événement, selon Vanessa Destiné, chercheuse et chroniqueuse au *15-18*, qui a été marquée, lors d'une récente manif de Black Lives Matter, par une pancarte où l'on pouvait lire « *Show me your executive board* » (« montre-moi ton conseil d'administration »). « Je dirais aussi "montre-moi ta salle de rédaction". Parce que c'est le noeud du problème. Il faut que les équipes soient diversifiées et qu'il y ait une multitude de points de vue. Ce n'est pas normal qu'il n'y ait que des rédactrices blanches pour écrire sur des sujets complexes comme le racisme ou l'intersectionnalité. Cela ne veut pas dire non plus que tous les magazines féminins doivent du jour au lendemain être militants. Je pense qu'au contraire, ce serait merveilleux de donner la chance à des femmes racisées de ne pas être politisées, d'écrire sur les dernières tendances ou sur le maquillage, d'avoir la chance d'être insouciantes elles aussi. »

Vanessa Destiné a trouvé magnifique la une du *Clin d'oeil* avec Sarahmée, mais elle considère aussi que ça aurait pu être fait avant. « Elle a eu une année de fou en 2019, première nomination à l'ADISQ, elle a lancé son album, c'est une rappeuse noire dans un *rap game* au Québec qui est dominé par les Blancs. C'étaient plusieurs *statements* en soi, et on attend Black Lives Matter pour la mettre en une. C'est difficile à dire, parce que je sais que du côté des salles de rédaction, c'est "damned if you do, damned if you don't". Le *call out* va venir de toute façon. Parce que Black Lives Matter, c'est depuis 2014, et les discussions sur la diversité au Québec ont été amorcées à peu près dans cette période-là. Je ne comprends pas qu'on soit devant le fait accompli de cette mobilisation planétaire et qu'on se dise qu'il

Saved documents

faut prendre le train. Le train est déjà passé ! »

<https://www.lapresse.ca/arts/202008/14/01-5285422-sous-la-couverture.php>

Il faut aussi comprendre, dit-elle, que la diversité est beaucoup plus complexe que le rapport noir-blanc et que d'autres communautés sont marginalisées. « Dans la conversation au Québec sur la diversité, la solution d'à peu près tout le monde est juste de mettre un Noir quelque part. Il faut élargir la discussion pour que les Noirs n'incarnent pas cette diversité, parce qu'on n'en a pas le monopole. »

L'écrivaine Chloé Savoie-Bernard est celle qui a signé le portrait de Sarahmée dans *Clin d'oeil*. Elle me raconte qu'à l'apogée de Black Lives Matter, sa boîte privée d'Instagram a été envahie de personnes dont elle était de toute évidence la seule connaissance noire, et qui lui demandaient son opinion. « C'est lourd émotionnellement de recevoir ça », souligne-t-elle.

Elle se rappelle aussi avoir délaissé ces magazines quand elle était plus jeune, à force de ne pas voir sa réalité dans leurs pages. « Les cinq coiffures de l'été, je ne pouvais jamais me les faire... Je pense qu'il ne faut pas sous-estimer l'impact d'une couverture avec une personne non seulement noire, mais queer, et qui n'a pas la peau pâle, avec les cheveux rasés ! Je suis ravie d'avoir écrit l'article, mais on veut que ça continue. Ce qui pourra déterminer si c'est opportuniste ou non, c'est l'avenir. Si ça prend encore des années avant qu'une femme racisée fasse la couverture d'un magazine, on pourra dire à rebours que ça l'était. Mais j'ai envie d'avoir cet optimisme-là que les choses vont peut-être changer. »

**This article appeared in La Presse
(site web)**

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20200815-LAA-4dfb34366000f4428dde435ea418e6cf

Source name	Samedi 15 août 2020	p. arts et être_1
Source type	La Presse+ • p. ARTS et être_1,ARTS et être_2_1 • 1070 words	arts et être_2_1
Periodicity	Chronique	
Geographical coverage		
Origin	Provincial	
	Montreal, Quebec, Canada	

Sous la couverture

Chantal Guy

La Presse

Le meurtre de George Floyd, qui a remis plus que jamais le mouvement Black Lives Matter sur le devant de la scène, a eu un impact dans les salles de rédaction des magazines féminins pour lesquels l'édition du mois de septembre est la plus prestigieuse.

Cela a des échos jusqu'au Québec. Clin d'œil a choisi la rappeuse Sarahmée pour la couverture de son plus récent numéro, tandis que le magazine Véro, en kiosque le 20 août, fait sa une avec 11 femmes noires influentes, sous le titre Non au racisme ! : Dominique Fils-Aimé, Mélissa Bédard, notre collègue journaliste Marissa Groguhé, Fabienne Colas, Sarahmée, Régine Laurent, Alicia Kazobinka, Noémie Mercier, Carla Beuvais, Jennifer Abel et Naila Tremblay. Ce sera la première fois depuis la création du magazine qui porte son nom que Véronique Cloutier n'apparaîtra pas en couverture.

Prise de conscience ? Air du temps ? Opportunisme ? C'est une couverture qui suscitera toutes sortes de réactions, positives et négatives, et Véronique Cloutier en est bien consciente. « Quand sont mises de l'avant les injustices que

subissent les Noirs, comme bien des gens, je sympathise, j'ai de la compassion, je suis outrée, mais pour moi, ça s'arrêtait là, confie-t-elle. Mais là, je pense qu'on peut dire merci à la pandémie et aux réseaux sociaux, parce que cette fois-ci, j'ai décidé de pousser ma réflexion. Les réseaux sociaux ont parlé tellement fort après le meurtre de George Floyd qu'il faut être bien insensible pour ne pas écouter. »

« Ce n'est plus assez de ne pas être raciste, il faut être antiraciste. Je pense que la prise de conscience est vaste, collective, et à l'échelle planétaire. Vraiment, dans ma vie, ça a changé quelque chose. Je veux faire plus et mieux. »

— Véronique Cloutier

Sophie Banford, directrice générale chez KO Media et KO Éditions, qui héberge le magazine Véro, rappelle que l'entreprise a racheté Elle Québec et Elle Canada l'an dernier, et que l'inclusion et la diversité font partie de l'esprit des magazines : corporelle, sexuelle, générationnelle et culturelle. Le Elle Canada est dirigé par Vanessa Craft, femme noire, et le deuxième numéro sous KO Media, avec Winnie Harlow et Stephan James en couverture, a été un

Le numéro du Vogue UK est consacré à l'activisme en proposant une galerie de portraits de personnes engagées, avec en couverture la mannequin Adwoa Aboah et le footballeur Marcus Rashford, photographiés par Misan Harriman, qui est le premier photographe noir à prendre la une en 104 ans de l'histoire du magazine anglais.

IMAGE DE LA COUVERTURE DE VOGUE UK

franc succès, dit-elle. Mais elle avoue que la mort de George Floyd a suscité énormément de discussions au sein des équipes québécoises.

« Je croyais qu'on était plus loin qu'on l'est vraiment. Je pense qu'il faut continuer ce qu'on a commencé, et que ça passe par l'éducation. En 2020, on entend souvent dire au Québec qu'on n'est pas raciste, mais je regardais les nominations aux prix Gémeaux, et tu vois qu'il y a beaucoup à faire dans certains domaines. »

— Sophie Banford, directrice générale chez KO Media et KO Éditions

Elle ne croit pas que les magazines québécois sont en retard par rapport au reste du monde, mais ce n'est pas le son de cloche que j'entends de la part de femmes racisées. D'ailleurs, certaines

Saved documents

ont refusé de faire la couverture du Véro, par crainte d'être utilisées, ou peut-être juste lasses d'être sollicitées seulement pour ce genre de projet. « C'est une méfiance que je comprends à 100 %, dit Véronique Cloutier. Ce que j'ai compris dans les derniers mois, c'est que la diversité, ce n'est plus assez. Ce n'est plus assez de mettre une personne noire en couverture pour qu'elles soient représentées. Il faut savoir mieux les mettre en lumière, il faut engager des gens à d'autres niveaux, en avoir aussi dans la direction, chez les pigistes... »

Véronique Cloutier a écrit une lettre aux 11 participantes dans laquelle elle s'engage à encore plus diversifier son équipe sur tous les plans. « Tsé, il y a 15 ans, il n'y avait pas de coachs ni de directeurs noirs dans la NFL, juste des joueurs, explique-t-elle. Ils ont obligé la ligue à rencontrer des candidats noirs pour chacun des postes de direction qu'ils affichaient, et 15 ans plus tard, il y en a plein dans les postes de direction. Je me mets à leur place : heille, il faut vraiment vous obliger ? »

« Ce numéro est un premier pas important, poursuit-elle. Parce qu'on n'a pas juste pris des filles pour faire des portraits, on a aussi engagé des maquilleuses et des coiffeuses noires qu'on ne connaissait pas. Elles ont fait une super job, et ma directrice artistique va les rappeler pour d'autres shootings. Ça nous permet de s'ouvrir un peu et de voir qu'il y a plein de talents partout chez les personnes racisées, et on fait de belles découvertes, évidemment. »

Véronique Cloutier considère que c'est un avancement qui doit se faire main dans la main. « Je suis infiniment reconnaissante envers les 11 femmes qui ont dit oui. Si aucune femme noire ne

veut faire mon cover, je n'avance pas, malgré toutes les bonnes intentions du monde. Je suis très émue et fébrile de lancer ce numéro-là, je le fais avec toute l'humilité du monde, ce n'est pas pour me faire dire bravo. Dans mes réflexions des derniers mois, j'ai bien intégré le concept de privilège blanc. Je comprends que c'est à moi d'utiliser ma voix pour donner un tremplin aux autres. Elles n'ont pas besoin de moi pour parler, rayonner et s'accomplir, mais elles ont peut-être besoin de moi pour le faire savoir. »

Et elle espère bien sûr que le numéro aura du succès, bien qu'elle sache pertinemment que son lectorat est principalement blanc. « Je le dis en toute modestie, j'espère que ça va ouvrir les yeux de certaines personnes. Si ça ne marche pas bien, ça va être un peu triste comme constat. Mais j'ai confiance en mes lectrices, et puis l'autre affaire, c'est que ce serait le fun que ça amène de nouvelles lectrices qui n'achètent pas spontanément le Véro. Que ça attire leur attention pour les bonnes raisons. »

IMAGE DE LA COUVERTURE DU MAGAZINE OPRAH

Le magazine Châtelaine consacre sa couverture à la journaliste et animatrice Tracy Moore, qui aborde le racisme systémique.

IMAGE DE LA COUVERTURE DE CHÂTELAINÉ



Véronique Cloutier.

PHOTO MARCO CAMPANOZZI,
ARCHIVES LA PRESSE



Sophie Banford, directrice générale chez KO Media et KO Éditions

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/8cef3e34-392f-4c27-bac2-d662cf999e9d_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :

Pour la première fois, Oprah Winfrey ne fait pas la couverture de son célèbre magazine. La couverture du numéro de septembre rend en effet hommage à Breonna Taylor, elle aussi victime de brutalité policière.

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200715-LAA-1f21632327ff062ba81c95ed8955ef22

Source name	Mercredi 15 juillet 2020
Source type	La Presse+ • p. ARTS et être_11 • 293 words
Periodicity	En images
Daily	
Geographical coverage	Press • Newspapers
Provincial	
Origin	
Montreal, Quebec, Canada	

p.
arts
et
être_11

La vie des noir. e. s compte : une fresque en soutien aux communautés noires

La Presse

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/3634bfad-f3e1-4bec-9d43-ac2c590a117f_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :



L'œuvre montréalaise a été réalisée grâce à l'initiative de la Fondation Dynastie et d'une vingtaine d'artistes. Les lettres du mot « compte » ont été peintes aux couleurs de l'arc-en-ciel afin de souligner l'importance des communautés LGBTQ+. Il s'agit aussi d'un clin d'œil au slogan « ça va bien aller » lancé au début de la pandémie. Le slogan « Black Lives Matter » a été peint devant la Maison-Blanche, à Washington, devant la tour Trump de la 5e Avenue, à Manhattan, à Dallas, à Los Angeles et à Toronto, pour n'énumérer que ces villes-là.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND,
LA PRESSE



Le collectif montréalais a obtenu l'aval de la Ville de Montréal pour réaliser l'œuvre rue Sainte-Catherine de 7 m sur 100 m. « En soutenant la création de cette œuvre, la Ville de Montréal souhaite exprimer sa solidarité au mouvement et joindre sa voix pour affirmer haut et fort que la vie des Noirs compte », a affirmé la mairesse de Montréal, Valérie Plante. Sur la photo, Niti Marcelle Mueth, directrice artistique de l'organisme Never Was Average.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND,
LA PRESSE



Organismes et artistes montréalais se sont unis pour peindre, en lettres capitales, « la vie des noir. e. s compte/black lives matter » dans la rue Sainte-Catherine, entre les rues Saint-Hubert et Saint-André, mardi après-midi. Ce slogan peint dans la rue se multiplie depuis quelques jours, principalement aux États-Unis, mais aussi au Canada.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE



C'est la première fresque de rue de ce type traduite en français. Ces œuvres sont des déclarations de solidarité contre le racisme et la brutalité policière. Le mouvement de manifestation qui réclame une justice pour les vies noires perdues a explosé avec la mort de George Floyd, homme noir tué par un policier blanc, à Minneapolis, le 25 mai dernier.

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20201020-CY-5294406

Source name	Mardi 20 octobre 2020
La Presse (site web)	
Source type	La Presse (site web) • 1252 words
Periodicity	Press • Online Press
Continuously	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

Je suis prof

ISABELLE HACHEY

Le 9 septembre, Verushka Lieutenant-Duval a annulé son cours à l'Université d'Ottawa pour permettre à ses étudiants de participer à une manif Black Lives Matter (BLM).

Pour elle, ça allait de soi.

Ph. D. en humanités-beaux-arts de l'Université Concordia, elle s'est toujours fait un devoir de présenter l'histoire de l'art dans une « perspective féministe et inclusive ».

Elle enseigne par exemple à quel point la représentation des femmes africaines et moyen-orientales est stéréotypée dans l'art occidental du XIXe siècle.

L'inclusion. La diversité. Le féminisme. Ce sont des thèmes chers à cette intellectuelle québécoise. Plus encore, c'est ce qui l'a toujours définie... jusqu'à présent.

Désormais, Verushka Lieutenant-Duval est dépeinte sur les réseaux sociaux comme une ignorante. Une raciste bornée qui ne comprend rien à rien et qui mériterait d'être envoyée dans un camp de rééducation.

Et l'Université d'Ottawa ne fait rien, ou si peu, pour la défendre.

« Ça me rend encore plus triste de voir

que malgré mes efforts [d'ouverture], la seule prononciation d'un mot dans le cadre d'une explication savante me vaut d'être taxée de racisme », m'a-t-elle confié, lundi.

Elle était secouée. On le serait à moins. Le recteur de l'Université d'Ottawa, Jacques Frémont, venait pratiquement de déclarer coupable de « microagression » envers ses étudiants noirs pour « l'utilisation du mot entier commençant par n ».

« Les membres des groupes dominants n'ont tout simplement pas la légitimité pour décider de ce qui constitue une microagression », a-t-il écrit dans une déclaration.

« Lors de l'incident, l'enseignante avait tout à fait le choix, dans ses propos, d'utiliser ou non le mot commençant par n ; elle a choisi de le faire avec les conséquences que l'on sait. »

Autrement dit : tu aurais dû savoir que n**ger est un mot tabou, un mot Voldemort qu'on ne prononce en aucune circonstance. Maintenant, arrange-toi avec tes troubles, fille.

Verushka Lieutenant-Duval est fière d'enseigner à l'Université d'Ottawa. Elle est passionnée par son métier. Ça ne l'empêche pas d'être « estomaquée » par la lettre du recteur. « Ce qui me déçoit, c'est qu'on laisse croire que j'ai commis un acte de racisme. »

Elle sait parfaitement que le mot n**ger est une terrible insulte pour les Noirs. Elle sait qu'il est inacceptable de l'utiliser pour diminuer ou écraser une personne de couleur.

Elle sait que c'est un mot qui fait mal, « sorti de la fournaise de l'esclavage », pour reprendre la formule de Dany Laferrière, qu'on cite décidément beaucoup ces temps-ci.

Elle sait qu'on a longtemps utilisé ce terme pour désigner des Noirs traités comme des sous-hommes.

Mais elle ne savait pas qu'il lui était interdit de le prononcer pour expliquer un concept théorique. « Le seul fait de prononcer un mot vous fait devenir instantanément une personne raciste. Je trouve ça extrêmement perturbant. Cela

Saved documents

ouvre la porte à tellement de dérives... »

Si elle avait su, elle ne l'aurait pas utilisé. Elle n'a jamais eu l'intention de blesser quelqu'un.

« Ce qui m'effraie, dit-elle, c'est la haine que j'ai palpée dans les commentaires à mon sujet, sur les médias sociaux. Cela m'a complètement bouleversée de voir qu'on puisse penser éradiquer le racisme par la haine. »

Ces jours-ci, personne n'est plus heureux de l'obligation de porter le masque en public que Verushka Lieutenant-Duval. Ça lui donne l'impression de se fondre dans le décor.

« J'ai peur pour ma sécurité. J'ai peur de sortir dans la rue et d'être reconnue. Je ne réponds pas au téléphone quand c'est un numéro masqué. »

– Verushka Lieutenant-Duval

C'est que l'étudiante qui a tout déclenché en publiant le courriel d'excuses de Mme Lieutenant-Duval sur Twitter, le 1er octobre, a aussi publié son nom, son numéro de téléphone et son adresse personnelle. Le tweet vengeur, effacé depuis, a eu le temps de se répandre sur le Net.

Le lendemain de cette dénonciation publique, Mme Lieutenant-Duval n'a reçu aucun soutien de l'Université d'Ottawa. Ce jour-là, tout ce qu'elle a reçu, c'est une lettre lui annonçant sa suspension, le temps de faire enquête.

L'angoisse de Mme Lieutenant-Duval est montée d'un cran, vendredi, après la décapitation de l'enseignant Samuel

Paty à la sortie de son collège, en France. Dans un cours sur la liberté d'expression, M. Paty avait montré à ses élèves les caricatures de Mahomet parues dans *Charlie Hebdo*.

Des milliers de Français sont descendus dans les rues pour défendre la liberté de l'enseignement, brandissant des pancartes « Je suis prof », comme ils brandissaient des pancartes « Je suis Charlie », il y a cinq ans.

Rassurez-vous, je ne suis pas en train de comparer des militants du campus de l'Université d'Ottawa à des terroristes sanguinaires. Ça n'a rien à voir. Cela dit, je remarque tout de même quelques similitudes troublantes entre ces deux histoires.

En France, tout a commencé avec une vidéo diffusée sur Facebook, où le père d'un élève réclamait vengeance contre Samuel Paty. Il a diffusé son nom et l'adresse de son école sur les réseaux sociaux.

Il était indigné, blessé, choqué... par un dessin.

Au Canada, une étudiante a publié les renseignements personnels d'une prof sur les réseaux sociaux. Et puis, dimanche - le jour même où les Français criaient : « plus jamais ! » -, un appel à la « cyberintimidation » a été lancé sur Twitter contre les 34 profs de l'Université d'Ottawa qui ont signé une lettre d'appui à Mme Lieutenant-Duval.

L'appel a été relayé des milliers de fois. Les courriels des 34 profs ont été diffusés. « On est vraiment laissé à nous-mêmes alors qu'une vindicte populaire a été lancée contre nous », se désole Maxime Prévost, l'un des profs signataires.

L'affaire prend de l'ampleur. Le Syndicat étudiant de l'Université d'Ottawa demande au recteur de dénoncer les 34 profs, « non juste avec des paroles, mais avec des actions ». Une pétition en ligne exige des sanctions contre Mme Lieutenant-Duval. Des milliers d'internautes l'ont signée.

Tous indignés, blessés, choqués... par un mot.

L'Université d'Ottawa a offert aux étudiants de Mme Lieutenant-Duval de poursuivre la session avec un nouveau prof. Dans sa lettre, Jacques Frémont laisse entendre qu'ils seront nombreux à le faire.

Il ne faudrait pas se surprendre que les étudiants de Mme Duval n'aient pas envie d'avoir « encore une fois à se justifier pour que leur droit à la dignité soit respecté », écrit-il.

L'Université en semble tellement convaincue qu'elle a transféré les étudiants dans la classe du nouveau prof sans même leur demander leur avis.

Ceux qui veulent poursuivre avec Mme Lieutenant-Duval doivent en faire la demande auprès de l'administration. Ça les place dans la position intenable de devoir prendre position en faveur d'une prof étiquetée « raciste ».

Le cours reprend mercredi. Jusqu'à présent, une seule étudiante a signifié son intention de terminer sa session avec la prof radioactive.

L'appel à la cyberintimidation a provoqué un déluge de commentaires désoligeants envers les 34 profs sig-

Saved documents

nataires, presque tous francophones.

« *Fucking Frogs*. J'espère qu'ils vont tous perdre leur emploi », a écrit Hayden, qui se décrit comme un « allié BLM » qui, comble de l'ironie, veut « bâtir un monde meilleur ».

Ces militants décrètent des fatwas contre ceux qui s'écartent du droit chemin. Ils ne sont pas indignés ; ils sont vertueux et tiennent absolument à nous le faire savoir.

On nage en plein délire de la « culture de l'annulation », qui fait des ravages sur les campus américains.

Plus que jamais, on a besoin des profs pour leur montrer que la société n'est pas faite que de méchants et de gentils. Que tout n'est pas noir ou blanc, dans la vie.

Les profs, eux, ont besoin de notre soutien pour poursuivre leur mission : instruire nos enfants. Développer leur esprit critique. En faire des citoyens libres, éclairés - et tolérants.

Ne les laissons pas tomber.

Je suis prof.

**This article appeared in La Presse
(site web)**

<https://www.lapresse.ca/actualites/202010/20/01-5294406-je-suis-prof.php>

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20201210-LAA-d5e2b4042618226b9f259dbd91373e71

Source name	Jeudi 10 décembre 2020
Source type	La Presse+ • p. arts et être_1, ARTS et être_6 • 561 words
Periodicity	Daily
Geographical coverage	THÉÂTRE
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

p. arts et être_1
p. arts et être_6

Le Black Theatre Workshop codirigera le Théâtre anglais du CNA

Alexandre Vigneault

La Presse

Gros changement au Théâtre anglais du Centre national des arts (CNA) d'Ottawa : à compter de la saison 2021-2022, l'institution va recruter chaque année une compagnie en résidence qui bénéficiera de la moitié de son budget de production pour transformer sa programmation. Quincy Armorer et le Black Theatre Workshop de Montréal seront les premiers à mettre à l'épreuve ce nouveau modèle de codirection artistique.

« Ce que je souhaite, c'est travailler avec des artistes noirs de partout au pays », explique Quincy Armorer, directeur artistique du Black Theatre Workshop, rappelant que le mandat de la compagnie est, depuis ses débuts, de mettre en valeur les histoires, les trajectoires et les interprètes noirs. « Cette compagnie a été fondée parce que les communautés noires et les histoires des Noirs étaient marginalisées. »

L'idée d'ouvrir les portes du Théâtre anglais du CNA à une plus grande diversité culturelle trottait dans la tête de sa directrice artistique, Jillian Keiley, depuis longtemps déjà. Et bien que le choix du Black Theatre Workshop ne

soit pas « politique » – il a été effectué au terme d'un appel de candidatures –, elle reconnaît que le meurtre de George Floyd, en mai dernier, au Minnesota, a été un catalyseur.

Comme bien d'autres institutions et personnes, le Théâtre anglais du CNA a adopté le carré noir, symbole du soutien au mouvement Black Lives Matter au printemps. « On savait que ce n'était pas suffisant comme geste et on se l'est fait dire aussi, reconnaît-elle. On s'est demandé ce qu'on pouvait faire de plus pour rendre la vie des personnes noires meilleure au Canada. »

Le modèle de codirection artistique du Théâtre anglais du CNA fait qu'il délègue au Black Theatre Workshop, qui célèbre ses 50 ans cette année, l'usage de la moitié de son budget de programmation. Ce que Quincy Armorer juge d'une « grande générosité ». Sa compagnie et lui pourront ainsi sélectionner des œuvres qui seront produites par l'institution d'Ottawa au cours de la saison 2021-2022. Ce mandat sera l'occasion pour lui de mettre en valeur des artistes noirs de partout au Canada, ce qu'il envisage avec beaucoup d'enthousiasme.

Scène de la pièce How Black Mothers Say I Love You, du Black Theatre Workshop de Montréal

PHOTO ANDRÉE LANTHIER, FOURNIE PAR LE CENTRE NATIONAL DES ARTS

« Il y a du racisme dans ce monde, on ne peut pas le nier. Il y a des déséquilibres, des injustices, et le théâtre n'y fait pas exception », dit-il, soulignant que le théâtre fait par des personnes noires, autochtones ou de couleur a fait l'objet d'un sous-financement et souffre à la fois d'un manque de visibilité et de reconnaissance.

Le modèle de codirection artistique du Théâtre anglais du CNA est un geste concret qui va dans le sens des changements structurels « profonds et significatifs » qui lui semblent souhaitables. « Il est temps, oui [en 2020], juge-t-il. Il est temps qu'on porte attention à toutes les communautés. »

Jillian Keiley précise que le modèle mis de l'avant par le Théâtre anglais du CNA ne vise pas spécifiquement un nombre de productions, mais la possibilité de faire des choix artistiques correspondant à la moitié du budget de programmation de l'institution. En sa qualité de compag-

Saved documents

nie en résidence, le Black Theatre Workshop participera en outre à la sélection de la compagnie qui obtiendra ce mandat pour la saison 2022-2023.

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/2fd89d_db-bf01-4bd7-84e0-deaccc946f19_7_C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :

Quincy Armorer, directeur artistique du Black Theatre Workshop de Montréal

PHOTO FOURNIE PAR LE CENTRE NATIONAL DES ARTS

Jillian Keiley, directrice artistique du Théâtre anglais du CNA

PHOTO JOHN ARANO, FOURNIE PAR LE CENTRE NATIONAL DES ARTS

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20200616-LAA-5033a496be605e323d134aa7b966da42

Source name

La Presse+

Source type

Press • Newspapers

Periodicity

Daily

Geographical coverage

Provincial

Origin

Montreal, Quebec, Canada

Mardi 16 juin 2020

p. p.

actualités_8_1



LUTTE CONTRE LE RACISME

Montréal

Une police blanche

Catherine Handfield

La Presse

Alors que Québec vient de mettre en place un comité d'élus qui agira contre le racisme, des groupes de défense des minorités visibles appellent à la reconnaissance du problème et le SPVM planche sur une nouvelle stratégie d'embauche diversifiée.

Si vous cherchez des Mehdi, des Josué ou des Christ Amour parmi les recrues du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), vous en trouverez, mais peu : seulement 13 % des policiers embauchés l'an dernier sont issus de minorités visibles. Mais la diversité s'accroît, assure le SPVM, qui prépare une nouvelle stratégie d'embauche. « Il faut vraiment tout mettre en œuvre pour l'augmenter », dit à La Presse l'inspecteur Miguël Alston.

Parmi les quelque 4600 policiers du SPVM, seulement 8,1 % ont partie d'une minorité visible, selon les données de 2019 présentées en janvier à la commission municipale sur la sécurité publique. Les effectifs du SPVM sont donc loin d'être représentatifs de la population qu'ils desservent : le tiers des Montréalais est issu d'une minorité visible (noire, arabe, latino-américain, asiatique, etc.). Montréal accuse un retard important sur les deux autres grandes métropoles du pays. À Toronto et à Van-

couver, où environ la moitié de la population est issue d'une minorité visible, 25 % des policiers municipaux font partie de minorités visibles, selon un récent rapport de Statistique Canada.

Lorsqu'on consulte la liste des noms et prénoms des policiers engagés par le SPVM depuis 2018, cette réalité saute aux yeux : les noms à consonance arabe ou moyen-orientale, latino-américaine, asiatique ou haïtienne/africaine se font rares. La Presse en a dénombré 36 en 2018 et en 2019, un nombre qui se rapproche des données du SPVM basées sur l'autodéclaration de ses policiers.

Quelle est la proportion de chaque groupe de minorité visible au SPVM ? Quelle communauté est particulièrement sous-représentée ?

Nous avons posé ces questions à l'inspecteur Miguël Alston, responsable de l'attraction d'une main-d'œuvre diversifiée au SPVM. Le SPVM, dit-il, pourrait établir des statistiques en se basant sur les pays d'origine de ses policiers, mais

Miguël Alston.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, La Presse

l'inspecteur Alston n'en tient pas. C'est l'ensemble des groupes cibles, dit-il, que le SPVM cible dans ses efforts de recrutement : minorités visibles (ceux qui ne sont ni blancs ni autochtones), minorités ethniques (les Blancs ayant une autre langue maternelle que le français ou l'anglais, comme les Italiens) et Autochtones.

Miguël Alston rappelle que, pour l'ensemble des groupes cibles, l'embauche a augmenté en 2019

« Il ne faut pas lâcher. Il faut s'assurer que, chaque année, le taux soit suffisamment élevé pour avoir un effet sur l'ensemble des employés. »

— Miguël Alston

Une tâche complexe

Auparavant chef du PDQ 39, à Montréal-Nord, Miguël Alston a hérité du dossier du recrutement diversifié en no-

Saved documents

vembre, après le dépôt d'un rapport indépendant commandé par la Ville de Montréal. Ce rapport révélait qu'entre 2014 et 2017, les personnes autochtones et noires avaient entre quatre et cinq fois plus de risques que les personnes blanches de se faire interPELLER par le SPVM.

Les auteurs du dernier rapport ont rédigé diverses recommandations, dont la création d'une politique sur le profilage racial, qui sera présentée en juillet par le SPVM. Le rapport invitait aussi la police montréalaise à « continuer et diversifier les efforts en vue d'améliorer la représentativité des minorités racisées ».

Professeur en sociologie à l'UQAM et coauteur du rapport, Victor Armony ne croit pas que la diversification des policiers soit « une solution magique ». Des études aux États-Unis montrent que, parfois, les membres de minorités, lorsqu'ils sont intégrés aux corps de police, développent des pratiques similaires à celles de leurs collègues, souligne-t-il. « Cela dit, c'est un mouvement qu'il faut faire, et je pense que la police est très consciente de ça », dit-il.

Or, seule une vingtaine de candidats issus de minorités visibles (3,6 %) sortent chaque année de l'École nationale de police du Québec. Selon Victor Armony, plusieurs facteurs expliquent cette faible présence, dont la confiance des communautés envers la police. « Il y a une responsabilité nette, claire, de la part de la police, mais l'environnement aussi les dépasse. Ce n'est pas eux qui contrôlent beaucoup de variables qui font en sorte que ce bassin est si réduit au Québec », nuance le professeur, qui rappelle qu'un récent rapport de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) révélait un déficit de

26 000 emplois dans l'ensemble des services publics au Québec. Par ailleurs, les parents immigrants n'ont pas toujours le réflexe d'encourager leurs enfants à poursuivre une carrière policière.

Les corps de police jouent donc du coude pour embaucher les membres des minorités, même entre provinces. « Souvent, la police d'Ottawa et l'OPP [Ontario Provincial Police] viennent choisir des candidats et des candidates » avant même qu'ils aillent à Nicolet, dit Paul Chablo, coordonnateur du programme de techniques policières au cégep anglophone John Abbott.

« Le problème avec le SPVM, c'est que ses stratégies d'embauche et de communication sont pensées uniquement par des francophones blancs de souche. »

— Paul Chablo, coordonnateur du programme de techniques policières au cégep anglophone John Abbott et inspecteur-chef retraité du SPVM

Selon lui, la police montréalaise devrait organiser des comités de vigie avec des membres de minorités pour améliorer ses méthodes de recrutement et de communication et offrir la possibilité aux recrues de passer leur test d'admission en anglais.

Enfin, Paul Chablo croit que le SPVM aurait aussi avantage à privilégier les candidats ayant étudié à Montréal. « Quand des candidats embauchés au Lac-Saint-Jean ou à Rimouski rencontrent un Noir anglophone dans Côte-des-Neiges, ils n'ont souvent jamais fait affaire avec ces gens-là », souligne-t-il.

Miguël Alston et son équipe mèneront des consultations auprès des policiers issus de minorités et auprès des groupes

minoritaires. Des chercheurs universitaires seront aussi mandatés pour repérer les meilleures pratiques d'attraction de la main-d'œuvre. « Il faut vraiment tout mettre en œuvre pour augmenter ça, dit l'inspecteur Alston. Moi, j'y crois. Nos effectifs y croient aussi. Et la population s'attend à ce qu'on fasse notre part. »

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/44b4339b-7c1b-4617-b1f3-14f1871e4734_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Encadré(s) :

Minorités visibles dans d'autres corps policiers du Québec

Longueuil : 3,6 % (2018)

Sûreté du Québec : 1,8 % (2018)

Québec : 0,2 % (2020)

La Ville de Laval n'a pas répondu à notre demande.

Un programme spécial

Le SPVM pallie la rareté des candidats avec son programme de policiers « conventionnels », qui permet à des gens issus d'une minorité et ayant déjà mené des études postsecondaires de suivre une formation plus courte en techniques policières (30 semaines) avant d'aller à Nicolet. Par ailleurs, des policiers issus de minorités promeuvent aussi la profession dans des salons de l'emploi et de l'immigration.

Illustration(s) :

PHOTO ROBERT SKINNER, archives LA PRESSE

Saved documents



Appuyez longuement sur le tableau pour accéder au mode plein écran

. *Infographie La Presse*



Paul Chablo, coordonnateur du programme de techniques policières au cégep anglophone John Abbott.

. *PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE*

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20200602-LAA-e7b5ced8e8a25c6772a3107b9267baa4

Source name	Mardi 2 juin 2020
Source type	La Presse+ • p. ACTUALITÉS_8 • 1109 words
Periodicity	MORT DE GEORGE FLOYD
Daily	CHRONIQUE
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p.
actualités_8



Justice pour tous

Yves Boisvert

La Presse

« Regarde, c'est Tiger Woods qui s'en vient ! »

Ainsi fut accueilli Didier Emmanuel Dorfeuille dans un poste de police de Montréal il y a deux ans.

Il venait de se faire arrêter « par hasard » pour avoir eu de l'alcool dans son organisme, alors qu'il avait un permis probatoire, et pour conduite avec des facultés affaiblies par l'alcool. Il s'étonnait qu'on lui passe les menottes pour l'emmener au poste. Dans les lignes directrices du service de police, on précise qu'une personne arrêtée pour ivresse au volant sera fouillée, après quoi le policier, « selon son évaluation de la situation », peut décider de lui mettre des menottes aux poignets.

Pour M. Dorfeuille, la raison de cette « évaluation » était simple : il est noir.

À son procès en cour municipale, il a plaidé le profilage racial pour faire exclure la preuve.

Le juge Gaétan Plouffe a reconnu qu'il y a peut-être eu faute déontologique. Peut-être même de quoi poursuivre les policiers au civil. Mais pas de profilage racial, notamment parce que, dit le juge,

les infractions automobiles ne sont pas associées à des stéréotypes ethniques particuliers.

Autrement dit, les commentaires et l'attitude des policiers étaient assez racistes pour justifier une plainte en déontologie et même une poursuite en dommages-intérêts... mais il n'y a pas de profilage racial quand la personne visée est au volant d'un véhicule automobile.

C'est souvent notre attitude face au racisme. C'est un truc anecdotique, pas de quoi en faire toute une histoire, si vous êtes pas content, allez vous plaindre ailleurs...

Il y a deux semaines, la Cour supérieure a accueilli l'appel de M. Dorfeuille.

L'étrange raisonnement du premier juge justifie d'annuler la condamnation et de tenir un nouveau procès, car il appartient à l'accusé de faire la preuve de ce profilage, et ce n'est que tout récemment que les règles à ce sujet ont été établies par la Cour suprême.

Le juge Guy Cournoyer se permet toutefois de suggérer à la Ville de Montréal de « ne pas insister » et de classer l'affaire...



Des milliers de personnes ont manifesté à Montréal, dimanche, pour dénoncer la mort de l'Américain George Floyd pendant son arrestation brutale par quatre agents de la paix.

. PHOTO Olivier Jean, LA PRESSE

À en croire certains, « ici », on n'a pas du tout, du tout, du tout les mêmes problèmes qu'aux États-Unis. « Ici », il n'y a pas de racisme dans le système. Pas de profilage racial. Pas de discrimination dans la façon d'être traité.

Des commentateurs, qui n'ont jamais parlé à des gens l'ayant vécu, jamais mis les pieds dans un palais de justice, montent sur leurs ergots quand on soulève seulement la question. « On veut nous traiter de racistes ! »

Ben non. Simplement se mettre dans la peau plus foncée de quelqu'un d'autre cinq minutes, peut-être ?

C'est un fait, une évidence documentée,

Saved documents

observée, archivée, répétée : les gens des minorités, les Noirs en particulier, sont arrêtés arbitrairement plus souvent. Je parle d'interpellation au hasard.

On ne compte plus les rapports sur la question.

On peut commencer par celui fait pour le SPVM, l'été dernier, par deux chercheurs à partir des données mêmes du service de police.

Conclusion ? Une parmi d'autres : les Noirs et les Arabes sont beaucoup plus souvent interpellés par la police. Vous me direz : ah, mais s'ils commettent plus de crimes, c'est normal... Non, justement, en tenant compte de leur pourcentage dans la population ET de leur taux de criminalité, il leur arrive d'être accostés par la police de manière disproportionnée. Nom, papiers, svp...

Autrement dit, si vous avez 19 ans et que vous avez la peau foncée, vous êtes plus généralement un suspect a priori. Une personne à surveiller. Peut-être dangereuse.

L'étude ne dit pas que les policiers, individuellement, sont racistes. Elle ne tire même pas de conclusion sur la question du profilage.

Mais est-ce qu'on peut minimalement admettre l'existence d'un biais « inconscient » ?

Que les commentateurs identitaires arrêtent de le « prendre personnel ». Ce n'est pas une attaque contre le Québec. Ça fait 50 ans que la question est étudiée en Ontario. La Commission des droits de la personne de la province recensait « au moins 15 rapports sur le sujet des

relations entre la police et les minorités raciales au Canada » depuis les années 70.

Le gouvernement de l'Ontario a établi en 1992 la Commission sur le racisme systémique dans le système de justice pénale en Ontario. « Cette Commission s'est penchée sur toutes les facettes de la justice pénale et, en décembre 1995, publiait ses recommandations dans un rapport de 450 pages », notait-on.

Et la commission des droits ontarienne de conclure, il y a neuf ans : « Il est frappant de constater à quel point les conclusions et recommandations de ces rapports sont similaires à celles formulées à la suite d'études menées il y a 10, 20, ou même 30 ans. »

Une enquête entreprise il y a plusieurs années est encore en cours sur la question des rapports entre les minorités et la police en Ontario. Un autre rapport, rédigé par un juge de la Cour d'appel de l'Ontario, a été rendu public il y a un an et demi. Le juge Michael Tulloch concluait que les interpellations « au hasard » dans les rues visaient de manière disproportionnée les Noirs, les Autochtones et les marginaux. Et qu'en plus d'être discriminatoires et humiliantes, elles n'avaient aucun impact positif sur la sécurité publique.

On pourrait faire une liste jusqu'à la semaine prochaine de ces constats, y compris par l'avocat Harvey Yarosky en 1992, après que Marcellus François eut été abattu sans raison par la police de Montréal.

C'est tellement une évidence que l'automne dernier, la Cour suprême a conclu qu'un juge peut « prendre connaissance d'office » des études nombreuses et convergentes sur les relations entre la police

et les « personnes racialisées ». Autrement dit, c'est maintenant un fait établi, de commune renommée, comme la loi de la gravité, qu'on n'a pas besoin de prouver dans un procès. C'était dans l'affaire « Le », un jugement passé relativement inaperçu (ce qui en soi est intéressant).

Ça demeure le fardeau d'un accusé de démontrer qu'il a été arrêté de manière arbitraire, pour cause de profilage racial. Et qu'il faudrait pour cela exclure la preuve recueillie ainsi.

Mais est-ce qu'on peut, nous aussi, « ici », regarder ce problème évident en face ? Pas pour s'autoflageller. Pas pour dire qu'on est « comme aux États-Unis ». On n'est pas aux États-Unis. On n'en a pas l'histoire, on n'en a pas le président.

Pourquoi alors ?

Parce que des gens sont morts sans raison, ici aussi, aux mains de la police. Parce que d'autres ont été arrêtés sans raison. Parce que d'autres ont peur de la police et ce n'est pas normal.

Parce qu'on veut une meilleure société.

Parce qu'on veut une meilleure justice.

Pour tout le monde.

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/f92929_b2-526c-4a7a-8288-1071c6078e25_7_C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200708-LAA-38d4f75509cc3e67501641b356e1a23c

Source name	Mercredi 8 juillet 2020
Source type	La Presse+ • Press • Newspapers
Periodicity	ACTUALITÉS_10 • 585 words
Daily	ACTUALITÉS
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

p.
actualités_10

Un nœud coulant à son poste de travail

Mayssa Ferah

La Presse

Allonde Junior Georges, Québécois d'origine haïtienne, a eu une bien mauvaise surprise à la fin de son quart de travail en juin dernier : un nœud coulant suspendu bien en évidence à son poste de travail. Un acte haineux qu'il souhaite dénoncer, « car il ne faut pas souffrir du racisme en silence », a-t-il confié à La Presse.

En descendant de son camion le 12 juin dernier, le conducteur pour l'entreprise de béton Lafarge a remarqué la corde après une journée de travail bien remplie dans le secteur de Saint-Laurent, à Montréal. L'objet, noué à la façon d'un outil de pendaison, était posé exactement à l'endroit où il gare son véhicule chaque jour.

« C'est pas une corde à danser, là », lâche M. Georges en montrant les photos du nœud prises avec son téléphone portable.

« Je me suis senti comme un enfant, humilié », relate cet homme qui mesure près de 1,90 m (6 pi 3 po). « Que quelqu'un prenne le temps sur ses heures de travail pour faire ce genre de chose, même en blague... Je me dis, c'est quoi la prochaine étape ? »

Le 29 juin, il en a avisé ses employeurs. Il affirme que l'évènement a été banalisé et traité comme une mauvaise blague. Selon M. Georges, ses patrons affirment que l'employé en question a été identifié.

« On m'a dit de ne pas m'en faire et même de garder ça pour moi. Je n'ai jamais eu de suivi là-dessus. Moi, je ne veux même pas que le collègue responsable soit renvoyé », insiste le père de famille, qui attend un quatrième enfant.

Sa mère est venue d'Haïti, sans rien. Elle a bâti une vie pour ses frères et lui, mais est restée silencieuse face au racisme subi au quotidien. « Je dois dénoncer pour briser ce cycle et permettre à mes enfants de ne pas subir ces agressions », explique-t-il, ému.

Joint au téléphone par La Presse, Nicolas Paradis, directeur général division béton pour le Québec et l'est de l'Ontario chez Lafarge, a refusé de parler en détail de l'évènement.

« Lafarge Canada ne tolère aucune forme de discrimination sur ses lieux de travail. Ce geste, qui va contre nos valeurs, est complètement inadmissible et n'a pas sa place au sein de notre entreprise. Nous prenons très au sérieux la



Allonde Junior Georges.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

situation et [l'abordons] de front. Nous avons pris des mesures pour réprimander l'auteur des faits et travaillons de concert avec le syndicat pour enquêter [sur] les évènements et leur chronologie, et pour éviter que de tels événements se reproduisent » a-t-il ensuite déclaré par communiqué.

Symbol violent

Les nœuds coulants sont un violent symbole du racisme anti-noir. Ils étaient jadis utilisés dans des actes de lynchage commis par des suprémacistes blancs originaires du sud des États-Unis. Ainsi, la corde rappelle les milliers d'Afro-Américains pendus à des arbres à partir de la fin du XIXe siècle.

Souvent, on minimise les attaques haineuses envers les Noirs sous prétexte que le Québec n'a pas la même histoire

Saved documents

que les États-Unis, pense M. Georges. « Mais les idéologies n'ont pas de frontières. Qu'on soit au Québec ou ailleurs, cette soi-disant blague ne me fait pas rire », poursuit-il d'un ton grave.

Il y a quelques semaines, des événements similaires ont été signalés en Ontario, où quatre nœuds coulants accrochés au plafond ont été découverts dans différents chantiers de construction torontois, à la mi-juin.

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/97abb8c9-8f7d-441d-b4c4-c434bc9239b1_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :

En juin dernier, Allonde Junior Georges a trouvé un nœud coulant suspendu à son poste de travail.

Photo fournie par Allonde Junior Georges

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200622-CY-5278710

Source name	Lundi 22 juin 2020
Source type	La Presse (site web) • 2845 words
Periodicity	Press • Online Press
Geographical coverage	Continuously
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

La Caisse et les dangers de la sécurité privée

ANDRÉ DUBUC

La Caisse de dépôt et placement du Québec a investi une fortune dans la sécurité privée, un domaine non sans dangers. Et elle a choisi une entreprise américaine surendettée, concurrente de la québécoise GardaWorld. Le rendement espéré vaut-il les risques encourus ?

Attention, risques devant La Caisse de dépôt et placement du Québec a récemment investi une fortune dans le domaine de la sécurité privée. L'institution a jeté son dévolu sur une firme qui fait maintenant l'objet d'une poursuite à Denver après qu'un Noir eut été passé à tabac par quatre agents de sécurité. « Ça fait partie des risques », rétorque la Caisse.

La Caisse est devenue en février 2019 l'actionnaire principal d'Allied Universal, la plus grande société américaine de services de sécurité, avec ses 8 milliards US de revenus annuels. Elle y a investi au bas mot 1,5 milliard, et probablement plus, durant l'année 2019, au point que c'est devenu l'un des principaux placements privés de l'institution. Ce faisant, le bas de laine des Québécois mise sur un concurrent direct de GardaWorld, qui emploie 1100 personnes à Montréal, où se trouve son siège social mondial.

Pour François Meloche, directeur chez AEquo, firme de services en engagement actionnarial, les risques extra-financiers sont bien réels en sécurité

privée.

Par exemple, le Fonds de pension du gouvernement norvégien, un modèle en matière d'investissement éthique, a exclu la firme de sécurité G4S de son univers de placements en novembre 2019, en raison de violations graves des droits de la personne. La liste noire porte principalement sur des sociétés cotées en Bourse. Allied et GardaWorld, à capital fermé, n'y figurent pas.

Pour sa part, la Caisse dit aimer le secteur de la sécurité privée parce que « c'est un marché important, fragmenté et qui permet des consolidations intéressantes, explique-t-elle à *La Presse*. De plus, c'est un modèle d'affaires qui est résilient à travers les différents cycles de l'économie ».

Pourtant, l'industrie de la sécurité privée n'a pas toujours bonne presse.

Garda, par exemple, avait assuré la sécurité du fils de l'ancien chef d'État libyen Mouammar Kadhafi quand il était venu au Canada aux frais de SNC-Lavalin. Un reportage du Tampa Bay Times publié en mars dernier a aussi

mis en lumière l'entretien inadéquat des camions de transport de valeurs de Garda aux États-Unis, impliqués dans plusieurs accidents, de même que la formation insuffisante d'agents placés au volant.

Une vaste enquête du USA Today a récemment révélé que les filiales américaines de l'entreprise britannique G4S avaient recruté au moins 300 employés au profil douteux, certains avec des condamnations, des allégations de violence et des expériences antérieures dans la police qui se sont terminées dans la disgrâce. Il était question de viols, d'agressions et de coups de feu tirés sur des personnes - y compris pendant leur service.

Dans le cas d'Allied, l'émission This American Life, prix Pulitzer en 2020 pour un autre sujet, a exposé les pratiques sexistes et racistes qui sont tolérées dans l'équipe d'Allied à l'aéroport JFK dans un reportage diffusé à la radio publique américaine le 25 mai 2018.

L'émission a relevé 11 poursuites contre Allied à JFK pour pratiques discrimi-

Saved documents

natoires, poursuites qu'Allied a réglées à l'amiable en échange du silence des plaignantes dans la majorité des cas.

Quand l'histoire a transpiré dans les médias, l'aéroport, client d'Allied, s'est fâché. Allied a alors sorti son équipe de dirigeants de JFK. Ces personnes, pour la plupart, ont été réaffectées à d'autres contrats.

Dérapages

Le modèle d'affaires d'Allied Universal repose en partie sur sa taille et son rayonnement géographique, qui lui permettent de gagner des contrats d'envergure nationale à un tarif concurrentiel.

Aux États-Unis, elle offre notamment des services de gardiens armés pour les institutions, les complexes résidentiels, les compagnies de transport. Ces gardes gagnent souvent autour du salaire minimum.

L'entreprise, qui emploie 200 000 personnes, n'est pas à l'abri des dérapages.

Au petit matin du 20 avril 2018, Raverro Stinnett, 49 ans à l'époque, attend son train pour rentrer chez lui à Denver. Les gardiens de la sécurité de la gare, des contractuels de la société d'Allied, le prennent à partie, lui reprochant de flâner. Ils le passent à tabac dans une toilette publique. Les agresseurs seront accusés : trois plaideront coupable, le quatrième collabore à l'enquête policière. Tous ont été congédiés après le dépôt des accusations. Allied s'est excusée publiquement du comportement inacceptable de ses quatre agents. Elle a dit que ça ne reflétait en rien le professionnalisme attendu de son personnel.

Lisez le texte du Denver Post

La victime, qui a gardé des séquelles de

l'agression, a déposé une poursuite au civil en avril 2020 contre la société de transport et Allied.

Dans sa requête, la victime allègue que les agents d'Allied au service de la commission de transport de Denver (Regional Transportation District-RTD) sont peu ou pas formés. Pour appuyer ses dires, elle renvoie au libellé de l'interrogatoire de police de James Hunter, l'un des agents armés d'Allied impliqués dans l'agression. Les allégations de la poursuite n'ont pas été prouvées en cour.

Shontel Lewis, administratrice de la RTD, a demandé le 9 juin l'annulation pure et simple du contrat d'Allied, d'une valeur approximative de 16 millions US par an. Elle entend la soumettre au vote dans quelques semaines.

Allied se défend

Dans sa défense produite le 15 juin, la firme de sécurité privée dont la Caisse est l'actionnaire principal demande au juge de rejeter la cause d'emblée parce qu'il n'y a rien dans la poursuite qui tend à démontrer que l'attaque ait été motivée par le racisme. Allied relève, par exemple, que les agresseurs n'ont pas proféré d'insultes racistes avant de rouer de coups M. Stinnett.

Elle soutient en outre qu'elle ne peut être tenue responsable du comportement déviant de ses agents.

« Quand nous voyons Allied refuser d'assumer ses responsabilités pour les actes commis par ses propres employés et se montrer indifférente aux manifestations de racisme, selon nous, une caisse de retraite a mieux à faire que d'investir dans une entreprise pour laquelle rien n'a d'importance, sauf l'argent. »

– Qusair Mohamedbhai, procureur de M. Stinnett, que *La Presse* a joint à Denver

Rien ne prouve que le géant américain a une réputation pire que ses concurrents en sécurité privée. Le cas de Denver n'est néanmoins pas unique.

En 2016, une vidéo de surveillance a montré un sans-abri molesté par un employé d'Allied ; la victime et trois itinérants ont poursuivi au civil l'entreprise en mars 2017, a rapporté le *Boston Globe*.**Ça fait partie des risques, dit la Caisse**

Dans un courriel, la Caisse dit que l'agression de Denver « fait partie des risques liés à cette industrie ».

Aux yeux des dirigeants de l'institution québécoise, les cas notés par *La Presse* constituent des exceptions. « Toutefois, chaque exception est inacceptable et à titre d'investisseur institutionnel important dans l'entreprise, nous insistons pour que les gestes inacceptables soient sanctionnés.

« Avant de faire un investissement, la Caisse fait une revue diligente et suit ses processus d'investissement habituels et rigoureux et Allied Universal répond aux exigences de la Caisse. »

Au chapitre de la formation des agents, la Caisse souligne que « les programmes de formation exhaustifs d'Allied Universal ont remporté plusieurs prix au fil des ans, dont le prix Top 125 pour l'excellence en matière de formation de *Training Magazine* ».

« Allied Universal s'est depuis longtemps engagée à offrir un milieu de travail où la discrimination et le harcèlement sous toutes leurs formes ne sont

Saved documents

pas tolérés. L'entreprise offre également une ligne éthique anonyme (Allied Universal Ethics Hotline). »

L'entreprise a récemment rehaussé et relancé ses « Global Code of Ethics and Business Conduct Guidelines ».

Pour François Meloche, expert des risques extrafinanciers, il faut redoubler de vigilance.

« Avant d'investir en sécurité privée, un investisseur institutionnel doit faire une vérification préalable à l'achat (*due diligence*). Est-ce que la firme de sécurité adhère aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, par exemple ? Sinon, je m'attendrais à ce que l'institutionnel exige qu'elle y adhère. »

— François Meloche, expert des risques extrafinanciers, dans un entretien avec *La Presse*

Parmi les principes figurent l'emploi du personnel qualifié et professionnel, la divulgation publique de tout incident impliquant ses membres et la vérification par un tiers indépendant du respect des politiques de bonne conduite.

Ces principes sont mis de l'avant par des organisations non gouvernementales regroupées sous l'Agence de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, de Washington.

La Caisse soutient que les principes volontaires s'appliquent aux entreprises qui évoluent dans le secteur des ressources naturelles et de l'énergie, ce qui n'est pas le cas d'Allied Universal.

Allied n'est pas membre non plus de l'Association du Code de conduite international des entreprises de sécurité

privées (ICOCA). Cette association regroupe firmes de sécurité, gouvernements et organisations non gouvernementales, et promeut « la fourniture responsable de services de sécurité ainsi que le respect des droits de l'homme ». GardaWorld, par exemple, détient une certification de l'ICOCA.

Interrogée à ce sujet, la Caisse insiste sur le fait que « Allied respecte les standards internationaux les plus élevés en matière de droits de la personne », mais ne dit pas mot sur le Code de conduite international.

L'institution souligne que depuis 24 ans, Allied Universal est membre d'ASIS International, « la plus importante association de promotion de la sécurité dans le monde engagée à faire évoluer le secteur ». ASIS est un regroupement de professionnels de l'industrie qui émet des certifications à ses membres.

La Caisse mentionne aussi qu'Allied joue un rôle actif au sein de quatre autres organismes : une association d'entreprises du secteur (National Association of Security Companies), un organisme d'échange de renseignements avec le département d'État américain (Overseas Security Advisory Council) - et une fondation associée - de même qu'une association de dirigeants en sécurité (International Security Management Association).

Une entreprise lourdement endettée

Numéro un dans les services de sécurité privée aux États-Unis, Allied a la réputation de multiplier les acquisitions au prix d'un lourd endettement et de marges bénéficiaires faibles. Pourquoi la Caisse de dépôt et placement a-t-elle choisi cette entreprise, par ailleurs concurrente de la québécoise GardaWorld ?

Selon un rapport de la firme de notation Moody's, le ratio d'endettement d'Allied est élevé. Il correspond à sept fois son bénéfice d'exploitation (1).

Les liquidités dégagées de l'exploitation (2) ont été négatives en 2019 et seront faibles en 2020, prévient Moody's. Sa marge bénéficiaire brute est de 12 %, alors que celles de ses concurrents Securitas et G4S s'élèvent à 16 et 17 %.

« La cote de crédit d'Allied, explique la firme dans son rapport, est le reflet de ses faibles marges d'exploitation par rapport aux autres sociétés de services et l'on s'attend à ce que les marges d'exploitation demeurent sous pression en raison de l'inflation et d'une tendance, au chapitre des revenus, à décrocher des contrats volumineux, mais à marges plus faibles. »

Moody's attribue à Allied la cote B3, soit six rangs sous le dernier niveau donnant droit à une cote de catégorie investissement (Baaa3), qu'utilisent habituellement les fonds de retraite comme barème.

« On ne comprend pas la stratégie poursuivie par la Caisse, d'autant que l'investissement est costaud, que sa rentabilité paraît faible et que le risque de crédit est élevé, dit Robert Pouliot, expert-conseil dans des causes de risque fiduciaire et chargé de cours à l'UQAM. Il serait important que la Caisse s'explique publiquement », dit celui qui siège au conseil de la Fondation canadienne pour l'avancement des droits des investisseurs (FAIR Canada).

« Il s'agit d'une entreprise de sécurité performante qui met beaucoup l'accent sur les nouvelles technologies, répond la Caisse. Cet investissement a été analysé en profondeur par nos équipes, approuv-

Saved documents

vé par les différents comités d'investissement parce qu'il correspond à nos critères, notamment en termes de rendement-risque et de diversification de nos investissements. »

Un investissement beaucoup plus gros qu'annoncé

L'arrivée de la Caisse au capital d'Allied n'a pas fait de vagues en février 2019. Pour cause, le communiqué officiel parlait d'un investissement de 400 millions US, ce qui n'est pas hors norme pour l'institution qui dispose d'un actif net de 340 milliards. Or voilà qu'on apprend que l'injection de la Caisse est trois fois plus importante, au minimum.

De fait, dans son rapport annuel déposé au début du mois, la Caisse classe cet investissement dans la catégorie des plus importants placements privés de l'institution, ceux de 1,5 milliard et plus. Au moment de la transaction, Allied était valorisée à 7 milliards US, dette et capital-actions réunis, et la Caisse détient 41,5 % des actions, selon le rapport annuel.

Pour justifier cet écart, la Caisse fait valoir aujourd'hui que ses partenaires ne souhaitaient pas divulguer le plein montant de l'investissement à l'époque. De plus, la transaction s'est faite en plusieurs étapes.

« Au moment de la signature de cette transaction en février 2019, il était prévu que la Caisse investisse 400 millions US en nouvelles actions et fasse également l'acquisition d'actions existantes auprès d'actionnaires. Voilà ce qui explique la différence constatée au rapport annuel 2019. »

Autre élément surprenant, la hauteur de la prise de participation à 41,5 % dé-

passe la limite de 30 % fixée par l'article 32 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec. L'institution rétorque dans un courriel que la loi est respectée parce que des exceptions sont prévues à la règle des 30 %, sujettes à une limite de temps de cinq ans, et à ce qu'elles soient documentées au Comité de vérification de la Caisse.

En date du 31 décembre 2019, la Caisse détenait environ une douzaine de placements qui excédaient la limite de 30 % pour une valeur marchande totale de 3,9 milliards représentant 5 % de la valeur marchande de l'actif net du portefeuille de placements privés et infrastructures de l'institution.

Depuis le début de 2020, la participation dans Allied a diminué à 35 %, précise la Caisse.

Pourquoi investir dans le concurrent d'un fleuron québécois ?

Si la sécurité privée est un domaine que la Caisse regarde d'un œil favorable, pourquoi dans ce cas ne pas miser sur une entreprise aux racines québécoises comme GardaWorld avec son chiffre d'affaires de plus de 3 milliards ?

L'imposant placement privé de la Caisse chez Allied en a laissé plus d'un bouche bée chez Garda, a confié un cadre de l'entreprise qui n'est pas autorisé à s'exprimer publiquement.

L'un des mandats de la société créée par le gouvernement de Jean Lesage est de contribuer au développement de l'économie québécoise. La pertinence du double mandat a été réitérée par le nouveau patron de la Caisse, Charles Emond.

C'est comme si la Caisse investissait 1

milliard et plus dans la chaîne de dépanneurs 7-Eleven, pour lutter contre Alimentation Couche-Tard, succès mondial de l'entrepreneur Alain Bouchard.

« La Caisse se doit d'investir dans les entreprises québécoises qui contribuent au développement économique du Québec et à son rendement, croit Luc Bernier, titulaire de la Chaire Jarislowsky sur la gestion dans le secteur public de l'Université d'Ottawa. La Caisse pourrait toutefois justifier l'investissement, au nom du rendement, dans une entreprise étrangère en concurrence avec une société québécoise. » Selon M. Bernier, elle pourrait devoir le faire lors de sa comparution annuelle en commission parlementaire.

Administrateur de GardaWorld, le gestionnaire de portefeuille Jean-Luc Landry a confirmé qu'Allied entrait en concurrence directe avec GardaWorld. Prudent dans ce qu'il pouvait rapporter publiquement, M. Landry a insisté sur les relations cordiales qui existent entre la Caisse et Garda. Il a aussi plaidé les bons côtés de la sécurité privée à des fins d'investissement. « L'industrie est résiliente, en croissance modérée et elle génère de bonnes liquidités », a-t-il résumé.

Le PDG de GardaWorld, Stéphan Crétier, a refusé de répondre à nos questions.

La Caisse affirme qu'elle a appuyé Garda tout au long de son développement, de 2006 jusqu'après 2018. Elle détenait un peu moins de 300 millions en obligations de GardaWorld fin 2018, mais n'en possédait plus fin 2019.

L'institution explique qu'il lui arrive de financer deux entreprises, une québécoise et une non québécoise, dans le même secteur d'activité. Elle donne l'ex-

Saved documents

emple de Boralex et de l'américaine Invenergy Renewables, deux sociétés dans l'énergie éolienne, et celui d'Énergir et de la belge Fluxys, dans le gaz naturel.

(1) Son ratio dette/BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement) est autour de sept fois à la fin de 2019, indique un rapport de la firme de notation Moody's.

(2) Les flux de trésorerie disponibles en provenance de l'exploitation (*free cash-flow*) ont été négatifs en 2019 et seront faibles en 2020, prévient Moody's.

Une décision prise à Londres

La Caisse confirme que l'investissement dans Allied a été piloté par l'équipe des placements privés hors Québec menée à Londres par Stéphane Etroy, cadre de haut niveau qui était payé à prix d'or, plus que quiconque à la Caisse en 2018, y compris le grand patron, Michael Sabia. M. Etroy, qui a été au service de la Caisse de 2015 à 2019, a toujours travaillé de Londres. Il a quitté son poste en novembre dernier. Sous son règne, des postes décisionnels de la division des placements privés ont été transférés de Montréal à la City, une situation qui avait créé du mécontentement à l'intérieur. En avril dernier, Macky Tall, numéro deux de la Caisse, a hérité de la direction des placements privés. Le Malien d'origine travaille de Montréal.

This article appeared in **La Presse**
(site web)

<https://www.lapresse.ca/affaires/202006/21/01-5278710-la-caisse-et-les-dangers-de-la-securite-privee.php>

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20200612-LAA-db319923e6371e8115b2db6d05efe50

Source name	Vendredi 12 juin 2020	p. p. actualités_2_1
Source type	La Presse+ ACTUALITÉS_1,ACTUALITÉS_2_1 • 1264 words	
Periodicity	Daily	ÉTATS-UNIS
Geographical coverage	Press • Newspapers Provincial	La Presse en Géorgie
Origin	Montreal, Quebec, Canada	

Un drapeau sanglant

Envoyé spécial

Yves Boisvert
La Presse

Dans le sillage de la mort de George Floyd, le mouvement pour retirer les monuments et les symboles du passé ségrégationniste du sud des États-Unis prend de l'ampleur. Notre chroniqueur a plongé dans le vif du sujet.

Augusta, Géorgie - Juste avant la rivière Savannah, qui sépare la Caroline du Sud de la Géorgie, Josh Green, un garçon plutôt roux avec une barbiche conséquente, avait installé son kiosque de pêches.

Je ne peux pas résister à un panier de pêches mûres, et on est en pleine saison ici.

J'ai choisi le panier à huit dollars. En prenant les billets, le jeune homme a découvert un tatouage du drapeau confédéré sur son large avant-bras.

« Ça ne dérange pas les gens que tu portes ça ?

— Non, seulement les gens qui ne connaissent pas l'histoire. Ça n'a rien à voir avec le racisme, j'ai des amis noirs qui le portent aussi. Tu devrais venir chez moi. C'est la culture du Sud. Notre héritage. Le problème, c'est que la jeune génération ne connaît pas l'histoire.

— Quel âge as-tu ?

— Vingt-cinq ans. »

Il était installé dans le parking d'un bar de danseuses. Le Temptations est tranquille ces jours-ci, et le gérant, « un Noir, d'ailleurs, un super gars », lui a permis de planter sa tente, en échange de quelques fruits pas défendus.

« En Alabama, au Mississippi, l'Aryan Brotherhood, le KKK, toute cette merde, c'est la chose la plus stupide au monde. Pourquoi tu haïrais une race plus qu'une autre ? Dans ma famille, il y a des Noirs et des Blancs. »

Il me dit que le rouge du drapeau, c'est pour le sang versé pour l'indépendance et la liberté.

Je lui fais valoir que quoi qu'il en pense, c'est pour la vaste majorité des Afro-Américains et plein de gens plus au nord un symbole d'oppression, un rappel de l'esclavage, pour lequel on a fait une guerre civile, et du suprémacisme blanc.

« C'est ce que je te dis, tu ne connais pas la culture du Sud. Toi, tu aimes le



Chez Calamity Jane, un magasin de bottes de cowboy près d'Augusta, le propriétaire affiche fièrement le drapeau de guerre des sécessionnistes de 1861.

. Photo Yves Boisvert, La Presse

hockey. Ici, c'est la pêche, le poulet frit, le mudding. Je gage que tu sais pas c'est quoi, le mudding.

— Euh...

— Ben, on va avec notre 4 x 4 dans la boue, on se promène, les autos sont pleines de boue.

Saved documents

— C'est comme une course ?

— Il y a des courses, mais non, on fait juste se promener dans la boue. Regarde, je sais, tu peux pas comprendre : on est à la campagne, on vit dans des fermes, on est élevés d'une certaine façon, on respecte les gens. Tout petits, on apprend à dire : yes sir, yes ma'am, Blanc ou Noir, c'est tout pareil. »

Je lui ai demandé ce qu'il pensait de Trump. Il m'a dit qu'il n'avait jamais voté : « Pourquoi risquer de gâcher une amitié ? Je veux rien savoir de la politique. »

Je suis parti avec mes pêches. Je suis arrivé à Savannah, sans doute la plus belle ville que j'aie vue aux États-Unis. Avec ses maisons anciennes, ses squares en enfilade, ses parcs, ses fleurs, ses arbres immenses qui font pendre leurs branches, et qu'aucune photo ne peut embrasser. Comme si on avait construit Boston dans un jardin botanique.

Une heure plus tard, je suis retourné le voir.

« Sais-tu quoi ? J'accepte ton invitation. Je vais te suivre chez toi, on va aller les voir, tes amis blacks avec des tatouages du drapeau confédéré. »

Il m'a expliqué qu'ils sont camionneurs, qu'ils sont très loin ces jours-ci, en Floride. Ils reviendraient le lendemain, lundi peut-être, va savoir...

C'était la semaine dernière. Cette discussion, je l'ai eue 25 fois avec toutes sortes de Southerners, depuis deux jours. Parce que, grosse nouvelle, mercredi, NASCAR a annoncé qu'on ne permettrait plus les drapeaux confédérés sur ses

sites.

Remarquez, ces courses automobiles ont lieu sans spectateurs cet été, ce ne sera pas trop compliqué à appliquer en 2020.

Mais le NASCAR est le sport le plus sudiste et le plus « blanc » qu'on puisse imaginer.

Au motel où j'ai couché deux fois à Darien, en Géorgie, le soir, une douzaine de gars arrivaient avec leur pick-up équipé d'un énorme compresseur. Ils préparent un terrain pour une plantation d'arbres. Des gars qu'on dirait sortis d'une annonce de pick-up, des bras gros comme mes cuisses, le pas lourd, du cambouis sur les joues, fourbus après 10 heures de travail à 32 °C à l'ombre, ils revenaient avec un sac de take-out.

J'ai parlé à plusieurs d'entre eux. Pas des gars à porter un drapeau. Mais des amateurs de NASCAR. Et pour eux, ça n'a pas de sens, cette interdiction.

« C'est de l'histoire, c'est pas pour dénigrer les gens, c'est le Sud. Pourquoi il faut que je paye ou que je m'excuse pour ce que mes arrière-arrière-grands-parents ont fait il y a 200 ans ? J'ai rien fait, moi. »

Chez Calamity Jane, un magasin de bottes de cowboy tout près de là, le propriétaire affiche fièrement le drapeau de guerre des sécessionnistes de 1861.

Les commerçants savent d'instinct dès qu'on ouvre la porte si on est là pour acheter ou pour regarder. Lui m'a repéré dans le parking, je crois. Il savait que je n'étais pas là pour ses bottes. Je savais qu'il savait.

Si ses yeux avaient été des fusils, ç'aurait été un truc avec un long, long

canon, mais un petit, petit, petit calibre, un projectile fin et vicieux qui voyage loin et qui tue.

« Ils veulent effacer l'histoire pour ne pas offenser les Noirs. Ça ne changera pas l'histoire. Voudrais-tu effacer le français du Canada ? »

J'ai pensé répondre : « Mes ancêtres n'ont pas possédé beaucoup d'esclaves anglais », mais en partie pour éviter un débat oiseux, en partie par lâcheté, en partie parce que j'avais un texte à écrire, j'ai répondu :

« Vous savez, je ne fais que poser des questions.

— Ben, t'as ta réponse. »

Je n'ai pas fait un relevé scientifique, mais le drapeau de guerre des sudistes n'est pas si visible dans les trois États que j'ai visités. Vous le verrez surtout en marge, loin des banlieues propres. Il est banni par toutes les marques, il n'est pas montrable officiellement.

Il n'en fait pas moins partie de ce qu'on appelle la « culture du Sud », qui est défendue vivement par quelques Afro-Américains.

Parce qu'on ne manquera pas de vous dire que « des Noirs ont combattu avec les confédérés » et que la guerre de Sécession n'était pas vraiment au sujet de l'esclavage, mais de l'autonomie des États face au gouvernement fédéral à Washington.

Mais depuis le massacre de Charleston, en 2015, où un suprémaciste blanc a tué neuf personnes dans une église noire, ce drapeau qu'il arborait a pris une couleur moins « culturelle » pour bien des gens.

Saved documents

Et en 2017, quand dans le rassemblement de néonazis et de suprémacistes blancs de Charlottesville, en Virginie, les drapeaux confédérés flottaient comme des oriflammes, il est devenu plus difficile de prétendre ranger l'emblème des sécessionnistes au catalogue des décorations régionales inoffensives.

Sous couvert d'autonomie, c'est pour perpétuer le système économique de l'esclavage que les États du Sud se battaient. Certains parlaient sans gêne d'une « esclavocratie ». Oublions le NASCAR : l'armée américaine elle-même veut effacer ces jours-ci les noms des généraux sudistes de ses prestigieuses bases militaires. Tous, ils étaient des traîtres à l'Union fédérale... et des suprémacistes.

Qu'on n'ait « rien à voir avec cette histoire », qu'on le porte le cœur léger comme un symbole identitaire n'y change rien. C'est un drapeau sanglant, et du sang des esclaves.

This article appeared in **La Presse+**

[http://plus.lapresse.ca/screens/31e0df
d3-0889-483b-aa5e-b76773b8e16
4_7C_0.html?utm_medium=twitte
r&utm_campaign=internal+share&ut
m_content=screen](http://plus.lapresse.ca/screens/31e0dfd3-0889-483b-aa5e-b76773b8e164_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen)

Illustration(s) :



Un kiosque de pêches à Hardeeville, en Caroline du Sud

. Photo Yves Boisvert, *La Presse*



Un arbre en Géorgie.

Photo Yves Boisvert, *La Presse*

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20200808-LAA-351c48fe61bd3c50a50c51e00c9f2797

Source name	Samedi 8 août 2020
La Presse+	
Source type	La Presse+ • p. ARTS et être_1,ARTS et être_2 • 1037 words
Periodicity	TÉLÉVISION
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada

Visionne-t-on les vieilles téléséries avant de les rediffuser ?

Marie Allard
La Presse

Quatre épisodes de la série télévisée 30 Rock comportant des scènes de black-face – une pratique raciste, qui consiste à se foncer la peau par le maquillage pour personnifier un Noir – ont été retirés des plateformes de visionnement en ligne. Au Québec, la chaîne V a présenté cette série américaine en 2010. « Il n'y a aucune rediffusion prévue de cette série », assure Michaël Majeau, chef principal, communications et relations publiques, de Bell Média, propriétaire de V.

Au grand bonheur des nostalgiques, plusieurs autres séries télé – aux répliques d'une autre époque – sont toutefois rediffusées. ICI ARTV présente, par exemple, Du tac au tac (1976-1982) et Moi et l'autre (la version de 1995). Prise 2 mise sur km/h (1998-2006) et Catherine (1999-2003). Quelqu'un regarde-t-il ces émissions avant leur rediffusion, afin de s'assurer que les scènes « passent » toujours ?

« Dans le cas des séries qui ont été produites à une autre époque, nous nous assurons soit de lire le synopsis ou de visionner les épisodes, comme le con-

tenu date de plusieurs années », indique Julie Racine, chef de la promotion à Radio-Canada. « Nous n'avons pas de séries nostalgie en diffusion qui font l'utilisation du blackface, ajoute-t-elle. Nous allons aussi nous assurer qu'il n'y en ait pas dans notre programmation future. »

Même réponse chez Vidéotron, qui rediffuse des séries par l'entremise du Club Illico. « Pour l'instant, nous n'avons pas eu à retirer de contenus pour des raisons semblables à celles que vous mentionnez », indique Merick Séguin, conseiller en relations publiques aux affaires corporatives de Vidéotron.

Dépanneur asiatique

Prenons l'exemple de Catherine (1999-2003), une sitcom rigolote produite par Avanti. Quelqu'un a-t-il visionné les aventures de Catherine, une trentenaire vivant en colocation, avant de les revendre 20 ans après leur création ? « Non, répond Luc Wiseman, président d'Avanti. C'est une série-culte, comme Un gars, une fille ou La petite vie. C'est acheté tel quel, parce que c'est représentatif d'une époque. Ça aurait l'air étrange d'enlever des bouts ou de les

Certains comportements vus dans Du tac au tac – comme une tape sur les fesses donnée à une collègue par le comptable Mario Duquette, interprété par le comédien Michel Forget – détonnent aujourd'hui. ARTV, qui rediffuse la série, l'admet sur son blogue.

. PHOTO FOURNIE PAR ICI ARTV

masquer. »

L'un des personnages de Catherine est M. Ming, un propriétaire de dépanneur asiatique. Un stéréotype, toutefois joué par un comédien (Khanh Hua) aussi d'origine asiatique. « Ça existe pour vrai, des dépanneurs vietnamiens, fait valoir Luc Wiseman. C'est comme des pharmaciens Nguyen, il en pleut à Montréal. »

Apu dans Les Simpson

Jean-François Léger, coscénariste de Catherine, n'a pas revu la série récemment. Est-il à l'aise avec le personnage caricatural de dépanneur asiatique ? « C'est sûr que si j'avais à l'écrire aujourd'hui, probablement qu'on ne l'écrirait pas comme ça, répond-il. C'est un peu comme Apu, le propriétaire de dépanneur dans Les Simpson. Quand la série a commencé, à la fin des années 1980, personne ne s'en formalisait. Au-

Saved documents

jourd'hui, à la lumière de tout ce qui se passe, je pense qu'il faut avoir plus de sensibilité. »

Accusé de faire la promotion de clichés racistes, l'acteur américain Hank Azaria a annoncé plus tôt cette année qu'il ne ferait plus la voix d'Apu, un personnage au gros accent indien, père de nombreux enfants nés d'un mariage arrangé.

« Peut-être qu'il y aurait des passages avec lesquels je serais très mal à l'aise, si je réécoutais Catherine maintenant, dit Jean-François Léger. Ou peut-être pas. C'est difficile à dire : il y a eu tellement d'évolution dans les 20 dernières années. »

En visionnant la première saison de Catherine, on tombe rapidement sur l'histoire d'un homme qui poursuit un dentiste inuit. « Qu'il se considère chanceux, il aurait pu lui mâcher les intestins pour se faire des raquettes », réplique le personnage acide de Sophie, joué par Marie-Hélène Thibault. Cette Sophie fait d'autres blagues qu'on ne trouve plus drôles en 2020. « Pour une fois que pour emmener un gars dans mon lit, je ne serai pas obligée de le faire boire, de l'assommer ou de le prendre en otage ! », lance-t-elle notamment.

Contextualiser, pas cacher

Pierre Barrette, directeur de l'École des médias de l'UQAM, montre en classe des extraits de Chez Denise (1979-1982). Deux personnages – ceux du plongeur haïtien et du coiffeur homosexuel – y sont très caricaturaux. « Quand les étudiants voient ça, ils sont scandalisés, souligne-t-il. Évidemment, ça prend une contextualisation. » Il faut expliquer, sans bannir ou cacher des choses, selon lui. Dans des cas de « violence ou de racisme explicites », es-

time Pierre Barrette, avertir les téléspectateurs avant la diffusion peut être une bonne idée. « Je pense qu'il faut aussi faire confiance à l'intelligence des gens et à leur capacité à relativiser », ajoute-t-il.

Luc Wiseman a récemment regardé de vieux James Bond avec ses filles. « C'est tellement sexiste, ça n'a tellement pas d'allure ce qui s'y dit, constate-t-il. Mais ils n'ont pas changé ça. Il faut respecter les œuvres telles qu'elles ont été faites, au moment où elles ont été faites. Après, on peut concevoir que le monde évolue et qu'aujourd'hui, on ne ferait plus pareil. »

Du tac au tac

Catherine

Apu dans Les Simpson

30 Rock

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/2ecab488-2dce-4444-b9f9-f97e9256354c_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Illustration(s) :



Jean-François Léger était scénariste des fameux Bye bye de 2008 et 2013, accusés d'être racistes – Joël Legendre y a notamment incarné Gregory Charles, grimé en noir. « Il y a eu un point de non-retour, estime-t-il. Collectivement, on s'est réveillés en disant : maintenant, on ne peut plus faire ça. »

.
Photo Martin Chamberland, Archives La Presse

Sylvie Moreau, dans le personnage de Catherine.

. Photo tirée du site IMDB

Accusé de faire la promotion de clichés racistes, l'acteur américain Hank Azaria a annoncé plus tôt cette année qu'il ne ferait plus la voix d'Apu, un personnage au gros accent indien, père de nombreux enfants nés d'un mariage arrangé.

.
IMAGE ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

« Il faut être conscient qu'aujourd'hui, on fait, on dit et on montre des choses qui vont être abjectes dans 100 ans, aux yeux de nos descendants », observe Pierre Barrette, directeur de l'École des médias de l'UQAM.

.
PHOTO FOURNIE PAR PIERRE BARRETTE

Jean-François Léger était scénariste des fameux Bye bye de 2008 et 2013, accusés d'être racistes – Joël Legendre y a notamment incarné Gregory Charles, grimé en noir. « Il y a eu un point de non-retour, estime-t-il. Collectivement, on s'est réveillés en disant : maintenant, on ne peut plus faire ça. »

.
PHOTO FOURNIE PAR PIERRE BARRETTE

Photo tirée du site IMDB

Sylvie Moreau, dans le personnage de Catherine

.
PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, archives LA PRESSE

Saved documents

Image Archives Associated Press

Pierre Barrette, directeur de l'École des
médias de l'UQAM.

. Photomontage *La Presse*

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20201108-LAA-0842946cf22d107d1ebca98bd45c0f01

Source name

La Presse+

Source type

Press • Newspapers

Periodicity

Daily

Geographical coverage

Provincial

Origin

Montreal, Quebec, Canada

Dimanche 8 novembre 2020

p. p.
actualités_4La Presse+ • p.
ACTUALITÉS_1,ACTUALITÉS_4
• 693 wordsPRÉSIDENTIELLE
AMÉRICAINE

Joe Biden, guérisseur

Yves Boisvert

La Presse

Ca peut donc être ça, la présidence des États-Unis ? Un appel à un monde meilleur, une aspiration ?

Pas qu'on avait oublié, mais on en avait perdu l'habitude. Souvent, en écoutant Donald Trump, j'ai regretté de comprendre l'anglais. On est distrait par les mots. La haine brute s'entend tellement mieux dans le ton de la voix que dans le texte.

« Joe Biden est un guérisseur », a dit Kamala Harris. Elle parlait pour les États-Unis, mais ce pays étant ce qu'il est dans le monde, et ce qu'il est pour nous en particulier, elle parlait pour tous les habitants de cette planète. Le monde est malade de Donald Trump, et nulle part plus qu'au Canada.

« Le monde entier nous regarde », a dit Joe Biden. Oui, chers voisins, le monde vous regarde, et le monde, plein de monde en tout cas, désespérait de vous.

Mais tout d'un coup, un président désigné de ce pays peut parler décemment, en souriant même. Il peut parler de justice raciale et sociale, d'équité, de science, de lutte contre les changements climatiques. De l'importance de s'écouter entre adversaires politiques,

pas en tant qu'ennemis.

La grandeur même de ce discours était dans sa banalité.

Ce n'était pas grandiose. Ce n'était pas particulièrement éloquent. On est loin de Roosevelt, Franklin ou Teddy. On est loin de Kennedy, John ou Robert. On est loin d'Obama.

Mais Joe Biden s'est réclamé d'eux. Il est revenu aux sources de la grandeur, dans ce pays « tiraillé entre ses pulsions les plus sombres et son côté le plus lumineux ».

Et en ce samedi de novembre 2020, ces mots sans éclat, ces phrases évidentes retentissaient comme des vérités nouvelles. C'est le contraste qui a fait la grandeur du moment.

C'est cette banalité même qui était émouvante.

Toute la journée, des images de réjouissances dans les rues des villes américaines. Et juste un peu plus au nord, une sorte de tension qui a diminué tout d'un coup. Comme des digues qui ont lâché. Comme si on respirait mieux.

« Tout d'un coup, un président désigné de ce pays peut parler décemment, en souriant même. Il peut parler de justice raciale et sociale, d'équité, de science, de lutte contre les changements climatiques », écrit notre chroniqueur Yves Boisvert.

PHOTO CAROLYN KASTER,
ASSOCIATED PRESS

Obama a suscité une immense émotion. Premier président noir, élu en pleine crise économique, il incarnait l'espoir. Biden arrive à un moment encore plus sombre de ce pays. Oui, il a remporté le vote populaire, encore plus clairement qu'Hillary Clinton. Une nouvelle génération s'est mobilisée. On n'avait pas vu un tel taux de participation depuis un siècle. Mais Donald Trump aussi a mobilisé ses électeurs. Les données ne sont pas définitives, mais une bonne majorité de Blancs ont voté pour Donald Trump, quoi qu'on dise de la « fatigue », de sa gestion de la pandémie, de son caractère ou de son racisme.

Il y a au moins ceci qu'on peut cesser de répéter : ce ne sont pas « les pauvres » qui ont voulu remettre Trump au pouvoir. Les données pour l'instant indiquent au contraire que, si on ne tient compte que des revenus, c'est le groupe des gens ayant des revenus de 100 000 \$ et plus par année qui a été le plus sus-

Saved documents

ceptible de voter pour Donald Trump.

Mais par quelque bout qu'on le regarde, c'est un pays inquiet, tendu comme un arc, avec un Congrès divisé en plein milieu, que gouverneront Biden et Harris. Et on ne sait pas ce que ça donnera. C'est un pays malade, littéralement, aussi, et leur premier ouvrage sera d'agir contre le virus que Trump a ignoré.

N'empêche, samedi soir, devant cette foule du Delaware, avec ce duo impensable il n'y a pas si longtemps, la dignité a retrouvé ses droits. Le fil d'une sorte d'histoire, rompu après Obama, a été rattaché.

« Trop de rêves ont été reportés, trop souvent », a dit Joe Biden.

Je ne suis pas bien sûr que pour autant ce pays « volera sur les ailes d'un aigle », pour reprendre ses mots.

Mais déjà, ces quelques phrases très simples, justice, compassion, vérité, même comme des cibles lointaines, sonnaient tout d'un coup comme un renouveau incroyable.

Le monde, je crois, attend un peu de guérison.

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/406b3d69-a37c-4978-ba0a-b56bb0dfd966_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public- Library2 for personal and temporary display.

news:20200603-LAA-ebade04c45388dc9c95148615ff87347

Source name	Mercredi 3 juin 2020
Source type	La Presse+ • p. ACTUALITÉS_2_2 • 1543 words
Periodicity	Daily
Geographical coverage	LES ÉTATS-UNIS DANS LA TOURMENTE
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

Des villes en colère

Audrey Ruel-Manseau

La Presse

Une semaine après la mort de George Floyd, la douleur reste vive. Pour la huitième journée de suite, les États-Unis ont été le théâtre de manifestations aux quatre coins du pays. Des milliers de personnes ont défié les couvre-feux imposés par le président Donald Trump, encore en mode confrontation.

À Houston, ville où George Floyd a grandi, un rassemblement monstre a réuni environ 60 000 personnes, mardi.

« Aujourd'hui, ce n'est pas à propos de la mairie, c'est à propos de la famille de George Floyd, nous voulons qu'ils sachent que George n'est pas mort en vain », a lancé le maire de la ville, Sylvester Turner, aux dizaines de milliers de personnes réunies.

George Floyd était papa d'une fillette de 6 ans, Gianna. Avec sa mère, Roxie Washington, elles se sont présentées devant les médias pour la première fois, mardi, à Minneapolis.

« Je voulais que tout le monde sache ce que ces policiers ont enlevé... », a commencé Mme Washington, incapable de retenir ses larmes.

« À la fin de la journée, ils ont pu retourner chez eux auprès de leur famille. Gianna n'a plus de père. Il ne la verra jamais grandir, obtenir son diplôme. Il ne descendra jamais l'allée à ses côtés le jour de son mariage. »

— Roxie Washington, ex-compagne de George Floyd et mère de sa fille Gianna

« Je suis ici pour George parce que je veux que justice soit rendue. Je veux que justice soit rendue parce que c'était un homme bon », a déclaré son ex-conjointe en pleurs, sous les yeux de sa fillette, aujourd'hui orpheline de père.

Plusieurs membres de la famille de George Floyd ont participé au rassemblement de Houston, qui s'est dispersé dans le calme en fin d'après-midi. C'est aussi là qu'auront lieu les funérailles, le 9 juin.

La vague de colère historique contre le racisme, les brutalités policières et les inégalités sociales qui secoue les États-Unis depuis que cet homme noir a été tué par un policier blanc, le 25 mai, ne connaît pas de répit.

De Minneapolis à Washington en passant par New York, des milliers de personnes ont défié le couvre-feu, mardi

Rassemblement à Manhattan, mardi soir, après l'entrée en vigueur du couvre-feu
. Photo Jeenah Moon, Reuters

soir, et continuaient de marcher dans les rues la nuit tombée.

La sénatrice démocrate Elizabeth Warren a elle-même bravé le couvre-feu avec son mari pour participer à une manifestation près de la Maison-Blanche, à Washington. À Minneapolis, épicentre de cette nouvelle flambée de colère, le calme régnait, mardi soir. Pacifiques, les manifestants étaient tolérés par les forces de l'ordre.

N'empêche, Donald Trump maintient sa menace d'envoyer l'armée dans les grandes villes pour maîtriser les manifestants. À preuve, mardi, 1600 soldats se préparaient à aller dans le District de Columbia.

La mairesse de Washington, Muriel Bowser, a protesté contre l'envoi des militaires « dans les rues américaines contre les Américains », une attaque reprise par de nombreux gouverneurs démocrates.

Par ailleurs, les efforts de réconciliation se poursuivent : le gouverneur de l'État du Minnesota, le démocrate Tim Walz, a

Saved documents

annoncé qu'il y aurait une vaste enquête des droits de la personne sur les agissements de la police ces 10 dernières années et a déposé une plainte pour violation des droits civiques contre le service de police de Minneapolis.

Une Bible qui dérange

Encore mardi, Donald Trump a eu recours à un lieu de culte pour se faire prendre en photo. Accompagné de sa femme Melania Trump, il a visité le Sanctuaire national Saint-Jean-Paul II, dans le nord-est de la capitale fédérale, faisant bondir la hiérarchie catholique pour la deuxième journée de suite.

« Je trouve cela déconcertant et répréhensible qu'un site catholique permette d'être détourné et manipulé d'une façon si flagrante [et qui viole nos principes religieux] », a dénoncé dans un communiqué l'archevêque de Washington, Wilton Gregory.

Lundi soir, après son discours musclé annonçant le déploiement de « milliers de soldats lourdement armés » pour mettre fin aux débordements partout au pays, le président s'est dirigé vers l'église St. John's, bâtiment emblématique à proximité de la Maison-Blanche appartenant à l'Église épiscopaliennes.

Plusieurs centaines de personnes qui protestaient pacifiquement à l'extérieur de l'enceinte présidentielle ont été dispersées à coups de gaz lacrymogènes afin que le président se rende à l'église à pied pour s'y faire photographier, Bible à la main.

Un geste « traumatisant et profondément insultant », aux yeux de Mariann Budde, l'évêque épiscopalienne de Washington, qui estime que Trump a utilisé un objet sacré à des fins politiques. Des respon-

sables épiscopaliens de Nouvelle-Angleterre ont aussi qualifié cet acte de « honteux et moralement répugnant » dans un communiqué.

Biden veut guérir les blessures raciales

De retour dans la mêlée, le candidat démocrate à la Maison-Blanche Joe Biden n'a pas mâché ses mots contre son adversaire, lors de sa première sortie publique depuis son confinement au Delaware.

« Il a brandi une bible, mais j'aimerais bien qu'il l'ouvre, de temps à autre. Il pourrait probablement y apprendre quelque chose. »

— Joe Biden, lors d'un discours livré à Philadelphie, mardi

Joe Biden a accusé Donald Trump d'avoir « transformé ce pays en un champ de bataille miné par de vieilles rancunes et de nouvelles peurs ».

« Plus que jamais, les États-Unis ont besoin d'un discours d'unité et non de division, comme le fait Donald Trump depuis quelques jours », a déclaré le candidat à la présidentielle, qui a promis de tout faire pour guérir les blessures raciales.

« Sleepy Joe est en politique depuis 40 ans et il n'a rien fait », a réagi Donald Trump sur Twitter, par la suite. « La faiblesse ne vaincra jamais les anarchistes, les pillards et les voyous, et Joe a été politiquement faible toute sa vie », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, l'ancien président républicain George W. Bush a appelé l'Amérique à écouter les manifestants. « Cette tragédie, qui s'inscrit dans une

longue série de tragédies similaires, soulève une question incontournable : comment mettre fin au racisme systémique dans notre société ? », s'interroge-t-il dans un communiqué en lien avec la mort de George Floyd. « Il est temps pour l'Amérique d'examiner nos échecs tragiques », écrit-il.

Tensions

Au moment d'écrire ces lignes, les tensions étaient encore vives dans plusieurs villes du pays, et la ligne restait mince avant que tout ne bascule vers la violence des derniers jours.

À New York, 40 personnes avaient été arrêtées, contrairement à 700, lundi. Par ailleurs, des manifestants en provenance de Brooklyn qui voulaient se rendre à Manhattan ont été encerclés par des policiers sur le pont de Manhattan. Les policiers les ont finalement laissé passer sans qu'il n'y ait d'affrontements, vers 23 h 30.

À Los Angeles, le maire a félicité les milliers de manifestants pour leur pacifisme. À Washington, vers 22 h 30, les manifestants qui avaient défié le couvre-feu commençaient à quitter le square Lafayette, escortés par des policiers en vélo. La soirée a été plus mouvementée à Atlanta, où des policiers ont utilisé des gaz irritants pour disperser des foules. À Milwaukee, au Wisconsin, des manifestants ont lancé des roches et du verre vers les policiers, qui ont répondu avec des gaz irritants.

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/378d4b7c-2983-4d03-948f-a7ca9278530a_7c_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Saved documents

Encadré(s) :

Les journalistes malmenés

avec l'Agence France-Presse et La Presse canadienne

Les journalistes qui couvrent les violentes manifestations ne sont pas épargnés. Une séquence vidéo diffusée lundi soir montre des policiers antièmeutes asséner des coups de bouclier et de poing à une équipe de télévision australienne, qui montre pourtant clairement son micro et sa caméra. Cet incident s'est produit tout juste à l'extérieur de la Maison-Blanche. Plus de 180 incidents distincts impliquant des journalistes ont été répertoriés depuis une semaine par le U.S. Press Freedom Tracker, un projet en ligne commandité en partie par la Fondation pour la liberté de la presse aux États-Unis et le Comité pour la protection des journalistes. « Les journalistes ne sont pas les ennemis du peuple ; les journalistes servent le peuple », a déclaré mardi la vice-première ministre du Canada, Chrystia Freeland, elle-même une ex-journaliste, qui a reconnu être préoccupée par les récents événements.

Silence de 21 secondes pour trudeau

Mélanie Marquis, La Presse

Que dit votre réticence à commenter la crise raciale aux États-Unis, et plus spécifiquement les agissements de Donald Trump pour tenter de mater le mouvement de contestation ? Justin Trudeau a répondu à cette question d'un journaliste par un silence. Un lourd silence, long de 21 secondes – une éternité pour une conférence de presse diffusée en direct à la télévision nationale. Il a regardé la caméra droit dans la lentille, a hésité, soupiré, puis finalement offert sa réponse. « Nous regardons tous avec

horreur et consternation ce qui se déroule aux États-Unis. C'est un moment pour rassembler les gens, mais c'est aussi un moment pour écouter. C'est un moment pour apprendre quelles injustices persistent, en dépit des progrès qui ont été réalisés au cours des dernières années et décennies », a-t-il finalement laissé tomber. Il a plaidé que cette situation était le « résultat de systèmes qui, beaucoup trop souvent, tolèrent, normalisent et perpétuent l'injustice et l'inégalité à l'endroit des personnes de couleur », ce qui est vrai « non seulement l'autre côté de la frontière, mais ici, chez nous ».

Illustration(s) :

Un manifestant lance un engin fumigène en direction de la police lors d'une manifestation à Atlanta.

Photo John Bazemore, Associated Press

Accompagné de sa femme Melania, le président Donald Trump a visité mardi le Sanctuaire national Saint-Jean-Paul II, dans le nord-est de la capitale fédérale.

Photo Patrick Semansky, Associated Press

Lundi, Donald Trump s'est fait photographier devant l'église St. John's, Bible à la main.

Photo Patrick Semansky, Associated Press

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public Library2 for personal and temporary display.

news-20200614-LAA-1f2b4029ccc6ea638d36a45943a97cb7

Source name	Dimanche 14 juin 2020
Source type	La Presse+ • p. DÉBATS_10 • 1053 words
Periodicity	OPINION
Daily	
Geographical coverage	Provincial
Origin	Montreal, Quebec, Canada



Faire tomber les bonzes de bronze

Sylvie St-Jacques

Il y a un peu plus de cinq ans, lors d'une visite sur le campus de l'Université du Cap, je me suis arrêtée devant la statue de Cecil Rhodes. Magnat minier et symbole de la colonisation de l'Afrique du Sud, Cecil Rhodes a construit sa fortune en exploitant des mineurs de diamants africains, tout en engrangeant du pouvoir politique en faisant la promotion de mesures de ségrégation raciale. En d'autres termes, Rhodes a mis la table pour le régime de l'apartheid.

Le jour de mon passage à UCT, le bronze de Cecil Rhodes se faisait moins souverain qu'à l'habitude, recouvert de sacs d'ordures en plastique noir. Quelque temps auparavant, le 9 mars 2015, le militant politique Chumani Maxwele avait jeté à la figure de Rhodes un sceau rempli d'excréments humains provenant d'une toilette portable de Khayelitsha, un township situé à une quinzaine de kilomètres au sud du campus.

Le geste à la genèse du mouvement Rhodes Must Fall – depuis rebaptisé le mouvement « Fallist » – était bien entendu lourd de sens. Le township de Khayelitsha, fondé au début des années 80, est un immense bidonville né des

politiques de déplacements forcés des Noirs pendant l'ére de l'apartheid en Afrique du Sud. Le recours à des excréments humains comme armes militantes est depuis plusieurs années employés par les militants politiques sud-africains qui réclament de meilleures conditions sanitaires dans ces mêmes townships.

Et dans le contexte sud-africain, l'attaque à la statue de Rhodes n'est pas strictement symbolique, mais porte en elle la frustration d'une génération d'étudiants racisés toujours privés des possibilités de mobilité sociale et économique qui leur avaient été promises avec le passage à l'indépendance.

Chumani Maxwele a ouvert la voie à une vague de manifs qui s'est étirée pendant toute la fin de la dernière décennie, avec comme toile de fond la décolonisation de l'espace et des curricula académiques. Un cycle de manifs protéiformes mené par la génération « Born Free » – nés après le passage à l'indépendance –, nourri par les réseaux sociaux, qui a connu maintes métamorphoses. Depuis 2015, plusieurs livres et études sur la question de la démocratisation des études supérieures en Afrique du Sud ont aussi été publiés dans le sillon de Rhodes Must Fall, faisant foi de

Manifestation à Oxford, en Angleterre, cette semaine, où se trouve aussi une statue de Cecil Rhodes

. PHOTO HANNAH MCKAY, REUTERS

la pertinence historique et sociologique de ce mouvement qui n'est pas qu'une simple rébellion explosive d'une jeunesse impatiente.

Si la croisade des militants Fallist a d'abord visé les monuments associés au passé impérialiste toujours dominant sur les campus, elle s'est par la suite concentrée sur la réduction des droits de scolarité pour favoriser l'accès aux études supérieures aux jeunes Sud-Africains provenant de familles à faible revenu (#Feesmustfall), pour finalement s'en prendre à la corruption gouvernementale (#Zumamustfall) et les violences sur la base du genre (#Patriarchymustfall), pour ainsi laisser place aux voix du féminisme intersectionnel. En Afrique du Sud, tous les espoirs étaient permis pour la génération « née libre ».

Mardi 8 juin dernier, dans la foulée des mobilisations mondiales du mouvement Black Lives Matter, les slogans de Rhodes Must Fall ont refait surface, portés par les voix d'un millier de manifestants réunis devant la statue de Cecil Rhodes de l'Université Oxford. Le meurtre de George Floyd et le mouve-

Saved documents

ment de solidarité mondiale envers la cause des Noirs auront bien entendu suffi pour redonner pertinence à un mouvement qui s'en prend aux racines violentes du colonialisme. Depuis, une franche (et mondiale) conversation pour remettre en cause cette glorification de tels ténors de l'histoire est en cours. En Belgique, une pétition a été lancée pour demander la destitution de la statue du roi Léopold II – dont le règne brutal sur le Congo de 1885 à 1908 est à l'origine de la mort de 10 millions de Congolais par meurtre, famine et maladies.

Au Canada aussi

De notre côté de l'étang, la pétition qui circule ces jours-ci pour demander le retrait du moment à la gloire de John A. McDonald de la Place du Canada, dans le centre-ville de Montréal, rappelle aussi le projet oppressif de l'Indian Act ayant mené aux pensionnats autochtones. Réclamant le retrait par le Congrès américain de 11 statues de Confédérés du Capitole, la présidente américaine de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a rappelé que de tels emblèmes de l'histoire esclavagiste américaine « célèbrent la haine, pas notre patrimoine. » Des statues de Christophe Colomb, de Jefferson Davis, d'Edward Colson ont aussi été attaquées cette semaine.

Pendant que les manifestants de Black Lives Matter réclament une fois de plus le renversement d'un système de discrimination raciale qui continue de maintenir les Noirs états-unis dans la précarité socioéconomique, leur lutte comporte plusieurs éléments communs avec les militants Fallist qui, eux, s'en prennent aux racines coloniales de ces mêmes inégalités.

Mais le retrait des figures historiques est loin de faire l'unanimité. Dans le sillon de Rhodes Must Fall, plusieurs personnalités publiques et académiques se sont élevées contre le retrait de tels monuments. À leurs yeux, ces statues gardent une pertinence historique et leur maintien permet d'ouvrir la discussion sur l'impact du passé sur le présent. Mais peut-on vraiment tenir une conversation à deux sens avec une statue impérialiste ?

Les heures des bonzes de bronze sont comptées. Les évènements des derniers jours nous ont appris que ces symboles d'une domination coloniale, qui a ouvert la voie au racisme systémique, à un système fondé sur l'extraction des ressources, l'exploitation des travailleurs et l'endettement des pays du Sud ne peuvent plus régner en aïeuls vénérés.

Oui, Rhodes et les autres doivent tomber. Et avec eux, leurs légendes hagiographiques qui dominent symboliquement et physiquement l'espace public, pendant que tout autour, se multiplient les effets collatéraux de leurs politiques coloniales.

En cet instant d'ouverture de conscience globale, on peut rêver d'un avenir où les yeux et les oreilles du monde auront pris quelques leçons de ce moment fondateur, pour laisser tomber les hagiographies et plutôt couler les fondements d'un avenir inspiré par le bien commun. Les livres d'histoire de demain raconteront les destins tragiques de George Floyd, Brionna Taylor, Ahmaud Arbery, Chanie Wenjack et les autres, pour rappeler ce moment où la mise à mort des bonzes de bronze a été nécessaire pour expliquer les origines d'une profonde injustice épidémique.

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/40ec682b-1566-4e49-af98-f4076243694d_7_C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Note(s) :

Journaliste indépendante et candidate au PhD en Global Development Studies, Université Queen's

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.

Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.
news-20200605-CY-5276429

Source name	Vendredi 5 juin 2020
Source type	La Presse (site web) • 1581 words
Periodicity	Press • Online Press
Geographical coverage	Continuously
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

Affaire George Floyd: «Une guerre raciale», dit Katherine Surin

SIMON DROUIN

Katherine Surin n'a pu soutenir longtemps le visionnement de la vidéo montrant un policier du Minnesota étouffant un citoyen afro-américain, George Floyd, avec son genou. Elle s'est mise à pleurer et à envoyer des messages à ses amis aux États-Unis.

Membre de l'équipe canadienne d'athlétisme et ancienne étudiante aux États-Unis, Katherine Surin partage son indignation à la suite de la mort de George Floyd.

Katherine Surin n'a pu soutenir longtemps le visionnement de la vidéo montrant un policier du Minnesota étouffant un citoyen afro-américain, George Floyd, avec son genou. Elle s'est mise à pleurer et à envoyer des messages à ses amis aux États-Unis.

« Soyez prudents, a-t-elle imploré. Je ne veux pas que quelque chose vous arrive. » C'était avant la flambée de manifestations qui ont mené à des altercations avec les forces de l'ordre.

Depuis, la coureuse de 24 ans a pris une « petite pause » des réseaux sociaux. « Les manifestations sont tellement violentes que ça fait peur », disait-elle en entrevue téléphonique plus tôt cette semaine.

« C'est fou, ce qui se passe. On dirait

qu'on est en guerre. En 2020, c'est vraiment une guerre raciale et je ne peux toujours pas y croire. »

— Katherine Surin

« Un peu traumatisée » et « triste » de ce qui est survenu à Minneapolis la semaine dernière, Surin s'indigne de ce qu'elle considère comme une immunité accordée aux policiers qui s'en prennent aux Afro-Américains. Elle estime que le recours au concept de « légitime défense » est trop facilement invoqué et reconnu dans ce genre de situations.

« Les policiers, surtout aux États-Unis, utilisent souvent leur position de pouvoir pour tuer des personnes innocentes. Ce n'est pas un cas isolé. Et le policier [Derek Chauvin] savait qu'il était filmé. Il n'a pas enlevé son genou du cou de M. Floyd, sachant qu'il n'aurait probablement pas à subir de conséquences. Il y a un problème. »

Elle « doute fortement » que le mouvement de protestation actuel aux États-Unis conduise à des changements

durables. Elle cite les cas d'Amadou Diallo, criblé de balles par quatre policiers à New York en 1999, et de Trayvon Martin, jeune de 17 ans abattu par le responsable d'un groupe de surveillance de voisinage en Floride en 2012. Les deux victimes n'étaient pas armées. Ces deux affaires avaient provoqué des manifestations dans plusieurs villes.

« Avec l'administration Trump, j'ai de la misère à concevoir qu'il va y avoir un gros changement. Maintenant, j'espère voir d'ici quelques semaines une amélioration dans le comportement et la formation des policiers. Parce que présentement, le fonctionnement du système est inacceptable. »

En noir et blanc

Née à Laval en 1996, Katherine Surin a vécu quelques incidents racistes dans sa jeunesse. Elle se souvient d'une photo de classe au primaire imprimée en noir et blanc. Seules ses dents blanches se distinguaient dans son visage. Des élèves s'étaient amusés à les colorier en jaune.

Saved documents

« Ils riaient et moi, je pleurais. J'entendais de petits commentaires racistes. Les gens trouvent ça drôle, disent que c'est une blague. Mais ce n'est jamais drôle. J'essaie de l'expliquer aux gens, mais ils ne comprennent pas. Ils disent : "Détends-toi, on est juste entre nous." »

C'est en partant étudier aux États-Unis, d'abord dans le Nevada, ensuite dans le Connecticut, que la spécialiste du 400 mètres a pris la véritable mesure du racisme. Elle évoque des incidents « pas super graves ».

« Je pouvais marcher dans la rue avec une amie et entendre des gens nous crier : "I hate Black people !" Au début, j'étais choquée. Mais tu t'habitues. J'ai appris à ne pas vraiment les écouter. »

– Katherine Surin

Une autre fois, avec quatre amis noirs, elle s'est rendue à un party d'athlètes dans un appartement sur le campus de l'Université du Connecticut : « Il n'y avait que des Blancs. On s'est fait mettre dehors ! »

Des gens s'en sont excusés quelques semaines plus tard, prétextant qu'ils ne savaient pas qu'elle était elle-même membre de l'équipe d'athlétisme. « Pour une personne noire ou de minorité visible, ce sont des choses que tu vis. Tu passes à travers. Ce n'est pas tout le monde qui serait correct avec ça. »

Durant son séjour de quatre ans et demi, la diplômée en économie a davantage été sensibilisée à la question du racisme.

« Il y a beaucoup de choses qu'on n'apprend pas à l'école au Québec. On voit un peu Martin Luther King, la non-violence, mais on n'entre pas en profondeur

dans l'histoire des Noirs. J'ai appris plusieurs choses aux États-Unis. Même à l'université, ça devrait être une matière obligatoire. Il y a plein de choses qu'on devrait apprendre sur les autres communautés et les personnes d'autres races. »

La forte présence d'armes aux États-Unis lui faisait peur et l'incitait à se montrer discrète. Elle est devenue militante sur les réseaux sociaux. Bien avant l'affaire George Floyd, elle exprimait ses opinions et publiait des liens sur le sort des Afro-Américains. Le poing noir du mouvement Black Lives Matter orne le haut de sa messagerie Twitter.

Katherine Surin s'est questionnée sur l'impact que sa prise de parole pourrait avoir sur son image. « Sur un sujet comme ça, c'est important de s'exprimer. Tout le monde doit être renseigné sur le problème. Si moi, je ne dis rien, plein d'autres gens ne diront rien et ça ne pourra pas changer. Il faut dire ce qu'on pense pour dénoncer la situation. »

« La prochaine fois, ils n'auront pas le choix de me faire courir »

Katherine Surin a très mal vécu sa première expérience aux Championnats du monde d'athlétisme l'automne dernier au Qatar.

Sélectionnée grâce à sa troisième place aux Championnats canadiens d'athlétisme, la spécialiste du 400 mètres s'attendait à prendre part à au moins un départ aux relais. Finalement, elle a été laissée sur la touche.

« Sur le coup, c'est comme si je m'étais fait briser le cœur, raconte-t-elle huit mois plus tard. J'étais vraiment déçue parce que pendant toute la saison, j'améliorais mon temps chaque weekend. J'ai fait toutes les bonnes affaires. »

Pour la sélection nationale à Montréal, en juillet, Surin devait non seulement réussir sa meilleure performance de l'année après une longue saison dans la NCAA, mais aussi déjouer l'attention que représentait le fait d'être la fille de son illustre père, Bruny. Même en refusant les demandes d'entrevue en amont de l'événement, elle s'est présentée sur la piste du complexe Claude-Robillard les nerfs en boule.

Cinquième des préliminaires, elle a réalisé un record personnel en finale (52,43 s) pour gagner le bronze.

« J'ai prouvé que je pouvais performer malgré la pression, et aussi au bon moment. Je m'attendais au moins à faire une course aux Mondiaux. »

– Katherine Surin

À Doha, l'entraîneur Charles Allen, responsable des relais 4 x 400 mètres, s'est plutôt tourné vers Alicia Brown, Aiyanna-Brigitte Stiverne, Madeline Price et Sage Watson, soit les trois quarts du quatuor qui avait mené le Canada au pied du podium aux Relais mondiaux, en mai. Stiverne et Price ont reçu l'appel pour le relais mixte.

« C'était ma première grosse équipe, constate Surin. Ils ne me connaissaient pas autant que mon entraîneur personnel. Je pense qu'ils n'ont juste pas voulu prendre de risque et ils sont allés avec leur équipe habituelle. »

N'empêche, elle a encaissé le choc avec colère : « Au début, je l'ai vraiment mal pris. Je me disais : "Avoir su, j'aurais simplement arrêté ma saison après les championnats canadiens". Je me racontais plein de trucs négatifs. »

Avec le recul, des amis l'ont amenée à

Saved documents

comprendre qu'elle venait d'acquérir une première expérience formatrice au plus haut niveau. Ses coéquipières ont terminé cinquièmes de la finale, mais ont été disqualifiées pour une sortie de couloir irrégulière.

« C'est vrai, au moins, je les ai vécus, les Championnats du monde. Maintenant, je suis prête pour les Jeux olympiques. J'ai transformé le négatif en positif. »

Sa présence au Qatar lui a aussi permis de rencontrer celui qui allait devenir son nouvel entraîneur, le Français Bruno Gager. C'est son ami d'enfance Gabriel Slythe-Léveillé, spécialiste du 400 mètres haies, qui les a mis en contact. « Ça a cliqué », dit Surin.

La sprinteuse de 24 ans s'est donc jointe à son groupe à Montpellier. Elle y côtoie la championne mondiale d'heptathlon, la Britannique Katarina Johnson-Thompson, et l'une des deux meilleures Françaises du 400 mètres, Floria Gueï.

« C'est un autre type d'entraînement, beaucoup plus exigeant », décrit la Québécoise, qui a emménagé avec Slythe-Léveillé. « Je sens vraiment que je me suis améliorée. J'avais très hâte de commencer la saison pour voir où j'en étais. »

« Devenir la meilleure coureuse possible »

Elle était en stage en Afrique du Sud quand la crise sanitaire mondiale a éclaté à la mi-mars. Rentrée depuis chez ses parents à Laval, elle admet que la motivation est difficile à maintenir sans horizon compétitif avant la prochaine saison en salle.

Le 22 mai, elle a renoué avec la piste Ben-Leduc à Saint-Laurent, où son père

l'a fait suer un coup. « J'étais contente parce que j'ai réalisé que je n'ai pas tant perdu de ma forme. Mais après l'entraînement, j'étais à terre ! J'y suis retournée quelques fois et j'ai encore mal partout. »

Surin profite du confinement pour avancer le MBA à distance qu'elle a entrepris à l'Université Laval. Elle n'attend qu'une chose : la réouverture des frontières françaises pour regagner le sud de la France et se remettre à fond dans l'athlétisme.

« J'ai une autre année pour me préparer à devenir la meilleure coureuse possible et me qualifier pour les Jeux olympiques. »

Si elle y parvient, elle n'aura pas à chercher loin pour se motiver : « Je ne veux pas leur donner l'option de ne pas me faire courir. Ils n'auront pas le choix. »

This article appeared in La Presse (site web)

<https://www.lapresse.ca/sports/202006/04/01-5276429-affaire-george-floyd-une-guerre-raciale-dit-katherine-surin.php>

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news:20200608-LAA-d55d49b81a157ac74ed21ea1c848a451

Source name	Lundi 8 juin 2020
Source type	La Presse+ Press • Newspapers
Periodicity	ACTUALITÉS_1,ACTUALITÉS_4 • 1241 words
Geographical coverage	LES ÉTATS-UNIS DANS LA TOURMENTE
Origin	La Presse en Caroline du Nord
	Montreal, Quebec, Canada

p. p.
actualités_4



Copone, Alvin et Lemont

Yves Boisvert
La Presse ; Envoyé spécial

Les États-Unis sont secoués d'un bout à l'autre depuis la mort de George Floyd aux mains de la police de Minneapolis. Notre chroniqueur est allé dans le Sud du pays pour faire un état des lieux.

Charlotte - En sortant du café, car les cafés sont ouverts « à moitié » en Caroline du Nord, toute la famille était là : trois générations, qui fêtaient la fin d'études de deux cousins.

L'école est fermée ici aussi, il n'y a pas de bal, alors les gens vont se faire photographier avec un mortier sur la tête et une robe de finissant.

J'ai offert de prendre la photo de groupe. Il y avait la grand-mère dans son fauteuil roulant, dans une robe des grands jours, chapeau à large bord. La plus fière. Elle filmait tout ce qui se passait. Il y avait le petit frère de 6 ans, qui en avait marre. « Souris, Mason ! » Mason voulait rien savoir.

Il y avait la grande sœur du finissant, sautillant autour de son « baby boy » diplômé, qui faisait jouer un rap sur une beat box rose.

Quand la grand-mère a entendu « suckin' and fuckin' », elle a ordonné qu'on change de musique. « Lucky man » était plus de circonstances.

« Comment s'appelle votre fils ?

– Copone, me dit Tasha, sa mère.

– Capone ?

– Non, Copone.

– Ah, c'est la première fois que j'entends ça.

– C'est son père qui a inventé ça.

Je me tourne vers le père.

– Oui, je l'ai inventé. Je voulais qu'il ait un nom unique, comme moi, dit-il, fier de son coup.

– Comment vous appelez-vous ?

– Notorious Rivers. »

Oh, quel nom ! Des flashes vous arrivent immédiatement. Les fleuves célèbres... On se voit en Amazonie... Quoique « notorious » est ambigu, ça veut aussi dire mal famé. Les rivières louches ? En tout cas, ça donne à voir.

Il m'explique qu'il est effectivement parti du nom du gangster Al Capone, et l'a



Copone Rivers et sa mère Tasha.

Photo Yves Boisvert, La Presse

modifié.

« Parce que dans la vie, il faut faire du positif à partir de ce qui est négatif.

– Et tu vas où maintenant, après ton high school, Copone ?

– À l'Académie de police. »

Ce qu'il peut y avoir dans un nom...

Alvin Collins Jacobs, que je viens de rencontrer dans ce café.

En 2011, lui qui avait roulé quelques petites affaires, s'est retrouvé par hasard dans une manifestation à Chicago, avec

Saved documents

un appareil photo.

Les gens protestaient contre l'exécution imminente de Troy Davis, condamné à mort pour le meurtre d'un policier de Savannah sur la base d'une preuve douceuse.

« Je viens d'une petite ville de l'Illinois, personne ne proteste jamais contre quoi que ce soit. C'a été un tel choc pour moi. Sur une pancarte, quelqu'un avait écrit : "Je suis Troy Davis". Ça m'est rentré dedans. Je me suis dit : "moi aussi, je suis Troy Davis". Je me suis mis à sa place. Moi aussi, ça pourrait m'arriver. »

Depuis ce jour-là, c'est ce qu'il fait. Il court les manifs. Baltimore. Ferguson. Flint. Etc.

« C'était comme un appel. Une sorte de mission. Je me suis dit : qu'est-ce que je peux faire ? Je ne suis pas législateur, je ne suis pas médecin, je ne suis pas juge, je ne suis pas philanthrope, c'est quoi mon rôle devant l'injustice ? Et la réponse, c'est : faire entendre ma voix. Aider les gens à voir. Améliorer la conversation.

« La mort de George Floyd, ce n'est rien de nouveau, mais cette fois, tout le monde a pu voir, et peut-être ressentir ce que c'est que d'être Noir face à la police. »

Ses photos ont été publiées partout dans les plus grands médias du pays. Mais il n'est pas « photographe ». Il est « militant de l'image ».

« Je ne peux pas rester neutre. Je suis un Noir en Amérique. J'arrive donc comme un artiste avec une analyse critique. Et mon opinion, c'est ce qui me protège dans une manifestation.

— Comment ça ?

— Si tu te baignes dans l'océan, tu sais que tu peux te noyer, tu peux te faire mordre par un requin, tu évalues les risques. C'est la même chose pour moi devant les policiers. »

La seule fois qu'il a eu vraiment peur, c'est en 2017, à Charlottesville, en Virginie (ne pas confondre avec Charlotte), pendant la manif des suprémacistes blancs.

« Je n'ai jamais vu autant de gens hair autant de gens. Et le pire, ils n'avaient l'air de rien, ce n'étaient pas des skinheads, c'étaient des Blancs dans un polo comme celui de Trump... »

— Alvin Collins Jacobs

Et la seule fois qu'il s'est blessé... c'est avant-hier, à Charlotte, quand quelqu'un est bêtement tombé sur lui et lui a fait une sérieuse entorse à une cheville.

« Le mouvement actuel, ça devait arriver. D'un côté, c'est décourageant, parce qu'on a connu ça avant ; mais de l'autre, cette fois, ce n'est pas juste une affaire de Noirs, on voit des gens de toutes les races dans les manifestations. Tout le monde peut se mettre à la place de George Floyd. On va finir par gagner, mais ce sera une affaire de générations, de générations avec un S... »

« Ce sera long, tellement le racisme est incrusté profondément. Regardez comment le discours est aussitôt détourné. Si Colin Kaepernick met son genou à terre, ils disent que c'est contre le drapeau. Ou contre les militaires. Ça fait si longtemps, on est comme engourdis... »

Alors peu importe où ça saute dans le pays, Alvin Collins Jacobs prend son

équipement et va le documenter, c'est plus fort que lui. Il faut montrer. Raconter. Éveiller.

Lemont était assis les bras croisés dans le parc Southside, oasis de verdure dans une communauté de logements sociaux. Seul, à regarder le soleil descendre sur les grands arbres.

« Aimes-tu le baseball ?

— Pas tant... »

Il m'offre pour 800 \$ des balles de baseball signées par Mickey Mantle, Joe DiMaggio, Ted Williams.

« Je les ai pas avec moi, mais je connais le gars qui les a. J'essaie de me faire un peu d'argent. Ma blonde m'a mis dehors encore.

— C'est quoi le tatouage sur ta tête ?

Il enlève sa casquette et découvre une sorte de réseau de veines dessinées sur son crâne.

— C'est les craques qu'elle fait dans ma tête. »

Il n'a nulle part où dormir ce soir. « Au moins, c'est beau ici. »

Il me dit qu'il a fait de la prison. Trois ans et demi.

« J'ai volé un gars qui essayait de me voler, quand je vendais du weed. C'est légal au Canada, hein ?

— Oui. Tu penses que tu aurais été en prison si c'était légal ici ?

— Ben oui, ça n'avait rien à voir avec la dope. Je l'ai vraiment volé, son argent, sa télé, tout ça. Un vrai vol à main armé.

Saved documents

mée, t'sais.

– Et en prison, c'est comment ?

– Oh, man... À côté de moi, il y avait un gars qui était là depuis 1974. C'était en 2014. Y avait un gars qui levait 600 livres, un monstre, il s'appelait Bulldog.

– C'était le chef ?

– Non. Il y avait un gars encore plus gros, on l'appelait Fort Knox. Une brute. Mais j'ai été chanceux, il violait juste les Blancs. »

Ne vous fiez pas au sourire, on a ri juste cinq secondes, quand il a dit que je suis aussi nul que lui en photo.

Le spleen l'a rembruni tout de suite.

On s'est salués.

Le lendemain matin, je suis revenu, j'ai cherché dans le parc. Il avait disparu avec ses possibles balles de baseball à vendre de joueurs morts.

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/5a1293c0-f77c-48d9-bd55-00aaedc8cef_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Illustration(s) :



Alvin Collins Jacobs.

Photo Yves Boisvert, La Presse



Lemont. *Photo Yves Boisvert, La Presse*

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200605-CY-5276542

Source name	Vendredi 5 juin 2020
Source type	La Presse (site web) • 436 words
Periodicity	Press • Online Press
Geographical coverage	Continuously
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

Justin Trudeau s'agenouille à une manifestation contre le racisme

MÉLANIE MARQUIS

Justin Trudeau a envoyé un signal fort vendredi en s'agenouillant avec des manifestants qui participaient comme lui à un rassemblement en hommage à George Floyd sur la colline du Parlement à Ottawa.

Ottawa - Après avoir commencé la gestion de la crise antiraciale du président Donald Trump avec un long silence de 21 secondes, mardi dernier, Justin Trudeau est sorti de son bureau pour se joindre à des protestataires massés en face de l'édifice du Centre, rue Wellington, vendredi après-midi.

Selon les images des caméras de télévision qui étaient sur place, des gens autour de lui scandaient « *Stand up to Trump!* ». Le premier ministre, qui arborait un masque noir, était entouré de ses gardes du corps de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Il a écouté les discours des orateurs, hochant parfois de la tête en signe d'approbation, et il a aussi applaudi les propos d'un orateur disant que tout le monde est devant l'alternative suivante : « être raciste ou être antiraciste ».

Il a aussi déposé un genou au sol en signe de solidarité avec les autres manifestants réunis sur la colline du Parlement, et il a refait le geste lorsque les

gens ont observé un long moment de recueillement de plus de huit minutes en mémoire des personnes noires tuées par les forces de l'ordre.

Justin Trudeau a quitté le rassemblement tout juste avant que les manifestants descendent dans les rues de la capitale, au moment où une chanteuse entonnait « *Redemption Song* » de Bob Marley & the Wailers. Il ne s'est adressé ni à la foule ni aux journalistes.

Des ministres de son cabinet, dont le Somalien d'origine Ahmed Hussen, le ministre de la Défense Harjit Sajjan, le président du Conseil du Trésor Jean-Yves Duclos, ainsi que la ministre de l'Infrastructure Catherine Mc Kenna, étaient aussi présents.

En matinée, lors de sa conférence de presse à Rideau Cottage, Justin Trudeau avait refusé de dire s'il prendrait part à l'événement lorsqu'un journaliste lui a posé la question.

« Je sais qu'il y a énormément de Canadiens à travers le pays qui manifestent paisiblement pour exprimer leurs préoc-

cupations avec la discrimination systémique, avec le racisme anti-noir, anti-autochtone. Nous nous devons de travailler ensemble en tant que pays pour améliorer ces situations et je salue tout le monde qui manifeste paisiblement pour emmener un changement », s'était-il contenté d'offrir.

Des manifestations en hommage à George Floyd, cet Afro-Américain qui est mort après qu'un policier eut passé de longues minutes le genou sur sa gorge lors d'une interpellation à Minneapolis, se tiennent dans plusieurs villes canadiennes, dont Montréal et Toronto.

- Avec *La Presse canadienne*

This article appeared in *La Presse* (site web)

<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/202006/01/01-5276542-justin-trudeau-sagenouille-a-une-manifestation-contre-le-racisme.php>

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200703-CY-5280132

Source name	Vendredi 3 juillet 2020
Source type	La Presse (site web) • 2563 words
Periodicity	Press • Online Press
Geographical coverage	Continuously
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

Formule 1

Incertitude sur la ligne de départ du Grand Prix d'Autriche

MICHEL MAROIS

Les voitures de F1 reviennent en piste ce week-end en Autriche pour la première épreuve d'une saison dont de nombreux éléments restent à définir en raison de la pandémie. Les favoris sont encore les pilotes des équipes Mercedes, Ferrari et Red Bull, mais la lutte s'annonce vive derrière eux. Les pilotes canadiens Lance Stroll et Nicholas Latifi pourraient bien en profiter.

Une occasion à saisir pour Lance Stroll

À sa quatrième saison en F1, Lance Stroll devra prouver qu'il a vraiment sa place en Grand Prix. Le pilote montréalais de 21 ans n'a sans doute jamais disposé d'une meilleure voiture que celle que l'équipe Racing Point a mise en piste cette saison, mais il refuse de s'embarrasser à quelques heures de la reprise d'un Championnat du monde largement remanié en raison de la pandémie.

« C'est encore trop tôt pour savoir où nous sommes par rapport aux autres équipes, a-t-il insisté, jeudi, en vidéoconférence à partir de Spielberg, en

Autriche. Nous n'avons pas encore disputé une course ! On a bien fait [l'hiver passé] pendant les tests, mais ce n'étaient que des tests. On verra... »

« On pense qu'on sera plus compétitifs, a reconnu le pilote canadien, et on espère être en position de marquer des points à chaque Grand Prix. Mais il faut quand même être prudent. Je n'ai pas d'attentes pour le moment. Nous allons disputer une course et voir où nous nous situons par rapport aux autres. »

Largement inspirée de la Mercedes de la saison dernière, la Racing Point RP20 n'a pas évolué depuis les essais de Barcelone, en février. « Nous n'avons rien changé sur la voiture, a expliqué Stroll. Des améliorations sont prévues plus tard cette saison, mais nous allons disputer les deux premières épreuves ici en Autriche avec la voiture que nous avions à Barcelone. »

Interrompu la veille de la première épreuve, en Australie, le Championnat du monde repart dans des conditions particulières en raison de la pandémie. Pour l'instant, huit épreuves sont prévues, toutes en Europe et en l'ab-

sence de spectateurs. Des consignes et des protocoles très stricts ont été imposés aux équipes.

« C'est très différent », a souligné Stroll, dont le visage était protégé par un masque pendant la vidéoconférence.

« Il n'y a pas de spectateurs, on porte tous des masques ici. On verra ce qui se passera au cours des prochaines semaines, mais pour l'instant, je pense que la F1 fait tout ce qu'il faut. On doit passer des tests régulièrement, les consignes sont claires. Je pense qu'on fait ce qu'il faut pour créer un environnement de travail sécuritaire. »

– Lance Stroll

Stroll est à l'aise sur le Red Bull Ring.

« C'est une piste où j'ai connu beaucoup de succès au fil de ma carrière junior. J'ai toujours aimé le rythme sur cette piste, ça coule bien, et c'est toujours très serré entre les équipes ici parce que les tours sont très courts. C'est important de mettre toutes les pièces du casse-tête ensemble et de compter sur les bons réglages. Je suis donc très excité pour le week-end. »

Saved documents

Au Canada en octobre ?

Le père de Stroll, Lawrence, a investi des sommes importantes pour faire de Racing Point une formation de pointe en F1. Il a aussi investi dans le manufacturier britannique Aston Martin, qui donnera son nom à l'équipe la saison prochaine. Dans cette perspective, de nombreux observateurs croient que le volant du pilote canadien pourrait être confié à un pilote mieux coté dans un avenir proche si ses performances ne sont pas plus convaincantes cette saison.

Fidèle à lui-même, Stroll a jugé que, s'il y avait des choses à améliorer dans son pilotage, c'est surtout la voiture qui changeait la donne. « Je pense que notre voiture n'était pas aussi compétitive l'année dernière en termes de vitesse », a-t-il expliqué.

« C'est vrai que je dois travailler et je veux toujours m'améliorer, en qualifications et en course. Ce sera ma quatrième saison en F1 et je veux essayer de maximiser toutes les occasions qui se présenteront. C'est tout ce que je peux faire. »

Les dirigeants de la F1 espèrent une saison d'au moins une quinzaine d'épreuves, mais le calendrier est encore indéfini après le Grand Prix d'Italie, le 6 septembre. Les promoteurs du Grand Prix du Canada sont toujours sur les rangs et une décision devrait être prise bientôt quant à l'organisation éventuelle d'une épreuve au début du mois d'octobre.

« On ne connaît pas les détails de ce qui se prépare, mais c'est certain que j'aimerais pouvoir courir au Canada », a souligné Stroll. C'est mon Grand Prix préféré, c'est chez moi, notre équipe est canadienne. J'espère vraiment que nous

aurons l'occasion de nous rendre au Canada et que je pourrai passer un peu de temps à la maison. »

Des débuts différents pour Latifi

Nicholas Latifi était à quelques heures de faire des débuts en F1, en mars dernier, quand la pandémie a forcé l'annulation du Grand Prix d'Australie. Près de quatre mois plus tard, c'est dans un contexte très différent que le pilote de l'équipe Williams va s'élancer sur le Red Bull Ring en Autriche.

« L'ambiance n'est pas la même, c'est certain, a confié le pilote torontois, jeudi, en vidéoconférence. Il n'y a pas de spectateurs, beaucoup moins de monde dans les paddocks. Nous devons porter des masques, subir des tests, respecter des consignes. Ce ne sera pas comme en Australie, mais je suis quand même très excité d'aller en piste et d'enfin pouvoir disputer un week-end de Grand Prix. »

La recrue entend se montrer prudente.

« Je vais m'en tenir à des choses simples : y aller une étape à la fois, un tour à la fois. Mon objectif est simplement de terminer chacun des tours, chacune des séances, en évitant les erreurs et en effectuant les tâches que l'équipe va me confier. »

– Nicholas Latifi

« Nous ne savons pas vraiment où nous nous situons par rapport aux autres équipes et j'ai l'impression qu'il faudra attendre quelques courses, sur d'autres circuits, pour nous fixer des objectifs plus précis. »

Comme son compatriote Lance Stroll, Latifi doit beaucoup à son père, Michael, qui a financé sa carrière en

sport automobile. La société Sofina, propriété de M. Latifi, est d'ailleurs l'un des commanditaires principaux de l'équipe Williams cette saison.

Nicholas ne pourra toutefois compter sur la présence de ses proches en Autriche. « Avec les restrictions, les familles ou les amis ne sont pas admis dans les paddocks, a-t-il rappelé. Cela aurait été bien qu'ils soient ici. Ils ont partagé ce rêve avec moi et je sais que cela représente beaucoup pour eux, pour mon père en particulier. Plus tard cette saison, quand les choses seront rentrées dans l'ordre, je sais qu'ils seront là. »

Latifi espère que cela puisse être le cas en octobre à Montréal. « Je sais que c'est une possibilité, a-t-il souligné. Courir à la maison est évidemment très important pour moi et ce serait vraiment génial s'il pouvait y avoir une partie des spectateurs dans les gradins, car ce sont vraiment eux qui rendent cela si spécial. »

Réaliste, le pilote torontois préfère toutefois se concentrer sur ses débuts, ce week-end, en Autriche. Et il est bien habitué aux contraintes de la pandémie. Lundi dernier, c'est en solitaire qu'il a célébré son 25e anniversaire. « Le fait saillant de ma journée, ç'a été un test de la COVID-19 ! »

Hamilton, un favori sous pression

Interrompu par la pandémie de COVID-19, le Championnat du monde de F1 recommence ce week-end en Autriche avec les mêmes acteurs dans les rôles clés.

Le Britannique Lewis Hamilton, de l'équipe Mercedes, est à nouveau favori pour enlever ce qui serait son septième titre mondial, ce qui lui permettrait de rejoindre l'Allemand Michael Schu-

Saved documents

macher au sommet du palmarès. Le pilote de 35 ans est aussi bien placé pour établir plusieurs records et personne ne s'attend à ce qu'il ralentisse, alors qu'il semble particulièrement motivé.

« Nous vivons tous des temps difficiles, a-t-il rappelé en vidéoconférence jeudi, mais c'est aussi un moment où l'action a pu laisser la place à la réflexion. J'ai eu du temps pour penser à autre chose que la F1. » Premier champion du monde noir, le Britannique a toujours été sensible au racisme et aux inégalités. La mort de George Floyd et les événements survenus aux États-Unis l'ont beaucoup touché et il s'est engagé personnellement, dans une fondation notamment.

« C'est dommage qu'il a fallu une autre mort pour qu'on s'empare enfin de ce combat contre le racisme. Nous pouvons utiliser l'audience de la F1 pour faire passer un message, éduquer les gens. Et c'est bien que la F1 soit finalement plus active dans ce domaine. »

– Lewis Hamilton

Les dirigeants de la F1 et les équipes ont annoncé plusieurs initiatives. Mercedes, par exemple, a décidé de peindre ses voitures dans une livrée noire. « J'ai passé beaucoup de temps à discuter avec les gens de mon équipe pour qu'ils me suivent et je suis content de voir qu'ils me font. Il y a toutefois encore beaucoup à faire. Les possibilités sont très nombreuses dans les métiers du sport automobile, mais très peu sont offertes aux minorités. »

Au-delà de son équipe, Hamilton veut aussi impliquer concrètement les autres pilotes. « Nous verrons ce que nous ferons dimanche, mais le plus important est de le faire ensemble. Il ne suffit toute-

fois pas de faire passer un message un jour et de l'oublier ensuite », a-t-il insisté, bien conscient de l'importance de saisir l'occasion.

Sur le plan sportif, Hamilton et son coéquipier Valtteri Bottas tenteront d'offrir à leur équipe son septième double titre (pilote et constructeur) en sept saisons. La Mercedes W11 a été impressionnante aux essais hivernaux, mais la saison s'amorce sur un circuit, le Red Bull Ring, où l'équipe a souvent connu des ennuis.

« C'est un circuit difficile pour nous, a rappelé Hamilton. L'année dernière, nous avons connu des problèmes avec la température de la voiture. En principe, ça devrait aller mieux cette saison, mais il faudra voir. Contrairement à nous, l'équipe Red Bull a souvent été très forte ici et Max [Verstappen] progresse chaque année. Il sera un adversaire redoutable, ici, lors des deux prochains week-ends, et toute la saison. »

L'année de Verstappen

À 22 ans, le Néerlandais Max Verstappen a effectivement beaucoup progressé. Plus constant, même si son tempérament le pousse parfois à des manœuvres risquées, le pilote de Red Bull s'est montré le plus sérieux rival de l'écurie Mercedes, la saison dernière.

Cette année, il a l'avantage de disputer les deux premières courses sur un circuit où il s'est imposé lors des deux dernières saisons et veut en profiter pour vite afficher ses ambitions.

« La piste m'a beaucoup manqué, mais je ne pense pas avoir été mieux préparé que cette saison. J'ai pu faire pas mal de simulateur durant le confinement et je suis heureux d'être de retour, partici-

ulièrement ici, en Autriche. L'équipe a beaucoup travaillé et nous sommes bien placés. Nous aurons déjà des évolutions ici [par rapport aux essais hivernaux] et j'ai vraiment hâte de voir où nous serons par rapport à Mercedes et à Ferrari. »

Reste à voir si Verstappen pourra éviter les erreurs dans une saison écourtée où chaque faux pas sera chèrement payé. « Que nous ayons 8 ou 22 courses, ce sera la même chose pour moi, a-t-il quand même assuré. Je ne changerai pas mon approche en piste, je veux toujours faire le mieux à chaque Grand Prix, courir pour gagner. Une erreur coûtera plus cher, c'est certain, mais ça ne changera pas mon pilotage. »

La guerre chez Ferrari ?

Évincé de l'équipe Ferrari la saison prochaine, l'Allemand Sebastian Vettel va côtoyer cette année le nouvel enfant chéri de la Scuderia, le Monégasque Charles Leclerc. Les relations n'ont pas toujours été cordiales la saison dernière entre les deux pilotes, avec notamment quelques touchettes, au Brésil en particulier. Chose certaine, le quadruple champion du monde n'entend pas se contenter du rôle de second violon.

« Nous sommes une équipe et nous ne devons pas la laisser tomber, mais en même temps, chaque pilote court aussi pour lui, a rappelé Vettel, jeudi, en vidéoconférence. Pour l'instant, on ne sait pas vraiment comment les choses vont se dérouler, si nous serons compétitifs, s'il faudra donner la préférence à l'un ou à l'autre des deux pilotes. Je ne vais pas rendre la vie plus facile à Charles sur la piste. Exactement comme l'an passé. »

Leclerc ne s'en est pas offusqué. « Sebastian m'a beaucoup appris lors de la

Saved documents

dernière saison. On s'est bagarrés parfois sur la piste, mais on a aussi travaillé en complémentarité, comme une équipe, ce qui est le plus important en fin de compte. Cela sera sans doute la même chose en 2020. »

Plus que d'une éventuelle « guerre interne », les deux pilotes se sont plutôt inquiétés de la compétitivité de la nouvelle SF1000 face à ses rivales. Le directeur de la Scuderia, Mattia Binotto, a reconnu que la voiture était en retrait des nouvelles Mercedes et Red Bull l'hiver dernier et qu'il faudrait sans doute patienter quelques courses et l'introduction de nouvelles pièces pour voir Leclerc et Vettel lutter aux avant-postes.

Des règles strictes

Près de quatre mois après un lancement avorté, le Championnat du monde de F1 repart dimanche en Autriche dans des conditions encore bien incertaines. Pandémie oblige, il n'y aura pas de spectateurs et les équipes devront travailler avec des protocoles très stricts. Les deux premières épreuves seront disputées dimanche et dimanche prochain à Spielberg en Autriche. Situé dans la campagne de Styrie, le Red Bull Ring est à l'écart des grands centres et les dirigeants de la F1 y ont créé un environnement protégé pour relancer la saison. Chaque équipe est regroupée et isolée dans un hôtel, les effectifs sont réduits, des contrôles de température sont effectués pour accéder aux paddocks et tout le monde doit se soumettre à des tests plusieurs fois par semaine. Un nombre restreint de représentants des médias a été admis pour assurer la télédiffusion de l'événement.

Un calendrier à compléter

Le patron de la F1, Chase Carey, a con-

firmé hier qu'il espérait dévoiler « au cours des prochains jours » la suite du calendrier 2020, qui s'ajoutera aux huit épreuves déjà prévues. Carey a souligné que l'organisation de plusieurs événements était déjà acquise, avec notamment des épreuves à Bahreïn et Abou Dhabi en fin de saison, mais que les dates définitives de certains d'entre eux étaient encore à préciser. Il a aussi reconnu que la portion nord-américaine du calendrier, avec notamment la possibilité d'organiser un Grand Prix à Montréal au début de l'automne, restait incertaine en raison de l'évolution constante de la pandémie dans les pays concernés. Carey a finalement confirmé que les dirigeants de la F1 espéraient encore pouvoir accueillir un nombre restreint de spectateurs plus tard cette saison. Les amateurs canadiens et étrangers devront donc patienter encore un peu !

On pense déjà à 2021

La saison 2020 n'est pas encore en marche, mais les équipes préparent déjà l'avenir, avec d'importants changements prévus lors des deux prochaines saisons. Les nouvelles règles techniques ont été reportées d'une année, en 2022, mais les voitures seront quand même différentes en 2021 puisque les équipes ont convenu de modifications aérodynamiques qui permettront à Pirelli d'utiliser les mêmes pneus que cette saison. Les budgets des équipes seront aussi limités, un changement particulièrement crucial en raison de la pandémie. Plusieurs équipes risquent néanmoins de ne pas traverser la crise et on dit que Williams et McLaren sont à la recherche d'investisseurs, voire d'acquéreurs pour leur programme de F1.

<https://www.lapresse.ca/sports/course-automobile/202007/03/01-5280132-incertitude-sur-la-ligne-de-depart-du-grand-prix-dautriche.php>

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200616-LAA-c99542e16226ac60f09532638dad874d

Source name	Mardi 16 juin 2020
Source type	La Presse+ • p. DÉBATS_4 •
Periodicity	919 words
Geographical coverage	OPINION
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

p.
débats_4

Définancer plutôt que réformer

Nous devons définancer la police, pour mettre fin non seulement à la violence policière, mais à la violence même.

Nathalie Batraville Professeure adjointe à l'Institut Simone- De Beauvoir de l'Université Concordia*

Le mouvement de protestation en cours contre la violence anti-Noirs est indéniablement historique. La mairesse et le chef de la police de Montréal y ont réagi en faisant des pieds et des mains pour trouver des moyens inédits de répondre à une question de longue date : comment rendre les forces de l'ordre moins racistes ? Malheureusement, cette question erronée ne peut qu'entraîner des réformes vouées à l'échec, telles que les caméras corporelles, la formation sur les préjugés et le recrutement axé sur la diversité. Entre-temps, le soutien du public va croissant pour une exigence nécessaire porteuse d'un réel changement : le définancement de la police et la réallocation des fonds publics vers des ressources qui favorisent véritablement la sécurité de tous.

Pourquoi définancer plutôt que réformer ? Parce que les réformes ne fonctionnent pas. En effet, la violence policière n'est pas une aberration ou l'œuvre de brebis galeuses.

Dans le système capitaliste, protéger et servir les Blancs et leur propriété requiert la violence. Le rôle de la police est donc précisément de dévaluer, de

harceler et de mettre en cage les Noirs et les Autochtones, voire d'interrompre prématurément leur vie.

Le système des peines criminelles ne prévient pas le crime, mais aggrave simplement le mal. Le mythe voulant que la police existe pour protéger les plus vulnérables d'entre nous est réfuté par les centaines de femmes autochtones disparues et assassinées, dont les familles attendent toujours qu'on leur rende justice. Les femmes autochtones constituent par ailleurs l'une des populations dont la croissance s'avère la plus rapide dans le système carcéral fédéral du Canada. Elles représentent ainsi maintenant plus de 40 % des prisonnières fédérales. Dans les centres de détention pour jeunes des Prairies, les filles autochtones représentent plus de 90 % des détenues. Il est par conséquent évident que le système en soi est raciste.

En plus d'être surreprésentées dans les prisons canadiennes, les femmes autochtones et noires sont fréquemment victimes de la violence policière. Le 4 juin dernier, à Edmundston, au Nouveau-Brunswick, alors que les manifestations dénonçant les homicides commis par les forces de l'ordre troublaient le monde, la police a tué Chantel Moore,

une Autochtone de 26 ans des Premières Nations des Tla-o-qui-aht, durant un « contrôle de bien-être ». Les familles endeuillées, comme celle de Regis Korchinski-Paquet, une Autochtone-Noire morte aux mains de la police de Toronto en mai, et d'innombrables autres, demandent justice.

Qui plus est, les interventions policières n'ont pas besoin d'être mortelles pour être violentes. Lorsque les lois ciblent les communautés noires et autochtones de manière disproportionnée, elles révèlent la fonction sous-jacente de la police. Par exemple, l'arrestation et l'emprisonnement des Noirs pour possession et distribution de cannabis depuis des décennies montrent comment les lois sont utilisées pour cibler plutôt que pour protéger. Aujourd'hui, après la légalisation, les centres de distribution de cannabis gérés par le gouvernement sont considérés comme un « service essentiel ». Nous continuons pourtant de voir les lois servir à contrôler des personnes qui vaquent à leurs activités quotidiennes, qu'elles encaissent un chèque, traversent une crise de santé mentale ou demeurent chez elles.

Le définancement de l'appareil policier réduirait la violence en interrompant un

Saved documents

cycle de terreur et de précarité à la fois nocif et mortel. Cette transition favoriserait l'élaboration de réponses efficaces au mal, qui donneraient véritablement la priorité à la sécurité et la responsabilité de tous.

Nous ne pouvons diminuer la violence dans nos communautés qu'en transformant les conditions qui mènent à la violence. Imaginez une réallocation des 665 millions de dollars que Montréal dépensera cette année pour les forces policières vers des mesures qui permettraient aux gens d'accéder à des logements sûrs, à des salaires suffisants pour vivre, à des soins de santé mentale, à l'éducation et à la sécurité alimentaire.

Nombre de programmes et de services vitaux pour les Autochtones et les Noirs existent déjà, mais demeurent sous-financés ou privés de moyens. En redirigeant les fonds prévus pour la police vers ces programmes, nous pourrions répondre aux besoins essentiels de nos communautés et créer plus d'espaces et de ressources permettant aux gens de traiter leurs traumatismes et de s'en remettre d'une manière qui pourrait radicalement changer notre société.

Lorsque nous demandons le définancement de la police, notre objectif est d'investir dans le potentiel qu'ont nos communautés d'être épanouies, dynamiques et vivantes. Mais qui est prêt pour une telle évolution ? En appelant la police, en appuyant les initiatives gouvernementales qui augmentent les services policiers et leurs pouvoirs, et en ressortant les arguments sur le maintien de la loi, les Blancs perpétuent le statu quo. Ce contrat que les Blancs signent chaque jour les avantage et renforce le racisme contre les Noirs et les Autochtones. Il révèle aussi un échec de l'imagination. Depuis des siècles, les

Autochtones et les Noirs se tiennent prêts à guider nos communautés vers un point où nous pourrons contempler ce qui existe au-delà de la suprématie blanche. Le vrai changement ne viendra pas facilement, mais l'une des premières mesures peut être prise aujourd'hui, en désinvestissant l'argent des contribuables de la police afin de le réallouer à des ressources vitales pour les communautés noires et autochtones.

*L'auteure enseigne et mène des recherches dans les domaines des théories féministes, décoloniales et allosexuelles noires, de l'abolition des prisons et de la production culturelle de l'Atlantique noir.

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/152cbd_bf-b832-4a65-82ab-4dc4fd6d9244_7C_0.html?utm_medium=twitter&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen

Encadré(s) :

« Lorsque les lois ciblent les communautés noires et autochtones de manière disproportionnée, elles révèlent la fonction sous-jacente de la police. »

Qu'en pensez-vous ?

Exprimez

Votre opinion

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public Library2 for personal and temporary display.

news-20200704-LAA-4cfda28b69d98bf2bba9601629ff337

Source name	Samedi 4 juillet 2020
Source type	La Presse+
Periodicity	Press • Newspapers
Geographical coverage	Daily
Origin	Provincial
	Gourmand
	Montreal, Quebec, Canada

p. p.
inspiration_inspiration_11



Cuisine de diversité

Ève Dumas
La Presse

De tous les États américains, c'est sans doute la Louisiane qui propose la cuisine la plus distinctive, avec ses ingrédients emblématiques – écrevisse, barbotte, alligator, etc. – et ses multiples influences. À défaut de se rendre physiquement au pays du gombo, on peut y voyager par le ventre, grâce à la maîtrise de la cuisine cajun de Richard Taitt. Nous avons rencontré le chef dans son restaurant de Dollard-des-Ormeaux et cuisiné avec lui une jambalaya bien relevée !

La semaine dernière, le nom du Bistro Nolah circulait dans les médias sociaux. Quelques chefs montréalais, exaspérés par le manque systématique de diversité dans les palmarès de « meilleurs restos », ont cédé leur place à des restaurants représentant la richesse culturelle de la métropole sur la liste « Canada's 100 Best ».

C'est le chef John Winter Russell, du restaurant Candide, qui a parti le bal, en remettant sa 93e position à Palme, un établissement appartenant à deux Montréalais d'origine caribéenne et proposant une « cuisine tropicale revisitée ». Le Bistro Nolah, lui, a été sélectionné par nul autre que David McMillan.

Le chef et copropriétaire du groupe Joe Beef s'était un jour trouvé à la table de Richard Taitt, complètement par hasard. « Quelqu'un m'avait donné rendez-vous là, dans le West Island. Je ne savais pas du tout où j'allais. J'ai été soufflé par un repas parfait », nous confiait David McMillan au téléphone.

Avant d'ouvrir son restaurant, il y a huit ans, avec ses partenaires Christopher Eamer et Isabelle Plourde, M. Taitt avait roulé sa bosse dans plusieurs établissements de la grande région métropolitaine. Né de parents caribéens (Barbade et Trinidad), il a grandi à Notre-Dame-de-Grâce et étudié la cuisine au Pearson Culinary Institute. Aujourd'hui, son CV est une mosaïque d'influences. Il a touché à la cuisine française (Bistro on the Avenue), pratiqué la cuisine de pub, tâté brièvement de la cuisine péruvienne haut de gamme avec Mario Navarrete.

C'est au contact de feu le chef Michael Minorgan (restaurants Van Gogh, La Louisiane, Benedict's et Mesquite Southern BBQ) que le touche-à-tout s'est laissé envoûter par les parfums de la cuisine cajun/créole, une incroyable fusion de traditions culinaires d'Afrique de l'Ouest, d'Espagne, de France, des Caraïbes et des Premières Nations



Le chef Richard Taitt.

PHOTO EDOUARD FRÉCHETTE, LA PRESSE

PLANTE-

américaines.

« La cuisine louisianaise, c'est du comfort food, mais avec plusieurs couches de saveurs. Un des secrets se trouve dans les mélanges d'épices utilisés. »

— Richard Taitt, chef du Bistro Nolah

En plus d'avoir appris aux côtés de « chef Michael », Richard Taitt a fait plusieurs voyages à La Nouvelle-Orléans. « C'est une ville de bouffe ! » Le gourmand parle avec émotion de la soupe à la tortue qu'il a mangée chez K Paul's, des huîtres du restaurant Pêche, d'un repas mémorable chez Cochon, de muffulettas et de po boys, d'écrevisses et de crabe.

Au Bistro Nolah, on sert des classiques de La Nouvelle-Orléans, avec une finition élégante. Il y a du gombo, de la bar-

Saved documents

botte noircie, du gruau de maïs (grits), des croquettes de crabe et une foule d'autres spécialités, servies à emporter par les temps qui courent. Si tout va bien, la terrasse devrait rouvrir dans les prochaines semaines. En temps normal, le brunch est un des moments forts de la semaine, dans le restaurant situé au bout d'un petit centre commercial qui ne paie pas de mine. Les gens affluent des arrondissements de l'Ouest, mais aussi du centre de Montréal, de Cornwall, d'Ottawa et d'ailleurs.

S'il a hâte de recommencer à accueillir les clients, Richard Taitt avoue qu'il apprécie beaucoup le rythme plus raisonnable que la COVID-19 a imposé à certains milieux de travail. « Dans mon cas, parce que je n'avais pas trop à m'inquiéter pour la survie du restaurant, le stress est tombé d'à peu près 70 %. Comme bien des gens, j'ai eu beaucoup de temps pour penser à mon modèle d'affaires et à ma qualité de vie. C'est sûr qu'il y a des changements à l'horizon », prévient l'homme à la barbichette bien blanche.

Une sous-cuisine ?

Bien des années plus tard, le chef férus de cuisine cajun se rappelle les paroles d'un de ses professeurs, qui avait traité sa spécialité de « nourriture paysanne », avec un soupçon de dédain dans la voix. « La majorité des cuisines de ce monde n'ont-elles pas des origines paysannes ? », avait répondu celui qui était sur le point d'ouvrir le restaurant Cajun Blues, à l'époque.

Si les traditions culinaires du monde sont de plus en plus célébrées, de nos jours, elles sont toujours victimes d'une discrimination beaucoup plus subtile, comme en témoigne la très faible

présence de bonnes tables indiennes, mexicaines, haïtiennes dans les listes des « meilleurs ».

Que ce soit de la part du livreur de légumes, qui passe devant lui en l'ignorant pour faire signer la commande à un cuisinier blanc ou de la part de clients étonnés de voir que le chef est **noir**, Richard Taitt a connu de nombreux épisodes de **racisme** durant sa carrière. Aussi est-il particulièrement fier d'avoir une sous-chef philippine avec un talent extraordinaire, qu'il entend bien célébrer et reconnaître à sa juste valeur.

This article appeared in **La Presse+**

http://plus.lapresse.ca/screens/5cb5e38e-4a10-4c41-aef2-de450a04790a_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Encadré(s) :

La jambalaya de Richard Taitt

Voici une version plus créole que cajun de la jambalaya, reconnaissable à l'ajout de tomates. La première version de ce plat serait née d'une tentative des Espagnols de reproduire leur paella dans le Nouveau Monde. Au Nolah, le chef a décidé de s'en tenir à la version « viandeuse » de ce grand classique, puisqu'il y a beaucoup de poissons et fruits de mer au menu. Mais rien ne vous empêche de surmonter le riz de quelques belles crevettes poêlées ou grillées sur le barbecue. À défaut d'andouille cajun, une saucisse fumée et épicee, Richard Taitt utilise du chorizo ou de la merguez.

Ingrédients

4 c. à soupe d'huile végétale

200 g de jambon fumé, en cubes de taille moyenne

200 g de saucisse chorizo ou merguez en rondelles

2-4 c. à soupe d'épices créoles (voir recette)

2 poivrons, dont un vert

1 oignon jaune

3 branches de céleri

3 tasses de riz étuvé

Une grosse boîte de tomates entières (796 ml), écrasées avec les mains

Une petite boîte de pâte de tomate (156 ml), à utiliser seulement si les tomates entières contiennent beaucoup d'eau

1/4 de tasse de sauce Worcestershire

1/2 tasse de fond de poulet ou de bœuf

Eau

2-3 oignons verts hachés pour la finition

Préparation

1. Préchauffer le four à 350° F.

2. Faire chauffer l'huile à feu moyen-elevé dans une casserole de taille moyenne, qui va au four.

3. Ajouter le jambon et la saucisse et laisser doré légèrement.

4. Ajouter les épices et mélanger.

5. Ajouter les légumes, réduire le feu et mélanger.

6. Ajouter le riz et mélanger.

7. Ajouter les tomates et mélanger.

Saved documents

8. Ajouter le reste des ingrédients.



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

9. Ajouter de l'eau pour presque couvrir.



Lorsque le mélange arrive à ébullition, couvrir et placer la casserole au four pour une trentaine de minutes.

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

10. Lorsque le mélange arrive à ébullition, couvrir et placer la casserole au four pour une trentaine de minutes.



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

11. Servir avec un peu d'oignon vert haché.



Servir avec un peu d'oignon vert haché..

Épices créoles

(version simplifiée de celle du Bistro Nolah)

3 c. à soupe de paprika doux

Préchauffer le four à 350 °F. Faire chauffer l'huile à feu moyen-élévé dans une casserole de taille moyenne, qui va au four. Ajouter le jambon et la saucisse et laisser doré légèrement.

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

2 c. à soupe de poudre d'ail



Ajouter les épices et mélanger..

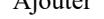
PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

2 c. à soupe de sel

Ajouter les légumes, réduire le feu et mélanger.

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

1 c. à soupe de piment de Cayenne



1 c. à soupe de poudre d'oignon

Ajouter les légumes, réduire le feu et mélanger.

1 c. à soupe d'origan séché

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

1 c. à soupe de thym séché



Ajouter le riz et mélanger..

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

1 c. à soupe de poivre fraîchement moulu



Ajouter les tomates et mélanger..

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Illustration(s) :



Richard Taitt aux fourneaux du Bistro Nolah

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE



La jambalaya du chef Richard Taitt, chef propriétaire du Bistro Nolah

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE



Ajouter de l'eau pour presque couvrir..

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200704-LAA-078f64ac2cf6d2933e78cb8540668f0e

Source name	Samedi 4 juillet 2020
Source type	La Presse+ • p. DÉBATS_1,DÉBATS_6 • 964 words
Periodicity	DAILY
Geographical coverage	OPINION
Origin	Provincial Montreal, Quebec, Canada

p. p.
débats débats_6



Vers une explosion de la violence aux États-Unis

Marc Ouimet

L a mort filmée de George Floyd a entraîné dans plusieurs pays des protestations contre le profilage ethnique et la brutalité policière. Des voix s'élèvent pour que les gouvernements réduisent le financement des services de police. On présente les policiers comme étant dangereux pour les citoyens noirs.

Aux États-Unis en 2018, on compte 6318 Noirs assassinés (tués par un Blanc dans environ 5 % des cas) contre 3308 Blancs tués. Puisque les Noirs constituent 14,3 % de la population, des calculs permettent de montrer qu'un citoyen noir a 10 fois plus de risques d'être assassiné qu'un citoyen blanc. En 2019, les policiers, dans leur travail, ont tué 236 Noirs et 376 Blancs. Il y a donc une disproportion des Noirs quant à la population de personnes tuées par la police, mais dans l'immense majorité des cas, la victime était armée et attaquait les policiers. Pour les cas où la victime était non armée, il y a eu 15 Noirs et 25 Blancs. À titre de comparaison, en 2019, un total de 48 policiers ont été assassinés dans le cadre de leurs fonctions.

Ces chiffres nous amènent à deux constats. La société américaine est violente. Son taux d'homicide est de 5,4 homi-

cides par 100 000 habitants alors que les pays hautement industrialisés ont un taux nettement moindre, comme le Canada (1,7), la France (1,4), le Royaume-Uni (1,2) ou l'Australie (0,9). Mais la violence de la société américaine touche de manière disproportionnée les Afro-Américains, ce qui s'explique par des faits historiques comme l'esclavage et des lois racistes, par de l'exclusion, des inégalités sociales et un niveau de pauvreté insensé pour un pays si riche. Le vrai problème actuel est celui des inégalités et de la pauvreté qui amènent une surviolence dans la communauté noire. À cette situation désastreuse, on doit ajouter d'autres facteurs comme la grande accessibilité des armes à feu, le peu de disponibilité de soins médicaux et psychiatriques pour un segment de la population et une surabondance de drogues illicites entraînant plus de 46 000 morts annuellement par overdose.

New York et Chicago

La police est maintenant perçue comme faisant partie du problème et on cherche à limiter son rôle. Or, beaucoup d'études criminologiques montrent que la présence policière agit comme un rempart contre la violence. On explique le miracle new-yorkais, soit de passer de

Les environs du West Suburban Medical Center, à Chicago, le 20 juin dernier, au cours d'une fin de semaine particulièrement violente

. Photo John J. Kim, Associated Press

2605 homicides annuellement (en 1990) à environ 400 aujourd'hui, par des améliorations apportées aux manières de faire de la police. Par exemple, l'utilisation de technologies d'information en temps réel (Compstat) et une police plus intelligente, mais aussi plus proactive.

Un des objectifs opérationnels des policiers fut de réduire les incivilités (itinérance, mendicité, usage de seringues dans la rue) et de tenter de sortir les armes à feu de la rue : tolérance zéro même pour des délits mineurs, interpellations et fouilles (stop and frisk), policiers en civil. Il y a bien sûr eu des bavures policières et des contestations liées à du profilage racial mené par les policiers, mais il faut reconnaître que la situation actuelle est nettement meilleure dans cette grande ville de New York qu'avant pour les Blancs et les Noirs, pour les pauvres et les riches, mais aussi pour les itinérants, les toxicomanes et les vendeurs de drogue. Tout le monde est plus en sécurité.

Chicago, cette autre grande ville américaine, n'a jamais vraiment été capable

Saved documents

de faire chuter la violence de manière importante. On remarque une poussée à la hausse aux alentours de 2015 lorsque la ville a pratiquement cessé ses pratiques de stop and frisk, jugées par les tribunaux comme discriminatoires.

Il y a eu près de 500 homicides en 2019 à Chicago (10 fois plus qu'à Montréal), mais les chiffres récents montrent de nouvelles hausses. Le 31 mai 2020 a connu 18 homicides dans cette ville en 24 heures, un record. Le week-end dernier, dans cette seule ville, on a recensé 63 personnes qui ont été atteintes par balles, dont un enfant de 1 an et un autre de 10 ans tués par des balles perdues.

Dans la foulée des protestations récentes visant la police, certaines administrations municipales ont décidé de réduire la police. Le maire de New York vient tout juste de démanteler l'unité de 600 policiers en civils d'une unité anti-crime qui luttaient contre la criminalité dans la rue et les transports publics et cherchaient à désarmer les criminels. On note déjà une hausse de près de 400 % de coups de feu depuis.

Nous pouvons aussi prévoir un retrait des policiers des zones à risque et une hésitation des policiers à intervenir dans des situations potentiellement dangereuses. On ne peut demander à un policier de faire une arrestation risquée (par exemple, un membre de gang potentiellement armé) s'il risque d'être ensuite frappé par la foule présente, d'être accusé de racisme et d'avoir utilisé la force, d'être congédié, etc. Le policier va simplement regarder ailleurs et passer son chemin. C'est ce qui a été appelé l'effet Ferguson d'abord, mais ce sera maintenant l'effet Floyd, soit une explosion de la violence à la suite d'une non-

intervention policière dans certains quartiers chauds. Et on peut d'ores et déjà prédire que ce sont les Noirs qui feront les frais de cette explosion de violence. Le seul qui va bénéficier de tous ces désordres urbains est celui qui est à la Maison-Blanche et qui brandira le spectre du chaos pour se faire réélire.

** L'auteur est également chercheur au Centre international de criminologie comparée.*

« Beaucoup d'études criminologiques montrent que la présence policière agit comme un rempart contre la violence. »

This article appeared in La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/70704db7-f3e9-4860-b163-4352cbd77517_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

Note(s) :

Marc Ouimet

Professeur titulaire à l'École de criminologie de l'Université de Montréal *

Exprimez

Votre opinion

Qu'en pensez-vous ?

Saved documents



© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.



Certificate issued on April 26, 2023 to Ottawa-Public-Library2 for personal and temporary display.

news-20200602-CY-5276024

Source name	Mardi 2 juin 2020
Source type	La Presse (site web)
Periodicity	Press • Online Press
Geographical coverage	Continuously
Origin	Provincial
	Montreal, Quebec, Canada

Agissements de Trump: un silence lourd de sens de Trudeau

MÉLANIE MARQUIS

Justin Trudeau a eu un silence lourd de sens quand on lui a demandé de commenter les agissements de Donald Trump, qui a menacé de déployer l'armée pour mater le mouvement de protestation antiraciste qui secoue les États-Unis, mardi.

Ottawa - Le premier ministre a pris une longue pause devant sa résidence de Rideau Cottage, mardi, lorsqu'un journaliste lui a demandé quel message envoyait son refus de commenter directement la façon dont le locataire de la Maison-Blanche gère les manifestations souvent violentes qui font rage dans plusieurs villes des États-Unis.

« Nous regardons tous avec horreur et consternation ce qui se déroule aux États-Unis. C'est un moment pour rassembler les gens, mais c'est aussi un moment pour écouter. C'est un moment pour apprendre quelles injustices persistent, en dépit des progrès qui ont été réalisés au cours des dernières années et décennies », a-t-il finalement laissé tomber après un lourd silence d'une vingtaine de secondes.

Comme il l'avait fait la veille, Justin Trudeau a débuté son allocution en évoquant la crise. Il a plaidé que cette situation était le « résultat de systèmes qui beaucoup trop souvent tolèrent, nor-

malisent et perpétuent l'injustice et l'inégalité à l'endroit des personnes de couleur ».

Cela est vrai « non seulement l'autre côté de la frontière, mais ici, chez nous, dans nos communautés, dans notre pays », a argué Justin Trudeau. « Ça doit cesser. Et les gens qui n'ont jamais subi le racisme ou la discrimination ont un rôle très important à jouer dans tout ça », a-t-il enchaîné dans sa déclaration à Rideau Cottage, mardi.

Un nouveau chapitre de tensions raciales s'est ouvert aux États-Unis dans la foulée de la mort de George Floyd, un homme noir qu'un policier blanc a été accusé d'avoir asphyxié en écrasant son genou sur le cou de M. Floyd lors de son arrestation à Minneapolis.

L'indignation s'est répandue comme une traînée de poudre, et les manifestations ont donné lieu à des arrestations de journalistes, ces « ennemis du peuple » que fustige régulièrement le président Trump, qui semblent pris pour cibles par les forces de l'ordre.

Là-dessus, lors d'une conférence de presse au parlement, la vice-première ministre Chrystia Freeland, elle-même une ancienne journaliste, a clairement affiché son désaccord, sans toutefois prononcer elle non plus le nom du 45e président des États-Unis.

« Les journalistes ne sont pas les ennemis du peuple. Les journalistes sont au service du peuple. De par ma propre expérience au sein du gouvernement, je ne peux pas dire que j'accueille positivement chacune des questions que les journalistes me posent, ou encore à y répondre facilement », a-t-elle déclaré.

« Mais je suis absolument convaincue que la présence des journalistes qui demandent des comptes au gouvernement rend le gouvernement meilleur. La liberté de presse est un droit humain fondamental, et elle est un élément essentiel à une démocratie forte », a ajouté Mme Freeland.

Pendant ce temps, en Chambre, les chefs des différents partis condamnaient unanimement le racisme au Canada. Le

Saved documents

leader de l'opposition officielle, Andrew Scheer, a dit espérer que les événements montrent qu'il s'agissait d'une réalité « douloureuse et inacceptable ».

**This article appeared in La Presse
(site web)**

<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/202006/02/01-5276024-agissement-de-trump-un-silence-lourd-de-sens-de-trudeau.php>